ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964COMPTE RENDU INTEGRAL — 74^e SEANCE2^e Séance du Mardi 10 Décembre 1963.

SOMMAIRE

1. — Loi de finances rectificative pour 1963. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 7770).

Réserve de l'article 6.

Art. 7 à 9. — Adoption.

Art. 10.

Amendement n° 13 de la commission des finances: MM. Valon, rapporteur général de la commission des finances; Catroux, Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. — Retrait.

Adoption de l'article 10.

Art. 11.

Amendement n° 16 de la commission des lois constitutionnelles tendant à une nouvelle rédaction de l'article: MM. Hogue, le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques. — Adoption.

Art. 12. — Adoption.

Après l'article 12.

Amendement n° 5 du Gouvernement tendant à insérer un article nouveau: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur général, Beauguilte, Max-Petit. — Adoption.

Amendement n° 6 du Gouvernement tendant à insérer un article nouveau: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur général. — Adoption.

Amendement n° 23 de M. Christian Bonnet tendant à insérer un article nouveau: MM. Christian Bonnet, le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques.

Sous-amendement n° 30 du Gouvernement à l'amendement n° 23. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 23 modifié.

Amendement n° 7 du Gouvernement tendant à insérer un article nouveau: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur général. — Adoption.

Amendement n° 8 du Gouvernement tendant à insérer un article nouveau: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur général. — Adoption.

Amendement n° 26 de M. Collette tendant à insérer un article nouveau: MM. Collette, le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques, Laudrin, Schumann, Denvers. — Adoption.

Art. 6.

Amendement n° 10 de la commission et sous-amendements n° 24 de M. Sabatier et 29 du Gouvernement: MM. le rapporteur général, Sabatier, le ministre des finances et des affaires économiques.

Adoption du sous-amendement n° 24.

MM. de Tinguy, Rivain, le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques.

Adoption du sous-amendement n° 21.

Adoption de l'amendement n° 10 modifié.

Amendement n° 2 de M. Fourvel: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, Fourvel, le rapporteur général, Boscher. — Rejet.

Amendement n° 11 de la commission et sous-amendement n° 20 de M. Prioux: MM. le rapporteur général, Prioux, le ministre des finances et des affaires économiques.

Adoption du sous-amendement n° 20 et de l'amendement n° 11.

Adoption de l'article 6 complété.

2. — Modification de l'ordre du jour (p. 7779).

M. Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques.

3. — Loi de finances rectificative pour 1963. — Reprise de la discussion d'un projet de loi (p. 7779).

Art. 13. — Réservé.

Etat A.

Départements d'outre-mer:

M. Feuillard.

Adoption de l'état A et de l'article 13.

Art. 14. — Réservé.

Etat B.

Santé publique:

MM. Nilès, Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Adoption de l'état B et de l'article 14.

Art. 15. — Réservé.

Etat C.

Affaires étrangères:

Amendement n° 27 de M. Deniau: MM. Deniau, le secrétaire d'Etat au budget, Séramy. — Adoption.

Agriculture :

MM. Tourné, le secrétaire d'Etat au budget.

Travaux publics :

MM. Roucaute, Tourné, Vivien, le secrétaire d'Etat au budget, Poudevigne.

Marine marchande :

M. Rieubon.

Adoption de l'état C modifié et de l'article 15.

Art. 16. — Réserve.

Etat D.

Education nationale :

M. Hostier.

Adoption de l'état D et de l'article 16.

Art. 17 à 25. — Adoption.

Article additionnel.

Amendement n° 21 de M. Feuillard : MM. Feuillard, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat au budget. — Adoption.

4. — Loi de finances rectificative pour 1963. — Seconde délibération d'un projet de loi (p. 7789).

M. Vallon, rapporteur général de la commission des finances.

Art. 4 bis.

Amendement n° 1 de la commission des finances tendant à une nouvelle rédaction de l'article : MM. Hubert Germain, Emile-Pierre Halbout. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. — Discussion d'urgence d'un projet de loi (p. 7790).

M. Capitant, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles.

Question préalable opposée par la commission et M. Coste-Floret : MM. Coste-Floret, Brousset, Pierre Bas, Jacquinet, ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Rejet au scrutin.

Discussion générale : MM. Lenormand, Spénale, Bustin, Brousset, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Clôture.

Motion de renvoi à la commission de M. Coste-Floret : MM. Coste-Floret, Saintout, le rapporteur, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Rejet.

Art. 1^{er} à 14. — Adoption.

Art. 15.

Amendement n° 1 de M. Brousset. — Adoption.

Adoption de l'article 15 modifié.

Art. 16.

Amendement n° 2 de M. Brousset. — Adoption.

Adoption de l'article 16 modifié.

Art. 17 à 35. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

6. — Modification de l'ordre du jour (p. 7806).

M. Jacquinet, ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

7. — Fait personnel (p. 7806).

MM. Vivien, Tourné.

8. — Dépôt d'un projet de loi (p. 7807).**9. — Dépôt d'un rapport (p. 7807).****10. — Ordre du jour (p. 7807).**

PRESIDENCE DE M. RAYMOND SCHMITTEIN,
vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente minutes.

— 1 —

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963**Suite de la discussion d'un projet de loi.**

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 (n° 680, 708, 716).

Cet après-midi, l'Assemblée a abordé l'examen des articles et s'est arrêtée à l'article 6.

Le Gouvernement demande la réserve momentanée de cet article.

La réserve est de droit.

[Articles 7 à 9.]

M. le président. « Art. 7. — Est autorisée l'imputation au compte de règlement avec les gouvernements étrangers ouvert par l'article 17 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958 des opérations résultant de l'application de l'accord conclu le 15 juillet 1963 entre la France et la République Argentine.

« Ce compte spécial du Trésor s'intitulera désormais « Consolidation de la dette commerciale argentine ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

(L'article 7, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 8. — L'administration des monnaies et médailles est autorisée à frapper pour le compte de l'Etat des pièces de 100 francs en métal commun destinées à être mises en circulation dans le département de la Réunion.

« La composition, les caractéristiques et le type de ces pièces seront fixés par arrêté pris conjointement par le ministre des finances et des affaires économiques et par le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

« Le pouvoir libératoire de ces pièces entre particuliers est limité à la somme de 2.000 francs.

« L'ensemble des émissions de pièces de 100 francs visées au premier alinéa ne pourra dépasser 8 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Il est ouvert au compte spécial du Trésor, « Avances à divers organismes, services ou particuliers », une subdivision intitulée « Avances à l'association technique de l'importation charbonnière », destinée à retracer l'aide financière que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir à ladite association en vue de faciliter la constitution d'un stock de charbon de sécurité au cours de l'hiver 1963-1964. » — (Adopté.)

[Article 10.]

M. le président. « Art. 10. — L'ordonnance n° 60-563 du 15 juin 1960 est validée. »

M. le rapporteur général et M. Catroux ont présenté un amendement n° 13 tendant à rédiger comme suit l'article 10 :

« I. — L'ordonnance n° 60-563 du 15 juin 1960 est validée à l'exception de l'alinéa 1^{er} de son article 1^{er} qui est abrogé.

« Sont également abrogés les paragraphes I et II de l'article 21 de l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959 portant loi de finances rectificative pour 1959.

« II. — L'article 13 de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, modifié par la loi n° 54-782 du 2 août 1954, est complété comme suit :

« La Société nationale des entreprises de presse a également pour objet :

« De participer directement ou par l'intermédiaire de filiales à l'exploitation d'entreprises de presse et d'imprimeries en France et à l'étranger, et notamment dans les pays bénéficiant d'une assistance technique de l'Etat français ;

« D'assurer, dans la mesure où l'imprimerie nationale ne peut les exécuter directement dans ses ateliers et dans les mêmes conditions que celle-ci, les impressions nécessaires au fonctionnement des administrations publiques et établissements publics nationaux à caractère administratif, pour autant que la société nationale pourra les faire exécuter par les imprimeries qu'elle dirige ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Louis Vallon, rapporteur général. J'ai déjà dit quelques mots du problème que pose l'article 10 dans le rapport oral que j'ai fait au début de la précédente séance.

Je n'y reviendrai pas.

Je crois qu'il serait utile d'entendre d'abord M. Catroux qui a déposé l'amendement que la commission des finances a d'ailleurs accepté et intégré au texte de l'article, après quoi le Gouvernement nous donnera probablement son avis.

M. le président. La parole est à M. Catroux. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. Diomède Catroux. Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 10 valide l'ordonnance du 15 juin 1960 ; il a pour résultat de supprimer toute contestation possible quant à l'affectation au secteur public d'impression d'immeubles ayant appartenu à une société non condamnée mais dont 80 p. 100 des actions étaient la propriété d'une autre société condamnée à la confiscation totale de son patrimoine.

L'article 10 non amendé aboutit donc à ce résultat positif. Il a le tort toutefois d'engager la vie de la S. N. E. P. dans des conditions anormales.

Comment peut-on penser en effet qu'une société nationale qui a une vocation permanente propre puisse fonctionner normalement si l'ordonnance sur laquelle s'appuie son existence pose comme principe sa dissolution et fixe un terme, incertain d'ailleurs mais réel, à cette dissolution ?

Il faut rappeler, en effet, que l'ordonnance du 15 juin 1950 qui avait été signée par M. Louis Terrenoire, alors ministre de l'information, tendait à revenir sur une ordonnance de 1959 signée par M. Antoine Pinay, alors ministre des finances, qui, elle, établissait le principe de la dissolution de la S. N. E. P. avec effet certain, au plus tard, le 1^{er} janvier 1961.

Comment peut-on penser qu'une société nationale puisse remplir son contrat, établir un programme d'investissements, trouver des contractants, étendre son action sur plusieurs années si ses interlocuteurs savent qu'elle est vouée à la dissolution dans un avenir plus ou moins proche, que son sort est à la merci d'un décret ?

L'amendement que j'ai eu l'honneur de présenter devant la commission des finances avait également pour objet d'attirer l'attention du Gouvernement sur un second point.

La Société nationale des entreprises de presse est, dans notre droit administratif, le seul établissement public d'Etat qui ne bénéficie pas de la procédure prévue pour les marchés administratifs.

Mon amendement tendait d'abord, par la suppression du premier paragraphe de l'ordonnance du 15 janvier 1960 et celle des paragraphes 1 et 2 de l'ordonnance de 1959, à donner vie à la S. N. E. P., sans fixer de limite à son existence; ensuite, à permettre *a fortiori* à la S. N. E. P. d'être assimilée à une société d'entreprise normale; enfin, de lui reconnaître vocation aux marchés administratifs dans les mêmes conditions que l'imprimerie nationale.

Nous avons entendu M. le ministre des finances au sein de notre commission des finances. Je comprends très bien que cette question de la S. N. E. P. pose, au fond, deux problèmes extrêmement importants: l'Etat doit-il ou non posséder un secteur public d'impression et, *a fortiori*, doit-il ou non permettre à une société filiale de cette société nationale d'agir et de mener une vie d'entreprise commerciale dans des Etats indépendants de l'Afrique ?

Cette décision n'est pas du ressort du Parlement mais du Gouvernement.

Mais j'appellerai l'attention du Gouvernement sur un autre point.

L'article 34 de notre Constitution dispose que l'on ne peut, sans une loi, disposer du patrimoine d'une société publique et le transférer au secteur privé.

Or une délibération du Conseil constitutionnel a établi, à propos de la S. N. E. P., que l'Etat, en agissant par voie d'ordonnances pour modifier la loi de 1954 qui portait règlement de cette société nationale, a sans le vouloir excédé ses pouvoirs. Un avis analogue a été donné par le Conseil d'Etat.

Aussi, monsieur le ministre des finances, puis-je vous dire, au nom de la majorité de la commission des finances, et afin de revenir à une situation plus conforme à l'esprit et à la lettre de la loi que je suis prêt à retirer l'amendement que j'ai eu l'honneur de présenter à la condition expresse que le Gouvernement ne prenne aucune disposition de suppression concernant la Société nationale des entreprises de presse S.N.E.P. sans revenir au préalable devant le Parlement. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. La question a été parfaitement exposée par M. Catroux.

En fait, depuis 1960 des événements sont intervenus qui ont affecté une partie des activités de la S. N. E. P., notamment certaines de ses activités en Afrique du Nord.

Cela appelle réflexion.

Le Gouvernement ne prendra pas de décision nouvelle concernant cette société, dans le sens indiqué par M. Catroux, sans être au préalable revenu devant le Parlement.

M. le président. La parole est à M. Catroux.

M. Diomède Catroux. Je prends acte de la déclaration de M. le ministre des finances et, en conséquence, je retire mon amendement. (*Applaudissements.*)

M. le président. M. le rapporteur général est-il d'accord ?

M. le rapporteur général. J'enregistre l'accord de M. Catroux et je considère que la commission des finances admet la rédaction de l'article 10 compte non tenu de l'amendement de M. Catroux.

M. le président. L'amendement n° 13 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10.

(*L'article 10, mis aux voix, est adopté.*)

[Article 11.]

M. le président. « Art. 11. — Dans l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1963 n° 63-628 du 2 juillet 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, les mots « jusqu'au 1^{er} janvier 1964 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 1^{er} janvier 1965 ».

M. Hoguet a déposé, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, saisie pour avis, un amendement n° 16 tendant à rédiger ainsi cet article :

« Dans l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1963 n° 63-628 du 2 juillet 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, les mots : « jusqu'au 1^{er} janvier 1964 » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 1^{er} août 1964 ».

Le Gouvernement déposera, avant l'ouverture de la seconde session ordinaire 1963-1964 du Parlement, un projet de loi portant modification de la procédure répressive, prévue par les ordonnances n° 45-1483 et 45-1484 du 3^o juin 1945. »

La parole est à M. Hoguet.

M. Michel Hoguet. La commission des lois m'a chargé de déposer cet amendement pour les raisons suivantes :

La loi de finances rectificative du 2 juillet portant maintien de la stabilité économique et financière a institué de nouvelles infractions, dans ses articles 1^{er} et 3, sur les ventes à perte et sur les abus de position dominante.

Pour la constatation, la poursuite et la répression de ces nouvelles infractions, le texte a renvoyé, dans son article 4, aux ordonnances du 30 juin 1945, modifiées par les lois du 9 juin 1949 et du 28 novembre 1955.

J'avais à l'époque, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, fait remarquer que ces dispositions des ordonnances de 1945 étaient inopportunes et anachroniques car elles remontaient à une époque où il s'agissait de limiter la hausse des prix provoquée par la pénurie, alors que l'objectif actuel à atteindre était de protéger la libre concurrence contre ceux qui voudraient en fausser le jeu.

À la suite des explications que j'avais présentées, M. le ministre des finances avait répondu en indiquant que M. le garde des sceaux l'avait saisi d'une demande en vue de confier à une commission mixte l'étude d'une réforme des dispositions répressives adoptées en 1945.

M. le ministre des finances ajoutait : « J'ai donné bien volontiers mon accord et les conclusions de cette commission serviront à établir un projet de loi ».

En fait, cette commission a été constituée par M. le garde des sceaux qui en a confié la présidence à M. le président du conseil de législation criminelle. Cette commission a commencé ses travaux. Et, le 28 novembre dernier, M. Molle, en qualité de rapporteur de la commission des lois du Sénat, et moi-même, en tant que rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, avons été convoqués devant cette commission. Celle-ci a laissé penser que ses travaux pourraient être terminés pour la fin du mois de janvier, de sorte que rien ne s'opposerait au dépôt du projet prévu dès le début de la session de printemps.

C'est pourquoi il nous semble inopportun de reporter au 1^{er} janvier 1965 la date d'application des nouveaux textes; en effet, puisque le projet peut être déposé en avril, il pourrait être voté avant la fin de la session de printemps et appliqué à partir du 1^{er} août 1964.

Nous proposons, dans notre amendement, que l'on substitue cette date du 1^{er} août 1964 à celle du 1^{er} janvier 1965. Cette décision correspondrait au demeurant à la volonté de l'Assemblée, je puis même dire des deux assemblées et de la commission mixte paritaire qui avaient, en effet, adopté la date du 1^{er} janvier 1964, désirant vivement que les dispositions actuelles relatives à la constatation, à la poursuite et à la répression de ces infractions soient limitées dans le temps. C'est pourquoi la date du 1^{er} janvier 1964 avait été définitivement adoptée.

Conformément à cette volonté des Assemblées, il serait infiniment souhaitable de ne pas reporter ce terme au 1^{er} janvier 1965. En effet, dans ce cas, le projet risquerait de ne pas être discuté avant la session de printemps de 1965 et, étant donné le temps nécessaire au vote de la loi, cela entraînerait un retard supplémentaire de six mois à un an.

Comme, au surplus, je ne pense pas pour ma part que ces dispositions doivent et puissent figurer dans le projet de loi de finances discuté en 1964, il me semble préférable pour ces diverses raisons de retenir la date du 1^{er} août 1964 que nous proposons.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances a accepté l'amendement de M. Hugué. Elle demande à l'Assemblée de voter la nouvelle rédaction de l'article 11 qu'il nous propose.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement, sous réserve de l'explication suivante.

Il s'agit non pas d'interrompre les actions répressives en question, mais de substituer à la législation de 1945 une législation adaptée aux circonstances actuelles.

Evidemment, si le Parlement n'était pas à même, d'ici au 1^{er} août 1964, de se prononcer sur le projet de loi dont il sera saisi, nous serions conduits à demander un nouveau délai supplémentaire.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16 présenté par M. Hugué, rapporteur pour avis, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 11.

[Article 12.]

M. le président. « Art. 12. — 1. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à réaliser au nom de l'Etat des opérations de réassurances ou d'assurances pour garantir les dommages dus à des faits ou états de guerre étrangère ou civile, à des atteintes à l'ordre public, à des troubles populaires, à des conflits du travail, lorsque ces dommages affectent des moyens de transport de toute nature ainsi que des biens en cours de transport ou stockés.

« II. — Les recettes et les dépenses résultant de l'exécution des opérations prévues par le présent article sont retracées au compte de commerce créé par l'article 10 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949, sous le nom « Assurances et réassurances maritimes et transports » qui prend la dénomination « Réassurances et assurances contre des risques exceptionnels ».

« III. — Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles seront établis les contrats et fixés les tarifs.

« IV. — Sont abrogés en tant que de besoin :

« — le décret du 6 mai 1939 relatif à l'assurance contre les risques maritimes de guerre ainsi que les textes qui l'ont modifié ou complété ;

« — le décret du 1^{er} septembre 1939 concernant les assurances maritimes contre les risques de guerre ;

« — le décret du 19 octobre 1939 tendant à l'institution d'un groupement entre organismes d'assurances contre l'incendie pour la garantie contre les risques de guerre de certains stocks, matières ou produits ;

« — la loi du 20 août 1940 relative à l'assurance des stocks, matières ou produits de toute nature contre les risques de guerre ;

« — la loi du 18 septembre 1940 instituant un régime de réassurance d'Etat contre les risques maritimes de guerre ;

« — la loi n° 271 du 25 mai 1944 autorisant l'Etat à réassurer les risques de guerre en cours de transport. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 12.]

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 5 qui tend, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« I. — Le tableau d'imposition figurant à l'article 1560 du code général des impôts est modifié comme suit :

« Première catégorie.

« A. — Théâtres.

« Par paliers de recettes mensuelles :

« Jusqu'à 200.000 francs, 2 p. 100 ;

« Au-dessus de 200.000 et jusqu'à 400.000 francs, 4 p. 100 ;

« Au-dessus de 400.000 et jusqu'à 600.000 francs, 6 p. 100 ;

« Au-dessus de 600.000 francs, 8 p. 100.

« B. — Concerts, cabarets d'auteurs, cirques, spectacles de variétés, etc. (Le reste sans changement.)

« II. — La perception du droit de timbre des quittances est suspendue pour les billets d'entrée dans les théâtres, tels que ces derniers sont définis pour l'application des tarifs de l'impôt sur les spectacles, lorsque leur prix n'excède pas 10 francs. Elle est limitée à 0,10 pour les mêmes billets lorsque leur prix est supérieur à 10 francs et n'excède pas 18 francs.

« III. — Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent entreront en vigueur à une date qui sera fixée par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. L'amendement prévoit, en faveur des théâtres, certains allègements concernant à la fois la fiscalité d'Etat et la fiscalité locale.

Je commence par la fiscalité d'Etat qui fait l'objet du paragraphe II.

Nous prévoyons la suppression du droit de timbre sur les billets de théâtre lorsque leur prix n'excède pas 10 francs et la limitation de la perception du droit de timbre à 10 centimes lorsque le prix de ces billets est compris entre 10 et 18 francs.

D'autre part, nous proposons à l'Assemblée une réduction de l'impôt local sur les spectacles en modifiant les paliers de recettes. On sait, en effet, que le taux de cet impôt est progressif en fonction des paliers de recettes. Le Gouvernement propose de doubler le montant des tranches auxquelles s'applique le taux progressif de l'impôt.

Ces mesures font partie d'un programme d'ensemble d'encouragement au théâtre, qui est mis au point par M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, lequel insiste vivement, comme moi-même, auprès de l'Assemblée pour que ces allègements fiscaux en faveur des théâtres soient adoptés (Applaudissements.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. La parole est à M. André Beauguitte.

M. André Beauguitte. Mesdames, messieurs, le rapporteur spécial de la commission des finances pour le budget des affaires culturelles se réjouit de l'amendement que le Gouvernement a déposé et se déclare pleinement d'accord avec M. le rapporteur général.

Nous avons, les uns et les autres, demandé avec beaucoup d'insistance des mesures en faveur du théâtre et plus spécialement du théâtre privé ; nous aurions donc mauvaise grâce à ne pas nous montrer infiniment satisfaits des mesures proposées par le Gouvernement.

Toutefois, je me permettrai d'exprimer un regret : l'amendement du Gouvernement concerne seulement un des éléments constitutifs du spectacle.

Nous savons que les théâtres privés, et plus spécialement les théâtres parisiens, ont droit à une priorité, qui leur est précisément accordée par l'amendement que j'analyse en ce moment. Le théâtre privé, qui constitue un instrument essentiel de notre culture, traverse une période extrêmement difficile et critique, ainsi que la grande presse l'a souligné. Nous savons que, ces dernières années, plusieurs théâtres — qui appartenaient d'ailleurs à la ville de Paris — ont disparu : le théâtre Marigny, Sarah-Bernhardt, la Gaîté. D'autres théâtres privés de la capitale sont menacés. Des mesures d'urgence s'imposaient donc. Mais nous nous étonnons de l'étroitesse du champ d'application du texte qui nous est soumis. Nous aurions aimé que le Gouvernement ne limite pas son effort au théâtre et considère la notion plus large de spectacle proprement dit.

Jusqu'à présent, l'article 1560 du code général des impôts soumettait à une même tarification les théâtres, les concerts, les cabarets d'auteurs, les cirques et les spectacles de variétés. On vient d'accorder un avantage au théâtre parce qu'il est en tête de la culture.

On ne doit pas considérer pour autant comme secondaires, sur le plan de l'activité culturelle, les concerts et les music-halls. De grands artistes, qui donnent maintenant des récitals dans les maisons de la Culture, ont été formés au music-hall.

Hier avec Edith Piaf, aujourd'hui avec Brassens ou avec les Frères Jacques, nous avons des talents qui ont recueilli des applaudissements unanimes dans la maison de la culture de Paris-Est. Je pourrais citer des scènes de music-hall qui se situent sur un plan de haute qualité.

Il faudrait, en conséquence, songer, dans un avenir aussi rapproché que possible, à une refonte du système fiscal de tous les spectacles, c'est-à-dire du music-hall qui vit des moments difficiles, du cirque, qui est en train de disparaître puisqu'il n'y en a plus qu'un seul à Paris, des ballets, difficiles à monter, des concerts concurrencés par le disque, la radio et la télévision, des cabarets d'auteurs. Les uns et les autres devraient bénéficier de nouveaux paliers d'imposition car ceux qui leur sont appliqués datent de 1955. Il conviendrait de les actualiser.

La situation économique a évolué et on ne saurait valablement dire que les paliers actuels sont équitables.

Je demande donc à M. le ministre des finances s'il voudrait, dans le domaine que je viens d'aborder, prendre les contacts qui s'imposent aussi bien avec le ministre des affaires culturelles qu'avec le ministre de l'intérieur intéressé lui aussi au problème posé. De leur échange de vues naîtrait certainement une doctrine de justice et, comme je l'ai sollicité lorsque j'ai développé mon rapport à la tribune de l'Assemblée, ils mettraient au point, concernant le spectacle proprement dit et le cinéma qui a les

mêmes préoccupations, une détaxation d'ensemble qui permettrait, j'en ai la conviction, de créer une nouvelle fiscalité permettant de mettre à leur véritable place toutes les activités constitutives du patrimoine artistique national. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Max-Petit. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Nombreuses voix sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. Télé ! télé !

M. Camille Max-Petit. Je regrette de ne pas être télévisé, mes chers collègues de l'extrême gauche. Vous voyez que nous ne sommes pas sectaires.

Cela dit, et pour répondre à vos interpellations...

M. le président. Ne répondez pas, je vous en prie ! (Rires.)

M. Arthur Ramette. Soyez bref !

M. Camille Max-Petit. Je serai certainement plus bref que vous, monsieur Ramette, qui, sous le couvert du collectif, nous avez gratifiés d'un long exposé sur des questions intéressantes les Charbonnages de France, qui n'avaient absolument rien à voir avec le sujet en discussion, et qui, dans un grand mouvement d'éloquence, nous avez affirmé que le charbon, la houille blanche ou la houille rouge étaient les mamelles du redressement de la France. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

Mais je suis heureux de prendre la parole dans un climat aussi animé. J'allais dire « aussi-animé » car on est très lettré à la commission des affaires culturelles !

M. René Cassagne. Ce ne serait pas votre première liaison dangereuse.

M. Camille Max-Petit. Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, bonsoir ! (Rires.)

M. Arthur Notebart. Et on vient de dire qu'il n'y a plus de cirques en France !

M. Camille Max-Petit. Mon propos est d'appeler l'attention sur la situation très grave des théâtres, notamment des théâtres parisiens.

Le Gouvernement et les professionnels tentent de sauver le théâtre. Je ne puis que les en féliciter et m'en réjouir.

Certes, les mesures proposées par le Gouvernement et étudiées en commun avec les directeurs de théâtre sont de nature à sortir le théâtre du marasme. Mais il importe moins de se demander si ces mesures seront bénéfiques que de savoir ce qui se passera ensuite, c'est-à-dire d'épiloguer sur ce qu'on ne nous dit pas ou sur ce qui n'est pas encore décidé.

Il est présentement question de doubler les paliers de détaxation de 2 p. 100, 4 p. 100, 6 p. 100 et 8 p. 100 pour les théâtres. C'est très bien. Nous nous en réjouissons pour les théâtres privés.

Il est question également de supprimer le droit de timbre jusqu'à dix francs par place et de limiter la perception du droit de timbre à 10 centimes pour les billets de 10 francs à 18 francs, le taux étant majoré au-delà. C'est très bien.

M. René Cassagne. On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

M. Camille Max-Petit. L'avenir du théâtre ne semble guère préoccuper ce soir la gauche et l'extrême gauche de l'Assemblée. C'est pourtant une question essentielle pour la culture française. (Exclamations sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

Mais je ne répondrai plus aux interruptions.

Ce qu'il importe de savoir, c'est ce qui n'a pas été précisé dans le collectif budgétaire.

Il semble ressortir de ce qui nous a été dit que l'aide de l'Etat ne pourra s'appliquer que lorsque le Gouvernement aura pris par décret des mesures concernant une réforme d'ensemble de la profession théâtrale et des conditions d'exploitation des théâtres privés, et cela après le vote de ce collectif.

Cette aide peut revêtir deux formes différentes.

On parle de réforme des conditions d'exploitation. Il faut que le Gouvernement, en collaboration avec les professionnels intéressés, examine les conditions dans lesquelles les théâtres — les théâtres parisiens, notamment, qui sont le plus atteints par la crise — pourront bénéficier des mesures que le Gouvernement propose et qui, je le répète, seront très bénéfiques.

Si, sous prétexte d'aider les théâtres parisiens, on les frappe lourdement, pour compenser cette exonération, d'une taxe parafiscale dont le montant n'a pas été fixé, il est à craindre que de petites salles parisiennes — par exemple de trois cents places — qui versaient une taxe mensuelle sur leurs recettes ne soient imposées de 10 ou 15 p. 100 de plus qu'actuellement, alors que les théâtres de mille ou de quinze cents places paieraient 6 ou 7 p. 100 de plus.

Il faudrait donc que le taux de cette taxe parafiscale fût déterminé, et je demande au Gouvernement si un chiffre a été fixé.

Dans les milieux professionnels, il est question d'une taxe de 50 centimes par place. Si le fait est exact, il est bien évident que les théâtres parisiens, notamment, seront beaucoup plus imposés qu'actuellement alors qu'on prétend leur venir en aide.

Cette taxe parafiscale a été instituée, dit-on, afin de créer un fonds d'aide au théâtre et de permettre de jouer des œuvres françaises ou d'assurer les trente ou quarante premières représentations.

Que se passera-t-il en fait ?

Si les spectateurs vont voir une pièce à succès, qui rapporte de l'argent, le directeur de théâtre va verser au fonds d'aide, à raison de 50 centimes par place, une somme très importante. Si ce fonds n'est pas géré correctement, en accord avec le ministère des affaires culturelles, le ministère des finances et les représentants de la profession, les théâtres qui déjà ne montaient jamais de bonnes pièces et ne jouaient jamais d'auteurs à succès continueront à monter de mauvaises pièces et à jouer de mauvais auteurs, assurés qu'ils seront de tenir pendant trente ou quarante représentations grâce aux fonds qui auront été versés par le public des spectacles de qualité.

Ainsi, sous prétexte d'aider les auteurs français, on aboutira à faire garantir de mauvaises pièces par les directeurs qui en montent de bonnes.

Il faut y prendre garde. Il importe donc que le Gouvernement fixe le taux de la taxe parafiscale et donne tous apaisements à l'Assemblée à ce sujet.

Je pourrais faire valoir bien d'autres considérations et dire, par exemple, que la profession de directeur de théâtre est trop encombrée. M. André Malraux lui-même laissait entendre récemment que les théâtres sont trop nombreux à Paris, notamment les mauvais théâtres. On pourrait y remédier — je l'indique pour l'avenir — en réformant le système d'attribution de la licence de directeur de théâtre, c'est-à-dire en n'accordant cette licence qu'à des gens parfaitement qualifiés, capables d'apprécier les pièces françaises ou étrangères qu'ils se proposent de monter.

Il est une autre considération essentielle.

Actuellement, un directeur de petit théâtre de quartier parisien ne peut céder son bail commercial et doit continuer à exploiter sa salle dans des conditions désespérées. Il faut reconsidérer ce problème, et M. le ministre des finances et M. le secrétaire d'Etat au budget ne manqueront pas de m'approuver, j'en suis persuadé. Le possesseur d'un bail commercial de théâtre doit pouvoir le négocier, afin qu'on construise à la place des parkings, des appartements ou des locaux à caractère social. Le produit de la cession du bail serait, si ce directeur n'est pas homme de théâtre, employé à autre chose de productif et, s'il est homme de théâtre, réinvesti d'enthousiasme dans l'industrie théâtrale. Ainsi, il ne sera plus incité à continuer de monter des pièces qui n'auront jamais de succès. Quelles que soient les mesures que se propose le Gouvernement, un mauvais auteur n'aura jamais de succès, une mauvaise pièce, un mauvais théâtre n'auront jamais que de mauvais spectateurs. C'est une hérésie de penser le contraire.

Le problème doit être posé dans ce sens : si nous ne voulons pas être seuls au théâtre où l'on joue Molière, il faut que quelques spectateurs seulement se rendent au théâtre où l'on joue Tartempion, parce que Tartempion est une mauvaise pièce. Quand quinze théâtres auront ainsi disparu, faute de spectateurs, nous pourrons aller voir jouer Molière, Racine, Malraux, Anouilh, Camus et d'autres bons auteurs.

Telles sont les observations que je voulais présenter. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5, présenté par le Gouvernement et accepté par la commission. (L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 6, qui tend, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« L'article 1561-2° du code général des impôts est rédigé comme suit :

« 2° Jusqu'à concurrence de 800 francs de recettes hebdomadaires, les séances cinématographiques principalement destinées à la jeunesse et à la famille, lorsque les films composant le programme figurent sur une liste établie par décision conjointe du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la santé publique et de la population et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. »

La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. C'est encore un allègement fiscal pour les spectacles que propose cet amendement.

Jusqu'à présent, en effet, les séances cinématographiques principalement destinées à la jeunesse et à la famille bénéficiaient d'une exonération, jusqu'à concurrence de 800 francs de recettes hebdomadaires, mais avec une clause restrictive: les films devaient être projetés en dehors des horaires normaux de spectacles.

Cet amendement a pour objet de supprimer cette clause restrictive: l'exonération s'appliquera aux films plus spécialement destinés à la jeunesse et à la famille quelle que soit l'heure de projection.

S'agissant de l'extension d'un allègement fiscal, il importe de définir avec plus de précision la liste de ces films. Cette liste sera établie après accord de plusieurs ministres, et spécialement les ministres des affaires culturelles, de l'éducation nationale et de la santé publique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances a accepté l'article additionnel proposé par le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6 présenté par le Gouvernement et accepté par la commission.
(L'amendement, mis au voix, est adopté.)

M. le président. M. Christian Bonnet a présenté un amendement n° 23 tendant, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« L'article 1561 du code général des impôts est ainsi modifié :
« Sont exemptés de l'impôt prévu aux trois catégories de l'article précédent :

« 8°) a) Les trente premières séances théâtrales d'une pièce n'ayant jamais été interprétée en France ou dont la représentation n'a pas eu lieu depuis plus de cinquante ans, ainsi que les soixante premières séances théâtrales d'une pièce n'ayant jamais été interprétée dans sa langue originale. »

(Le reste sans changement.)

« Ces dispositions entreront en vigueur à une date qui sera fixée par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques. »

La parole est à M. Christian Bonnet.

M. Christian Bonnet. Il ne s'agit pas ici d'un allègement à proprement parler à la fiscalité du théâtre, mais plutôt d'un déplacement et d'une compensation.

Il est apparu en effet plus conforme à l'équité de nuancer quelque peu la franchise des quarante premières représentations qui est aujourd'hui appliquée uniformément à toutes les pièces.

Je n'entends pas établir une distinction entre pièces françaises et pièces étrangères, ce qui risquerait de provoquer des mesures de rétorsion de la part des pays qui s'intéressent à notre répertoire. Mais je désire favoriser les directeurs de théâtre qui jouent leur rôle de directeurs, c'est-à-dire essentiellement un rôle de lecture et de choix, au détriment de ceux qui se contentent de monter en France des pièces sur le vu ou sur l'entendu du succès qu'elles ont recueilli sur des places étrangères.

Telles sont les raisons d'un amendement qui tend à réduire à trente représentations la franchise pour une pièce qui constitue une simple reprise et à l'étendre à soixante pour une véritable création.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission n'a pas été saisie de cet amendement. Il n'est pas exclu qu'il puisse entraîner une perte de recettes. Il appartient donc au Gouvernement de juger si sa politique théâtrale lui permet cette libéralité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je me réjouis que la politique théâtrale du Gouvernement lui permette une telle libéralité, mais pas dans toute la proportion que souhaite M. Christian Bonnet, et sous deux réserves.

La première est que le chiffre quarante est, à ma connaissance, la moyenne entre trente et cinquante et non pas entre trente et soixante. M. Christian Bonnet veut allonger plus d'un côté qu'il ne rétrécit de l'autre. Pour que son amendement soit équilibré, il faudrait que les chiffres soient limités à trente pour certains spectacles et portés, au contraire, à cinquante pour d'autres.

D'autre part, il faut établir une distinction entre une création véritablement nouvelle et les adaptations. Et M. Bonnet sait fort bien que lorsqu'on joue une pièce étrangère traduite en français, une certaine adaptation est presque toujours nécessaire. Ces adaptations ne peuvent être tenues pour des créations vraiment originales. Le critère à retenir devrait être le suivant : la pièce ne devrait jamais avoir été jouée dans sa langue originale ou même traduite au prix d'une simple adaptation,

Sous réserve de ces modifications et en retenant comme limites trente et cinquante représentations, le Gouvernement peut accepter l'amendement de M. Christian Bonnet.

M. le président. Monsieur Bonnet, partagez-vous l'opinion que vient d'exprimer le Gouvernement ?

M. Christian Bonnet. Monsieur le ministre des finances, je reconnais bien volontiers que vous avez poussé vos études mathématiques plus loin que je ne l'ai fait moi-même.

Cela dit, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une libéralité à proprement parler, car il est bien difficile, en la matière, de définir si l'équilibre s'établit entre 30 et 50 ou entre 30 et 60. Je me permets donc d'insister pour que vous reteriez le chiffre de 60. Dans la négative, je me rallierais cependant à votre suggestion.

M. le président. Monsieur le ministre, maintenez-vous votre point de vue ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Oui, monsieur le président, et je demande à M. Christian Bonnet de reconnaître que ma proposition constitue tout de même une libéralité ; sinon, quel serait l'intérêt de son amendement ? (Sourires.)

M. Christian Bonnet. Il présente l'intérêt de favoriser les créations par rapport aux simples reprises, et il me semble que la position que vous prenez, si appréciée soit-elle, constitue une libéralité — si libéralité il y a — plutôt de la part des collectivités locales que de celle du Gouvernement.

M. le président. L'intérêt est donc double.

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur le président, pour donner une forme concrète à la modification que j'ai suggérée, le Gouvernement propose un sous-amendement à l'amendement n° 23 de M. Christian Bonnet, qui consisterait à remplacer les mots : « les soixante premières séances » par les mots : « les cinquante premières séances » et à ajouter, après les mots : « dans sa langue originale », les mots : « ni dans une adaptation dans une autre langue en France ou à l'étranger », le mot adaptation étant naturellement pris dans le sens étroit du terme.

M. le président. Sur l'amendement n° 23, je viens d'être saisi d'un sous-amendement n° 30, présenté par le Gouvernement, ainsi rédigé :

« I. — Remplacer les mots : « soixante premières séances », par les mots : « cinquante premières séances » ;

« II. — Ajouter, après les mots : « dans sa langue originale », les mots : « ni dans une adaptation dans une autre langue en France ou à l'étranger ».

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 30 présenté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23 présenté par M. Christian Bonnet, modifié par le sous-amendement n° 30.
(L'amendement ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 7 qui tend, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« A la fin du 3^e alinéa de l'article 33-IV de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, les mots : « en ce qui concerne les actions souscrites ou libérées postérieurement au 31 décembre 1965 », sont remplacés par les mots suivants : « en ce qui concerne les actions souscrites postérieurement au 30 juin 1964 ou libérées postérieurement au 31 décembre 1965 ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement a pour objet de limiter au 30 juin 1964 les avantages fiscaux concernant les augmentations de capital des sociétés immobilières conventionnées.

Le Parlement en effet a adopté un texte concernant les sociétés immobilières d'investissement qui sera la forme normale de constitution de ces sociétés.

Les deux législations ne coïncident pas exactement, nous proposons de limiter au 30 juin 1964 les avantages des sociétés immobilières conventionnées qui dépassent ceux des sociétés immobilières d'investissement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a accepté l'article additionnel proposé par le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7 présenté par le Gouvernement, accepté par la commission.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 8 qui tend, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« Soit validées les décisions par lesquelles le ministre de l'agriculture a fixé à l'office national interprofessionnel des céréales les quantités de farine de blé bénéficiant des avantages financiers afférents aux contingents de farine de blé de fabrication française exportés du 1^{er} janvier 1959 au 30 avril 1961 dans les Etats d'Afrique occidentale et d'Afrique équatoriale ainsi que dans les Etats du Togo et du Cameroun. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ce débat est décidément très éclectique puisqu'il s'agit maintenant d'une affaire de farine.

Dans un arrêt, le Conseil d'Etat a annulé une décision du ministre de l'agriculture qui fixait les quantités de farine de blé qui pouvaient être livrées aux grands moulins d'Afrique occidentale à un prix favorable. La haute juridiction estimait qu'il appartenait, non pas au ministre de l'agriculture, mais au ministre des finances de notifier cette décision.

Revenir sur la décision du ministre de l'agriculture prônerait des avantages financiers importants aux demandeurs. Il convient donc, dans l'esprit de l'arrêt du Conseil d'Etat, de reconnaître que le contingent fixé pour la période du 1^{er} janvier 1959 au 30 avril 1961 reste fixé au niveau initialement défini par le ministre de l'agriculture.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est favorable à l'adoption de l'amendement présenté par le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8 présenté par le Gouvernement, accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. MM. Collette, Moulin, Vendroux, Maurice Schumann, Delory, Duflot, Catry, Béraud, Houcke, Damette, Beine, Lecocq, Herman, Liévin, Danel, Duterne, Christiaens, Lepourry, Bizet, Baudouin, Godefroy, Hébert, Briot, Bisson, Duchesne, Lecornu, André Halbout, Le Bault de la Morinière ont présenté un amendement n° 26 tendant, après l'article 12, à insérer le nouvel article suivant :

« A titre transitoire et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du projet de loi prévu à l'article 9 de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à 30 F. »

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Mesdames, messieurs l'article 9 de la loi du 25 janvier 1961 prévoyait l'abandon du revenu cadastral pour la détermination des charges sociales agricoles et précisait qu'un autre mode d'assiette serait utilisé avant le 1^{er} avril 1962. Or cette disposition n'est jamais entrée en vigueur.

J'ai donc déposé, avec de nombreux cosignataires, l'amendement que je vous présente, mais d'autres membres de cette Assemblée soutiendront certainement le point de vue que je défends. Si cet amendement est voté, les cultivateurs de la région du Nord continueront sans doute à verser des cotisations beaucoup plus élevées que celles qui sont payées dans les autres régions de France, mais il apportera une décote, une très légère amélioration, aux paysans injustement pénalisés par la référence à un revenu cadastral que tout le monde se plaît à reconnaître comme beaucoup trop élevé.

Certaines régions naturelles s'étendent sur deux départements : c'est le cas, par exemple, de la Thiérache partagée entre l'Aisne et le Nord. Dans le Nord, les cotisations sociales à l'hectare y sont trois fois plus élevées que dans l'Aisne. Il y a là des injustices flagrantes.

La part patronale des charges sociales dans le Pas-de-Calais a connu une progression considérable. Elle avait été estimée en valeur-blé. En 1953, elle était évaluée à 21 kilogrammes de blé. Elle est actuellement passée à trois quintaux et demi. La charge sociale d'un ouvrier agricole, dans nos départements, représente la valeur d'un hectare de blé sur dix.

Notre amendement propose une mesure transitoire, valable pour une année, en attendant le règlement définitif de la question, puisque, à partir de l'année prochaine, nous tablons sur un nouveau revenu cadastral déterminé à l'occasion de la révision quinquennale.

De quoi s'agit-il ? Nous vous demandons de préciser que le revenu cadastral moyen à l'hectare, retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles, ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à 30 francs. Je tiens à préciser que des correctifs sont utilisés dès à présent et qu'un abattement de 75 p. 100 est appliqué aux revenus cadastraux dépassant

30 francs, comme cela a été fort bien exposé par M. Halbout devant l'Assemblée. Malheureusement, ce coefficient de correction n'intervient pas en vertu d'une disposition légale.

C'est pourquoi je vous demande, tout en augmentant sensiblement la proposition que j'avais faite primitivement, de bien vouloir voter le texte que je vous présente. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission n'ayant pas été saisie de cet amendement, je ne peux pas donner d'avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement fait observer qu'il s'agit là d'un impôt de répartition qui intéresse le monde rural et que des limitations de charge, quelles qu'elles soient, au profit de certains, entraînent un accroissement du fardeau pour d'autres. Un amendement de cette nature n'a pas d'incidence budgétaire, mais il comporte un transfert de charges à l'intérieur du monde rural. La question est de savoir si un tel transfert va dans le sens de l'opportunité économique et sociale.

M. Maurice Schumann. Il va certainement dans le sens de la loi.

M. le président. La parole est à M. Laudrin.

M. Hervé Laudrin. Monsieur le président, nous discutons présentement d'un problème important puisqu'il s'agit de fixer la base des cotisations sociales agricoles.

Aborder le fond du problème par le biais d'un rapide débat risque de nous le faire régler sommairement alors qu'il exige beaucoup plus d'études et de discussions.

Par ailleurs, je remarque que M. Collette qui est d'ailleurs un excellent ami, nous donne quelques bâtons pour le battre puisqu'il reconnaît que, l'an prochain, nous devons nous pencher sur une étude d'ensemble du nouveau cadastre français, afin de rechercher une plus juste répartition de la charge.

Dans ces conditions, pourquoi n'attendrions-nous pas l'année prochaine ?

Dès que cette étude sera terminée, nous tenterons d'établir l'équité que vous souhaitez dans ce domaine, monsieur Collette. Mais vouloir la réaliser, ce soir, aussi rapidement, c'est, je pense, manquer à la véritable équité que vous désirez. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Schumann, pour répondre à la commission.

M. Maurice Schumann. Je voudrais rappeler à mon excellent ami M. l'abbé Laudrin les termes de la loi que nous avons votée, et qu'il a votée lui-même, en 1961.

L'article 9 de la loi relative à l'assurance maladie des exploitants agricoles dispose, mon cher collègue, qu'avant le 1^{er} janvier 1962, le Gouvernement déposera un projet de loi substituant au revenu cadastral un autre mode d'assiette des cotisations des régimes sociaux agricoles.

Le Gouvernement, depuis vingt mois, pour des raisons dont il est juge et dont nous pourrions être juges à notre tour, n'a pas déposé ce texte. Le fait que, l'an prochain, une révision quinquennale du cadastre aura lieu, justifie l'argumentation de mon ami M. Collette selon laquelle la mesure transitoire que nous proposons n'est valable que pour un an, mais ne justifie en aucune manière qu'on invoque le cadastre pour s'opposer à un amendement dont le but principal est d'amener le Gouvernement à tenir un engagement qu'il a pris envers nous et dont nous sommes comptables, à savoir la substitution d'un système d'assiette équitable à un système d'assiette profondément injuste. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

M. Albert Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Albert Denvers. Je voudrais appuyer les explications que M. Collette vient de présenter.

Je fais partie de cette Assemblée depuis déjà plusieurs années : à l'occasion de chaque collectif de ce genre, il est question du revenu cadastral et de ses injustices et, chaque fois, il est également question de reporter l'étude de ce problème à plus tard.

Il faut bien que nous sachions que l'injustice demeure et que nous ne pouvons la supporter plus longtemps. La paysannerie de notre région du Nord connaît, elle aussi, ses difficultés.

Je demande donc à M. le ministre d'accepter que ce problème soit réglé une fois pour toutes. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 26 présenté par M. Collette et plusieurs de ses collègues. (L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. Hervé Laudrin. Bravo pour les petits paysans !

[Article 6.]

M. le président. Si la commission et le Gouvernement sont d'accord, j'appelle maintenant l'article 6 qui avait été réservé au début de la séance.

« Art. 6. — I. Les institutions gérant des régimes complémentaires visés aux articles 4 et 658 du code de la sécurité sociale et 1050 du code rural, ainsi que la caisse nationale des barreaux français, sont tenues d'avancer des allocations de retraite à des personnes de nationalité française résidant en France, titulaires de droits acquis, en cours d'acquisition ou éventuels, auprès d'institutions algériennes poursuivant le même objet, lorsque les intéressés ne bénéficieront pas des avantages auxquels ils auraient pu prétendre de la part desdites institutions algériennes.

« II. Si, à la clôture d'un exercice annuel, l'une des institutions françaises susvisées établit que l'application du présent article s'est traduite, compte tenu du supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie, par une charge nette dépassant 10 p. 100 du montant de ses charges propres de retraites au titre du même exercice, le surplus lui sera avancé par le budget de l'Etat.

« III. Dans la limite des sommes payées par elles aux intéressés en application du paragraphe I, les institutions qui auront versé des allocations de retraites sont subrogées aux droits des bénéficiaires à l'égard de toutes institutions algériennes visées au paragraphe I.

« IV. Des décrets en Conseil d'Etat arrêtent les mesures d'application du présent article.

« Ces décrets définissent les limites et les modalités suivant lesquelles sont avancées des allocations de retraites, et notamment :

- « — le montant de ces allocations ;
- « — l'âge à partir duquel les intéressés peuvent bénéficier des dispositions du paragraphe I ci-dessus ;
- « — les conditions qu'ils doivent remplir pour percevoir leurs arrérages avec effet du 1^{er} avril 1963 ;
- « — les conditions et les modalités selon lesquelles les dispositions du présent article seront applicables à des personnes qui, n'étant pas de nationalité française, étaient domiciliées en Algérie antérieurement à leur établissement en France et ont dû ou estimé devoir quitter l'Algérie par suite d'événements politiques.

« V. Sont abrogées les dispositions spéciales prévues en faveur des Français ayant la qualité de rapatriés au sens de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961, par l'article 14, paragraphes IV et V, de la loi de finances rectificative n° 63-628 du 2 juillet 1963. »

M. le rapporteur général et M. Rivain ont présenté un amendement n° 10 tendant à rédiger comme suit le paragraphe II de l'article 6 :

« II. — La charge résultant de l'application du présent article fera l'objet d'une compensation entre les différents régimes complémentaires. Si, compte tenu du supplément de recettes procurées chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie, les opérations de compensation font apparaître un solde négatif, celui-ci sera couvert par des avances de l'Etat ».

M. Sabatier a déposé un sous-amendement n° 24 qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 10, pour le paragraphe II de l'article 6, à rédiger ainsi la première phrase :

« La charge résultant de l'application du présent article fera l'objet d'une compensation entre les divers organismes visés au paragraphe précédent (institutions gérant des régimes complémentaires et caisse nationale des barreaux français) ».

Le Gouvernement a présenté un sous-amendement n° 29 qui tend, dans le texte proposé pour le paragraphe II de l'article 6, à supprimer les mots :

« ... ; compte tenu du supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie, ... ».

La parole est à **M. le rapporteur général**, pour soutenir son amendement.

M. le rapporteur général. Tout à l'heure, j'ai été seisi par **M. le ministre des rapatriés**, en accord, je le suppose, avec **M. le ministre des finances**, d'un nouvel amendement destiné à remplacer l'amendement de **M. Rivain** et le sous-amendement de **M. Sabatier**.

Dans un souci de clarté, j'aimerais que les auteurs des amendements et des sous-amendements s'expliquent tout d'abord, faute de quoi nous risquons fort de ne pas comprendre le déroulement de la discussion.

M. le président. La parole est donc à **M. Sabatier**, pour défendre son sous-amendement n° 24.

M. Guy Sabatier. Mon sous-amendement a pour but de réparer ce qui me paraît être un oubli dans le texte de l'amendement de **M. Rivain**.

En effet, dans le paragraphe I de l'article 6 sont visées les institutions gérant des régimes complémentaires ainsi que la caisse nationale des barreaux français.

Or, dans le paragraphe II, qui fait l'objet de l'amendement de notre collègue **M. Rivain**, il n'est plus question que des différents régimes complémentaires.

Il me paraît donc normal que la caisse nationale des barreaux français soit également visée. Il est certain que si les barreaux français entendent respecter leur devoir de solidarité envers les barreaux ex-algériens, ils entendent également être concernés par les avantages que l'on veut bien concéder aux régimes de retraite. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, pour soutenir le sous-amendement n° 29.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ce sous-amendement a pour objet de supprimer une phrase insérée par le Conseil d'Etat et qui n'a, en fait, aucune utilité législative dans ce dispositif.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les sous-amendements n° 24 et n° 29 ?

M. le rapporteur général. La commission des finances accepte les deux sous-amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 24 ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je m'excuse de dire à **M. Sabatier** que son sous-amendement ne change rien au dispositif car le texte visé par l'article 6 concerne manifestement la caisse nationale des barreaux français.

M. le président. La parole est à **M. Sabatier**, pour répondre au Gouvernement.

M. Guy Sabatier. Monsieur le ministre, je m'excuse de revenir sur ce point de détail, mais il peut avoir des conséquences importantes.

Si vous lisez le paragraphe I du texte gouvernemental, vous constatez qu'il est dit : « Les institutions gérant des régimes complémentaires » ... « ainsi que la caisse nationale des barreaux français ».

Si vous considérez le paragraphe II du premier texte gouvernemental, vous constatez qu'il n'est plus question de la caisse nationale des barreaux français.

L'amendement de **M. Rivain** fait bien état de différents régimes complémentaires, mais il n'est pas question de la caisse nationale des barreaux français.

Qu'il me soit permis de préciser que cette caisse ne gère pas un régime complémentaire ; elle gère un régime à la fois principal et complémentaire tout à fait différent de celui des autres caisses.

Il faut spécifier que la caisse nationale des barreaux français est concernée par le paragraphe II, sinon elle ne serait pas visée par le texte.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 24 présenté par **M. Sabatier**.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° 29 présenté par le Gouvernement.

M. Lionel de Tinguy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à **M. de Tinguy**.

M. Lionel de Tinguy. Je désirerais comprendre la portée de ce sous-amendement. S'il ne faut plus tenir compte des suppléments de recettes, je me demande sur quelles bases va s'opérer la compensation.

On peut demander à chaque caisse de faire le calcul de ce que lui coûteront les nouvelles retraites qu'elle aura à verser et de ce que lui apporteront les nouvelles recettes qu'elle percevra. Dans cette hypothèse, et en rapprochant les résultats des différentes caisses, il y aurait bien compensation.

Mais le Gouvernement nous demande de supprimer les mots « compte tenu du supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie ». Il n'y a plus alors que des dépenses à rapprocher. Comment parler alors de compensation ?

Quelle est la portée du texte après la suppression proposée ? Je vous avoue que je ne comprends pas et c'est pour cela que j'ai demandé des explications.

M. le président. La parole est à **M. Rivain**.

M. Philippe Rivain. La matière est difficile parce que, dans cette circonstance, nous avons accepté en fait un marchandage. Nous aurions pu rester, si nous avions soutenu davantage les principes établis dans l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer, dans le domaine de la législation. Mais nous sommes

dans le domaine de la réglementation. Nous nous substituons au décret que le Gouvernement aurait dû prendre dans une matière réellement difficile.

Je considère ce sous-amendement comme un complément, un complément relativement avantageux pour les caisses en question.

Si, en effet, je me réfère à ces caisses de cadres agricoles, qui se trouvent scandaleusement défavorisées, elles ont actuellement à prendre en charge 2.000 personnes et elles ne conserveront que 50 cotisants d'Algérie.

Le Gouvernement veut bien ne pas tenir compte de ce faible effectif de cotisants. C'est ainsi que je comprends le sous-amendement.

Je pense que mon interprétation est juste et si la commission veut bien me suivre, j'estime que nous pouvons adopter ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je suis guidé par un souci de clarté.

Le Gouvernement a déposé un amendement qui, en principe, se substitue à la fois à l'amendement de M. Rivain et au sous-amendement de M. Sabatier.

M. le président. Non !

M. le rapporteur général. Dans l'intention du Gouvernement et d'après ce que m'a dit le ministre des rapatriés tout à l'heure, c'est clair.

Mais si cette interprétation n'était pas acceptée, il vaudrait mieux le savoir tout de suite, sinon le débat serait incompréhensible dans ses conclusions.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je reconnais que pour quiconque a le goût de la clarté, ce débat sera certainement l'occasion de déceptions.

Quel est, en fait, l'enjeu de cet article pour qui n'est pas entré dans les mystères subtils de cette réglementation ? C'est le régime des retraites complémentaires des rapatriés d'Algérie.

Les problèmes posés par les régimes de retraites de droit commun, c'est-à-dire les régimes de sécurité sociale, ont déjà été traités par voie législative, mais il existe également des régimes de retraites complémentaires qui sont des régimes privés.

L'Etat aurait pu se désintéresser de ces régimes de retraites complémentaires mais il estime qu'il est normal, qu'il est souhaitable de faire en sorte que les rapatriés d'Algérie puissent toucher les prestations auxquelles ces régimes leur donnaient droit.

Or le problème est très complexe. Ce sont, en effet, des caisses privées dont les recettes et les dépenses, une fois transférées en métropole, connaissent un équilibre différent de celui qu'elles avaient en Algérie car il s'est produit des glissements entre les différentes catégories professionnelles. Par exemple, le régime des retraites complémentaires des cadres agricoles, qui était équilibré en Algérie, ne l'est plus en France étant donné que beaucoup de cadres agricoles ont changé d'emploi.

M. Albert Lalle. 50 cotisants pour 2.000 retraités !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. La situation est renversée pour d'autres professions. Il apparaît, par exemple que, en matière d'industrie, le régime sera vraisemblablement équilibré et peut-être excédentaire.

On a donc le choix entre deux solutions. La première solution, qui va être défendue par M. Rivain, tend à établir une compensation entre ces régimes, au moins une compensation partielle puisque certains seront fortement déficitaires et d'autres, au contraire, excédentaires.

Le Gouvernement prévoit une solution de remplacement qui consiste à maintenir l'équilibre de chacun de ces régimes mais à faire en sorte que l'Etat prenne à son compte une partie de la surcharge résultant de la présence des Français d'Algérie.

Telles sont les deux solutions possibles.

Jusqu'à présent, on a parlé de sous-amendements qui, n'en déplaise à leurs auteurs, — je ne les critique pas, mais j'essaie de clarifier le débat — sont des sous-amendements de détail, dont la rédaction vise à préciser les catégories en question.

Revenant au fond, il s'agit de savoir si l'Assemblée adoptera l'amendement de M. Rivain, c'est-à-dire préférera la solidarité interrégimes — dans ce cas, le débat serait tranché — ou si, au contraire, elle décidera de laisser chacun des régimes à part et de prévoir une compensation partielle par le budget.

Tel est l'enjeu de la discussion entre amendements et non plus entre sous-amendements.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. le ministre des finances vient de très bien poser la question. Je voudrais faire simplement quelques remarques pour éclairer le débat.

Sur le plan des principes, les régimes complémentaires excluent toute idée de compensation. Fonctionnant selon le principe de la répartition, chaque régime doit assurer le financement des prestations par des cotisations.

L'amendement de M. Rivain introduit, pour la première fois, l'idée de compensation entre les régimes, ce qui est une atteinte aux principes mêmes qui sont la base de ces régimes.

Les premiers échos recueillis dans les milieux qui s'intéressent directement à ces régimes sont, je dois le signaler, assez défavorables ou, du moins, assez vifs.

Cela mérite de la part de l'Assemblée une réflexion car vous devez vous souvenir que nous avons déjà eu, lors de la discussion de l'article 9 de la loi de finances pour 1963, des difficultés à propos du financement du régime des cadres agricoles par celui des salariés de l'industrie et du commerce.

Enfin, en établissant un lien à l'échelon national entre les recettes procurées par le rapatriement des Français d'Algérie et la charge des pensions versées à ceux qui sont retraités, l'amendement consacre la thèse soutenue par le gouvernement algérien suivant laquelle les institutions de vieillesse algériennes sont déchargées de toute dette à l'égard de leurs créanciers rapatriés.

Evidemment, cette thèse a été jusqu'à maintenant combattue par le Gouvernement français, dont je crains que cet amendement n'affaiblisse la position dans cette discussion.

Enfin, l'amendement est pratiquement inapplicable, puisqu'il n'existe aucun organe capable de faire la compensation entre des régimes complémentaires qui ont toujours été indépendants les uns des autres.

Sur le plan financier, la mesure proposée par l'amendement finira par être beaucoup plus coûteuse pour l'Etat que ne l'est l'article 6 du projet de loi car, au fur et à mesure que passeront les années, le nombre des rapatriés cotisants s'amenuisera tandis que celui des rapatriés retraités ne cessera de croître.

J'étais obligé de présenter ces observations qui sont purement objectives.

M. le président. La parole est à M. Rivain.

M. Philippe Rivain. Monsieur le rapporteur général, vous voudrez bien m'excuser de n'être pas entièrement d'accord avec vous. Je le regrette d'autant plus que, lorsque j'ai pour la première fois présenté mes observations, la commission des finances a bien voulu me suivre.

Il est vrai que les conclusions auxquelles nous avions abouti devaient soulever une émotion, parce que d'autres groupements pouvaient trouver assez désagréable que, s'agissant en réalité d'une affaire minime, du point de vue financier, on pose un principe qui pourrait s'appliquer à eux dans d'autres circonstances et de façon beaucoup plus impertante.

Telle est la première remarque que je voulais présenter après votre déclaration.

Je suis contrarié de ne pas être d'accord avec vous sur un deuxième point.

Je ne sais pas dans quelle mesure il est juste de mêler le gouvernement algérien à cette affaire car, en la circonstance, il est question d'avances et non d'un règlement définitif. C'est une affaire de trésorerie et c'est bien sur ce point que nous en venons au problème qui fait l'objet de l'article 6, sur lequel j'ai déposé un amendement.

On demande en effet à la caisse agricole un effort de trésorerie disproportionné avec ses moyens, du fait qu'on lui prescrit de prendre en charge autant d'adhérents d'Algérie qu'elle en a de Français en métropole.

C'est là qu'est le problème et c'est là qu'était la difficulté.

Lors de l'examen du budget de 1963, nous avions d'abord prévu une compensation entre les caisses pour l'allocation de vieillesse du régime général et nous avions aussi prévu que le Gouvernement assurerait, s'il en était besoin, le complément. Mais on n'avait pas abordé le problème des cadres, parce que la retraite des cadres fait l'objet d'un régime de totale liberté. Cependant, il avait été prévu qu'un décret réglerait ce problème délicat et particulier.

Le Gouvernement a hésité à publier ce décret et il nous demande de nous substituer à lui. Voilà comment je comprends le problème. A partir du moment où nous entrons dans une réglementation, où l'on fait du marchandage sur les chiffres et où le Gouvernement, tenant compte du fait que certaines caisses seront surchargées, propose d'établir des limites à cette surcharge, nous ne sommes plus dans le domaine de la loi.

Il m'a semblé, dans la présentation de mon amendement, que je définissais l'esprit général dans lequel devra être pris le décret. Voilà pourquoi je n'éprouve aucune honte à l'avoir soumis à la commission des finances. Celle-ci s'est d'ailleurs honorée en l'adoptant.

Si le Gouvernement nous propose des aménagements particuliers permettant de maintenir l'équilibre de trésorerie des caisses qui nous préoccupent, il devra bien entendu les prendre par décret. L'essentiel, c'est qu'une décision intervienne, c'est que l'article soit voté et qu'un décret soit publié, faute de quoi les victimes de notre hésitation, de l'incertitude du Gouvernement et de nos difficultés à conclure seront, en définitive, les rapatriés d'Algérie qui ne toucheront pas leur retraite.

Voilà exactement le sens de mon intervention. Il était de mon devoir de définir les lignes générales dans lesquelles, à notre avis, le problème doit être tranché.

M. le président. Mes chers collègues, je crois qu'il n'est pas sorti beaucoup de clarté des explications qui ont été données. J'en reviens donc aux textes.

Je suis saisi d'un amendement n° 10 présenté par M. Louis Vallon, rapporteur général qui — si je ne me trompe pas — a parlé contre, M. Rivain ayant parlé pour.

Cet amendement est assorti de deux sous-amendements, le premier, n° 24, présenté par M. Sabatier et déjà adopté, et le second, n° 29, présenté par le Gouvernement mais que le Gouvernement, me semble-t-il, a confondu avec le même texte présenté comme amendement sous le n° 28.

Il s'agit de deux textes identiques, mais, au cas où l'amendement n° 10 ne serait pas adopté, le sous-amendement n° 29, qui n'aurait plus d'objet, serait repris par le Gouvernement sous la forme de l'amendement n° 28.

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur le président, c'est l'évidence même. L'amendement du Gouvernement a en effet pour objet de corriger le texte qui sera voté. Si l'Assemblée adopte l'amendement de la commission, le Gouvernement prévoit par voie de sous-amendement sa correction.

Si le texte de la commission est rejeté, le Gouvernement corrige son propre texte par voie d'amendement.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 29, présenté par le Gouvernement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10, présenté par M. le rapporteur général et M. Rivain, modifié par les sous-amendements n° 24 et 29.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 28 devient sans objet.

MM. Fourvel, Lamps et Dupuy ont présenté un amendement n° 2 qui tend à compléter le paragraphe II de l'article 6 par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, le pourcentage d'aggravation des charges propres au régime français des cadres d'exploitations agricoles sera limité au pourcentage d'aggravation des charges qui sera constaté chaque année dans le régime correspondant des cadres du commerce et de l'industrie ».

Après le vote qui vient d'intervenir, je me demande si cet amendement conserve sa raison d'être.

La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Il importe, avant tout, d'aboutir à un texte qui ait une signification.

L'amendement de M. Rivain repose sur le principe de la compensation interrégimes ; les amendements suivants, celui de M. Fourvel comme celui du Gouvernement, concernent au contraire le sort qui aurait été fait à la caisse spéciale des cadres agricoles si elle avait été maintenue dans une catégorie distincte.

Par suite de l'adoption de l'amendement de M. Rivain, ces derniers amendements deviennent sans objet.

M. le président. La parole est à M. Fourvel.

M. Eugène Fourvel. Je n'approuve pas entièrement votre propos, monsieur le ministre.

Demander à la caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles de supporter une charge nette dépassant 10 p. 100 du montant de ses propres charges, cela revient à décréter purement et simplement sa perte à bref délai.

L'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer répondait au souci de la caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles. Or le libellé de l'article 6 n'exclut pas l'adjonction d'un paragraphe, ce qui est l'objet de mon amendement.

Si le Gouvernement pense que cet amendement n'a plus sa place, j'élève alors une vigoureuse protestation et j'indique, pour terminer, que l'article 6, tel qu'il est libellé, ne peut recevoir l'accord de notre groupe.

La caisse de prévoyance des cadres d'exploitations agricoles sera lésée, et la seule lésée. Notre amendement prévoyait que les charges qui lui seraient demandées ne seraient pas supérieures à celles que supporteraient les caisses d'autres régimes. Nous prétendions ainsi établir l'équité et la justice entre les

différents régimes. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission estime que cet amendement est sans objet après le vote de l'amendement de M. Rivain.

M. le président. La parole est à M. Boscher pour répondre à la commission.

M. Michel Boscher. J'ai l'impression que nous nageons en pleine confusion.

L'Assemblée vient de voter, peut-être sans s'en rendre compte, un texte qui est parfaitement inapplicable, en l'espèce l'amendement de M. Rivain. D'une part, ce texte porte atteinte à l'autonomie des mutuelles en prévoyant la fusion de sociétés et de régimes de gestion indépendants. D'autre part, il ne prévoit aucun organisme pouvant assurer l'exécution proprement dite de cette fusion.

Nous sommes maintenant en présence d'un amendement de M. Fourvel qui se rapporte exclusivement au régime des retraites des cadres agricoles d'Algérie.

Cet amendement a pour lui le mérite de la clarté. Pour une fois, je suis d'accord avec nos collègues communistes. L'amendement, d'ailleurs, n'est pas d'eux ; il leur a été suggéré par la caisse de prévoyance des cadres agricoles du territoire métropolitain, et ils ne font que le reprendre. Mais peu importe. Ce texte, je le répète, a au moins le mérite de la clarté et je demande à l'Assemblée de l'adopter. Etant donné toutefois la confusion supplémentaire qui en résulterait sur le plan législatif, je souhaite une deuxième lecture de l'ensemble des amendements se rapportant à l'article 6, de manière que nous puissions arriver à un texte cohérent. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je me rappelle avoir souvent entendu dire que, dans les débats législatifs confus, il appartenait au Gouvernement de faire en sorte qu'une certaine qualité de travail soit préservée.

Il y a des régimes de retraite complémentaire différents, et ces régimes vont se trouver, les uns déséquilibrés, les autres en excédent, excédent sans doute limité à la suite de la prise en charge en dépenses et en recettes des cadres rapatriés d'Algérie.

Il y avait donc un choix entre deux systèmes. Le premier consistait à traiter le problème caisse par caisse, notamment en ce qui concerne les caisses agricoles. C'était notamment la suggestion de l'amendement de M. Fourvel.

Le deuxième consistait à traiter le problème dans son ensemble, c'est-à-dire à établir une compensation entre les caisses déficitaires et les caisses excédentaires, quitte d'ailleurs, en cas de différence négative, à ce que le Gouvernement intervienne sous forme d'avances accordées à l'ensemble des caisses.

L'Assemblée nationale s'est prononcée, à tort ou à raison — à tort, pensez-vous, mais à raison puisqu'elle a voté pour — en faveur du système de la compensation.

Nous n'allons pas ensuite reprendre pour telle caisse particulière le système du règlement caisse par caisse, car nous aboutirions à la fois à un texte et à un régime non seulement inapplicables mais grotesques.

L'amendement de M. Rivain donnera lieu à des textes d'application. Si c'est ce texte qui est définitivement voté après la navette, il y aura lieu, d'une part, d'organiser cette compensation, d'autre part, de prévoir, en cas de solde négatif, la participation du budget de l'Etat sous forme d'avances.

Au point actuel du débat, nous ne pouvons qu'en rester là. C'est seulement dans l'hypothèse où un texte modifié reviendrait devant l'Assemblée nationale qu'il conviendrait de rouvrir la discussion. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

M. André Tourné. C'est l'amendement de la clarté !

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. Arthur Remette. La majorité se complait dans le brouillard !

M. le président. M. le rapporteur général et M. Prioux ont présenté un amendement n° 11 qui tend à compléter comme suit le 3^e alinéa du paragraphe IV de l'article 6 :

« Ce montant ne pourra correspondre, par année validée et pour un même âge de service des allocations, à des droits supérieurs à ceux qui sont prévus dans les régimes métropolitains en cause. »

M. Prioux a présenté un sous-amendement n° 20 tendant à compléter par la phrase suivante le texte proposé par l'amendement n° 11 :

« Cependant, les coefficients d'anticipation ne seront pas applicables aux intéressés qui ont atteint ou qui atteindront l'âge de 60 ans avant le 1^{er} juillet 1966. »

La parole est à M. le rapporteur général pour soutenir son amendement.

M. le rapporteur général. J'ai déjà signalé que l'amendement de M. Prioux était accepté par la commission.

M. le président. La parole est à M. Prioux.

M. Gérard Prioux. Mes chers collègues, l'amendement que j'ai déposé à l'article 6 a en effet pour objet d'aligner les rapatriés d'Algérie sur leurs homologues métropolitains.

Ainsi que vient de l'indiquer M. le rapporteur général, cet amendement a été adopté, à l'unanimité je crois, par la commission des finances.

Il peut paraître paradoxal que le rapporteur du budget des rapatriés apporte au texte du Gouvernement une modification qu'on pourrait considérer comme réduisant quelque peu les avantages des rapatriés.

En fait, il n'y a là qu'une apparence, et cette disposition répond à un double souci de justice, d'une part à l'égard des rapatriés, d'autre part à l'égard des cotisants métropolitains.

Justice à l'égard des rapatriés, parce qu'il n'est pas admissible qu'ils puissent être privés du bénéfice de leur appartenance à des caisses qui, malheureusement, sont maintenant hors d'état de fonctionner. Il est légitime qu'il soit fait appel, dans une certaine mesure, à la solidarité professionnelle. Et il est commode, bien entendu, qu'il soit fait appel aux caisses homologues des caisses algériennes hors d'état de fonctionner. Il est souhaitable, enfin — ce sera le dernier argument — que les rapatriés entrent dans les circuits normaux pour s'insérer plus complètement et plus rapidement dans la communauté nationale.

C'est à ces raisons que la commission des finances a bien voulu se rendre lorsqu'elle a approuvé cet amendement.

Mais l'amendement répond aussi à un souci de justice à l'égard des cotisants métropolitains. Si, en effet, l'on fait appel à la solidarité professionnelle, il est normal de limiter leur effort. C'est d'ailleurs ce que le Gouvernement a souhaité en indiquant dans son texte qu'au-delà d'une surcharge de 10 p. 100 il interviendrait pour aider les caisses.

A cet égard, j'aimerais formuler quelques observations sur ce qui vient d'être dit et d'être fait.

Lors des débats en commission des finances, M. le ministre des finances a effectivement rappelé qu'il existait deux possibilités, celle de la compensation et celle à laquelle, en définitive, il souhaiterait que l'on se ralliât.

J'ai cru, lorsque la discussion s'est déroulée en commission, que nous étions victimes de son habileté — on ne prête qu'aux riches, monsieur le ministre des finances — et qu'il nous poussait vers la compensation, solution dans laquelle, bien entendu, l'Etat n'a pas à intervenir, malgré tous les inconvénients qu'elle présente.

En réalité, il semble qu'il n'en soit rien, puisque maintenant, au contraire, le Gouvernement souhaite que l'on abandonne le principe de la compensation.

Pour ma part, en tout cas, j'aurais préféré que l'on adoptât une solution plus simple qui était celle de l'abaissement de la limite à partir de laquelle le Gouvernement doit intervenir.

Certains de nos collègues avaient suggéré qu'au lieu d'attendre une surcharge de 10 p. 100, le Gouvernement intervienne à partir d'une surcharge de 5 p. 100. J'ai proposé à M. le ministre des finances un marchandage sur le taux de 7 p. 100. Après tout, cela aurait été convenable, et je regrette que le Gouvernement n'ait pas admis cette solution qui aurait peut-être évité cette discussion difficile.

Quoi qu'il en soit, ma proposition, qui répondait au souci d'obtenir une harmonisation de la condition des rapatriés avec celle de leurs homologues métropolitains, a recueilli l'unanimité de la commission des finances.

Il faut tenir compte en effet d'un argument psychologique important : il n'est pas possible de demander à des cotisants métropolitains, sous prétexte de solidarité professionnelle, d'admettre dans leur sein des cotisants qui bénéficieraient de conditions plus favorables. Ce serait aller à l'encontre de l'intérêt général des rapatriés.

Mais après que cet amendement eut été admis avec la facilité que j'indique, il est apparu que la rédaction en était trop stricte et que, appliquée à la lettre, elle pourrait avoir pour conséquence de priver les rapatriés âgés de 60 à 65 ans de la retraite qu'ils touchent déjà.

C'est pourquoi il m'a paru nécessaire de lui apporter un correctif, sous la forme du sous-amendement qui vous est soumis, de façon à éviter une injustice évidente.

Dans un souci d'humanité, il m'a semblé nécessaire d'aller même un peu plus loin. Puisqu'on apporte une restriction aux avantages que certains rapatriés pouvaient attendre — restriction comprise par tous, mais restriction tout de même — il faut au moins que tous ceux qui sont à la veille d'atteindre leur retraite et qui n'ont pas la possibilité de se recaser puis-

sent, eux aussi, à titre exceptionnel — et cela d'autant plus facilement qu'ils ne sont pas nombreux — bénéficiaire des mêmes facilités.

C'est pourquoi le texte prévoit que ceux qui ont droit à la retraite dans un délai de deux ans pourront continuer à bénéficier de ces dispositions dans les conditions prévues.

Tel est le double souci auquel a répondu le sous-amendement que j'ai déposé. Je suis certain que l'Assemblée partagera ce souci et voudra bien adopter ce sous-amendement. (Applaudissements.)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement et le sous-amendement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Pour ne pas risquer d'être victime de l'habileté de M. Prioux, le Gouvernement laisse l'Assemblée juge. (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 20. (Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11, complété par le sous-amendement n° 20.

(L'amendement ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 6 modifié par les amendements adoptés.

— 2 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je voudrais indiquer à l'Assemblée qu'en raison de l'heure tardive, le Gouvernement ne demandera pas que le projet de loi intéressant le code des douanes soit examiné ce soir.

Il désire seulement que ce projet soit inscrit en tête de l'ordre du jour de la séance de demain après-midi.

M. le président. Il en est ainsi décidé.

— 3 —

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963

Reprise de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963.

[Article 13.]

M. le président. L'article 13 est réservé jusqu'au vote de l'état A.

Je donne lecture de cet état :

ETAT A

Répartition des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils.

Affaires algériennes.

« Titre IV. — 3 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des affaires algériennes, au chiffre de 3 millions de francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous abordons les crédits du ministère des affaires culturelles.

Affaires culturelles.

« Titre III. — 175.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère des affaires culturelles, au chiffre de 175.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons aux crédits du ministère des affaires étrangères.

Affaires étrangères.

« Titre IV. — 22.235.000 francs. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je voudrais seulement rectifier une erreur matérielle qui figure dans le document budgétaire, à la page 49.

La subvention de 40.000 francs inscrite au chapitre 42-33 concerne l'association parlementaire Europe-Afrique alors qu'il est indiqué, dans le document : « ... association interparlementaire Europe-Afrique ».

M. le président. Acte est donné de cette rectification.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des affaires étrangères, au chiffre de 22.235.000 francs. (Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits du ministère de l'agriculture.

Agriculture.

« Titre IV. — 28.230.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère de l'agriculture au chiffre de 28.230.000 francs. (Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits des départements d'outre-mer.

Départements d'outre-mer.

« Titre IV. — 35 millions de francs. »

La parole est à M. Feuillard.

M. Gaston Feuillard. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, au chapitre des départements d'outre-mer figure le crédit correspondant au secours alloué aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique qui, vous le savez, furent ravagés par les cyclones des 25 septembre et 27 octobre derniers.

C'est avec une grande satisfaction que je note cette dotation. Celle-ci est la preuve évidente et sans conteste que le Gouvernement a fait tout son devoir dans les circonstances dramatiques que ces départements ont traversées et qu'il fera aussi son devoir dans les conjonctures économiques difficiles des prochains mois, qui intéressent également ces départements d'outre-mer.

Je dois ajouter que les mesures de secours prévues au budget sont complétées par des prêts spéciaux qui seront consentis par le crédit agricole, en vertu des dispositions du code rural, qui nous sont applicables.

J'adresse donc au Gouvernement l'expression de la profonde gratitude de la population sinistrée du département de la Guadeloupe et la mienne, car M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer n'a pas manqué, après les observations que j'ai formulées au cours de mon intervention du 8 novembre, de le souligner, comme je l'avais fait moi-même, la solidarité nationale s'est pleinement manifestée en faveur des départements de la Guadeloupe et de la Martinique.

Ce précédent me permet d'espérer que, sur le plan social notamment, le rattrapage en faveur des départements d'outre-mer se poursuivra sans retard.

A cet égard, monsieur le ministre des finances, je me dois de vous signaler le retard inexplicable apporté par le Gouvernement à prendre, soit par la voie réglementaire, soit par la voie de projets de loi à présenter au Parlement, les textes de caractère social déjà adoptés par les conseils généraux des départements d'outre-mer depuis bientôt six mois.

Je me permets d'attirer votre attention, d'abord sur le fait que ces textes, élaborés par le Gouvernement, avaient donc reçu l'accord préalable de tous les ministères intéressés ; ensuite, sur l'urgence signalée par le Gouvernement aux conseils généraux des départements d'outre-mer pour que ceux-ci donnent très rapidement leur avis. Les conseils généraux ont fait diligence et ont donné des avis conformes.

Mais j'apprends que le Conseil d'Etat, qui doit décider du caractère réglementaire ou législatif des dispositions à prendre, n'est pas encore saisi, malgré les pressantes interventions de M. le ministre d'Etat chargé des départements d'outre-mer qui, lui, est entièrement d'accord.

Les incidences financières à la charge des caisses générales de sécurité sociale de chacun des départements d'outre-mer sont-elles la cause de ce retard ? On pourrait le penser. Mais pourquoi, puisque, avant de soumettre ces textes aux conseils généraux, tous les ministères intéressés ont donné un accord général et que cet accord, je le répète, a été réalisé au sein du Gouvernement ?

Il s'agit de l'application dans les départements d'outre-mer, en premier lieu, des dispositions du titre III du livre V du code de la sécurité sociale, relatives au congé de naissance.

Je rappelle que la loi n° 46-1085 du 18 mai 1946, qui a créé le congé de naissance, n'est pas applicable aux départements

d'outre-mer, du fait que son texte ne contient aucune mention d'applicabilité à ces départements. Cependant, le congé de naissance existe dans le seul département de la Guadeloupe où il a été réglementé par un arrêté gubernatorial du 14 juin 1946 promulguant la susdite loi du 18 mai 1946.

Pour uniformiser, au regard de ces prestations, la situation de tous les ayants droit dans les départements d'outre-mer, il importe de déclarer applicables à ces départements les dispositions du titre III du livre V du code de la sécurité sociale où ont été codifiés les articles 1^{er}, 2 et 3 de la susdite loi du 18 mai 1946.

Il s'agit, en second lieu, des dispositions relatives aux allocations familiales servies pour l'enfant recueilli.

L'enfant recueilli est exclu du bénéfice des allocations familiales dans les départements d'outre-mer, alors que toute personne française ou étrangère résidant en France continentale ayant à sa charge, comme chef de famille ou autrement, un ou plusieurs enfants résidant en France, bénéficie, pour ces enfants, des prestations familiales. Cependant, le même enfant recueilli bénéficie des prestations de l'assurance-maladie par application de l'article 285-2^o du code de sécurité sociale.

Il y a donc là une anomalie d'autant plus choquante que dans les départements d'outre-mer fonctionnent des caisses générales de sécurité sociale gérant à la fois les assurances sociales et les prestations familiales.

Il s'agit, en troisième lieu, des dispositions relatives aux allocations familiales qui doivent être maintenues en faveur des titulaires d'une pension d'invalidité classés dans les deuxième et troisième groupes définis par l'article L. 310 du code de sécurité sociale, des titulaires d'une pension de vieillesse au titre du régime de sécurité sociale et des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés tant que les enfants à leur charge y ouvrent droit. Ces allocations doivent être également maintenues aux chefs de famille effectuant leur service militaire légal.

L'article 7 du décret n° 58-113 du 7 février 1958 a rapproché le régime des allocations familiales en vigueur dans les départements d'outre-mer du régime métropolitain des prestations familiales en permettant le versement des allocations familiales aux allocataires ayant cessé leur travail en raison de maternité ou de maladie. Mais d'autres catégories de personnes bénéficient en France continentale du maintien des allocations familiales après la cessation de leur activité professionnelle. Tel est le cas des titulaires de certaines pensions d'invalidité ou de vieillesse et des chefs de famille effectuant leur service légal. Il n'en est pas de même jusqu'à présent dans les départements d'outre-mer.

Enfin, la loi n° 60-1437 du 27 décembre 1960 a accordé le bénéfice des allocations familiales aux marins pêcheurs non salariés et aux inscrits maritimes embarqués au cabotage ou à la navigation côtière, en activité dans les départements d'outre-mer, dans les mêmes conditions que les travailleurs salariés ou assimilés dont la famille réside dans le même département d'outre-mer ; mais elle n'a pas réglé le cas des marins chefs de famille titulaires d'une pension d'invalidité maladie ou d'accident professionnel, d'un taux au moins égal à 85 p. 100, ni celui des veuves des marins disparus en mer avant l'intervention de ladite loi. Il convient d'étendre le bénéfice de la loi susvisée à ces catégories sociales particulièrement intéressantes.

Monsieur le ministre, je veux espérer que si le retard provient de vos services, les questions que je viens d'évoquer recevront rapidement la solution satisfaisante qui s'impose. Je vous remercie à l'avance. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère chargé des départements d'outre-mer, au chiffre de 35 millions de francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous arrivons à l'examen des crédits des territoires d'outre-mer.

Territoires d'outre-mer.

« Titre IV. — 7.645.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère chargé des territoires d'outre-mer, au chiffre de 7.645.000 francs. (Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous abordons maintenant les crédits du ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.

« Titre III. — 1.580.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère de l'éducation nationale, au chiffre de 1.580.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons les crédits du ministère des finances et des affaires économiques.

Finances et affaires économiques.

I. — Charges communes.

- « Titre I^{er}. — 1.830.000 francs ;
- « Titre II. — 2.270.000 francs ;
- « Titre III. — 473.100.000 francs ;
- « Titre IV. — 47.225.073 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre I^{er} de l'état A concernant le ministère des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes), au chiffre de 1.830.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre II de l'état A concernant le ministère des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes), au chiffre de 2.270.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes), au chiffre de 473.100.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes), au chiffre de 47.225.073 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant la section II du ministère des finances et des affaires économiques.

II. — Services financiers.

- « Titre IV. — 150.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des finances et des affaires économiques (II. — Services financiers), au chiffre de 150.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons maintenant à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur.

Intérieur.

- « Titre III. — 6.176.203 francs ;
- « Titre IV. — 2.591.088 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère de l'intérieur au chiffre de 6.176.203 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère de l'intérieur au chiffre de 2 millions 591.088 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous arrivons aux crédits du ministère de la justice.

Justice.

- « Titre III. — 15.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère de la justice au chiffre de 15.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits des services du Premier ministre (II. — Information).

Services du Premier ministre.

II. — Information.

- « Titre III. — 217.000 francs ;
- « Titre IV. — 4.165.208 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant les services du Premier ministre (II. — Information), au chiffre de 217.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant les services du Premier ministre (II. — Information), au chiffre de 4.165.208 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant la section VI :

- VI. — Groupement des contrôles radioélectriques.
- « Titre III. — 1.068.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant les services du Premier ministre (VI. — Groupement des contrôles radioélectriques), au chiffre de 1.068.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits des services du Premier ministre concernant le commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

- « Titre III : 31.500 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant les services du Premier ministre (Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité), au chiffre de 31.500 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons maintenant à l'examen des crédits du ministère des rapatriés.

Rapatriés.

- « Titre IV. — 397 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des rapatriés, au chiffre de 397 millions de francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits du ministère de la santé publique et de la population.

Santé publique et population.

- « Titre IV. — 19 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère de la santé publique et de la population, au chiffre de 19 millions de francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous arrivons aux crédits du ministère du travail.

Travail.

- « Titre III. — 100.000 francs ;
- « Titre IV. — 62.456.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère du travail, au chiffre de 100.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère du travail, au chiffre de 62.456.000 F.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons à l'examen des crédits du ministère des travaux publics et des transports.

Travaux publics et transports.

I. — Travaux publics et transports.

- « Titre III. — 1.257.758 francs ;
- « Titre IV. — 6.774.322 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère des travaux publics et des transports (I. — Travaux publics et transports), au chiffre de 1.257.758 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des travaux publics et des transports (I. — Travaux publics et transports), au chiffre de 6.774.322 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant la section II :

Aviation civile.

II. — Aviation civile.

- « Titre IV. — 56.800.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des travaux publics et des transports (II. — Aviation civile), au chiffre de 56.800.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons maintenant à la section III :

Marine marchande.

III. — Marine marchande.

- « Titre III. — 830.000 francs ;
- « Titre IV. — 24.440.073 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état A concernant le ministère des travaux publics et des transports (III. — Marine marchande), au chiffre de 830.000 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état A concernant le ministère des travaux publics et des transports (III. — Marine marchande), au chiffre de 24.440.073 francs.

(Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant l'article 13, tel qu'il résulte du vote de l'état A :

DEUXIEME PARTIE

Dispositions applicables à l'année 1963.

« Art. 13. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1963, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 1.205.362.225 F, conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13.

(L'article 13, mis aux voix, est adopté.)

[Article 14.]

M. le président. L'article 14 est réservé jusqu'au vote de l'état B.

Je donne lecture de cet état :

ETAT B

Répartition des crédits annulés au titre des dépenses ordinaires des services civils.

Affaires algériennes.

« Titre III. — 34 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant les affaires algériennes.

(L'annulation de crédit, mis aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous passons à l'examen de l'annulation proposée pour le ministère des affaires culturelles.

Affaires culturelles.

« Titre III. — 85.000 francs ;

« Titre IV. — 90.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant le ministère des affaires culturelles.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre IV de l'état B concernant le ministère des affaires culturelles.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous abordons la discussion de l'annulation proposée pour le ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.

« Titre III. — 1.580.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant le ministère de l'éducation nationale.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous passons à l'annulation proposée pour le ministère des finances et des affaires économiques.

Finances et affaires économiques.

I. — Charges communes.

« Titre I. — 30 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre de l'état B concernant le ministère des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes).

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous arrivons à l'annulation proposée pour le ministère de l'intérieur.

Intérieur

« Titre III. — 5.170.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant le ministère de l'intérieur.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. J'appelle maintenant l'annulation proposée pour le ministère de la justice.

Justice

« Titre III. — 215.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant le ministère de la justice.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous allons examiner maintenant les annulations proposées pour les services du Premier ministre.

Services du Premier ministre.

VI. — Groupement des contrôles radio-électriques.

« Titre III. — 450.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant les services du Premier ministre (VI. — Groupement des contrôles radio-électriques).

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous passons à l'annulation proposée pour le commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

« Titre III. — 31.500 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant les services du Premier ministre (commissariat général du plan d'équipement et de la productivité).

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous abordons l'examen de l'annulation proposée pour le ministère des rapatriés.

Rapatriés.

« Titre IV. — 300 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre IV de l'état B concernant le ministère des rapatriés.

(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. J'appelle l'annulation proposée pour le ministère de la santé publique et de la population.

Santé publique et population.

« Titre IV. — 70 millions de francs. »

La parole est à M. Nilès.

M. Maurice Nilès. Mesdames, messieurs, au cours de l'examen du budget pour 1963 de son département ministériel, M. le ministre de la santé publique déclarait, le 14 janvier : « La situation est très mauvaise et nous devons la constater ».

En ce qui concerne les crédits de 1964, même s'ils accusent une légère augmentation par rapport à l'année précédente, ils ne représentent que 2,4 p. 100 du budget général. Ai-je besoin de dire, une fois encore, que les crédits sont notablement insuffisants au regard des besoins sanitaires du pays, et ces besoins sont nombreux et urgents ?

Au titre IV de ce budget, il nous est proposé d'accepter l'annulation de 70 millions de francs votés antérieurement pour l'aide sociale et médicale. Comme l'a souligné M. le rapporteur, il n'est pas possible d'envisager de telles diminutions sur le budget de la santé publique, dans un chapitre qui comporte des crédits destinés à l'enfance, aux personnes âgées, aux aveugles et aux grands infirmes.

En ce qui nous concerne, nous y sommes opposés, comme le seront d'ailleurs tous ceux qui veulent réellement que soit mise en œuvre une véritable politique de la santé publique. Nous pensons, nous, députés communistes, que si des économies sont nécessaires, elles doivent être réalisées sur le budget de la force de frappe, mais en aucun cas sur celui de la santé publique, qui devrait faire face à tant de besoins et qui est doté de si peu de crédits. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je dirai à M. Nilès que sa démonstration n'a aucune portée. En effet, d'une part, M. le ministre de la santé publique et de la population a insisté, lors de la discussion du budget pour 1964, sur le fait que les crédits mis à sa disposition étaient suffisants, bien qu'en effet la demande soit très forte; d'autre part, dans le cas d'espèce visé par M. Nilès, il s'agit d'un ajustement comptable qui figure dans le document soumis ce soir à l'Assemblée.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'annulation de crédit proposée pour le titre IV de l'état B concernant le ministère de la santé publique et de la population.
(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous passons à l'annulation proposée pour le ministère du travail.

Travail.

« Titre IV. — 16.700.000 francs. »
Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre IV de l'état B concernant le ministère du travail.
(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous examinons maintenant l'annulation proposée pour le ministère des travaux publics et des transports.

Travaux publics et transports.

III. — Marine marchande.

« Titre III. — 30.000 francs. »
Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'annulation proposée pour le titre III de l'état B concernant le ministère des travaux publics et des transports (III. — Marine marchande).
(L'annulation de crédit, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. J'appelle maintenant l'article 14, tel qu'il résulte du vote de l'état B :

« Art. 14. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1963, une somme de 458.351.500 francs est annulée, conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'article 14.
(L'article 14, mis aux voix, est adopté.)

[Article 15.]

M. le président. L'article 15 est réservé jusqu'au vote de l'état C.

Je donne lecture de l'état C :

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des dépenses en capital des services civils.

Affaires culturelles.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée : 1.300.000 francs ;
« Crédit de paiement ouvert : 1.300.000 francs ».
Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, l'autorisation de programme au chiffre de 1.300.000 francs.
(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, le crédit de paiement au chiffre de 1.300.000 francs.
(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous abordons les crédits relatifs au ministère des affaires étrangères.

Affaires étrangères.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée : 1.200.000 francs ;
« Crédit de paiement ouvert : 1.200.000 francs ».

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée : 8 millions de francs ;
« Crédit de paiement ouvert : 6.150.000 francs ».
Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires étrangères, l'autorisation de programme au chiffre de 1.200.000 francs.
(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires étrangères, le crédit de paiement au chiffre de 1.200.000 francs.
(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Sur le titre VI de l'état C concernant le ministère des affaires étrangères, M. Deniau a présenté un amendement n° 27 tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 1 million de francs et des crédits de paiement de 75.000 francs.

La parole est à M. Deniau.

M. Xavier Deniau. Je n'interviens pas ici au nom de la commission des affaires étrangères, car cet amendement ne lui a pas été soumis. Cependant, c'est en ma qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour les relations culturelles, que j'ai présenté cet amendement.

Ce troisième projet de loi de finances rectificative ne nous apporte pas ce que nous pouvions en attendre. Quand le Gouvernement présente un troisième collectif, nous pouvons penser qu'il s'agit de rajustements, dont certains tendent à donner satisfaction à des demandes présentées par l'Assemblée, notamment par la commission intéressée.

Or, nous constatons dans ce collectif que les seules opérations prévues au titre des relations culturelles du ministère des affaires étrangères, apparaissent au chapitre des dépenses en capital, à l'article 15; elles concernent, d'une part l'extension du lycée français de la mission laïque à Téhéran, ce dont nous sommes satisfaits puisque nous avons demandé cette extension, d'autre part une subvention à l'institut européen d'administration des affaires pour la construction de nouveaux bâtiments, enfin une participation aux dépenses de construction du lycée des frères maristes à Athènes, qui correspond au vœu de la commission.

C'est donc sur le second point — la subvention à l'institut européen d'administration des affaires — que j'ai présenté mon amendement. J'apporte cette précision, parce que l'intitulé de l'amendement n'est pas complet dans le document qui nous a été distribué.

Il s'agit là d'une opération qui n'a été ni demandée, ni même souhaitée par la commission parce qu'en fait celle-ci n'en a jamais entendu parler, alors que nous avons instamment demandé une dotation complémentaire de crédits au titre du fonds culturel, au chapitre 42-21, et un dégagement de crédits supplémentaires au chapitre 42-33, au titre de l'Alliance française.

Je ne voudrais pas, à ce stade — et à moins que ce ne soit nécessaire, même par la suite — discuter de l'intérêt que présente l'institut européen d'administration des affaires; mais il est certain qu'une subvention destinée à cet organisme n'a pas sa place dans le budget des affaires étrangères ou qu'en tout cas elle n'y est que très peu à sa place.

J'ai donc proposé, à titre indicatif, de diminuer de moitié le montant des autorisations de programme et je demande au Gouvernement, s'il accepte cette réduction, de bien vouloir s'engager à répartir la seconde moitié du crédit entre les chapitres qui intéressent spécialement la commission. Au cas où le Gouvernement estimerait qu'il ne lui est pas possible d'accepter cet amendement, j'expliquerais plus longuement pourquoi, à mon sentiment, cette subvention n'a pas sa place dans le collectif au titre du budget des relations culturelles du ministère des affaires étrangères.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. le rapporteur général. La commission n'en a pas délibéré.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. le secrétaire d'Etat au budget. Monsieur le président, je ne veux pas invoquer l'article 40 de la Constitution. Mais les explications fournies par M. Deniau montrent qu'il n'a déposé son amendement de réduction qu'à titre indicatif, puisque son désir, non dissimulé, est de voir reporter les crédits supprimés sur le fonds culturel.

Le Gouvernement n'invoque donc pas l'article 40, mais, à l'évidence, l'Assemblée comprendra qu'elle ne puisse pas se rallier à cet amendement de caractère

M. le président. Monsieur Deniau, vous votre amendement ?

M. Xavier Deniau. Oui, monsieur le président. Il n'est indicatif qu'en apparence, puisqu'il s'agit là d'une opération qui n'a pas été souhaitée par la commission et dont on peut estimer qu'elle n'a pas sa place normale au budget des relations culturelles du ministère des affaires étrangères.

Je propose donc que soient réduits de moitié les crédits prévus à ce poste et que le Gouvernement veuille bien, puisque je ne peux pas le proposer moi-même, étant donné les termes de la loi organique du 2 janvier 1959, transférer les crédits ainsi libérés à deux domaines sur lesquels la commission a appelé son attention, à savoir le fonds culturel et l'Alliance française.

En ce qui concerne le fonds culturel, nous réclamons chaque année des crédits complémentaires et chaque fois le ministre nous renvoie au prochain collectif. J'ajoute que le Sénat partage sur ce point les préoccupations de l'Assemblée nationale. Il y aurait là, monsieur le ministre, une excellente occasion de faire d'une pierre deux coups et de réunir le Sénat et l'Assemblée nationale dans le même succès.

En ce qui concerne l'Alliance française, cet établissement enseigne actuellement chaque jour, en France seulement, 5.000 élèves, qui reçoivent une formation pendant trois, six ou neuf mois selon les cas.

L'institut dont il est question enseigne soixante-dix élèves étrangers pendant une durée de neuf mois. Je considère que l'Alliance française présente pour le ministère des affaires étrangères un intérêt bien plus grand que cet institut, quelles que soient par ailleurs les qualités de ce dernier, que je ne songe nullement à discuter, ainsi que je l'ai déjà dit.

M. le président. La parole est à M. Séramy, contre l'amendement.

M. Paul Séramy. Mes chers collègues, je comprends fort bien le souci légitime de M. Deniau de vouloir soit alléger les charges du budget des affaires étrangères, soit en transférer une partie à d'autres chapitres. Mais nous connaissons bien l'institut qui est en cause.

Si l'Alliance française, dont je ne méconnais certes pas les mérites, enseigne 5.000 élèves par jour, il s'agit en grande majorité de jeunes Français, alors que depuis cinq ans l'institut n'accueille presque que des étrangers. Il fonctionne dans des conditions précaires, dans des bâtiments qui ne sont pas adaptés à la vocation d'un institut européen; si les U. S. A. peuvent s'enorgueillir de posséder un certain nombre d'établissements de ce genre, il est dommage que la France n'en compte pas davantage.

Par ailleurs, du point de vue financier, il est pour une fois possible de construire un institut européen avec une subvention de l'Etat qui ne dépassera pas 20 p. 100. Le fait est assez rare pour qu'il soit souligné.

On parle souvent de la formation européenne. Je voudrais savoir s'il est si habituel en France de trouver des instituts, des établissements d'enseignement supérieur — car cet institut s'adresse à des élèves ayant terminé leur cycle d'études supérieures; il n'est donc nullement comparable à l'Alliance française — je voudrais savoir, dis-je, s'il est si habituel de trouver beaucoup d'établissements de ce genre en France et, même, en Europe.

Chaque année, des jeunes gens âgés de 22 à 28 ans, Libanais, Turcs, Allemands, Anglais, Hollandais, Luxembourgeois ou ressortissants d'autres nations, viennent chercher chez nous une culture élargie. La satisfaction de leur désir ne se place-t-elle pas tout naturellement dans le cadre des affaires étrangères?

Nous avons déploré comme vous, mon cher collègue Deniau, l'insuffisance des crédits affectés à nos établissements du Moyen-Orient; j'ai eu l'occasion de le dire devant la commission des affaires culturelles. Il n'en reste pas moins que cette initiative mérite d'être retenue et c'est pourquoi je demande à M. Deniau de retirer son amendement. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

M. le président. Monsieur Deniau, maintenez-vous votre amendement?

M. Xavier Deniau. Monsieur le président, malgré la chaleur mise par M. Séramy à défendre un institut qui trouvera sa place à proximité de Fontainebleau, je maintiens mon amendement.

Je répète que l'Alliance française, avec une subvention extrêmement faible, scolarise 5.000 étudiants par jour, alors que l'institut en question scolarise seulement pas an quelques dizaines d'étudiants étrangers.

C'est un établissement privé et à but lucratif; quel qu'en soit l'intérêt, je pense qu'il serait préférable de transférer les crédits qui sont prévus pour son fonctionnement à un autre chapitre que celui des relations culturelles des affaires étrangères, chapitre où doivent figurer les subventions destinées à des organismes dont le but principal est l'expansion de la langue française.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27 présenté par M. Deniau.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des affaires étrangères, l'autorisation de programme au nouveau chiffre de 7 millions de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix avec ce chiffre, est adoptée.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des affaires étrangères, le crédit de paiement au nouveau chiffre de 6.075.000 francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Nous examinons les crédits du ministère de l'agriculture.

Agriculture.

Titre VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 33.100.000 francs; »
« Crédit de paiement ouvert, 2.300.000 francs. »

La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Mesdames, messieurs, au chapitre 61-60 du ministère de l'agriculture est prévue une autorisation de programme de 350 millions d'anciens francs au titre des réparations des dégâts qu'ont provoqués les diverses crues de 1962-1963.

Malheureusement, il n'est seulement retenu que 70 millions d'anciens francs de crédits de paiement. Nous sommes donc loin de compte.

En effet, une importante conférence s'est tenue au mois d'octobre dernier, au ministère de l'intérieur, au cours de laquelle les représentants de tous les ministères intéressés ont donné leur avis sur les meilleurs moyens à employer pour réparer les terribles dégâts causés dans mon beau département des Pyrénées-Orientales.

Le rapport du ministère de l'intérieur précise que ces dégâts ont été évalués à 6.404.524.400 anciens francs pour l'année 1962. L'évaluation a été portée à 7.687 millions d'anciens francs en 1963.

Il s'agit donc là d'une affaire très importante. Les travaux d'extrême urgence à effectuer pour le compte du seul ministère de l'agriculture ont été estimés à 855.600.000 anciens francs.

Il s'agit de propriétés qui ont été soit ravinées soit emportées, de réseaux électriques endommagés, d'ouvrages d'adduction d'eau soit emportés soit ensablés, de canaux d'irrigation, de chemins ruraux totalement détruits.

Ce n'est pas avec 70 millions d'anciens francs de crédits de paiement que l'on peut sérieusement amorcer des réparations de cette importance.

Je rappelle qu'il s'agit d'une région composée essentiellement de vignes et de vergers qui rapporte à l'Etat sous forme d'impôts indirects des sommes énormes.

Les 3.085.000 hectolitres de vin produits l'année dernière en Roussillon vous ont rapporté, monsieur le ministre, sous forme de taxes uniques, de droits de circulation, d'impôts sur les alcools de mutage, 11 milliards d'anciens francs à quoi s'ajoutent toutes les taxes, y compris la T. V. A. que vous percevez sur les différents éléments qui servent au conditionnement et à l'expédition des fruits et des légumes.

Vous n'avez donc pas le droit d'abandonner cette région et vous avez d'autant plus le devoir de réparer au plus tôt les dégâts que, faute de le faire, ces réparations coûteront beaucoup plus cher dans les années à venir.

Je rappelle qu'il s'agit aussi d'une des régions dont le revenu cadastral est un des plus élevés de France.

Comme première étape, il faudrait donc que les crédits de paiement soient portés au moins à 350 millions d'anciens francs, montant des autorisations de programme et, cela, dans la loi en discussion. Pour 1964, et comme le demande le ministère de l'agriculture lui-même, il faut prévoir une somme de 855 millions d'anciens francs, afin de commencer les véritables travaux de réparation et de protection que la population rurale du Roussillon attend avec impatience. *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. le secrétaire d'Etat au budget. J'indique à M. Tourné que s'il existe une distorsion évidente entre les autorisations de programme et les crédits de paiement, c'est parce que ces crédits de paiement ne figurent dans ce collectif que pour la fin de l'exercice 1963, l'ensemble des crédits de paiement qui correspondent aux autorisations de programme et qui permettront, en effet, de réparer les dégâts dont il a parlé étant inscrits au budget de 1964 déjà voté.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère de l'agriculture, l'autorisation de programme au chiffre de 33.100.000 francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère de l'agriculture, le crédit de paiement au chiffre de 2.300.000 francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons aux crédits concernant le ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Crédit de paiement ouvert, 94 millions de francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Crédit de paiement ouvert, 40 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère de l'éducation nationale, le crédit de paiement au chiffre de 94 millions de francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère de l'éducation nationale, le crédit de paiement au chiffre de 40 millions de francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits relatifs au ministère de la justice.

Justice.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 3.200.000 francs ;

« Crédit de paiement ouvert, 3.200.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère de la justice, l'autorisation de programme au chiffre de 3.200.000 francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère de la justice, le crédit de paiement au chiffre de 3.200.000 F.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits relatifs aux rapatriés.

Rapatriés.

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 15 millions de francs ;

« Crédit de paiement ouvert, 15 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des rapatriés, l'autorisation de programme au chiffre de 15 millions de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des rapatriés, le crédit de paiement au chiffre de 15 millions de francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits relatifs au ministère du travail.

Travail.

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 25.500.000 francs ;

« Crédit de paiement ouvert, 25.500.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère du travail, l'autorisation de programme au chiffre de 25.500.000 francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère du travail, le crédit de paiement au chiffre de 25.500.000 francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous passons à l'examen des crédits relatifs au ministère des travaux publics et des transports.

Travaux publics et transports.

I. — Travaux publics et transports.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 11 millions de francs ;

« Crédit de paiement ouvert, 600.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme accordée, 1 million de francs. »
La parole est à M. Roucaute.

M. Roger Roucaute. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous nous demandez de voter, à l'article 15 du projet de loi de finances rectificative pour 1963, un crédit de paiement de 600.000 francs pour réparation des dégâts causés aux routes nationales par les inondations de 1963 dans trois départements du Midi de la France.

Quoiqu'il soit largement insuffisant, nous ne saurions vous refuser ce modeste crédit. Cependant, je suis fortement surpris que d'autres départements méridionaux, tel le Gard, dont les routes ont particulièrement souffert du gel et des inondations en 1963 ne figurent pas au nombre de ceux pour lesquels sont demandés des crédits de paiement, alors que vous avez inscrit deux millions de francs au titre des autorisations de programme.

Après un hiver long et rigoureux, après les pluies diluviennes et les violents orages de juin, d'octobre et de novembre dernier, les routes de notre département sont en très mauvais état. Cette situation a fait du reste tout dernièrement l'objet d'un rapport de M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées qui a attiré l'attention de M. le ministre des travaux publics sur « la nécessité de tenir compte de ces dégâts pour l'attribution d'un complément de crédits d'entretien que l'état du réseau, très éprouvé par le gel de l'hiver 1962-1963 et non encore remis en état faute de crédits suffisants, rend particulièrement urgent. »

Cette triste situation a été évoquée lors d'une récente session du conseil général du Gard. Les chiffres cités sont édifiants : pour 1.000 kilomètres environ de routes nationales dont l'entretien est à sa charge, l'Etat a versé, en 1962, la somme de 42 centimes par mètre carré, soit beaucoup moins que ce qu'a dépensé le département par mètre carré également, pour trois fois et demie plus de routes à sa charge.

Je prends l'exemple de la nationale 106, dont le mauvais état est patent. A la suite d'un vœu émis par le conseil municipal de Chamborigaud, M. le ministre a répondu que la réparation des dégâts causés aux chaussées par le gel de l'hiver dernier a absorbé cette année tous les crédits disponibles ; que, de ce fait, tous travaux d'amélioration ou d'aménagement du réseau routier ont dû être différés et que, dans ces conditions, il n'était pas possible d'envisager l'attribution d'un crédit spécial pour la remise en état de la route nationale 106.

M. Robert-André Vivien. Nous pourrions tout aussi bien parler des chemins vicinaux de la Seine !

M. André Fanton. Quand l'orateur s'écarte du sujet, le président peut lui retirer la parole.

M. le président. Laissez parler M. Roucaute.

M. Roger Roucaute. Je sais bien que les routes du Gard ne vous intéressent pas. *(Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

M. Robert-André Vivien. Nous sommes à l'Assemblée nationale et non pas au conseil général du Gard !

M. Roger Roucaute. Même situation en ce qui concerne la nationale 107 bis entre la Grand-Combe et Alès, dont l'intérêt économique est incontestable du fait de l'importance du trafic charbonnier. Dans l'intention d'améliorer la circulation particulièrement dangereuse — éboulements, virages nombreux, manque de visibilité, verglas fréquent — les services des ponts et chaussées ont élaboré un projet d'élargissement, d'aménagement et de réfection dont la réalisation est pressante étant donné la fréquence des accidents corporels et matériels enregistrés sur cette portion de route.

M. Robert-André Vivien. Ces propos sont destinés à la presse du Gard !

M. le président. Monsieur Vivien, vous n'avez pas la parole.

M. Roger Roucaute. Un aménagement de cette route serait, paraît-il, prévu au troisième programme — 1962-1965 — du fonds spécial d'investissement routier. Ne serait-il pas remis en cause par un projet de création d'une nouvelle route sur la rive gauche du Gardon ? *(Exclamations sur de nombreux bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

M. André Fanton. C'est scandaleux !

M. Roger Roucaute. Pour ajourner ces travaux, invoquera-t-on une nouvelle fois le manque de crédits ?

Assurément, c'est bien là l'origine des maux dont souffre notre réseau routier. Et, à cet effet, il convient de rendre hommage au personnel des ponts et chaussées... (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.* — Bruits.)

M. le président. Veuillez faire silence et écouter M. Roucaute.

M. Roger Roucaute. Là, messieurs, vous n'êtes pas d'accord ! Vous protestez lorsqu'il s'agit de rendre hommage au personnel des ponts et chaussées (*Interruptions sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*), personnel qui, disposant de peu de moyens financiers, pare le plus souvent au plus pressé avec diligence et conscience pour remédier à la gêne des usagers de la route.

Le manque de crédits ne saurait cependant être invoqué...

M. Robert-André Vivien. Commencez par les voter, les crédits !

M. Roger Roucaute. ... si l'on s'en réfère aux évaluations de recettes prévues pour 1964 par les taxes sur les carburants, payées par les usagers, et qui s'élèvent à 8 milliards 360 millions de francs et dont moins d'un milliard seulement est prévu pour le fonds d'investissement routier.

Cette dernière somme est vraiment hors de proportion avec, d'une part, les sommes globales payées par les usagers de la route et, d'autre part, avec les besoins de réfection, d'entretien et de modernisation de notre réseau routier.

Telles sont les observations que je voulais faire sur l'article 15..

M. Robert-André Vivien. Pour la presse !

M. Roger Roucaute. ... du projet de loi de finances rectificative pour 1963, pour attirer l'attention du Gouvernement sur le mauvais état général des routes nationales dans le département du Gard et pour protester contre l'insuffisance notoire des crédits affectés à la réparation des dégâts causés aux routes nationales par les inondations de 1963.

M. Robert-André Vivien. Alors, votez les crédits qu'on vous propose !

M. le président. Mes chers collègues, je regrette beaucoup que certains d'entre vous, qui ont fait du bruit et interrompu l'orateur, n'aient même pas consulté les documents qui sont à leur disposition.

M. Roucaute était parfaitement dans le sujet car il s'agissait des « réparations des dégâts causés aux routes nationales par les inondations de 1963 dans les départements de l'Ardèche, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ».

Plusieurs députés de l'U. N. R.-U. D. T. Mais pas du Gard !

M. le président. Il faut prendre connaissance des textes en discussion !

M. Arthur Ramette (*s'adressant à l'U. N. R.-U. D. T.*). Vous ne dites rien quand il s'agit de voter des impôts supplémentaires pour la circulation parisienne !

M. le président. La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Monsieur le président, comme M. Roucaute, je m'en tiendrai à l'objet de la discussion...

M. le président. Je n'en doute pas !

M. André Tourné. ... à laquelle vous présidez avec l'autorité que nous vous reconnaissons.

Le 29 septembre dernier j'adressais à M. Pompidou, Premier ministre, un mémoire, pour porter à sa connaissance les terribles catastrophes que la chute de pluies torrentielles et le débordement des rivières et des torrents venaient de faire subir une fois de plus au département des Pyrénées-Orientales.

Je me permettais de m'adresser aussi à tous les ministres intéressés : au ministre de l'agriculture bien sûr ! au ministre de l'intérieur, chargé de la protection civile, et au ministre des travaux publics et des transports.

A chacun d'eux je rappelais — comme c'était mon devoir de le faire — que la situation était devenue si grave pour des milliers et des milliers d'habitants menacés à tout moment d'être emportés vers la mer, qu'il fallait en finir avec le petit jeu qui consiste quelquefois, pour le ministre de l'agriculture, à répondre : « je suis d'accord avec vous mais c'est le ministre des finances qui fait la moue » ; ou, pour le ministre des travaux publics, à déclarer : « bien sûr, votre département a besoin d'être aidé, mais le ministre des finances ne veut pas desserrer les cordons de la bourse » ; quand ce n'est pas le ministre de l'intérieur, chargé de la protection civile, qui, tout en reconnaissant que les dangers sont réels, ne manque pas de souligner qu'il a si peu de crédits à sa disposition qu'il ne peut, à son grand regret, accorder à notre département l'aide dont il devrait pourtant pouvoir bénéficier.

Aussi est-ce au ministre des finances qu'incombe le devoir de débloquer les crédits nécessaires pour effectuer les réparations dans ce département...

M. Robert-André Vivien. Vous ne les voterez pas, ces crédits !

M. André Tourné. ...où, malgré le caractère touristique et poétique qu'on lui accorde — avec raison, d'ailleurs — le délabrement continu des rives de ses torrents et de ses rivières constitue un danger on ne peut plus sérieux pour des milliers et des milliers de ses habitants.

Vous avez reconnu qu'il fallait faire quelque chose puisque, au chapitre 63-90 du budget du ministère des travaux publics, vous avez inscrit un crédit de 100 millions d'anciens francs d'autorisations de programme. Mais, pour l'instant, il n'y a aucun crédit de paiement.

Bien sûr, j'aurais mauvaise grâce à ne pas reconnaître que 100 millions d'anciens francs, c'est déjà un premier pas. Mais l'effort est bien mince quand on considère l'ampleur de la tâche qui reste à réaliser.

J'ai sous les yeux une évaluation due aux services de M. le ministre de l'intérieur qui ne concerne que la seule défense des rives. Eh bien ! j'en suis convaincu, ces crédits, jugés nécessaires, sont insuffisants. Dimanche dernier, en prévision, précisément, de cette discussion, j'ai consacré plus de huit heures à visiter les berges de l'Agly, de la Têt, de la rivière Saint-Vincent ; j'ai vu Vernet-les-Bains et des rivières et des torrents. C'est pourquoi je me sens autorisé à vous dire que le chiffre arrêté par M. le ministre de l'intérieur comme étant indispensable pour réparer les rives de nos rivières, soit 5 milliards 702.500.000 francs, n'est que d'une importance relative tellement les dégâts sont sérieux et les travaux de réparation et de protection importants.

Aussi, monsieur le ministre, nous vous demandons d'allouer à ce département, dont beaucoup d'habitants sont menacés dans leurs biens et aussi dans leur propre vie, de dégager le maximum de crédits.

Ce n'est pas avec cent millions de francs que vous pourrez entreprendre les travaux de dégagement des lits des cours d'eau dangereusement surélevés, construire les digues nécessaires, renforcer les rives et aménager les embouchures des torrents et des rivières ou protéger des villages comme celui de Clairac ou comme le mien, Villelongue-de-la-Salanque, où je suis né, qui peut à tout moment être emporté à la mer tellement le lit de la rivière s'est élevé par rapport au niveau des lieux habités. Si le malheur voulait, comme cela a risqué de se produire au mois de septembre dernier, que la Méditerranée, du fait des coups de vent venant du Levant, refuse de recevoir les eaux de crue descendues de la montagne, nous connaîtrions peut-être une catastrophe semblable à celle de 1940 qui a fait dans ce département des dizaines et des dizaines de victimes.

La ville station thermale de Vernet-les-Bains est menacée d'être emportée. En 1940, tous les hôtels de la ville l'ont été déjà et nous avons eu à déplorer un nombre important de victimes. Mais nous pouvons connaître une situation encore plus dramatique si des travaux d'extrême urgence ne sont pas réalisés sur la rivière Saint-Vincent. Il faut faire mieux et plus vite.

M. le président. Je vous prie, monsieur Tourné, concluez.

M. André Tourné. Nous vous demandons, monsieur le ministre, et cela pour tout le département, que soient immédiatement appliquées les dispositions de la loi du 4 novembre 1942 qui peuvent nous faire bénéficier de subventions atteignant 80 p. 100 du montant des travaux, soit 30 p. 100 du ministère de l'agriculture, 30 p. 100 du ministère des travaux publics, 20 p. 100 du ministère de l'intérieur. Le département maître d'œuvre pourra alors, avec les communes, supporter les derniers 20 p. 100. C'est pourquoi nous vous demandons, car, en dépit des promesses, on ne l'a pas fait, que le département soit déclaré victime de calamités publiques.

Si vous ne faites pas procéder d'urgence aux réparations nécessaires et si une nouvelle catastrophe se soide par des dizaines et des dizaines de morts, alors, parce que vous n'aurez pas fait votre devoir, vous porterez devant l'opinion publique la responsabilité de votre carence. (*Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Robert-André Vivien. Vous votez les dépenses et pas les recettes !

M. André Tourné. Je m'excuse, monsieur, de ne pas connaître votre nom, mais vous ne m'impressionnez pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Ceux qui me préoccupent, ce sont les petits Catalans et les petites Catalanes (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*) qui risquent demain d'être emportés par les eaux parce que les digues et les rives des rivières, délabrées, ne sont pas réparées.

C'est là un problème de solidarité nationale.

Si je n'intervenais pas comme je le fais ce soir, moi modeste député catalan, je ne serais pas digne de la confiance que m'ont faite mes compatriotes des Pyrénées-Orientales, dont l'inquiétude est grande ! (*Interruptions sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Robert-André Vivien. Vous demandez des subventions et vous n'avez pas le courage de voter le budget !

M. le président. Monsieur Vivien, je vous en prie, vous prolongez le débat.

M. Robert-André Vivien. C'est de la démagogie !

M. Arthur Ramette. Vous avez soif, monsieur Vivien !

M. le président. Monsieur Vivien, l'orateur parle sur le chapitre 63-90. Il est dans le sujet.

Consultez votre texte, monsieur Vivien.

M. Robert-André Vivien. C'est ce que je fais, monsieur le président, mais je proteste parce que, avant de voter des dépenses, il faut voter les recettes.

M. le président. Au Parlement, tout orateur qui traite le sujet en discussion peut s'exprimer librement.

M. André Tourné. Monsieur le président, sans me laisser impressionner outre mesure par ce monsieur qui, très certainement, gagnerait à aller se concher... (Très bien ! très bien ! sur les bancs du groupe communiste. — Protestations sur divers bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Il faut maintenant conclure, monsieur Tourné.

M. André Tourné. ... je m'adresse à M. le ministre du budget.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le président, je demande la parole.

M. le président. Monsieur Vivien, si vous demandez la parole pour un rappel au règlement, je vous la donnerai dès que l'orateur aura terminé.

Si, par contre, vous demandez la parole pour un fait personnel, vous l'obtiendrez en fin de séance, comme le prescrit le règlement.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le président, je suppose...

M. le président. Je vous en prie, monsieur Vivien.

Monsieur Tourné, je vous invite à conclure.

M. André Tourné. J'en aurais terminé, monsieur le président, si l'on ne m'avait pas interrompu. (Nouvelles exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Monsieur le secrétaire d'Etat, le problème est très grave. Il importe d'effectuer d'extrême urgence les réparations afin d'éviter que ne se produisent au printemps, au moment de la fonte des neiges, des dégâts encore plus importants que ceux que nous déplorons. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. Henry Rey. Votez des recettes. On pourra faire des dépenses !

M. le secrétaire d'Etat au budget. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. le secrétaire d'Etat au budget. Nous souhaitons tous que les malheurs que nous a décrits M. Tourné ne se produisent plus. Afin que nous soyons en mesure de les éviter, j'invite M. Tourné à voter les crédits de ce collectif. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. André Tourné. Belle réponse, monsieur le secrétaire d'Etat !

M. Jean Poudevigne. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poudevigne.

M. Jean Poudevigne. Pour répondre au vœu de M. le secrétaire d'Etat au budget, je me permettrai de lui poser une question.

A la page 130 du fascicule budgétaire qui nous a été distribué, figure, au chapitre 53-20, l'ouverture de crédits affectés aux départements de l'Ardèche, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

Je ne vois pas que l'on mentionne le département du Gard.

J'aimerais savoir s'il s'agit d'un oubli ou seulement du fait que, dans le département du Gard, les sinistres ne sont intervenus qu'à partir du 6 novembre, ce qui expliquerait l'omission de ce département dans cette énumération.

D'ores et déjà, je puis indiquer les chiffres officiels qui ont été communiqués dans le rapport du préfet du Gard au conseil général, il y a trois jours. Les dégâts s'élèvent à 8 millions de francs. La moitié de cette somme environ concerne le domaine public de l'Etat ou des collectivités locales.

Je voudrais obtenir de M. le secrétaire d'Etat au budget l'assurance que le département du Gard sera bien compris dans la répartition des crédits.

J'indique, à ce propos, qu'aucune ouverture de crédits ne figure aux chapitres de l'agriculture. Or des dégâts ont été occasionnés à des rivières ni navigables ni flottables que relèvent, vous le savez, du budget agricole.

Je souhaiterais, par la même occasion, recevoir quelque apaisement à ce sujet.

M. Roger Roucaute. J'espère que M. le secrétaire d'Etat me répondra en même temps qu'à vous, monsieur Poudevigne !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. le secrétaire d'Etat au budget. Les dégâts qui viennent d'être évoqués et que nous connaissons bien sont récents — je veux dire : récents par rapport à la date de l'établissement du collectif — puisque M. Poudevigne a lui-même rappelé qu'ils se sont produits à partir du 6 novembre.

Il ne s'agit nullement d'un oubli. Mais ces dégâts doivent être évalués et ce n'est qu'ultérieurement qu'un dédommagement pourra être envisagé.

M. Roger Roucaute. Vous savez bien, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'il y a eu d'autres dégâts avant ceux qui ont été provoqués par les orages du 6 novembre !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (I. — Travaux publics et transports), l'autorisation de programme au chiffre de 11 millions de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (I. Travaux publics et transports), le crédit de paiement au chiffre de 600.000 francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (I. Travaux publics et transports), l'autorisation de programme au chiffre de 1 million de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. J'appelle les crédits de la section II du ministère des travaux publics et des transports.

II. — Aviation civile.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

« Autorisation de programme accordée, 42 millions de francs ;
« Crédit de paiement ouvert, 15 millions de francs ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (II. — Aviation civile), l'autorisation de programme au chiffre de 42 millions de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (II. — Aviation civile), le crédit de paiement au chiffre de 15 millions de francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits concernant la section III du ministère des travaux publics et des transports.

III. — Marine marchande.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

« Autorisation de programme accordée, 73.500 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ETAT

« Autorisation de programme accordée, 7.980.000 francs ;

« Crédit de paiement ouvert, 7.980.000 francs ».

La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. A propos de l'article 15, dans le cadre du titre VI relatif aux subventions d'investissement accordées par l'Etat et en ce qui concerne plus particulièrement l'aide à la construction navale, j'attire à nouveau l'attention du Gouvernement et de l'Assemblée nationale sur la situation dramatique de cette branche de notre économie.

Lors de mon intervention sur ces problèmes, le 19 juillet dernier, à cette même tribune, je me permettais de souligner le caractère vital d'une grande marine marchande pour une nation à vocation maritime comme la France, dont les deux tiers des frontières sont baignées par les mers.

La situation de plaque tournante européenne de notre pays lui fait obligation d'être une très grande puissance maritime. Il est donc nécessaire qu'il soit doté d'une flotte moderne et efficace. On ne rappellera jamais assez que se trouver au huitième rang des flottes mondiales, après des pays comme la Grèce, ne peut être que très préjudiciable à l'économie générale française.

Si l'on élimine le pétrole, on n'est donc pas étonné de voir que, pour les importations, notre flotte ne transporte que 17 p. 100 des marchandises et que, pour les exportations, elle en transporte 22 p. 100 à peine.

On peut constater quel champ d'action reste ouvert à notre flotte de transport de divers ou de pondéreux. Notre marine marchande est véritablement sacrifiée. Conséquence d'une telle politique, les chantiers de constructions navales sont dans leur grande majorité condamnés à disparaître devant le vide de leurs carnets de commandes.

C'est ce qui se produit actuellement pour les chantiers et ateliers de Provence de Port-de-Bouc dont les commandes ne peuvent assurer aux effectifs actuels une garantie de travail s'étendant au-delà de 1964.

Quand on sait que, pour tourner normalement, un chantier a besoin d'un carnet de commandes s'étalant sur trois ans au moins, on comprend l'anxiété qui s'est emparée de ces ouvriers qui craignent de voir disparaître les moyens d'existence de leurs familles. Il n'existe sur place ou dans le voisinage aucun moyen de reclasser les 1.100 ou 1.200 travailleurs qui seraient sans emploi. Ceux-ci ne croient pas au mythe de la reconversion qui pourrait tout au plus employer 200 ou 300 d'entre eux. Les autres devraient gagner des régions où ils éprouveraient sans doute des difficultés à se reclasser.

La diminution à brève échéance des effectifs, comme les perspectives le laissent prévoir, réduirait plus d'un millier d'entre eux au chômage, donc à la misère matérielle et morale.

La fermeture, même partielle, amènerait la ruine économique d'une ville de près de 15.000 habitants où des investissements urbains, sociaux et culturels très importants ont été réalisés ces dernières années.

La municipalité se verrait, d'une part, privée des ressources nécessaires au fonctionnement des services commerciaux et à l'amortissement des équipements et, d'autre part, impuissante à soulager les difficultés financières et sociales de milliers de familles. Au moment où l'on parle tant d'expansion, après les discours lénifiants prononcés récemment par M. le Premier ministre sur l'aménagement du territoire, comment peut-on concevoir que toute une région puisse voir s'abattre brusquement sur elle le spectre de la misère, tout cela parce que, dans notre pays, malgré tout le bel optimisme gouvernemental diffusé à longueur d'émissions de télévision, une politique néfaste aux intérêts de la marine marchande et de la construction navale française a été délibérément choisie.

Le Gouvernement doit prendre des mesures immédiates. D'abord, protéger le pavillon français, interdire aux armateurs français de vendre des navires aux compagnies étrangères auxquelles ils confient souvent du fret, fret à plus bas prix, car beaucoup de ces compagnies étrangères se soucient peu des lois sociales pour leur personnel.

Mettre aussi les armateurs français dans l'obligation de commander en priorité leurs navires aux chantiers navals français.

Détruire et envoyer à la ferraille tous les navires ayant plus de vingt-cinq ans d'âge. En Méditerranée, nombreux sont les navires qui dépassent trente années de navigation et qui sont toujours en service. Pendant ce temps, nos concitoyens du département de la Corse réclament à cor et à cri une flotte moderne leur permettant des liaisons rapides avec le continent. Il faudrait construire trois paquebots du type super Napoléon; pour l'instant, un seul est en commande et ne sera livré qu'à l'été 1965.

Pendant ce temps, les Italiens construisent et préparent une flotte commerciale qui demain, par son modernisme et son efficacité, tiendra le haut du pavillon en Méditerranée lorsque les pays où nous avions le privilège du pavillon et qui sont devenus indépendants seront des clients importants et valables. Encore une fois, nous arriverons trop tard.

Il en sera là comme il en est actuellement pour l'implantation d'une industrie lourde dans la région marseillaise. L'économie marseillaise traditionnelle est asphyxiée, une démographie en constant et important accroissement nécessite d'urgence la création d'emplois nouveaux par milliers que seule peut apporter la création du complexe du golfe de Fos.

Profitant du Marché commun, l'Italie a déjà pris une très grande avance sur nous car son complexe commence à fonctionner. Ses représentants vont jusqu'à prospecter des terrains pour leurs entrepôts et des clients dans notre région.

Je disais en juillet que nous verrions peut-être, pour le plus grand mal de notre économie, les bateaux italiens fréquenter nos ports pour y apporter les produits sidérurgiques que nous pourrions fabriquer nous-mêmes. Faudra-t-il que les ouvriers des constructions navales et la jeunesse provençale émigrent en Italie pour trouver du travail? Où reconnaîtrait-on la France traditionnelle qui a permis depuis toujours à ses enfants de vivre sur son sol? Le Français n'aime pas émigrer, c'est un trait de son caractère.

Il est donc nécessaire que le Gouvernement prenne immédiatement des mesures pour la sauvegarde de notre armement naval, pour le maintien à un niveau élevé du potentiel des chantiers navals qui leur permette d'abord de fonctionner normalement et ensuite d'obtenir rapidement, notamment pour les chantiers de Port-de-Bouc, les commandes indispensables à leur activité.

Il faut aussi pour cette région, dans l'intérêt de l'économie provençale et nationale, que soit très vite prise la décision de création du complexe industriel et portuaire du golfe de Fos avec son corollaire, la liaison Rhin-Rhône.

Rien ne servirait d'entendre les discours mirifiques sur l'avenir de la nation des dirigeants gouvernementaux si, en définitive, une à une, nos régions les plus aptes à permettre le véritable avènement d'une grandeur française étaient sacrifiées à une fausse grandeur dont les charges financières sont la cause du malthusianisme économique et social dans lequel le pouvoir actuel a engagé le pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des travaux publics et transports (III. — Marine marchande), l'autorisation de programme au chiffre de 73.500 F. (L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des travaux publics et transports (III. — Marine marchande), l'autorisation de programme au chiffre de 7.980.000 francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des travaux publics et des transports (III. — Marine marchande), le crédit de paiement au chiffre de 7.980.000 francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant l'article 15, tel qu'il résulte du vote de l'état C :

« Art. 15. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses en capital des services civils pour 1963, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement à 148.353.500 francs et à 213.155.000 francs conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état C annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 15.

(L'article 15, mis aux voix, est adopté.)

[Article 16.]

M. le président. L'article 16 est réservé jusqu'au vote de l'état D.

Je donne lecture de cet état :

ETAT D

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement annulés au titre des dépenses en capital des services civils.

Affaires étrangères.

Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat :

« Autorisation de programme annulée, 7.200.000 francs ;
« Crédit de paiement annulé, 7.200.000 francs. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix les annulations proposées pour l'autorisation de programme et le crédit de paiement concernant le ministère des affaires étrangères.

(Ces annulations, mises aux voix, sont adoptées.)

M. le président. Nous abordons maintenant l'examen des annulations de crédit proposées par le ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.

Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat :

« Crédit de paiement annulé, 58.500.000 francs. »

Titre VI. — Subventions d'investissement accordées par l'Etat :

« Crédit de paiement annulé, 75.500.000 francs. »

La parole est à M. Hostier.

M. Robert Hostier. Je voudrais présenter quelques observations à propos des crédits réservés à l'éducation nationale, tout d'abord pour déplorer que ces crédits n'aient été l'objet d'aucune majoration.

Au moment où personne ne peut nier les graves difficultés que connaît l'enseignement à tous les degrés, il est infiniment regrettable qu'aucun crédit supplémentaire n'ait été accordé pour les constructions scolaires, la formation des maîtres et la revalorisation de la fonction enseignante. Quant aux modi-

fications relatives à la répartition des crédits qui nous sont présentées, elles consistent en une majoration des crédits de paiement de 134 millions de francs pour les établissements du second degré — équipement et matériel — et pour les établissements d'enseignement élémentaire et complémentaire. Cette majoration est prélevée sur les crédits de paiement réservés dans le budget de 1963 à l'enseignement supérieur, au centre national de la recherche scientifique, aux écoles normales et à l'enfance inadaptée.

Je sais comment le Gouvernement s'en justifie : si ces crédits de paiement ont pu être annulés, c'est parce que les constructions auxquelles ils étaient destinés ne seront pas réalisées ; par conséquent, elles ne peuvent être subventionnées.

Mais, précisément, toute la question est là. Pourquoi ce retard ? Le ministère de l'éducation nationale nous fournit lui-même la preuve que les crédits ne sont pas entièrement utilisés.

Je souhaiterais qu'on nous dit très exactement où en est l'exécution des programmes prévus dans le budget de 1963, qu'on nous indiquât à quelles opérations précises sont destinées les majorations de crédit prévues au titre V, dans les chapitres 56-33, 56-35 et 66-31.

Je rejoins en conclusion ma première observation. Comme les crédits de paiement étaient insuffisants pour les établissements de l'éducation nationale exigeant des crédits supplémentaires. Il ne l'a pas fait. C'est ce que je voulais lui reprocher au nom du groupe communiste. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état D concernant le ministère de l'éducation nationale, l'annulation de crédit au chiffre de 58.500.000 francs.

(Cette annulation, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état D concernant le ministère de l'éducation nationale, l'annulation de crédit au chiffre de 75.500.000 francs.

(Cette annulation, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. J'appelle maintenant l'article 16, tel qu'il résulte du vote de l'état D :

« Art. 16. — Sur les autorisations de programme et les crédits de paiement ouverts aux ministres au titre des dépenses en capital des services civils pour 1963, des autorisations de programme et des crédits de paiement s'élevant respectivement à 7.200.000 F et à 141.200.000 F sont annulés conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état D annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 17 à 25.]

M. le président. « Art. 17. — Il est ouvert au ministre des armées, pour 1963, au titre des dépenses ordinaires des services militaires, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 156.804.000 francs, applicable pour 150.074.000 francs au titre III, « Moyens des armes et services », et pour 6.730.000 francs au titre IV, « Interventions publiques ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 18. — Sur les crédits ouverts au ministre des armées, au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1963, une somme de 175.909.000 francs est annulée au titre III, « Moyens des armes et services. » — (Adopté.)

« Art. 19. — Il est ouvert au ministre des armées, au titre des dépenses en capital des services militaires pour 1963, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement à la somme de 3.870.000 francs et de 256 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 20. — Sur les autorisations de programme et les crédits de paiement ouverts au ministre des armées au titre des dépenses en capital des services militaires pour 1963, sont annulés des autorisations de programme, des crédits de paiement applicables au titre V, « Equipement », s'élevant respectivement à la somme de 1.870.000 francs et de 234 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 21. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, pour 1963, au titre des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, une autorisation de découvert supplémentaire s'élevant à 50 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 22. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, pour 1963, au titre des comptes d'avances du Trésor, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 30 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 23. — Sur les crédits ouverts pour 1963 au ministre des finances et des affaires économiques au titre des comptes d'avances du Trésor, est annulée une somme de 45 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 24. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des comptes de prêts et de consolidation, une autorisation de programme de 1.100.000 francs et un crédit de paiement de 130 millions de francs, applicables aux prêts divers de l'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 25. — Sur les dotations ouvertes, pour 1963, aux ministres au titre des comptes de prêts et de consolidation, sont annulés une autorisation de programme de 41.100.000 francs et un crédit de paiement de 17 millions de francs applicables aux prêts divers de l'Etat. » — (Adopté.)

[Article additionnel.]

M. le président. MM. Feuillard, Sablé, Albrand, Monnerville, Véry et Boisdé ont présenté un amendement n° 21 tendant à insérer l'article additionnel suivant :

« Le chapitre 46-91 du budget des départements d'outre-mer est ajouté à la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. »

La parole est à M. Feuillard.

M. Gaston Feuillard. Mes chers collègues, l'objet de cet amendement est de permettre le report du crédit prévu pour la réparation des dommages causés à la Guadeloupe et à la Martinique par les cyclones des 25 septembre et 27 octobre 1963, dans l'éventualité fort probable où ce crédit ne serait pas utilisé avant la fin de l'exercice 1963.

Cette demande me semble tout à fait légitime et je demande à l'Assemblée de bien vouloir accepter cet article additionnel. (Applaudissements.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission laisse l'Assemblée juge.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat au budget. Le Gouvernement est d'accord sur l'amendement de M. Feuillard, sous la réserve évidente que les crédits dont il demande le report seront consacrés à l'objet pour lequel ils ont été ouverts.

M. Gaston Feuillard. Evidemment.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21, présenté par M. Feuillard et plusieurs de ses collègues.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

— 4 —

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963

Seconde délibération d'un projet de loi.

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble, je dois faire connaître à l'Assemblée qu'en vertu de l'article 101 du règlement la commission des finances, de l'économie générale et du plan demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 4 bis du projet de loi.

Elle est de droit.

La commission est-elle prête à rapporter immédiatement ?

M. Louis Vallon, rapporteur général. Oui, monsieur le président, et ma tâche sera très facile. La commission a adopté l'amendement qui avait été défendu cet après-midi par M. Hubert Germain ; en outre, M. Moynet a bien voulu retirer son amendement, qui contenait quelques contradictions avec celui de M. Hubert Germain.

M. Hubert Germain donnera sans doute quelques explications complémentaires.

M. le président. M. le rapporteur général, en effet, a déposé un amendement n° 1, tendant à rédiger comme suit l'article 4 bis :

« I. — En vue de faciliter la présentation en temps utile de matériels aéronautiques, le Gouvernement est autorisé à passer, pour le lancement de telles opérations, des contrats accordant des avances remboursables au fur et à mesure des ventes.

« II. — Les dépenses mises à la charge de l'Etat en application de ces contrats seront couvertes par des crédits inscrits au budget des finances et des affaires économiques (charges communes).

« III. — Le produit du remboursement des avances consenties au titre du présent article sera rattaché par voie de fonds de concours au budget des finances et des affaires économiques (charges communes) pour concourir au financement de ces dépenses.

« IV. — Les conditions d'application des dispositions prévues ci-dessus seront fixées par décret en Conseil d'Etat ».

La parole est à M. Hubert Germain.

M. Hubert Germain. Je ne puis, personnellement, que me réjouir de voir M. le rapporteur général rejoindre ma position, ce qu'il n'avait pu faire au cours de la première délibération.

Je n'ai rien à ajouter quant au fond, si ce n'est que je redis, avec d'autres orateurs, ma conviction profonde qu'il faudra bien un jour aborder de façon sérieuse les problèmes que pose l'exercice de la tutelle de l'industrie aéronautique dans son ensemble. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Emile-Pierre Halbout.

M. Emile-Pierre Halbout. Dans un souci d'efficacité, et pour assurer, notamment, le financement rapide et indispensable de la construction du Bréguet 941, mes collègues de la commission de la défense nationale et des forces armées ont retiré leur amendement et se sont ralliés à celui de M. Hubert Germain qui a été accepté par le Gouvernement. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 présenté par M. le rapporteur général.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 4 bis.

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. André Tourné. Le groupe communiste vote contre.

M. Marcel Hoffer. Les Algériens apprécieront!

(*L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.*)

— 5 —

REORGANISATION DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Discussion d'urgence d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi portant réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (n° 710).

La parole est à M. Capitant, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. René Capitant, rapporteur. Mesdames, messieurs, le rapporteur de la commission, M. Brousset, ayant donné sa démission à la suite de la position prise par la majorité des commissaires, je dois le remplacer.

Mais je me bornerai à porter à la connaissance de l'Assemblée le vote qui a été émis : par 14 voix contre 13, avec deux abstentions, la commission a adopté la question préalable opposée par M. Coste-Floret.

M. le président. M. Capitant, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, et M. Coste-Floret opposent la question préalable conformément à l'article 91, alinéa 3, du règlement.

La parole est à M. Coste-Floret.

M. Paul Coste-Floret. Mesdames, messieurs, au cours de ses deux auditions devant la commission compétente, M. le ministre d'Etat chargé des territoires d'outre-mer a indiqué que le problème de la Nouvelle-Calédonie soulevait une question politique et une question technique, qui se trouvaient posées depuis quelque six ans. Il a invité les commissaires à ne point passionner le débat et à délaissé l'angle politique pour essayer de traiter le problème sous son aspect technique. C'est ce que je ferai en expliquant les raisons pour lesquelles j'ai opposé, devant la commission des lois qui a bien voulu l'adopter, la question préalable à ce sujet.

Je l'ai fait parce que nous pensons qu'il est inadmissible de traiter un problème aussi grave et qui, de l'aveu du ministre, traîne depuis six ans — je suis d'accord avec lui sur ce point — dans la hâte d'une fin de session, parce que nous pensons aussi qu'il est inadmissible de traiter ce problème avec un projet mal étudié et qui contient des erreurs juridiques graves, parce que nous pensons ensuite que le projet de loi est en contradiction avec les engagements formels pris en 1958 par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, au nom du Gouvernement du général de Gaulle, parce que nous pensons enfin qu'il est vain d'étudier ce projet de loi sans permettre à la commission compétente de réunir une légitime information.

Je reprends très brièvement chacun de ces motifs.

Tout d'abord, je dis qu'il n'est pas admissible de traiter un problème aussi grave, qui peut avoir des incidences immé-

diates et des incidences sur l'avenir, peut-être des répercussions dans d'autres territoires, dans la hâte d'une fin de session.

Or nous avons été brusquement saisis de ce projet en commission des lois, jeudi dernier 5 décembre, quatorze jours avant la clôture de la session, par un texte photocopié qui nous a été distribué alors que nous siégeons déjà en commission.

J'en ai fait l'observation à M. le ministre, qui m'a répondu : « Vous avez été ministre de la France d'outre-mer pendant deux ans ; vous êtes bon juriste ; lisez le projet et vous l'aurez facilement compris ».

J'ai suivi ce sage conseil, et c'est parce que j'ai compris ce qu'était le projet que j'ai opposé la question préalable.

En effet — c'est mon deuxième argument — le projet contient des erreurs juridiques importantes. Je ne veux point, à cette heure tardive, laisser l'attention de l'Assemblée en faisant un examen de ces erreurs, article par article.

Qu'il me suffise de reprendre ici les observations que le président Pleven a présentées à la séance de commission de ce matin en ce qui concerne les articles 15 et 16 du projet de loi.

La première phrase de l'article 15 est ainsi conçue : « Un conseiller de gouvernement élu peut être suspendu de ses fonctions par le gouverneur, chef du territoire... ».

Ainsi, le gouverneur, chef du territoire, pourra, à tout moment, suspendre de ses fonctions un conseiller de gouvernement élu qui est chargé de le contrôler ; et l'article 15 ne prévoit ni les motifs de cette suspension — l'arrêté peut ne pas être motivé — ni sa limitation dans le temps.

C'est tellement extraordinaire que M. Brousset, alors qu'il était encore rapporteur du projet de loi, avait, avec moi, proposé des amendements à ce texte.

M. Amédée Brousset. M. Coste-Floret, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Paul Coste-Floret. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Brousset, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Amédée Brousset. Je voudrais, pour l'instant, préciser que la loi-cadre était beaucoup plus ferme...

M. Louis Jacquinot, ministre d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer. Voilà !

M. Amédée Brousset ... car elle prévoyait, à l'article 12, qu'un ministre pouvait être démis de ses fonctions par le chef du territoire sur proposition du vice-président du conseil de gouvernement.

Actuellement, il ne s'agit que d'une suspension.

M. Paul Coste-Floret. Il n'échappera pas que, dans le texte que vient de lire M. Brousset, c'était sur proposition du vice-président du conseil de gouvernement que la suspension était prononcée tandis que, dans ce projet, c'est sur proposition du gouverneur...

M. Pierre Bas. Chef du gouvernement !

M. Paul Coste-Floret. Monsieur Pierre Bas, vous êtes inscrit contre la question préalable. Laissez-moi donc poursuivre mon propos !

Dans le projet actuel, dis-je, cette suspension est prononcée sur proposition du gouverneur, ce qui est tout autre chose.

Il suffit de lire le projet de loi, et même son exposé des motifs, pour constater qu'il constitue un retour en arrière de quelque vingt ans qui nous ramène au régime que nous avons connu sous le signe du décret d'octobre 1946.

En effet, dans l'exposé des motifs, qui vient à l'appui de ma démonstration, je relève :

« Le conseil de gouvernement garde les attributions collégiales suivantes : il a pouvoir délibérant pour l'administration des intérêts patrimoniaux et des travaux publics territoriaux... »

Ce sont à peu près les attributions patrimoniales consultatives de l'ancien conseil privé.

« Dans les autres matières relevant de sa compétence, il est chargé d'éclairer de ses avis le chef du territoire... ».

Vous estimez que c'est un rôle considérable d'éclairer de ses avis le chef de territoire. Mais on ajoute immédiatement que le chef de territoire n'en tiendra aucun compte puisque l'exposé des motifs continue :

« Celui-ci peut ainsi profiter de toutes les observations présentées par les membres de son conseil tout en gardant la liberté de décision que comportent ses prérogatives et ses responsabilités ».

En réalité, le projet démolit sur le fond le conseil de gouvernement tel qu'il avait été créé par la loi-cadre, et il le démolit aussi — ce qui a son intérêt dans les territoires d'outre-mer — sur la forme en enlevant aux représentants autochtones européens du conseil de gouvernement la qualité de ministre.

C'est pourquoi j'ai dit qu'on en revient, ou peu s'en faut, au décret d'octobre 1946. Il s'agit, désormais, non plus d'un haut-commissaire, mais d'un gouverneur, c'est l'article 1^{er} du

projet de loi qui le dit : « En Nouvelle-Calédonie, le gouverneur est le dépositaire des pouvoirs de la République... ». C'est un secrétaire général que nous voyons réapparaître et un conseil de gouvernement aux attributions analogues à celles du conseil privé. C'est le retour au système de 1946. C'est un pas en arrière considérable. C'est une régression de quelque vingt ans.

Or je dis — c'est mon troisième argument, un argument fondamental auquel je voudrais rendre l'Assemblée nationale attentive — que ce pas en arrière n'est pas admissible parce qu'il est en contradiction avec les engagements formels pris, au nom du gouvernement du général de Gaulle en 1958, par le ministre de la France d'outre-mer.

M. le ministre d'Etat nous a constamment dit, en commission : il faut se référer, non pas au préambule de la Constitution de 1946 ou de 1958, mais à l'article 74 de la Constitution. Une fois de plus, je suis son conseil et je me réfère uniquement à ce texte qui indique :

« Les territoires d'outre-mer de la République ont une organisation particulière tenant compte de leurs intérêts propres dans l'ensemble des intérêts de la République. Cette organisation est définie et modifiée par la loi après consultation de l'assemblée territoriale intéressée ».

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Vous voyez !

M. Paul Coste-Floret. Nous allons voir, en effet.

C'est en vertu de ce texte que, lorsque la Constitution de 1958 a été soumise par référendum à tous les territoires d'outre-mer — et c'était un acte fondamental — les territoires se sont informés — ils avaient non seulement le droit mais le devoir de le faire — de ce que serait leur statut.

Dans un télégramme du 2 septembre 1958 adressé à M. le haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie, le ministre de la France d'outre-mer affirme que les territoires d'outre-mer garderont au sein de la République leur statut territorial, que les libertés accordées en vertu de la loi-cadre seront maintenues, que les territoires — et c'est cela qu'on veut modifier aujourd'hui — s'administreront par leur conseil élu et que le pouvoir de l'assemblée territoriale subsistera.

Le 8 novembre, sur de nouvelles demandes d'explication, le ministre ajoutait : « Les territoires d'outre-mer peuvent garder leur statut au sein de la République ».

Quel est ce statut ? C'est, dit le ministre, évidemment le statut en vigueur au moment où s'exerce l'option, c'est-à-dire le statut actuel.

Vous pouvez me rétorquer : C'est vrai, mais l'on peut en changer, revenir en arrière. Non, dit le ministre, qui ajoute : « Il est absurde » — ce n'est pas moi qui le dis, c'est lui — « d'imaginer que le Gouvernement de la République, rompant avec ses traditions de libéralisme, puisse revenir sur les droits et les libertés qu'il a accordés ».

C'est pourtant ce que l'on vous demande de faire aujourd'hui, malgré ces promesses formelles qui sont l'honneur du Gouvernement du général de Gaulle, et c'est pourquoi nous avons opposé la question préalable.

Nous l'avons opposée, enfin, pour une quatrième raison. Nous voulons que sur le grave problème de la Nouvelle-Calédonie, qui dure, vous l'avez dit, depuis près de dix ans, la commission des lois constitutionnelles ait le souci de s'informer sur place.

Déjà, dans la dernière législature, à l'initiative de M. Sammarcelli qui présidait cette commission, une délégation avait été désignée pour aller en mission dans ce territoire et s'informer des réformes qui pouvaient être réalisées.

J'ai repris cette proposition lorsque vous êtes venu jeudi dernier devant la commission des lois constitutionnelles et je vous ai dit : Un problème se pose, il faut absolument le régler par un de ces accords entre le Gouvernement et le Parlement dont aime à parler avec raison M. le Premier ministre. Renoncez, monsieur le ministre, à la procédure d'urgence. Nous enverrons notre mission avec M. Capitant et le rapporteur à qui nous faisons pour notre part une entière confiance et nous entendrons leurs rapports respectifs. Nous ne demandons pas à être représentés. Nous nous engageons à rapporter ce projet dès le début de la session d'avril.

Cette solution était raisonnable. Je vous ai prévenu que nous serions au regret d'opposer la question préalable si vous n'acceptiez pas notre proposition. C'est ce que nous avons fait.

Mesdames, messieurs, vous ne permettez pas que, rompant avec les promesses faites au nom du général de Gaulle en un moment solennel, on en revienne vingt ans en arrière. Vous adopterez la question préalable posée par votre commission des lois constitutionnelles. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Pierre Bas, contre la question préalable. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. Pierre Bas. Mes chers collègues, quand je suis venu aujourd'hui, assister à la séance de l'Assemblée nationale, je n'avais pas l'intention de parler sur la Nouvelle-Calédonie.

Membre de la commission des finances, je venais pour suivre le débat sur le collectif et s'il n'y avait pas eu cette décision de la commission des lois constitutionnelles qui, il est vrai, nous a habitués à certains votes surprenants, je n'aurais certainement pas demandé à prendre la parole sur la question préalable. Mais, ayant une opinion sur ce problème, je me crois tenu de vous en faire part.

Je viens d'entendre les arguments de M. Coste-Floret et j'ai pris quelques notes pendant qu'il parlait. Je vais vous dire ce qu'il est permis de penser de ce qu'il vous a proposé, en vous priant d'excuser mon improvisation.

Certains fantômes hantent encore cette Assemblée !

Il y avait une tradition, dans cette Assemblée, qui était née au XIX^e siècle, et M. Coste-Floret, bien qu'il ne soit pas historien mais juriste, doit la connaître.

En 1885, la Chambre, ne pouvant renverser le gouvernement sur des problèmes de politique intérieure, se saisissait avidement de l'affaire de Langson. En 1927, on attaquait sans succès le gouvernement sur une affaire de tunnel au Congo.

Aujourd'hui, tout se passe bien : le pays est stable, le Gouvernement gouverne, Dieu merci, et l'Assemblée nationale législative et contrôle. Or, brutalement, on découvre un soir qu'il y a un scandale dans un texte relatif à la Nouvelle-Calédonie. Et l'on prétend s'ériger... (Protestations sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, des groupes communiste et socialiste.)

M. Robert Ballanger. C'est le Gouvernement qui le découvre !

M. Pierre Bas. Je vous fais constater, monsieur Coste-Floret, que personne ici n'est surpris par l'arrivée de ce projet.

Mlle Marie-Madeleine Dienesch. C'est invraisemblable !

M. Pierre Bas. Il y a des mois qu'on en parle et la meilleure preuve c'est que j'ai sous les yeux le rapport de la commission des finances annexé au procès-verbal de la séance du 9 octobre 1963 et qui contient le texte de la discussion qui a eu lieu en commission des finances sur la Nouvelle-Calédonie.

Alors, votre surprise devant le texte du Gouvernement me semble quelque peu inexplicable. Vous saviez bien qu'un jour ou l'autre, il faudrait mettre un terme à des anomalies et à des abus, vous saviez bien qu'on y viendrait et le Gouvernement — et je l'en félicite — a déposé un texte de loi absolument normal et sur des sujets bien connus.

De quoi s'agit-il ? La Nouvelle-Calédonie est un territoire de 80.000 habitants. M. Defferre a fait voter une loi-cadre en 1956 — je servais alors en Afrique et je l'ai appréciée — mais il a étendu à de petits territoires, à la Polynésie, à la Nouvelle-Calédonie, à Djibouti, un texte pensé pour des territoires qui comptaient des millions d'habitants.

Ce texte était bon pour le Cameroun, pour Madagascar, pour toute l'Afrique, où il s'est révélé non seulement utile, mais fort précieux. C'était d'ailleurs l'aboutissement d'une politique que le général de Gaulle avait dessinée alors même qu'il détenait le pouvoir pour la première fois, en pleine guerre, et qu'il n'avait cessé d'indiquer à qui voulait bien suivre sa haute pensée politique.

M. Defferre a trouvé le moyen de suivre le général de Gaulle et c'était excellent, mais il a commis l'erreur de vouloir étendre le système à de petits territoires, trop exigus. Il les a dotés d'institutions mal adaptées.

C'est ainsi qu'on vous parle des « ministres » ! M. Coste-Floret s'est attendri tout à l'heure sur ces « pauvres » ministres de Nouvelle-Calédonie.

Sérieusement, pensez-vous qu'il soit raisonnable, dans un territoire de 80.000 habitants environ, c'est-à-dire de l'importance de vos circonscriptions, d'avoir un gouvernement et une assemblée, un chef de territoire, un vice-président, six ministres, bref, une caricature d'Etat ? (Protestations sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. Raoul Bayou. Alors, ce n'est plus la République ?...

M. Pierre Bas. On juge l'arbre à ses fruits.

Une administration politisée et beaucoup trop lourde ne pouvait pas donner de bons résultats.

Placer à la tête de petits territoires un conseil de gouvernement, des ministres n'ayant pas toujours les qualités voulues pour être des ministres efficaces n'est pas servir les droits, les libertés, les intérêts des populations.

Et, lorsque l'an dernier, le 18 décembre 1962, nous avons examiné le budget des territoires d'outre-mer en commission des finances, nous avons déjà remarqué qu'un jour ou l'autre il faudrait bien en venir à prendre des mesures pour mettre un terme à certaines erreurs financières commises en Nouvelle-Calédonie.

Lorsque, cette année, nous avons discuté du budget de la Nouvelle-Calédonie, je disais ceci : « En ce qui concerne la prise en charge par le budget de la métropole des soldes de certains services locaux de Nouvelle-Calédonie, il faudra tenir la main à ce qu'aucune affectation de caractère électoral ne se produise ou ne persiste. Les abus commis dans ce territoire dans un passé récent doivent inciter à une particulière attention à cet égard. » Ceci figure à la page 35 de mon rapport, distribué lors de la discussion budgétaire.

Je suis, pour ma part, assez surpris de voir les groupes politiques qui, à propos des crédits destinés soit aux Etats indépendants, soit même aux départements d'outre-mer ou aux territoires d'outre-mer, se montrent perpétuellement sourcilieux, économes, partisans d'un cartiérisme que je n'ai cessé de combattre, trouver soudainement que la mauvaise gestion est admissible en Nouvelle-Calédonie, peut-être parce que leurs amis politiques en profitent. Mais, nous qui sommes soucieux des deniers publics, nous ne l'acceptons pas. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. René Cassagne. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage !

M. Pierre Bas. J'ai entendu tout à l'heure M. Coste-Floret s'indigner de ce que le gouverneur pouvait suspendre un conseiller. Le gouverneur reste, dans le projet, chef du territoire, et, par conséquent, chef du gouvernement. Imaginez qu'un conseiller cesse d'agir utilement, commette une malversation, se compromette dans une affaire grave. Ce n'est pas une hypothèse d'école. Va-t-on laisser ce conseiller continuer à exercer son activité en maître ? Non, et cela est absolument normal.

C'est tellement normal que M. Deferre l'avait prévu en donnant compétence au vice-président de gouvernement qui, dans les grands territoires, préfigurerait le chef de gouvernement qu'il est devenu. Mais nous savons que, dans notre petit territoire, le gouverneur, chef de territoire, est en même temps chef de gouvernement. Cette disposition que vous critiquez est donc parfaitement normale, sous réserve de la sanction de l'autorité supérieure.

Vous vous êtes indigné, monsieur Coste-Floret de ce qu'on n'ait pas tenu des promesses. Vous avez dit : Les textes en vigueur prévoient qu'il y a consultation. Ils prévoient même expressément : « après consultation ». De quoi vous plaignez-vous ? Qu'on ait consulté l'Assemblée de Nouvelle-Calédonie ?

M. Paul Coste-Floret. Elle a rejeté le projet !

M. Pierre Bas. Je m'étonne qu'un juriste ne sache pas la différence qui existe entre « après consultation » et « sur avis conforme » ; les textes ne portent pas « sur avis conforme », ils portent « après consultation ». (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Camille Max-Petit. Il y a une marge !

M. Pierre Bas. En effet ! car les Constituants de 1958 savaient ce qu'ils faisaient. Ils n'entendaient pas lier les mains des gouvernements successifs de la République devant des situations parfois aberrantes, en ne permettant pas aux gouvernements futurs de prendre des réformes quand elles s'imposeraient.

M. Paul Coste-Floret. Monsieur Pierre Bas, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Pierre Bas. Volontiers.

M. Paul Coste-Floret. Je n'ai pas dit un mot de cette argumentation. Je n'ai pas parlé de l'avis de l'Assemblée territoriale et je n'ai évidemment pas dit qu'il fallait qu'il soit conforme. Je vous en donne acte bien volontiers.

M. Pierre Bas. Le *Journal officiel* nous départagera. En vous écoutant, j'ai noté les mots : « après consultation ».

M. Paul Coste-Floret. J'ai lu la Constitution. C'est tout !

M. Pierre Bas. Il fallait faire cette réforme, outre des raisons de principe évidentes, parce que, depuis plusieurs années, un certain désordre financier régnait. Le Gouvernement a choisi de réformer le conseil de gouvernement. C'est la réforme d'une institution inadéquate, non une atteinte aux droits et aux libertés.

En 1958, il ne pouvait pas être question de figer à jamais le sort des territoires. Nous le savons tellement bien que ce qui vous est proposé pour la Nouvelle-Calédonie n'est pas nouveau. Quelques semaines à peine après la parution des textes que M. Coste-Floret a lus tout à l'heure, le 14 novembre 1958, le Gouvernement introduisait en Polynésie pratiquement le même système que celui qui vous est présenté ce soir pour la Nouvelle-Calédonie. Dans le territoire le plus proche, de même structure, où les problèmes étaient les mêmes, le Gouvernement a agi.

Certes, il y avait une différence : en Polynésie, c'est l'Assemblée locale elle-même qui l'a supplié de mettre fin à un régime absurde, trop lourd, trop coûteux, qui n'était pas fait pour ce territoire. Les Polynésiens ont vu clair et juste. Ils se sont rendu compte qu'il était insensé d'avoir un conseil des ministres dans un territoire de soixante mille habitants.

Il se trouve qu'en Nouvelle-Calédonie l'Assemblée s'est divisée, seize voix s'étant prononcées contre le nouveau système et douze voix pour. Mais les seize opposants sont ceux qui ont intérêt au maintien d'un système devenu, dans ce territoire, abusif et même immoral.

M. Roger Souchal. Bien sûr !

M. Pierre Bas. Je m'étonne que les défenseurs patentés de la morale n'aillent pas voir, précisément, ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie.

M. Paul Coste-Floret. C'est ce que nous demandons !

M. Pierre Bas. Non, car votre demande a pour but d'essayer de retarder le règlement de cette affaire. (Protestations sur les bancs du centre démocratique et du groupe socialiste.)

C'est une méthode qui ne vous réussira pas, car j'espère que l'Assemblée saura se prononcer. Lorsqu'on ne peut pas s'opposer à un texte, on essaie toujours de noyer le poisson. Je ne crois pas que vous y parviendrez.

Plusieurs textes concernant les territoires d'outre-mer ont déjà été présentés au cours de ces dernières années : en 1958, celui qui réglait le sort de la Polynésie, dont je viens de parler et, tout récemment — il y a deux ans — dans un sens contraire, celui qui réglait le sort des Comores.

Celui qui intéresse les Comores allait dans un sens inverse de celui qui vous est proposé, c'est-à-dire vers l'autonomie interne. Mais le problème était profondément différent.

La Nouvelle-Calédonie est peuplée de Français de souche et d'autochtones en parts à peu près égales, mais étroitement soudés les uns aux autres par mille liens. La population, profondément marquée par la civilisation française et par le christianisme, vit selon toutes nos normes, juridiques, sociales, morales, religieuses, humaines. Elle est tout entière assimilée. Elle est profondément et totalement française et l'a toujours montré avec éclat.

Au contraire, aux Comores, nous nous trouvons en face de quatre sultanats ou émirats anciens qui préexistaient à la conquête française, quatre Etats musulmans dotés d'une organisation.

Au temps même où le roi Louis-Philippe et l'empereur Napoléon III entraient en contact avec les Comores, existaient déjà des petits Etats comoriens, insulaires, des embryons d'administrations comoriennes. Il était donc normal de se diriger vers l'autonomie interne qui correspondait au caractère de populations musulmanes profondément attachées à la France, certes, mais n'ayant pas la totale assimilation, la substance française qu'ont voulue les Néo-Calédoniens. Par ailleurs, les quatre îles comoriennes sont nettement plus peuplées que la Nouvelle-Calédonie, puisqu'elles comptent 200.000 habitants, et leurs populations sont désireuses de suivre un type d'évolution proche du type offert aux populations musulmanes d'Afrique.

La catégorie territoires d'outre-mer est sur le plan des concepts juridiques et constitutionnels comme sur le plan géographique très large, puisqu'elle s'étend de Saint-Pierre et Miquelon, petit morceau de terre bretonne égaré dans les brumes de l'Amérique du Nord, aux anciens sultanats musulmans du canal de Mozambique. Je ne suis pas suspect d'être partisan d'une politique réactionnaire et rétrograde, puisque j'ai été de ceux qui ont combattu pendant deux ans pour que l'autonomie interne soit accordée aux Comores et j'ai été profondément heureux lorsque le Gouvernement de la République la leur a donnée. Je regrette que mes collègues et amis des Comores n'aient pu être présents ce soir, car ils pourraient en témoigner.

En tout cas, la position que nous avons prise était conforme à la nature des choses aux Comores. J'espère, mes chers collègues, que vous adopterez également pour la Nouvelle-Calédonie une solution qui soit, elle aussi, conforme à la nature des choses.

Nous avons donné aux Comores un statut d'autonomie interne qui correspondait aux réalités comoriennes, vous adopterez pour la Nouvelle-Calédonie un statut qui cimente plus étroitement le territoire à la métropole, qui mette fin à une situation juridique, administrativement et politiquement aberrante, un statut qui corresponde aux réalités calédoniennes.

La majorité montrera une fois de plus sa claire conscience des intérêts de la France, en rejetant la question préalable, et en adoptant le texte que lui soumet le Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Mesdames, messieurs, après l'intervention de M. Pierre Bas, j'ai peu de choses à ajouter.

Je suis cependant assez étonné de l'inquiétude manifestée par plusieurs parlementaires, notamment par M. Coste-Floret. Je suis même étonné de leur étonnement.

Lorsque nous discuterons le projet au fond, je fournirai à l'Assemblée toutes les explications que je lui dois. Il s'agit pour

l'instant de voter pour ou contre la question préalable posée par M. Capitant, président de la commission des lois.

M. Pierre Bas a émis des considérations et une argumentation qui, j'imagine, ont convaincu tous ceux qui suivent de bonne foi ces problèmes.

Car de quoi s'agit-il, si ce n'est de modifier simplement l'organisation d'un conseil de gouvernement pour donner à la Nouvelle-Calédonie une meilleure administration. Rien n'est changé aux attributions de l'assemblée territoriale dont la compétence et les prérogatives sont, vous le savez, bien plus étendues que celles des conseils généraux de nos départements puisqu'elle a le droit de voter des impôts, des taxes et qu'elle jouit d'un certain nombre de privilèges — je dis bien de privilèges — que j'énumérerai tout à l'heure. Je précise d'ores et déjà que les attributions de l'assemblée territoriale portent sur quarante et une matières. Le seul changement est que l'assemblée territoriale disposera même, aux termes du projet de loi, d'un pouvoir supplémentaire que ne lui conférerait pas la loi-cadre : celui de renverser, ou pour éviter cette expression — car il ne s'agit pas d'un gouvernement national — celui de déposer les membres du conseil du gouvernement à la majorité des deux tiers. Nous sommes donc à cet égard plus libéraux que la loi-cadre.

Nous voulons modifier cette administration. Je l'ai dit en commission, je le répéterai tout à l'heure à l'Assemblée ; il n'est pas possible que ce régime continue. Cette mauvaise administration fonctionne au détriment des intérêts de la Nouvelle-Calédonie et aussi des intérêts de la métropole.

En effet, malgré la prospérité de la Nouvelle-Calédonie — tempérée par la dépression économique qu'elle traverse actuellement — nous sommes obligés de fournir une subvention d'équilibre équivalente en 1964 à celle de cette année qui est de 3,4 millions de francs. C'est vous dire que la métropole aide la Nouvelle-Calédonie chaque fois qu'elle le peut sur le plan financier comme elle le fait sur le plan des investissements.

Mais son administration est telle — M. Pierre Bas a cité quelques exemples et j'en fournirai d'autres — qu'il n'est pas possible de laisser cette situation se perpétuer.

Le Gouvernement a pris une décision. Vous la connaissez par le projet de loi que vous avez entre les mains et que vous avez à examiner. Si vous ne le suivez pas, certains pourraient pêcher en eau trouble en Nouvelle-Calédonie, en provoquant quelque agitation. Nous nuirions donc aux intérêts véritables de ce territoire.

C'est pourquoi je demande à la majorité de suivre le Gouvernement et de voter contre la question préalable. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le rapporteur. La commission n'a rien à ajouter.

M. le président. Je consulte l'Assemblée sur la question préalable opposée par MM. Capitant et Costa-Floret.

Je suis saisi par le groupe du centre démocratique d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(*Il est procédé au scrutin.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants	475
Nombre de suffrages exprimés.....	467
Majorité absolue	234
Pour l'adoption	211
Contre	256

L'Assemblée nationale s'est prononcée contre la question préalable. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Dans la discussion générale, la parole est à M. Lenormand.

M. Maurice-Henry Lenormand. Mesdames, messieurs, c'est avec une profonde émotion qu'à cette tribune de l'Assemblée nationale je vais parler aujourd'hui, comme élu de la Nouvelle-Calédonie, au nom des populations que je représente et me faire le porte-parole de la majorité des élus de ce territoire, car j'ai le sentiment que c'est de la sagesse de votre assemblée que vont dépendre l'avenir de cette terre française du Pacifique et l'orientation de son destin.

La Nouvelle-Calédonie, située à 20.000 kilomètres de la France, a une population française de quelque 80.000 habitants, composée pour 40 p. 100 de Calédoniens d'origine européenne et pour 60 p. 100 de Calédoniens d'origine mélanésienne. Cette situation démographique constitue un élément caractéristique du problème calédonien et explique, sans commentaire, pourquoi, dès 1952, à

la tribune du Parlement, je m'opposais à toute formule d'*apartheid* ou de ségrégation raciale ou politique telle que l'institution du double collège qu'une minorité européenne, peu perspicace, mais influente en métropole, voulait à cette époque imposer par la loi.

C'est pourquoi, convaincu dès ce moment, comme je le suis encore aujourd'hui, de la nécessité de réaliser l'unification de tous les éléments ethniques du pays, pour former un seul peuple et assurer à tous la garantie d'un avenir commun sur la même île natale, j'en appelais à l'Assemblée nationale, le 21 novembre 1951, en ces termes :

« Sur le plan de l'Union française, le débat d'aujourd'hui a une portée considérable et une signification majeure, car la Nouvelle-Calédonie, par ses deux populations, la noire et la blanche, vivant côte à côte, attachées à la même terre, ayant la même importance, constitue le terrain d'expérience par excellence de l'organisation d'une véritable Union française. Si l'Union française ne se réalise pas, ne réussit pas en Nouvelle-Calédonie, avec toutes les conditions favorables qui y sont réunies, où pourra-t-elle réussir et devenir une réalité vivante et probante ? »

Or, la minorité, constituée par ceux que l'on appelle les « prépondérants », qui voulait imposer il y a douze ans le système du double collège est la même qui, depuis le vote de la loi-cadre en 1956, réclame la suppression du gouvernement local composé aujourd'hui de trois ministres européens et de trois ministres autochtones issus d'un régime de collège unique et de suffrage universel.

C'est cette minorité qui obtiendrait gain de cause, après douze années de paix civile et de progrès social, si le projet de loi qui vous est soumis était adopté par le Parlement.

En 1958, lorsque nous nous sommes trouvés, en Nouvelle-Calédonie, devant l'option constitutionnelle, dont on vous a entretenu tout à l'heure, et le choix du statut, nous avons reçu, pour éclairer le problème, une note d'information qui venait de Paris et qui était fort intéressante.

Cette note d'information était ainsi conçue : « La technocratie n'a adopté, pour l'outre-mer, une attitude libérale que comme un moindre mal, pour éviter des sécessions violentes. Elle entend bien que ses concessions soient strictement limitées aux pays où elle les juge indispensables, c'est-à-dire en Afrique noire et à Madagascar. Elle ne pense pas y être obligée en Nouvelle-Calédonie, ayant des moyens de pression suffisants pour imposer ses vues. »

« Elle considère que l'extension de la loi-cadre à cette île a été pour elle une grave erreur. Elle fera tout pour revenir sur ce qu'elle estime être une faute puisqu'elle n'y était pas contrainte par une masse imposante. »

« S'ajoutent à ces raisons l'importance minérale et stratégique du pays, la méfiance que la haute administration a toujours eue à l'égard du président du conseil Lenormand, quels que soient ses actes de loyauté et de fidélité à la France et le désir de soutenir « la minorité blanche menacée par les Canaques. »

Ce document ajoutait : « Paris souhaite donc modifier profondément la situation actuelle de l'île. On envisagerait, en particulier, de réduire l'exécutif territorial à un simple collège anonyme assistant un gouverneur ayant recouvré la réalité du pouvoir. On voudrait même réduire les attributions de l'assemblée territoriale et l'importance de la majorité actuelle. L'assemblée serait alors élue d'après un nouveau et savant découpage électoral des circonscriptions. »

Nous étions alors en 1958. Aujourd'hui, on nous propose un projet de loi qui ressemble fort à une partie de la description qui vient d'être faite et qui reprend, dans une certaine mesure, ce que vient de dire contre la question préalable notre collègue M. Pierre Bas.

Ayant appelé votre attention, l'an dernier, sur un article d'un journal local, *Le Rassemblement calédonien*, qui traitait de la question du statut, et signalant les réactions qu'il avait provoquées, vous me répondiez, monsieur le ministre d'Etat, par une lettre du 9 mars 1962 dans laquelle vous me disiez notamment :

« Cet article pourrait laisser supposer qu'un avant-projet de refonte des institutions politiques de la Nouvelle-Calédonie est à l'étude dans les services de ce département ministériel. »

« Je puis vous assurer que je n'ai été officiellement saisi d'aucun projet dans ce sens. Aucune étude ne porte sur le sujet actuellement. »

« Dans la perspective où une réforme s'avérerait souhaitée ou nécessaire, elle serait étudiée et mise au point en liaison avec les autorités locales. »

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. C'est ce que nous avons fait !

M. Maurice-Henry Lenormand. « A ce sujet, je vous rappelle que l'article 74 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose que l'organisation des territoires d'outre-mer est définie et modifiée par la loi, après consultation de l'assemblée territoriale intéressée. »

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Je vous remercie de citer un document que je lirai moi-même !

M. Maurice-Henry Lenormand. C'est pour vous signaler, monsieur le ministre d'Etat, qu'il est difficile de comprendre l'urgence invoquée maintenant alors que vous déclarez, le 9 mars 1962, qu'il n'y avait pas de projet à l'étude.

Par ailleurs, il est dit que la gabegie dure depuis six ans en Nouvelle-Calédonie. Ne vous en seriez-vous donc pas aperçu pendant cinq ans ?

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Mais si !

M. Maurice-Henry Lenormand. La décision est soudaine. Elle n'est donc pas motivée par la gabegie que vous invoquez, mais elle a d'autres raisons.

Lors de votre récent voyage en Nouvelle-Calédonie, dans une conférence de presse tenue à Nouméa le 29 septembre dernier, vous avez déclaré aux journalistes locaux, monsieur le ministre d'Etat, « qu'il était certain que la loi-cadre procédait d'une optique conçue pour les grands ensembles africains ». Elle n'est pas celle dans laquelle s'inscrit l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, terre française et partie intégrante de la République.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Très bien !

M. Maurice-Henry Lenormand. C'est pourquoi, malgré ce qu'a dit M. Pierre Bas, nous ne pouvons nous expliquer que le statut des Comores, petit territoire, ait été élargi l'an dernier par le Parlement, et avec votre accord, monsieur le ministre d'Etat, bien au-delà de la loi-cadre et jusqu'à l'autonomie interne, car les Comores ne forment pas, que nous sachions, un « grand ensemble africain ».

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur Lenormand ?

M. Maurice-Henry Lenormand. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Pour éviter tout à l'heure des explications trop longues à la tribune, je dois vous dire que sans doute les Comores ne forment pas un grand ensemble africain. Ce disant, je ne erois pas tenir des propos trop désobligeants pour les Comoriens ; je dis simplement la vérité.

Les Comores ont en effet obtenu l'autonomie interne. Elles avaient demandé l'indépendance et elles sont dans une situation tout à fait différente de celle de la Nouvelle-Calédonie qui, elle, veut rester française.

M. Maurice-Henry Lenormand. Les Comores se sont prononcées, en 1958, pour rester territoire d'outre-mer et je ne pense pas que le traitement accordé dans le respect de la loi-cadre puisse être différent selon qu'une population est musulmane et l'autre chrétienne, selon que l'une est mélanésienne et l'autre africaine. En principe, tous les Français sont égaux devant la loi et il est normal que le bénéfice accordé à un territoire puisse profiter aux autres.

Mais il est anormal qu'à l'égard de deux territoires petits et de même importance, on trouve des arguments pour dire que l'un peut aller vers l'autonomie interne mais que l'autre doit abandonner son statut et reculer de vingt ans en retrouvant le régime de 1946.

Il y a quinze jours à peine, le 26 novembre, le vice-président du conseil de gouvernement, le président de l'assemblée territoriale et moi-même étions venus remettre à M. le haut-commissaire de la République à Nouméa un manifeste de la majorité des élus pour demander, une fois de plus, le respect des institutions territoriales et protester contre toute modification éventuelle de la loi-cadre.

A notre grande surprise, M. le haut-commissaire nous fit savoir tout de go que le statut allait être modifié et qu'un projet de loi venait de lui parvenir avec demande d'urgence afin que l'assemblée territoriale donne son avis sans délai.

Or cette nouvelle constituait en quelque sorte une réponse à l'adoption par l'Assemblée nationale, le 13 novembre 1963, de la résolution n° 68, dans laquelle l'Assemblée déclare « qu'elle s'oppose à toute suppression de la loi-cadre ou modification rétrograde, et notamment à toute départementalisation adaptée ou non, et parce qu'elle souhaite la paix civile et l'entente des deux populations, européenne et autochtone, affirme solennellement le vœu profond du pays que soit maintenu et respecté le *statu quo* politique résultant de l'option constitutionnelle faite par l'assemblée territoriale en 1958, et demande au Parlement et au Gouvernement de la République de tenir compte du sentiment véritable des populations de la Nouvelle-Calédonie ».

Quant au manifeste que nous avons remis le 26 novembre dernier au haut-commissaire de la République pour être transmis aux hautes instances de l'Etat, il était rédigé comme suit : « Nous considérons que l'application d'un statut rétrograde, par rapport à celui de la loi-cadre, serait une erreur et un danger dans un pays habitué depuis longtemps à participer avec efficacité à la gestion de ses propres affaires.

« Faut-il rappeler que depuis 1885 la Nouvelle-Calédonie possède des institutions qui tiennent compte de sa situation géographique et de sa personnalité, laquelle fut reconnue par M. Soustelle lui-même dans un discours qu'il prononça lors de son voyage ministériel en Nouvelle-Calédonie en 1959 ?

« Faut-il rappeler que son conseil général avait, dès 1946, des attributions beaucoup plus étendues que celles des assemblées de tous les autres territoires d'outre-mer et, en particulier, des territoires africains ?

« En donnant ces pouvoirs à la Nouvelle-Calédonie, la métropole n'a fait que reconnaître un degré d'évolution qu'on lui discute aujourd'hui. Que ce soit aux temps du conseil général ou depuis l'application de la loi-cadre, les Calédoniens ont fait la preuve de leur maturité et de leur aptitude à assurer la bonne marche des affaires qui leur ont été confiées, et cela dans l'intérêt à la fois de la Nouvelle-Calédonie et de la métropole. Ils ont assumé leurs responsabilités dans les moments les plus difficiles, certainement aussi bien, sinon mieux, que beaucoup d'autres territoires africains notamment, lesquels se sont vu octroyer depuis des pouvoirs énormes, alors qu'on conteste aujourd'hui à la Nouvelle-Calédonie le droit de conserver les pouvoirs donnés par la loi-cadre.

« Il y a là un manque de confiance que ressent vivement la population calédonienne.

« La grande majorité de la population que nous représentons considère notre statut actuel comme le symbole d'une évolution, d'une promotion politique à laquelle était en droit de participer la Nouvelle-Calédonie comme le reste de l'Union française.

« Nous en sommes d'autant plus persuadés qu'elle marque une évolution, que ceux qui n'ont cessé de demander sa suppression et la départementalisation plus ou moins déguisée sont précisément ceux qui ont lutté auparavant pour le double collège et contre la participation des autochtones à la vie politique.

« Il semble difficile que le point de vue d'une certaine minorité rétrograde, qui est du reste infime, puisse dicter sa loi à tout un pays et avoir l'appui du pouvoir central en la personne du ministre d'Etat lui-même... »

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Du Gouvernement tout entier !

M. Maurice-Henry Lenormand. Je lis le manifeste.

« Il semble impensable que le représentant du Gouvernement central puisse, en 1963, remettre en cause unilatéralement notre statut, alors qu'au moment du référendum et de l'option en 1958, le ministre de la France d'outre-mer de l'époque avait donné au territoire les assurances les plus formelles. »

Ces assurances sont reprises dans le manifeste. Je ne les rappellerai pas, mon collègue M. Coste-Floret vous les a lues tout à l'heure.

Le manifeste ajoute, après avoir cité ces assurances :

« ... Pour notre part, nous persistons à ne considérer comme valable que l'engagement écrit donné en 1958 par le ministre responsable et porte-parole du Gouvernement de la République.

« ... Une marche en arrière peut-elle du reste être imaginée et acceptée en 1963 par une population d'outre-mer, alors qu'en 1958 le ministre du général de Gaulle nous affirmait « qu'il serait absurde d'imaginer que le Gouvernement de la République, rompant avec ses traditions de libéralisme, puisse revenir sur les droits et libertés qu'il a accordés » ?

Or, mesdames, messieurs, vous vous trouvez aujourd'hui devant justement ce qui dépassait l'imagination du ministre de la France d'outre-mer en 1958, un projet de loi qui réimpose à la Nouvelle-Calédonie un statut de colonie sans que l'on veuille en employer le terme. (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*)

C'est un retour en arrière et même un retrait sur le statut fixé par le décret du 13 octobre 1946, il y aura bientôt vingt ans !

Pour vous en faire une idée, il suffit de savoir que la loi-cadre a donné à la Nouvelle-Calédonie, comme aux autres territoires d'outre-mer, un gouvernement local, appelé conseil de gouvernement, composé de six à huit ministres et d'un vice-président, tous élus par l'assemblée territoriale et responsables devant elle.

Le vice-président répartit les services territoriaux entre les ministres, coordonne leur action. Le conseil de gouvernement est présidé par le haut-commissaire qui, lui, n'est pas responsable devant l'assemblée, mais veille au respect de la loi. Chaque ministre est responsable d'un secteur ministériel et dispose à cet effet d'une section du budget territorial.

M. Camille Mox-Petit. Et cela marche bien !

M. Maurice-Henry Lenormand. On verra comment cela marchera plus tard !

Le gouvernement local actuel comprend : un vice-président autochtone, ministre des finances, deux ministres autochtones, le ministre de l'économie rurale et le ministre de l'intérieur, de la santé et du travail, et trois ministres européens : le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, le ministre des travaux publics et du plan, et le ministre de la production industrielle et des mines.

Je signalerai en passant que, parmi les trois ministres européens, dont on invoquera tout à l'heure l'incapacité totale, deux sont métropolitains et sont, par hasard, nés tous les deux dans le département du Nord. Le ministre de l'éducation est professeur licencié d'histoire et de géographie de l'université de Lille. Quant au ministre des travaux publics et du plan — que M. le ministre d'Etat appelait maçon l'autre jour — il est membre de l'ordre des architectes et peut parfaitement faire un ministre des travaux publics.

M. Camille Max-Petit. Il n'était pas obligé d'aller s'établir en Nouvelle-Calédonie.

M. Maurice-Henry Lenormand. Comme n'importe quel Français, il était libre d'aller s'y installer.

M. René Cassagne. Bien sûr !

M. Maurice-Henry Lenormand. J'ajoute qu'il est assisté d'un directeur des travaux qui est un ingénieur. S'il est né en France, on ne peut lui en faire grief. Seulement, il est étonnant que l'on reproche aujourd'hui leur incapacité à des ministres qui sont des métropolitains installés en Nouvelle-Calédonie.

Car comment expliquer leur incapacité ? Serait-ce parce qu'ils sont métropolitains ? Je ne le crois pas. Serait-ce parce qu'ils sont installés en Nouvelle-Calédonie et que le climat les a rendus déliquescents ? Je ne le crois pas non plus. Serait-ce alors parce que leur étiquette politique est considérée comme infamante par certains et les rend incapables ? On ne peut choisir que l'une de ces trois explications.

Quant aux trois ministres autochtones, ils sont âgés de trente à cinquante ans et ils ont été formés pendant la période précédente. Dire qu'ils sont incapables, c'est tout de même aller un peu fort, pour parler de l'œuvre de la France pendant ces cinquantes dernières années !

M. Henry Rey. C'est insensé !

M. Maurice-Henry Lenormand. Ce qui est insensé, c'est de reprocher à des ministres autochtones d'être incapables aujourd'hui. Pourquoi seraient-ils plus incapables en Nouvelle-Calédonie qu'aux Comores ou qu'en Afrique ? Est-ce que les Africains de naissance ont un cerveau plus développé que les Mélanésien ? Va-t-on faire du racisme parmi les gens de couleur et dire que les Mélanésien sont plus incapables que les Africains pour gérer leurs propres affaires ou leurs problèmes intérieurs ?

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. C'est de la provocation !

M. Paul Coste-Floret. C'est votre projet qui constitue une provocation.

M. Maurice-Henry Lenormand. Je réponds à une réflexion qui vient d'être faite et qui n'est pas de moi.

Du reste, monsieur le ministre, nous ne sommes pas dans une réunion publique et vous n'avez pas besoin de vous passionner à ce point. On dirait que vous m'en voulez personnellement !

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Pas du tout !

M. Maurice-Henry Lenormand. Je le pense bien.

M. Robert Ballanger. M. le ministre se sent visé !

M. Pierre-Charles Krieg. Parlez-nous de la capacité du ministre russe de l'agriculture !

M. Robert Ballanger. Les U. N. R. se sentent visés quand on parle d'incapacité ministérielle !

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Vous êtes un envieux, monsieur Ballanger !

M. Robert Ballanger. Non ! Sûrement pas ! Je ne le suis ni de vous ni de votre Gouvernement !

M. Maurice-Henry Lenormand. Je ne sais pas si vous pouvez juger de la capacité des ministres calédoniens et du travail qu'ils ont fait. Il faudrait aller en Nouvelle-Calédonie pour cela.

S'il y a des gens qui ont pu en juger, ce sont les électeurs de Nouvelle-Calédonie qui, depuis douze ans, votent pour les mêmes représentants. Depuis douze ans, je suis député de ce territoire et, depuis cinq ans que la loi-cadre est appliquée, malgré trois dissolutions successives, les mêmes personnes ont reçu la confiance de la population.

Ou bien il faut penser que cette population est complètement dégénérée, ne se rend plus compte de rien, et il est quand

même grave de le dire, ou alors il faut penser qu'elle est satisfaite de la gestion de ses ministres. Et s'il y a des gens qui ne sont pas satisfaits, ce n'est pas la majorité de la population. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur les bancs du centre démocratique.)

Le projet de loi qui nous est soumis supprime d'un trait de plume une des réalisations essentielles de la loi-cadre : le gouvernement local ; il supprime le vice-président et les ministres responsables de leurs actes administratifs devant l'Assemblée. Tous les pouvoirs et services territoriaux se trouvent concentrés et réunis entre les mains du chef du territoire, déjà chef des services d'Etat.

Le chef de territoire reprend également, et symboliquement sans doute, l'appellation de « gouverneur », et cette reprise de la bonne vieille appellation coloniale montre suffisamment que la Nouvelle-Calédonie va redevenir une colonie en retournant à des dispositions qui sont celles d'avant la loi-cadre, c'est-à-dire celles du décret de 1956.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. La loi-cadre contenait l'appellation de « gouverneur chef du territoire et chef des services territoriaux ».

M. Maurice-Henry Lenormand. « Gouverneur » était le titre donné jadis à ceux qui gouvernaient les colonies.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Mais enfin le terme est dans la loi-cadre !

M. Maurice-Henry Lenormand. On se rappelle que, depuis la Constitution de 1946 et dans la loi cadre, il n'y avait plus de gouverneurs. Cette dénomination était remplacée par celle de « chef de territoire » et de « haut-commissaire », car « gouverneur » était devenu un grade. Il y avait des gouverneurs de première classe, de classe exceptionnelle, etc...

Quant à la fonction de « secrétaire général », supprimée par la loi-cadre, en raison de la création des ministres et du vice-président, elle est restaurée comme au bon vieux temps des lampes à huile et de la marine à voile.

Toutefois, pour faire illusion, l'expression de « conseil de gouvernement » est maintenue pour désigner un organisme paravent composé de cinq membres élus à la proportionnelle, auxquels viennent s'ajouter le gouverneur et le secrétaire général, soit au total sept membres.

Ce nouveau dispositif administratif est bien en retrait sur l'ancien statut du décret de 1946. Car les pouvoirs d'administration financière et d'autonomie budgétaire étaient plus grands dans le décret de 1946 que dans le décret de 1957 qui, accordant des pouvoirs réglementaires à l'Assemblée territoriale, lui retirait par ailleurs le caractère automatiquement exécutoire de ses délibérations financières.

Le régime de 1946 avait peut-être l'inconvénient d'être un régime colonial, certes. Mais il offrait l'avantage d'être un régime plus franc et plus direct que celui dont la restauration nous est aujourd'hui proposée.

Dans le régime de 1946, l'administration s'expliquait directement et personnellement, par le truchement du secrétaire général qui la représentait, devant l'assemblée locale.

Dans le futur régime de 1964, le soi-disant conseil de gouvernement, qui rappelle étrangement l'ancien conseil privé dont on n'a pas osé reprendre le nom, a cela de pire que la haute administration dispose d'un paravent, d'un véritable écran, désigné par l'assemblée territoriale elle-même et à la représentation proportionnelle. En effet, chaque parti désigne ses représentants, je pourrais même dire ses otages, le terme n'est pas trop fort, si l'on considère que l'article 26 prévoit que « le gouverneur peut déléguer un ou plusieurs conseillers afin de le suppléer, ou de suppléer son secrétaire général, devant l'assemblée territoriale. Dans ce cas il donne toutes instructions utiles aux conseillers ».

Par ailleurs, l'article 15 prévoit qu'un conseiller élu peut être suspendu de ses fonctions par le gouverneur.

Ainsi la responsabilité de l'administration des affaires territoriales devant l'assemblée est totalement supprimée.

Quant à ces malheureux conseillers de gouvernement désignés par leurs partis ou par leurs groupes respectifs, ils ne peuvent plus jouer que le rôle de conseillers tampons ou même de boucs émissaires d'une administration dans laquelle ils n'ont plus aucune autorité. Tout au plus pourront-ils assister aux cocktails ou figurer à la revue du 14 juillet !

Dans le système qui vous est proposé, il convient aussi de noter l'incompatibilité entre le mandat de membre de l'assemblée territoriale et celui de conseiller de gouvernement...

M. Pierre-Charles Krieg. C'est parfaitement normal.

M. Maurice-Henry Lenormand. ... de sorte que les différents groupes de l'assemblée seront placés devant l'alternative suivante.

Ou bien ils devront désigner des membres du conseil de gouvernement ayant l'appui du corps électoral et choisir parmi

les leaders de l'assemblée afin d'avoir un conseil composé de personnalités valables et dont l'autorité aura été préalablement confirmée par l'élection. Dans ce cas, l'assemblée devra se priver de ses éléments les plus autorisés, puisque ceux-ci devront démissionner de leur mandat électif. Mais ils seront alors soumis au bon vouloir du gouverneur, par l'effet de l'article 15 qui prévoit que ce dernier pourra les suspendre et que le ministre d'Etat pourra les destituer.

Il est certain que ce système peut permettre l'élimination progressive et rapide des leaders politiques que le Gouvernement aura visés. Toute opposition sera progressivement décapitée et la consommation des élites locales qui, il est vrai, n'est pas très importante, parviendra à son terme dans un délai très bref.

Si l'on n'adopte pas ce point de vue, l'assemblée territoriale, dont les attributions pour l'instant ne sont point entamées par le nouveau dispositif, estimera qu'il lui faut conserver en son sein les membres les plus représentatifs et les plus qualifiés, ceux qui ont eu l'appui du collège électoral. Dans ces conditions, elle sera obligée de choisir comme conseillers des hommes de moindre importance, ou même de second plan, pris dans son sein, ou alors elle désignera des personnes hors de l'assemblée et n'ayant en conséquence aucun appui populaire, puisqu'elles n'auront pas été élues par la population. Leur audience sera quasiment nulle et le Gouverneur n'aura aucune difficulté à les traiter comme des individualités de peu de poids.

En ce qui concerne le nombre des membres élus du conseil du gouvernement, fixé à cinq, si l'on applique une simple règle d'arithmétique on s'aperçoit que la minorité, avec sept à douze sièges, disposera de deux membres dans le conseil de gouvernement, tandis que la majorité sera stabilisée à trois sièges et qu'il lui faudrait dépasser 24 élus sur 30 à l'assemblée territoriale pour disposer de quatre membres au conseil de gouvernement.

Comme on peut se rendre compte des rapports qui existent actuellement et qui existeront dans l'avenir, le calcul donne trois voix à la majorité et deux voix à la minorité; à cette dernière s'ajouteront les voix du gouverneur et du secrétaire général, ce qui fera quatre voix.

Ainsi, la majorité, même disposant de 23 voix à l'assemblée territoriale, n'aura que trois voix sur sept au sein du conseil de gouvernement. Voilà qui explique bien des choses!

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Il n'y a pas lieu de compter la voix du secrétaire général.

M. Maurice-Henry Lenormand. Il y aura la voix prépondérante du président, qui sera le gouverneur, ce qui revient au même, puisque sa voix comptera pour deux.

Sur ce changement brutal de statut de la Nouvelle-Calédonie, l'assemblée territoriale, comme le prévoit la Constitution, a été consultée, on vous l'a dit tout à l'heure. On vous a dit aussi qu'elle a repoussé ce projet, jugé par elle rétrograde.

En vous transmettant les explications qui furent données au nom de la majorité par M. le conseiller Ohlen, ancien sénateur, je crois pouvoir éclairer l'Assemblée nationale sur la discussion qui eut lieu. Le porte-parole de la majorité déclara notamment :

« On nous demande aujourd'hui de donner notre avis sur une modification de nos institutions. La lettre du haut-commissaire nous demande même de nous prononcer d'urgence « dans les meilleurs délais et dans tous les cas pour le 2 décembre au plus tard », selon ses propres termes.

« Mes collègues et moi, nous nous étonnons de deux choses. La première, c'est cette précipitation à nous consulter sur un projet de cette importance. La seconde, c'est que ce projet de loi n'est accompagné d'aucun rapport, d'aucune explication nous disant pourquoi le ministère d'Etat veut présenter au Parlement un projet de modification de nos institutions.

« Quelles en sont les raisons? Pourquoi nos institutions, issues de la loi-cadre qui fonctionne depuis six ans, brusquement ne nous conviendraient-elles plus?

« Il est quand même paradoxal que l'on nous présente ce projet quinze jours après que la majorité du pays a adopté un vœu demandant le maintien intégral de ces mêmes institutions.

« Lorsque la loi-cadre a été présentée, il y a eu, comme pour toute loi, un exposé des motifs. Nous savions que la loi-cadre avait pour but d'associer plus étroitement les populations d'outre-mer à la gestion de leurs intérêts propres. Mais le projet que l'on nous présente aujourd'hui, pourquoi ne pas en donner les raisons? Ne peut-on les donner? Ne veut-on pas les donner? Ou n'ose-t-on pas les donner?

« Nous comprenons d'autant moins qu'il y a un an, M. le ministre d'Etat chargé des territoires d'outre-mer, qui dépose aujourd'hui ce projet, déclarait en août 1962 — je cite *La France australe* : « La loi-cadre est un statut auquel on doit se tenir ».

« Je citerai encore M. le ministre qui, à l'issue de son voyage, en septembre dernier, au cours d'une interview, a déclaré : « Il est certain que la loi-cadre procédait d'une optique conçue pour les grands ensembles africains ».

« Je soulignerai, à ce sujet, que les Comores, plus petites que la Nouvelle-Calédonie, ne forment pas un grand ensemble africain et, pourtant, la loi-cadre y est appliquée dans un sens encore plus libéral.

« Et le ministre d'Etat a ajouté, et j'insiste sur ce point : « Si des initiatives telles que celles que nous avons eu l'occasion d'évoquer au cours de cette conférence mettaient en cause le principe même des bonnes relations qui doivent exister entre le Gouvernement de la République et les instances locales, alors il faudrait en tirer certaines conclusions ».

« A ma connaissance, aucun événement ne s'est produit depuis le passage de M. le ministre susceptible de troubler les relations entre le Gouvernement de la République et les instances locales, sinon l'initiative du ministre d'Etat lui-même. »

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Du Gouvernement de la République!

M. Maurice-Henry Lenormand. Je poursuis ma lecture :

« Toujours lors de cette visite, le vice-président du conseil de gouvernement avait demandé au ministre, dans un mémorandum que passèrent sous silence la radio et la grande presse, que notre statut ne soit pas constamment remis en cause et que nos institutions soient appliquées selon l'esprit du législateur et telles qu'elles étaient en 1957, et si des modifications devaient à l'avenir y être apportées, qu'elles le soient dans le même esprit et dans un sens évolutif et non rétrograde.

« Et le vice-président ajoutait : « Une marche en arrière peut-elle du reste être imaginée et acceptée en 1963 par une population d'outre-mer, alors qu'en 1958, le représentant de la République nous avait donné les assurances les plus formelles? ».

M. le conseiller Ohlen ajoutait :

« Il y a des choses qu'il faut respecter. Ce sont essentiellement les institutions d'un territoire. Si, comme certains l'ont dit pour les traités, les institutions sont elles aussi des chiffons de papier, quelle confiance pouvons-nous avoir dans les promesses?

« Qui nous dit que, demain, ce ne seront pas les pouvoirs de l'assemblée territoriale qui seront remis en cause? Quand les promesses faites, même les plus solennelles, ne sont pas tenues, tout peut être imaginé, tout peut être redouté.

« Nous-mêmes, nous nous considérons comme liés par les promesses faites à nos électeurs, lorsque nous avons promis de sauvegarder les institutions actuelles et nous considérons qu'il serait normal qu'une modification si fondamentale de nos institutions ne s'effectue qu'après consultation de la population qui nous a élus. »

Et il concluait :

« Aussi, messieurs, ne comptez pas sur nous pour nous associer à cet enterrement de nos conquêtes politiques et sociales. Nous sommes trop conscients du danger que représente cette initiative malheureuse pour cautionner une pareille action.

« Nous avons encore un espoir, c'est qu'il y aura au Parlement français suffisamment d'hommes sensés pour comprendre que l'on ne dépouille pas ainsi à la légère un territoire de ce qu'il a de plus cher, à savoir ses institutions ».

La Nouvelle-Calédonie et sa majorité politique n'ont jamais rien demandé d'autre, en effet, que le respect et l'application d'un principe inclus dans le préambule de la Constitution, à savoir le droit pour les habitants du pays d'administrer eux-mêmes leurs propres affaires. C'est le respect de ce principe qui distingue un régime d'outre-mer libéral d'un régime colonial et c'est la remise en question de ce principe qui a toujours servi de thème et de base à toutes les entreprises des forces coloniales et à toutes les manœuvres de la technocratie.

Si la France considère les Calédoniens comme des Français à 100 p. 100 — et leurs sacrifices militaires ont prouvé qu'ils le sont; les référendums successifs l'ont démontré également — pourquoi la métropole ne leur fait-elle pas confiance et ne leur remet-elle pas la gestion des affaires de la Nouvelle-Calédonie qui est leur patrimoine, leur terre natale et leur centre d'intérêt?

Chaque fois qu'une protestation a été soulevée sur les problèmes administratifs, chaque fois qu'il s'est agi de la répartition des compétences de gestion entre le pouvoir central ou son représentant et les autorités territoriales élues et soutenues par la majorité du pays, ces affaires de pure administration interne ont été transposées sur le terrain politique. Elles ont été politisées et l'on nous a accusés chaque fois d'un comportement antifranchais.

Il y aurait donc une thèse qui voudrait que plus on abandonnerait la personnalité territoriale calédonienne, plus on serait considéré comme s'élevant dans la dignité et la qualité de Français. Comme si la négation des intérêts calédoniens et des particularités de notre situation — à 20.000 kilomètres de la métropole et par les temps qui courent — pouvait ajouter à

notre qualité de Français ! Et cela, à un moment où, tout en nous accusant d'être antifrançais pour les raisons susdites, on nous refuse le régime de la nationalité française tel qu'il est appliqué en métropole alors que nous le réclamons et que je l'ai encore réclamé il y a six mois.

M. Paul Coste-Floret. Parfaitement !

M. Maurice-Henry Lenormand. Etre partie intégrante de la République, cela ne veut pas dire être partie intégrée de l'Etat, c'est-à-dire département sous une forme déguisée ou avouée ou, moins encore, colonie.

Les liens de la Nouvelle-Calédonie avec la France ne sont pas conditionnés par la soumission des affaires locales du territoire à la nécessité de la gestion autoritaire d'une administration métropolitaine. Ce ne serait là qu'une resurgence du régime colonial.

Les liens de la Nouvelle-Calédonie avec la France sont, à la fois, sentimentaux et politiques. Ils constituent une fibre à l'intérieur de chaque Calédonien qui veut être et rester Français, aussi bien que dans le comportement du pays lui-même dont la place dans les grandes associations de peuples que le monde, aujourd'hui, exige, est tout naturellement, aux côtés de la France.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. Maurice-Henry Lenormand. Ce n'est donc pas là qu'est la question et la confusion volontaire que nous dénonçons entre l'administratif et le politique est destinée à entretenir une maîtrise administrative sur les affaires locales. C'est une tactique qui a pour but de maintenir les positions privilégiées de certains groupes de pressions et qui tend à faire prévaloir de gros intérêts privés qui ne sont pas ceux des habitants du pays, mais ceux de quelques lobbies tout puissants.

M. Hervé Laudrin. Donnez des précisions !

M. Robert Ballanger. Vous les connaissez mieux que quiconque !

M. Maurice-Henry Lenormand. Les dernières actions menées en Nouvelle-Calédonie et en France par la société Le Nickel pour atteindre au monopole minier dans le territoire constituant, monsieur Laudrin, un exemple frappant de cette tactique.

Peut-on voir d'autre explication à la survivance de la domination de ces féodalités économiques sur les intérêts calédoniens ? Au surplus peut-on prétendre qu'un système administratif libéral et évolutif appliqué en Nouvelle-Calédonie métrait en cause les intérêts des Français en France, l'indépendance nationale de la France ou l'appartenance de la Nouvelle-Calédonie à la République française ? La Nouvelle-Calédonie cesserait-elle d'être française si elle se trouvait gérée par les Français que sont les Calédoniens ?

Mis à part les intérêts des trusts...

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Sans doute parlez-vous du trust de l'Inco !

M. Maurice-Henry Lenormand. Peut-être aussi !

Mis à part les intérêts des trusts, le fait que les Calédoniens administrent eux-mêmes leurs propres affaires peut-il nuire aux Français de la métropole ?

Pour notre part, nous nous permettons de penser — et beaucoup de Français de la métropole le pensent aussi — qu'une telle gestion assurée par les Calédoniens ne peut rien changer ni au niveau de vie des Français ni à la grandeur de la France, dont le prestige, chez nous comme ailleurs, trouve sa source dans autre chose que le souci de maintenir les vestiges d'une administration coloniale périmée.

Si les Calédoniens administrent mal leurs affaires locales, cela ne peut toucher directement les métropolitains. C'est eux-mêmes qui, jusqu'à ce jour, ont payé tous les frais de leur administration territoriale.

Ajoutons qu'ils n'ont aucun intérêt à mal administrer leur pays. Formés par la culture française dispensée en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, ils sont aussi capables que quiconque de comprendre leurs problèmes et de demander à la métropole les éléments qualifiés qui leur rendront les services qu'ils attendent de leurs compatriotes métropolitains plus avancés dans un grand nombre de domaines. La métropole, si généreuse dans sa coopération avec les pays d'Afrique et avec certains pays étrangers, ne leur refuserait certainement pas l'assistance de ses techniciens.

Nous pensons que les Calédoniens ne sont pas des Français d'occasion, qu'ils l'ont prouvé et qu'ils peuvent parfaitement considérer leur présence en Nouvelle-Calédonie comme la meilleure garantie de la présence française, car ils peuvent l'assurer par eux-mêmes, par leurs enfants et pour longtemps.

Est-il nécessaire de rappeler que la majorité du corps électoral — dont on m'a souvent reproché, dans certaines sphères, d'être le leader. — a voté « oui » à tous les référendums et que, personnellement, je n'ai jamais voté aucune censure contre le Gouvernement de la République ? Que voudrait-on de plus ?

On a pu reprocher à cette majorité d'être toujours restée sur ses positions. Mais après chaque dissolution et chaque

réélection la renforçant, elle a toujours recherché le dialogue en envoyant à Paris des missions qui n'ont trouvé aucun succès, Le dénigrement systématique des élus du pays et de leurs ministres par des voix intéressées ne pouvait guère favoriser une clarification avec les autorités métropolitaines, clarification à laquelle le territoire aspire cependant.

Si par avance la majorité est jugée, de Paris, avoir tort parce qu'elle n'adopte pas le point de vue de la minorité, peut-on lui reprocher le malaise qui en résulte ? Peut-on, au surplus, ramener à des questions de personnes les conditions des relations avec la haute administration et avec le Gouvernement de la République ?

Quant au gâchis financier, la Nouvelle-Calédonie, je dois le signaler, n'a jamais demandé de subvention jusqu'à cette année et si, en 1963, elle a dû le faire, c'est parce qu'elle a fourni une aide indirecte à la société Le Nickel sous forme d'exonérations fiscales en vue de la modernisation, et parce que, dans la même année, comme l'a signalé M. le ministre d'Etat lui-même au cours de la discussion budgétaire, une crise minière est survenue en Nouvelle-Calédonie. S'il y a une crise financière dans ce territoire, s'il y a un manque d'argent, ce n'est pas dû à la mauvaise gestion ; vous l'avez reconnu vous-même, monsieur le ministre, la demande de subvention est due à la crise minière.

Pour conclure sur ce projet de loi, sur lequel j'attire l'attention du Parlement, je dois soumettre à vos réflexions le texte d'une lettre ouverte adressée par les responsables de l'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre — par abréviation U. I. C. A. L. O. ; c'est l'association des autochtones catholiques — et par les responsables de l'Association protestante des autochtones de Calédonie et des îles Loyauté. Ils ont adressé, le 30 novembre dernier, une lettre à M. le haut-commissaire de la République dans le Pacifique. Je vous signale que la fédération calédonienne du travail a également fait part de ses inquiétudes au chef du territoire.

La lettre ouverte des responsables des associations autochtones doit être connue de l'Assemblée en raison de la position qui y est indiquée et dont on doit tenir compte dans cette discussion. (*Interruptions sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Qu'on m'excuse de tenir la tribune si longtemps. Ce n'est pas de ma faute, mes chers collègues, si une affaire aussi importante que le sort d'un territoire est venue en discussion à minuit et quart.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. Maurice-Henry Lenormand. Il ne peut s'agir d'une discussion à la sauvegarde quand l'avenir de ce territoire est engagé.

M. le président. Monsieur Lenormand, vous avez dépassé votre temps de parole qui était de quarante-cinq minutes.

M. Maurice-Henry Lenormand. Veuillez m'en excuser, monsieur le président. Je vais conclure. Les responsables des associations autochtones écrivaient donc au haut-commissaire dans les termes suivants :

« Monsieur le haut-commissaire, il est de notre devoir de responsables de l'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre et de l'Association des autochtones de Calédonie et des îles Loyauté d'attirer votre attention sur les répercussions très graves que peut entraîner la modification des institutions actuelles.

« Vous devez savoir que nos associations, composées uniquement d'autochtones, ont pour but de travailler à la promotion humaine, sociale et religieuse de leurs membres.

« Le projet actuel qui est déposé sur le bureau de l'assemblée territoriale nous inquiète.

« Vous n'ignorez pas que des membres différents de nos associations occupent actuellement une place importante dans la cité et si le projet était appliqué ils seraient jetés à la porte comme des hommes incapables de diriger nos affaires. Nous ne comprenons pas que l'on veuille éliminer le vice-président et les ministres mis en charge par le jeu normal des institutions démocratiques, leur enlever leurs pouvoirs pour les donner à des fonctionnaires.

« Est-ce que le Gouvernement français est vraiment décidé à reprendre les attributions du conseil de gouvernement sur l'organisation des chefferies qui se trouvait dans l'ancien texte ? Veut-on alors non seulement nous enlever les charges politiques et administratives qui nous était confiées, mais aussi modifier la structure actuelle de la société autochtone et contre notre gré ?

« Monsieur le haut-commissaire, si on touche aussi facilement à nos institutions, nous sommes en droit de nous demander ce que vont devenir nos coutumes, nos réserves auxquelles nous sommes tout aussi attachés qu'à nos institutions politiques.

« Nous voudrions préciser que notre démarche n'est pas celle d'un mouvement politique, d'un mouvement nationaliste ou autonomiste. Notre but est de défendre le droit de la société autochtone et d'éviter que demain les Calédoniens que l'on veut

écarter des charges gouvernementales et dont les réserves, les chefferies, les coutumes ne sont pas plus garanties que ne le sont les institutions, se tournent vers des mouvements extrémistes et séparatistes, le communisme en particulier.

« Nous sommes inquiets aussi et surtout pour l'avenir de notre nombreuse jeunesse.

« Nous voudrions savoir, monsieur le haut-commissaire, si elles sont encore valables aujourd'hui les paroles prononcées à l'Assemblée nationale le 21 mars 1956 par M. Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer.

« Le plan de réforme que vous propose le Gouvernement, disait-il, constitue incontestablement un grand pas en avant dans la voie tracée par la Constitution qui rappelle que, fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires. »

« Sont-elles valables aussi celles que le général de Gaulle prononçait il y a dix-neuf ans à l'ouverture de la conférence de Brazzaville ?

« En Afrique française ou dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes sur leur terre natale n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient pas s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seraient capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. »

« Le général de Gaulle, l'homme de Brazzaville, aurait-il changé aujourd'hui de politique, lui le grand artisan de la décolonisation et de la promotion des peuples d'outre-mer ? Nous espérons que la réponse à notre question sera donnée par le Gouvernement de la République et qu'elle sera négative.

« Nous citons encore M. Defferre, ministre de la France d'outre-mer, promoteur de la loi-cadre, qui affirmait encore à la tribune de l'Assemblée nationale en 1956 :

« Je suis convaincu que c'est en grande partie parce que nous avons su accorder à ces populations les libertés qu'elles nous demandaient qu'elles sont restées calmes et fidèles à la France, alors qu'en Indochine et en Afrique du Nord le sang a coulé et coule encore. D'autres réformes ont été promises, sont attendues, sont nécessaires au point d'évolution où en sont arrivées les populations des territoires d'outre-mer. Ne donnons pas l'impression de n'agir qu'à demi, qu'à regret, de reprendre d'une main ce que nous accordons de l'autre... Ne laissons pas encore une fois la confiance de ceux qui croient encore en nous. »

« Nous souhaitons, nous espérons que le Gouvernement et le Parlement français, ajoutent ces autochtones, restent fidèles à cette ligne de conduite du ministre et du Parlement de l'époque et que notre démarche sera prise en considération.

« Dans l'état actuel des choses, revenir en arrière comme le propose le texte est une frustration. Cela montrerait la méconnaissance des aspirations légitimes d'un peuple qui, si petit soit-il, a droit aussi d'être écouté... »

« Monsieur le haut-commissaire, en toute franchise, en toute objectivité, nous avons tenu à vous signaler les conséquences néfastes et incalculables qu'aurait une modification dans un sens rétrograde de nos institutions.

« Notre devoir était de vous mettre au courant du danger que cela représente et, ainsi, de dégager notre propre responsabilité. Nous comptons sur votre haute autorité et sur votre intervention pour faire connaître notre doléance au Gouvernement de la République. »

Mesdames, messieurs, ce projet de loi affecte beaucoup plus qu'il ne pourrait paraître l'évolution progressive prudemment engagée sous l'égide de la France il y a douze ans et qui ne touche point encore à sa fin. Cette évolution est remise en cause d'une façon soudaine, sans raison profonde pouvant valablement être avancée ou avouée, et cela contre le gré des populations du territoire.

Va-t-on créer cette situation nouvelle à 20.000 kilomètres de la métropole dans un territoire qui, en raison de son environnement, a besoin de la France et veut rester français ? Voudrait-on le mettre en condition pour assouvir certaines rancunes ? N'aura-t-on pas pitié de la jeunesse de ce pays et de son avenir ?

J'en appelle à l'Assemblée nationale, et je lui demande de réfléchir encore, de mieux s'informer et de ne pas être obnubilée par la demande de vote d'urgence. Je souhaite, au contraire, qu'une mission parlementaire d'information, telle qu'elle a été proposée par certains collègues, soit envoyée sur les lieux. C'est la sagesse même.

Exprimant la volonté de la majorité du pays, faisant mienne la proposition de l'Assemblée territoriale, je déclare — et vous l'avez bien deviné — que je voterai contre ce projet s'il est soumis à notre vote.

Les promoteurs d'un tel projet mesureront leurs responsabilités. Pour ma part, j'ai toujours pensé que fidélité et liberté n'étaient pas contradictoires et pouvaient s'allier. J'ai toujours pensé que le meilleur régime pour ce territoire d'outre-mer était celui où l'on pouvait dire qu'en travaillant pour la Nouvelle-Calédonie on travaillait aussi pour la France. (Applaudissements sur divers bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Spénale. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Georges Spénale. Monsieur le ministre, j'éprouve une certaine tristesse à me trouver en face de vous dans ce débat.

Puisque, selon mon collègue et ami M. Pierre Bas, ont doit justifier ses attitudes antérieures avant de parler, je tiens à dire que je m'exprime au nom du groupe socialiste qui a voté des deux mains, dans cette législature, les conventions de la France avec le Mali, avec la Guinée, avec le Togo, les conventions d'association entre les pays et territoires d'outre-mer et le Marché commun et, par deux fois déjà en un an, le budget de la coopération.

C'est dire que si notre groupe siège dans l'opposition, il sait se rallier à l'action menée, chaque fois que l'intérêt supérieur et commun de la France et des populations d'outre-mer est en jeu.

Cela nous permet d'affirmer que lorsque nous prenons, dans ce problème des relations avec l'outre-mer, une position différente, nous devons être à l'abri de toute accusation de démagogie facile ou de sectarisme.

Dans l'affaire qui est à l'ordre du jour, quels sont les faits ?

La loi Gaston Defferre du 23 juillet 1956 et le décret du 22 juillet 1957 ont doté la Nouvelle-Calédonie d'institutions démocratiques. Celles-ci comportaient notamment un conseil de gouvernement de six à huit membres élus par l'assemblée territoriale, portant le titre de ministres. L'un d'entre eux était vice-président du conseil de gouvernement et présidait effectivement ce conseil en l'absence du chef de territoire. Le conseil de gouvernement avait des attributions collégiales, les ministres des attributions individuelles. Ils étaient responsables de services, ils avaient autorité sur le personnel et, en vertu de cette organisation, les affaires intérieures calédoniennes étaient gérées par des Calédoniens.

Il faut noter que les garanties nécessaires étaient prévues par l'article 12 contre les défaillances éventuelles des ministres qui pouvaient être démis par le chef de territoire, sur proposition du vice-président du conseil, et contre les défaillances du conseil lui-même dans son ensemble par l'article 17, la dissolution pouvant être prononcée par décret en conseil des ministres après avis de l'assemblée territoriale.

Si, tout à l'heure, mon excellent collègue M. Coste-Floret, évoquant l'article 15, estimait qu'il y avait peut-être là des dispositions nouvelles dont on pouvait faire grief aux auteurs du texte qui nous est aujourd'hui proposé, j'aurai pour ma part tendance à retenir que le texte de 1957 permettait parfaitement, dans le cas de défaillances individuelles ou collectives, de procéder aux démissions ou aux dissolutions nécessaires, sans qu'il fût indispensable de revenir sur les institutions elles-mêmes.

Comment ces institutions qui, dans une certaine mesure, ont été octroyées à la Nouvelle-Calédonie, ont-elles pris à nos yeux une valeur tout à fait particulière à l'occasion du référendum du 28 septembre 1958 ?

Le 2 septembre et en préambule, le ministre, dans un télégramme mentionné tout à l'heure et dont je ne rappellerai pas le texte, donnait l'assurance que le territoire de la Nouvelle-Calédonie garderait ses institutions. C'est en considération et au lendemain de ces assurances que la Nouvelle-Calédonie, dont l'attitude dans le passé a été d'ailleurs tout à fait remarquable — n'oublions pas que ce territoire fut des premiers à se rallier à la France libre et à demander à combattre, dans des circonstances très difficiles, aux côtés de la France en dépit de son très grand éloignement — a, par 25.085 oui, sur 26.585 suffrages exprimés, soit un peu plus de 98 p. 100, approuvé la Constitution de la France.

Vous nous dites, monsieur le ministre, que les habitants de ce territoire se sont ainsi placés sous le régime des dispositions de l'article 74 qui permet de modifier les institutions des territoires d'outre-mer par la loi française. Mais à l'époque où leurs nouveaux liens avec nous se formaient par un libre choix, on attirait leur attention exclusivement sur l'article 76 de la Constitution qui dispose :

« Les territoires d'outre-mer peuvent garder leur statut au sein de la République.

« S'ils en manifestent la volonté par délibération de leur assemblée territoriale — je souligne les mots « volonté » et « délibération » — prise dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 91, ils deviennent soit départements... soit... Etats membres de la Communauté. »

L'article 91 de la Constitution fixait le délai pendant lequel devaient être mises en place les institutions définies par la nouvelle Constitution, délai qui était de six mois pour les territoires d'outre-mer, ce qui permet de situer l'exemple parfois cité dans ce débat, celui de la Polynésie française.

En faisant abstraction des circonstances dans lesquelles la Polynésie a effectué son choix, on peut dire qu'on se trouvait dans le champ d'application de l'article 76 de la Constitution.

L'assemblée quasi unanime avait demandé une réforme agréée par l'ordonnance du 23 décembre 1958 et qui, c'est exact, promulguait des mesures assez comparables à celles que vous nous proposez aujourd'hui pour la Nouvelle-Calédonie.

Mais, pour la Nouvelle-Calédonie, les choses ne se sont pas passées ainsi. Le 8 novembre, le ministre de la France d'outre-mer rappelait que le maintien des libertés et institutions territoriales déjà acquises était garanti par l'article 76 — celui dont je viens de donner lecture — qui a toujours été évoqué au moment du choix et que le statut garanti était évidemment « celui en vigueur au jour de l'option ».

C'est dans ces conditions que l'assemblée territoriale, en novembre 1958, a choisi la formule, je cite : « Territoire de la République avec maintien des institutions en vigueur au moment de l'option ». Elle a ainsi repoussé à la fois la marche vers l'indépendance, la départementalisation et la marche rétrograde que suivait peut-être dans son esprit et en ce temps-là la la Polynésie française.

Sinon elle aurait pu se rallier à une telle organisation. Elle l'a repoussée et rien ne prouve que si on ne lui avait pas donné, à cette époque, la garantie des institutions dont elle jouit d'après la loi-cadre, elle eût fait le choix qu'elle a fait, puisqu'elle a demandé à recevoir ces assurances avant de se prononcer, à telle enseigne que les institutions de la loi-cadre et du décret du 22 juillet 1957 ont acquis, à ses yeux, une valeur à la fois constitutionnelle et contractuelle en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie.

C'est pourquoi on ne peut, en toute bonne foi, prétendre la modifier aujourd'hui, en s'appuyant sur un autre article de la Constitution sans recueillir au moins un avis conforme de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

Or cette assemblée est contre. Le recul institutionnel est considérable puisqu'il aboutit à détruire cet exécutif local qui permettait de gérer les affaires intérieures calédoniennes par des Calédoniens.

En même temps qu'illégal, cette mesure nous apparaît arbitraire et inopportune, inquiétante et infiniment attristante.

Arbitraire et inopportune parce qu'on ne voit pas ce qui peut justifier une pareille sanction à l'égard de la démocratie de la Nouvelle-Calédonie.

Avec des soubresauts divers, tous les pays qui avaient opté pour le statut d'Etats membres de la Communauté ont finalement glissé vers l'indépendance, comme on leur en a reconnu d'ailleurs le droit.

Les pays qui ont opté pour le régime de la loi-cadre sont finalement ceux qui ont manifesté le plus de stabilité, dans l'ensemble.

Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, l'exposé des motifs précise même, et c'est un argument qu'on m'a fréquemment opposé dans les discussions, que ce qui justifie la mesure qu'on nous propose, c'est que la Nouvelle-Calédonie « a décidé irrévocablement de vivre et de se développer dans le cadre de la République française ».

Je trouve cet argument aberrant.

Est-ce vraiment pour ce motif qu'on lui retire ses institutions ?

Faudrait-il se placer en dehors de la République française pour gérer démocratiquement ses propres affaires ?

L'argument, développé à deux reprises en ce qui concerne l'évolution divergente des institutions comoriennes et calédoniennes, ne me convainc pas.

Si je l'admets en ce qui concerne l'évolution des institutions calédoniennes vers une plus large autonomie, je l'admets plus difficilement dans le sens d'une diminution des libertés de gestion locale.

Si des hommes ont été inférieures à leur tâche et si le conseil de gouvernement a failli — ce que, jusqu'à présent nous ignorons — il fallait appliquer les règles de dissolution prévues aux articles 12 et 17 du décret du 22 juillet 1957.

La rétrogradation institutionnelle et unilatérale est une sanction contre les populations elles-mêmes qui ne peuvent être privées de leurs droits pour des fautes éventuelles de certains responsables élus.

Ce n'est pas en réduisant la confiance et les libertés démocratiques que nous accroîtrons l'attachement de ce pays à la France.

Au siècle de l'autodétermination et quand un pays se trouve à quelque 20.000 kilomètres de la métropole, en zone d'influence américaine et asiatique, c'est la fidélité des populations locales

qui est le meilleur gérant de l'unité franco-calédonienne et de la survivance des intérêts français dans le Pacifique.

Arbitraire et inopportune, cette politique nous paraît aussi inquiétante, notamment pour les autres territoires qui vont en retirer la conviction que, même sous la protection de la Constitution française, les conquêtes institutionnelles ne sont jamais à l'abri, jamais définitivement acquises et restent soumises aux aléas d'un changement de majorité dans la métropole.

Cette politique nous paraît infiniment attristante enfin, car une légende va pâtir.

En considérant l'action du général de Gaulle depuis la conférence de Brazzaville jusqu'aux accords d'Evian et celles que soient les divergences quant à l'opinion que l'on peut avoir sur son œuvre, il me paraît évident, il paraissait évident à tous jusqu'à présent qu'elle s'orientait dans le sens de la décolonisation, sans esprit de retour possible.

Le recul que l'on inflige aujourd'hui aux institutions de la Nouvelle-Calédonie, malgré les promesses formelles d'un ministre du général de Gaulle, crée un doute et donnera à penser, outre-mer et dans le monde, que les franchises accordées jusqu'à présent ont pu l'être moins par générosité profonde que sous la pression des nécessités.

Monsieur le ministre, vous nous dites que les habitants de Nouvelle-Calédonie se sont ainsi placés sous le coup de l'article 74 de la Constitution.

Si cette constatation amène à retoucher, à notre regret, le portrait du gaullisme, elle ne doit pas « désembellir » le visage de la France.

C'est pourquoi nous souhaitons instamment que la majorité, faisant ici un certain examen de conscience, puisse dire « non » avec nous à une politique qui contredit la générosité traditionnelle et la grandeur véritable de notre pays.

Mais si le Parlement devait refuser de nous suivre, nous demanderions à la Nouvelle-Calédonie de savoir attendre.

Car nous tenons à dire que, dès que les socialistes et leurs amis pourront à nouveau légiférer, ils lui rendront, quitte à exercer une sévérité exemplaire contre ceux qui seraient indignes de leur charge, ils lui rendront, s'ils n'arrivent pas trop tard, ils lui rendront la confiance qu'elle mérite et la mesure de démocratie inscrite dans la grande Charte de 1956. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, communiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Bustin.

M. Georges Bustin. Mesdames, messieurs, le projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie déposé par le Gouvernement provoque, sur la forme comme sur le fond, la protestation du groupe communiste.

Pourquoi l'urgence ?

Pourquoi ce mystère autour des raisons qui ont exigé la discussion de ce projet qui a soulevé de nombreuses protestations ?

Le projet a pour but de diminuer les pouvoirs des représentants d'un territoire comptant près de 80.000 habitants qui ont opté, en 1958, pour le statut de territoire d'outre-mer.

Le projet de loi qui nous est proposé est rétrograde par rapport à la loi-cadre.

Aujourd'hui, le pouvoir gaulliste — sans motifs avouables — propose de revenir en arrière.

Le 9 novembre 1963, à l'occasion de la discussion du budget des territoires d'outre-mer, nous soulignons à cette tribune que « les crédits accordés indiquent le renforcement du personnel d'autorité » et que l'on avait trop tendance à considérer les ministres de ce territoire comme des chefs de service d'autrefois, avec moins de pouvoirs que n'en avaient ces derniers.

En fait, ce projet de loi légalise cet état de choses et l'aggrave considérablement. Ce projet s'inscrit incontestablement dans la ligne politique du pouvoir gaulliste avec la volonté d'hostilité et de haine contre les élus qui ne sont pas inconditionnels. Il tend à mettre au pas la Nouvelle-Calédonie.

L'exposé des motifs ne nous donne aucune explication sur les véritables intentions qui ont incité le Gouvernement à déposer ce projet. L'on tente de nous faire croire qu'il s'agit de redresser une situation administrative déficiente, alors qu'il est clair que c'est une opération politique et que des attaches financières sont à la base du projet gouvernemental.

Alors que l'article 1^{er} du décret de 1957 indiquait que le représentant du Gouvernement était chef du territoire, l'article 1^{er} du projet dont nous discutons attribue au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie les pouvoirs de la République. Délégué du Gouvernement, il est le chef des services de l'Etat, le chef du territoire avec autorité sur les services publics territoriaux. Le gouverneur devient omnipotent et le conseil de gouvernement voit diminuer considérablement ses pouvoirs ainsi que le nombre de ses représentants.

L'article 8 élimine la possibilité pour les parlementaires et les membres de l'Assemblée territoriale d'être conseillers du Gouvernement. En ajoutant ces incompatibilités, le pouvoir s'écarte avec intention des personnages gênants et il est certain que l'un de nos collègues, représentant élu des populations de la Nouvelle-Calédonie, est visé.

L'article 15 a jeté la stupeur parmi les membres de la commission des lois du fait qu'un conseiller de gouvernement élu peut être suspendu de ses fonctions par le gouverneur.

Nous sommes en plein arbitraire.

Quant aux attributions du conseil de gouvernement, l'article 20 ne laisse aucune illusion. Son pouvoir se limite à faire au gouverneur chef du territoire toutes propositions sur les matières de la compétence dudit conseil.

C'est le renforcement des pouvoirs du gouverneur et de l'administration coloniale.

Pourquoi veut-on modifier le droit public applicable en Nouvelle-Calédonie ?

Pourquoi ne pas laisser les représentants élus de ce territoire gérer leurs propres affaires ?

Parce que, sur ce territoire — et cela depuis quelques années — se déroulent des événements qui ont contrarié les vœux du pouvoir gaulliste.

En juin 1958, éclate à Nouméa une tentative de putsch. C'est, ensuite, un attentat à la dynamite contre le domicile du député de la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'économie rurale est molesté par des Européens. Un certain nombre de conseillers territoriaux sont séquestrés par des activistes, ce qui fera dire que c'est le quatorzième complot des treize complots du 13 mai.

Le haut-commissaire suspend le conseil du gouvernement pour dissoudre ensuite l'assemblée locale.

Nouvelle élection : l'union calédonienne l'emporte avec dix-huit sièges sur trente.

M. Lenormand devient vice-président du gouvernement ; c'est, alors, le coup de force. M. Laurent Pechoux, ancien gouverneur de la Côte-d'Ivoire, est nommé à Nouméa ; il retire au vice-président du gouvernement une partie de ses attributions.

Le bâtiment de l'Assemblée territoriale est dynamité en mars 1962. L'Assemblée est dissoute quarante-huit heures après.

Nouvelles élections : nouvelle surprise pour le pouvoir : l'union calédonienne conserve la majorité.

En avril 1962, attentat contre le siège de l'union calédonienne.

Violences, provocations, rien n'a manqué pour faire changer la majorité.

Et ce n'était pas fini ; les incidents se multiplient démontrant l'intensité du malaise régnant en Nouvelle-Calédonie.

Il faut souligner que les ressources de ce territoire sont essentiellement minières et que la puissance économique, c'est-à-dire la société Le Nickel, qui n'est pas sans relation avec les ministres du gouvernement, y exerce une influence prépondérante.

En 1961, dix-sept conseillers territoriaux membres de l'union calédonienne ont refusé d'accorder à la puissante société Le Nickel la subvention de deux milliards d'anciens francs que celle-ci réclamait pour moderniser son usine.

A la lumière de ce refus, on comprend mieux l'origine et les causes des événements et, surtout, les motifs qui ont poussé le Gouvernement à déposer ce projet de loi.

Les élus calédoniens qui traduisent les aspirations des populations de leurs territoires sont accusés de toutes les difficultés, injuriés, bafoués pour satisfaire aux puissances d'argent.

Un télégramme est parvenu à l'Assemblée nationale dans lequel l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie fait connaître son opposition au projet de loi portant réorganisation du conseil du gouvernement.

Nous réclamons le respect des dispositions du 22 juillet 1957. Nous voulons que ces dispositions soient appliquées dans le sens le plus libéral possible, contrairement à ce qui a été fait jusqu'ici.

Si des modifications doivent être apportées, elles doivent l'être dans un sens évolutif et de progrès, pour permettre aux populations de gérer librement et sans contrainte leurs propres affaires.

Votre projet a pour objet de servir les intérêts de la grande société qui domine l'économie de ce territoire ainsi que les politiques à sa dévotion.

C'est, encore une fois, une politique qui sacrifie l'intérêt national aux intérêts privés. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Brousset. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.).

M. Amédée Brousset. Monsieur le ministre d'Etat, mes chers collègues, le Parlement a déjà eu à approuver à plusieurs reprises certaines modifications institutionnelles relatives à l'administration des territoires d'outre-mer.

Celles-ci — est-il besoin de le souligner ? — n'ont jamais mis en cause les principes mêmes de la décolonisation française élaborés dès 1943, en plein conflit, par le général de Gaulle, lors de la conférence de Brazzaville, et qui n'ont cessé d'imprégner,

tout au long de l'après-guerre, le comportement politique et les décisions des grandes nations colonisatrices.

Plus récemment, la loi-cadre du 23 juin 1956 est venue en préciser les modalités d'application, en faciliter la mise en œuvre dans un climat de totale liberté d'expression et de choix.

C'est ainsi qu'un certain nombre de jeunes nations africaines et malgache ont pu accéder librement à l'indépendance tandis que d'autres territoires ont souhaité demeurer encore partie intégrante de la République française et conserver leur statut d'outre-mer dans le cadre général imparti autrefois à l'Union française. C'est ainsi que la Nouvelle-Calédonie a été dotée, dès cette époque, d'une assemblée territoriale élue et hautement représentative des intérêts locaux dont les droits, d'ailleurs, furent encore étendus.

Mais, comme le souligne l'exposé des motifs du projet de loi soumis à notre examen, celui-ci « ne touche en rien au statut actuellement en vigueur de cette assemblée ».

Dès cette époque, il a été également institué en Nouvelle-Calédonie, aux termes mêmes de l'article 1^{er} de la loi-cadre précitée, un conseil de gouvernement chargé uniquement de l'administration des services territoriaux. Le décret du 22 juillet 1957 en a réglé la formation, le fonctionnement et les attributions, les uns collégiales, les autres individuelles.

Six années d'expérience ont fait apparaître que, si l'exercice des attributions collégiales donnait généralement satisfaction, il n'en était pas de même de l'exercice des attributions individuelles. Celles-ci conféraient personnellement à chacun des membres du gouvernement la gestion et la marche des affaires d'un secteur administratif déterminé, à charge pour lui d'en tenir le conseil régulièrement informé.

Les résultats acquis en ce domaine ont été particulièrement décevants, notamment en ce qui concerne la gestion de l'hôpital Gaston-Bourret par exemple, principal établissement sanitaire de Nouméa.

Il en a été de même en ce qui concerne le service des travaux publics. Non seulement l'entretien courant des routes n'est plus convenablement assuré, mais encore le plan quinquennal d'expansion de la Nouvelle-Calédonie n'a pu encore être élaboré ni, partant, mis en œuvre.

Bien plus, dans les subdivisions des travaux publics, on a noté la complète disparition de la comptabilité. On ignore complètement les prix de revient des ouvrages exécutés en régie. Le bureau d'études n'est plus à même de contrôler le coût des travaux.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'on ne trouve plus à recruter des ingénieurs de qualité. Il n'y a plus, au moment de l'expansion économique et industrielle de ce pays, d'ingénieurs hautement qualifiés en Nouvelle-Calédonie.

Dans le secteur administratif des finances, l'engagement des dépenses n'est plus effectué.

Bien entendu, il y a pléthore de personnel allocataire, clientèle attirée d'une politique scandaleusement partisane.

C'est une telle gabegie que, sous un faux prétexte de juridisme dépassé, certains veulent l'ériger en principe et l'encourager.

La population a été ainsi à même de constater directement les méfaits d'une telle gestion et de s'en plaindre. Les responsabilités que nous possédons encore dans ces territoires nous font une obligation de redresser d'aussi lourdes fautes et d'envisager les réformes raisonnables qu'appelle une telle situation, en bref la modification, la seule modification, des attributions individuelles.

Nul ne saurait contester, s'il est de bonne foi, la générosité et la sincérité de notre action dans ce pays. Nul, également, ne refuserait de reconnaître que les populations de la Nouvelle-Calédonie font totalement confiance à la France pour assurer, en fin de compte, une bonne administration des services du territoire dans un souci de stricte équité et de justice sociale. Tel m'apparaît l'objet du présent projet de loi.

Peut-être, d'ailleurs, conviendrait-il de rappeler qu'en juillet dernier notre Assemblée avait adopté certaines dispositions nouvelles relatives à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis. On nous avait prédit toutes les catastrophes. Les résultats des élections du mois de novembre dernier sont venus attester le bien-fondé de ces modifications et leurs heureux résultats. Non seulement ces élections se sont déroulées dans un calme complet, mais encore elles ont fait ressortir une participation électorale encore jamais atteinte dans ce pays puisqu'elle fut de 76 p. 100. Et le premier geste de l'Assemblée de la Côte française des Somalis nouvellement élue fut d'adresser, à l'unanimité, au Président de la République française l'expression de son affectueux respect et de son confiant attachement à sa personne et à la France. (Applaudissements.)

Dans un autre ordre d'idées — cela a déjà été évoqué — le retour aux seules attributions collégiales des membres d'un conseil de gouvernement dans les territoires d'outre-mer

avait déjà connu un précédent qu'il convient également de souligner.

Dès le 14 novembre 1958, c'est-à-dire moins de deux ans après la mise en application de la loi du 26 juillet 1957 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, cette assemblée souveraine émettait le vœu que, pendant une période d'au moins quatre ans, les attributions des conseils de gouvernement devinssent uniquement collégiales, les conseillers n'étant plus individuellement chargés de la gestion des services territoriaux.

Ce sont de telles considérations générales qui permettent de porter un jugement de fond favorable à l'adoption du projet de loi qui nous est proposé, malgré le vote récent de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie qui, dans sa séance du 2 décembre dernier, a émis, par 16 voix contre 12, un avis défavorable à sa prise en considération.

Il s'agit, en effet, non pas de porter la moindre atteinte aux droits irréversibles reconnus à tous les citoyens des territoires d'outre-mer, mais d'adapter l'appareil strictement administratif de la Nouvelle-Calédonie aux tâches qu'imposent les impératifs de son aménagement et de son expansion, au profit de populations particulièrement confiantes et qui, en toutes occasions, nous manifestent leur profond attachement.

Dans la forme, la rédaction des nouveaux articles du projet de loi soumis à notre délibération est très supérieure à celle des articles correspondants du décret du 22 juillet 1957 qu'il est appelé à remplacer, de l'article 1^{er} à l'article 37 inclus, à l'exception toutefois de l'article 8.

Celui-ci a été assez curieusement maintenu en vigueur parce qu'il se borne à fixer le contentieux électoral des élections au conseil de gouvernement par référence à un texte local, en l'espèce l'article 16 de l'arrêté modifié n° 1081 du 1^{er} décembre 1944 du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, article qui a, en outre, fait jurisprudence locale en la matière.

La nouvelle rédaction a le mérite de la clarté.

C'est ainsi que l'article 1^{er} nouveau distingue sans ambiguïté la double qualité du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, à la fois représentant du gouvernement de la République française, dont il détient les pouvoirs et, à ce titre, la direction des services d'Etat, et chef de ce territoire, ayant ainsi sous son autorité les services publics territoriaux.

L'article 2 précise donc, par voie de conséquence, les institutions spécifiquement territoriales de la Nouvelle-Calédonie : le chef du territoire, le conseil de gouvernement, l'assemblée territoriale.

La modification la plus importante apparaît à l'article 3, qui réduit à cinq le nombre des conseillers, autrefois de six à huit. Ces conseillers ne porteront plus le titre de ministre.

Le titre de vice-président, attribué au conseiller élu en tête de liste, est également aboli. Auparavant, c'est lui qui présidait le conseil en l'absence du chef de territoire. Cette présidence, dans ce cas, sera dorénavant assurée par le secrétaire général.

L'article 3 nouveau supprime, pour les graves raisons que j'ai exposées, les attributions individuelles des conseillers, mais il maintient leurs attributions collégiales. C'est ainsi que le conseil de gouvernement conserve, à ce titre, son pouvoir délibérant pour l'administration des intérêts patrimoniaux et des travaux publics territoriaux. Il demeure également chargé d'éclairer de ses avis le chef du territoire, qui gardera la liberté de décision que comportent ses prérogatives et ses responsabilités.

Ainsi pourra fort justement s'instaurer un heureux équilibre entre la nécessaire et impartiale autorité du représentant du Gouvernement et la participation de la population à la gestion de ses propres affaires, par le truchement d'une assemblée territoriale élue au suffrage universel et dont les compétences très étendues dépassent de loin, ainsi qu'on l'a déjà dit, celles d'un conseil général métropolitain.

Enfin, innovation instituée par l'article 4, les conseillers autrefois élus par l'assemblée territoriale, par ses membres ou hors de son sein, au scrutin de liste à trois tours, sans panachage ni vote préférentiel, seront désormais élus au scrutin de liste à un tour avec dépôt de liste complète et représentation proportionnelle sans panachage, ni vote préférentiel, ni modification de l'ordre de présentation. On en saisit facilement le but.

Ainsi la représentation des diverses tendances de l'opinion sera-t-elle mieux assurée, et le chef de territoire mieux informé en toutes matières.

Les autres articles de la proposition de loi n'appellent de ma part aucune observation particulière, à l'exception toutefois de l'article 15.

En effet, cet article reconnaît au chef de territoire le droit de suspendre de ses fonctions un conseiller de gouvernement élu. En ce sens, il y a d'ailleurs non pas aggravation des droits du représentant de la République, mais, tout au contraire, diminution, puisque, ainsi que je l'ai dit en interrompant M. Coste-Floret, la loi-cadre donnait au chef de territoire le droit de

démettre un conseiller de ses fonctions sur proposition du vice-président du conseil de territoire.

Mais ce droit de suspension n'est assorti d'aucune limitation dans le temps. Il m'est donc apparu souhaitable — c'est pourquoi j'ai déposé un amendement dans ce sens — d'instituer cette limitation dans le temps, en m'inspirant d'ailleurs des dispositions de l'article 16, relatives à la suspension collective, et de fixer un délai de quinze jours de validité à la décision du chef de territoire. Cette décision cesserait d'avoir effet à l'expiration de ce délai si elle n'était pas approuvée par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer, qui en fixera la durée.

Je propose donc la rédaction suivante en ce qui concerne l'article 15 :

« Un conseiller de gouvernement élu peut être suspendu de ses fonctions par le gouverneur chef de territoire.

« Cette décision, immédiatement exécutoire, cesse d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours si elle n'a pas été approuvée par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer, qui fixe en outre la durée de la mesure de suspension. »

Par voie de conséquence, l'article 16 serait ainsi libellé :

« Les conseillers de gouvernement élus peuvent être collectivement suspendus de l'exercice de leurs fonctions par arrêté du gouverneur chef du territoire.

« Cet arrêté, immédiatement exécutoire, cesse d'avoir effet dans les conditions fixées à l'article précédent. »

Le reste, bien entendu, est sans changement.

On peut également se réjouir que certaines ambiguïtés de rédaction aient disparu.

En particulier, l'article 17 nouveau dispose que la dissolution de l'ensemble du conseil de gouvernement sera de la seule compétence de l'assemblée territoriale, par un vote pris à la majorité des deux tiers de ses membres, alors qu'autrefois, ainsi qu'on l'a déjà dit à cette tribune, cette dissolution ne pouvait être prononcée que par décret pris en conseil des ministres, après avis de l'assemblée territoriale.

L'article 27 nouveau, appelé à remplacer l'article 29 ancien, précise clairement les possibilités nouvelles de délégation du chef de territoire en ce qui concerne sa suppléance éventuelle devant l'assemblée territoriale ou ses commissions.

Naturellement, par suite de la suppression des attributions particulières des conseillers de gouvernement, l'article 45 du décret du 22 juillet 1957 est également modifié. Dans le cas de litige entre l'Etat et le territoire, ce dernier est représenté en justice par le président de l'assemblée territoriale, tandis qu'il l'était auparavant par le ministre habilité à cet effet et par le conseil de gouvernement.

Voilà, mes chers collègues, les moyens raisonnables qui nous sont proposés pour remettre de l'ordre dans les affaires de la Nouvelle-Calédonie.

Je souhaite très fermement et très sincèrement que l'Assemblée nationale adopte ce projet de loi parce que, dans le respect des droits acquis par les habitants des territoires d'outre-mer, dans la ligne généreuse tracée dès 1943 par la conférence de Brazzaville, il mettrait fin en définitive au racket politique dont souffre actuellement la Nouvelle-Calédonie, qui cependant ne cesse de manifester son profond attachement à notre pays.

Il n'a jamais été dit, dans aucune déclaration, que la France devait demeurer insensible à de telles déviations des principes de démocratie et d'honnêteté dans l'exercice des pouvoirs publics. Il convient donc d'en décider. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Mesdames, messieurs, en développant l'économie du projet de loi, M. Brousset a singulièrement facilité ma tâche. Je me dois cependant de vous l'exposer à nouveau en appelant plus particulièrement votre attention sur certains points.

Certains orateurs ont estimé que le projet supprimait toutes les franchises et toutes les libertés dont jouissait jusqu'à présent la Nouvelle-Calédonie. Il n'en est rien. Le texte qui vous est soumis fixe simplement les limites et la portée des modifications apportées au statut issu de la loi-cadre, puisqu'il n'a pour objet que de modifier les attributions, la formation et le fonctionnement du conseil de gouvernement.

L'assemblée territoriale, qui constitue l'organisme essentiel de ces institutions, garde toutes ses attributions, dont on a dit qu'elles étaient très larges et bien supérieures à celles d'un conseil général de la métropole. Elles sont même accrues. Un pouvoir politique lui est donné puisqu'elle peut maintenant démettre les membres du conseil de gouvernement par un vote à la majorité des deux tiers, disposition qui ne figurait pas dans la loi-cadre.

J'indique tout de suite, pour montrer l'importance des attributions de compétence de l'assemblée territoriale — article 46 du décret — qu'elle délibère en matière financière sur tous les projets et qu'elle détermine les impôts, taxes, parts de taxes, la fixation de leur mode d'assiette, les règles de perception, etc. C'est dire que la Nouvelle-Calédonie établit ses propres impôts, qui sont tout à fait différents de ceux que supporte la métropole, et nous n'avons pas la prétention d'en changer l'économie.

Quelles sont les modifications apportées au conseil de gouvernement ? Elles portent sur la composition, le fonctionnement et les attributions de ce conseil. Je ne les énumérerai pas.

En ce qui concerne la composition du conseil, les membres sont maintenant élus à la représentation proportionnelle, alors qu'en application du texte de juillet 1957 ils étaient élus au scrutin majoritaire à trois tours. Les partis d'opposition seront donc représentés au conseil de gouvernement et ainsi, par la discussion, le gouverneur sera mieux éclairé.

Le secrétaire général préside le conseil de gouvernement en l'absence du chef de territoire, et je fais remarquer à M. Lenormand que le secrétaire général ne vote pas, si ce n'est par délégation ou en cas d'absence du gouverneur.

Les dispositions de la loi-cadre prévoyaient six ou huit ministres, dont le vice-président du conseil de gouvernement. Il n'y a plus maintenant que cinq conseillers, ce qui fait que le conseil de gouvernement est composé de six personnes : cinq conseillers et le gouverneur, chef du territoire.

Le projet précise l'incompatibilité entre les fonctions de membre du conseil de gouvernement et celles de membre de l'assemblée, de même — ce qui n'a pas été souligné — qu'entre les fonctions de membre du conseil de gouvernement et celles de membre d'une assemblée parlementaire.

Quant au fonctionnement, je rappelle, après M. Brousset, que le secrétaire général, et non plus le vice-président, préside le conseil de gouvernement en l'absence du gouverneur, chef du territoire, ou sur sa délégation.

En dehors de ces deux cas, le secrétaire général n'est pas membre du conseil de gouvernement, je le répète, mais il assiste aux séances à titre consultatif. C'est l'objet de l'article 10.

Je remarque qu'en Polynésie le secrétaire général est membre du conseil de gouvernement, même quand il ne le préside pas.

En conseil de gouvernement, seuls les membres présents peuvent prendre part au vote quand il y a délibération — article 11 — et le conseil de gouvernement ne délibère que sur deux questions relatives, la première à l'administration des intérêts patrimoniaux, la seconde aux travaux publics territoriaux lorsque ces matières ne sont pas de la compétence des assemblées territoriales.

S'agissant des travaux publics, la question suivante m'a été posée en commission : puisque les travaux publics sont de la compétence du conseil de gouvernement qui peut en délibérer, comment peut-on alors réformer le service et pourquoi avez-vous évoqué toutes les malfaçons et la mauvaise administration de la direction des travaux publics ?

Le texte qui vous est soumis permettra la réorganisation administrative de ces services par le chef du territoire.

Je ne voudrais pas insister sur la discussion qui a eu lieu à propos de la démission des conseillers de gouvernement. M. Spéna, et je l'en remercie, a rétabli la vérité. Je ne veux pas y insister.

Il est vrai qu'un changement profond est intervenu quant aux attributions. Le conseil de gouvernement assiste le gouverneur chef du territoire, ou en son absence le secrétaire général, dans l'administration des services territoriaux. Il n'y a donc plus d'attributions individuelles. Il n'y a plus de ministres. Il reste des conseillers.

Je pense que, dans un territoire de 80.000 habitants, on ne le regrettera pas. Je suis persuadé que la population néo-calédonienne n'aura pas le regret d'une appellation certainement flatteuse et qu'on est toujours heureux d'entendre quand elle s'adresse à soi-même. Chacun comprendra que conseiller du gouvernement est une appellation suffisante dans les conditions que connaît la Nouvelle-Calédonie.

Le conseil de gouvernement délibère donc sur les deux matières que j'ai citées. Pour le reste, le haut-commissaire prend en effet son avis, mais il ne s'agit pas d'un avis conforme.

Cette modification importante a été apportée pour la raison qu'il faut à tout prix modifier la structure administrative de la Nouvelle-Calédonie et le fonctionnement de ses services.

On m'a reproché de ne pas avoir insisté suffisamment sur le bilan des six années d'administration de la Nouvelle-Calédonie, consécutives à l'application de la loi-cadre.

Je dois répéter ce qu'a dit M. Broussat.

L'administration de la Nouvelle-Calédonie est, en effet, il faut le reconnaître — même les adversaires du projet l'ont reconnu — dans un état déplorable.

Je suis navré de le dire, mais chacun l'a constaté, et je demande même à M. le député représentant la Nouvelle-Calédonie

de bien vouloir me communiquer un rapport qui a été adressé par l'inspecteur de la France d'outre-mer, sur sa demande, au conseil de gouvernement. Je suis persuadé que vous y trouveriez des renseignements complémentaires à ceux que je vais vous fournir.

On vous dit qu'il n'existait pas là-bas de comptabilité. Elle est partout incomplète. Le service financier est mal informé, les prévisions sont approximatives quand elles ne sont pas tout à fait illusoire.

Le personnel est incompetent, les retards sont considérables. Le conseil et ses services sont dans l'incapacité de faire des études économiques, financières ou techniques, on vous l'a dit tout à l'heure. Le plan quinquennal du territoire, que je réclame depuis plus de trois ans, n'a pu encore être dressé de façon convenable et les ministres refusent ou diffèrent toute réforme.

On vous a cité l'exemple du service de santé. Je le reprends car il est tout à fait caractéristique. A l'hôpital Bourret, 313 malades sur 6.300 ont payé plein tarif. Les autres ont bénéficié soit de la gratuité, soit de régimes sociaux. Quand j'emploie l'expression « les autres » vous comprenez qu'il s'agit des membres de certain parti.

Il ne s'agit pas de venir en aide aux indigents puisque sur 13.500.000 francs C. F. P. versés par le budget territorial en 1962, 945.000 francs l'ont été au titre des indigents. Les tarifs eux-mêmes sont inférieurs de 140 p. 100 à ce qu'ils devraient être s'ils étaient établis conformément au règlement ministériel de 1912. C'est pour l'hôpital un manque à gagner de 50 millions de francs C. F. P. L'institution de la sécurité sociale pourrait à certains égards être considérée comme une régression par rapport à ce qui existe.

S'agit-il des travaux publics ? Le désordre y est encore plus marqué. A l'échelon des subdivisions la comptabilité a complètement disparu. Le prix de revient des ouvrages exécutés en régie est ignoré. Le bureau d'études ne peut contrôler le prix des travaux. L'entretien des routes n'est plus convenablement assuré.

Les frais de personnel absorbent de 56 à 77 p. 100 des crédits de travaux neufs.

Le budget du territoire ne peut y consacrer suivant les années que 0,2 à 9 p. 100 de son montant.

Les raisons en sont le manque de fonctionnaires qualifiés de l'ordre administratif ou technique, l'hostilité à tout recrutement de personnel pourvu de diplômes suffisants, la confusion entre les mains du seul ministre de toutes les fonctions. Un ingénieur a fait défaut dans une subdivision pendant deux ans et depuis 1958 il n'y a plus, dans le service, d'ingénieur mécanicien.

Si j'en viens aux finances, l'engagement des dépenses n'est plus effectué ou n'est plus soumis aux règles comptables. Il est bien souvent fait après le 31 décembre et antidaté. Les situations mensuelles de dépenses engagées sont fausses. Dans le dernier mois de l'année, les bons de commande sont trois fois plus nombreux qu'en période courante. Nul ne peut connaître le montant des crédits disponibles, ni des notes à payer en fin d'exercice. Il n'y a pas de contrôleur des dépenses engagées.

Le manque de liaison entre les finances et les autres secteurs administratifs est tel que l'assemblée territoriale a pu attribuer un crédit de 2.100.000 francs C. F. P. au centre médical d'Ouvéa sans que le service des finances en soit avisé.

S'agit-il du personnel ? Les règlements locaux réservent 44 p. 100 des postes supérieurs à des candidats originaires du pays ou y résidant depuis plus de cinq ans. Mais le nombre de bacheliers et de licenciés formés sur place ne suffit pas à combler les vacances. Les postes de direction restent souvent sans titulaires. Ils sont occupés, à titre temporaire, par des fonctionnaires subalternes qui n'ont pas les compétences requises. Un tiers des emplois sont tenus par des journaliers. Les candidatures extérieures qui ont recueilli l'avis favorable du chef de service, même si les conditions statutaires sont remplies, ne sont pas retenues.

La proportion des fonctionnaires des cadres métropolitains est insignifiante. Elle est de 2 p. 100 dans les services financiers. Le niveau des concours locaux baisse de plus en plus. Un nombre beaucoup trop élevé d'agents a bénéficié de mesures transitoires et ont eu ainsi accès à des postes qu'ils n'auraient jamais obtenus par concours ; 22 p. 100 seulement ont les titres requis pour les fonctions qu'ils occupent. Les autres sont surclassés de deux ou trois degrés.

J'en termine avec l'enseignement. L'organisation du service est régie par de très anciens textes, périmés, de 1902, 1918, 1923 et 1925 qui ne sont plus, de toute évidence, adaptés à un service qui coûtera au budget local, en 1963, 25 millions de nos francs métropolitains, soit deux milliards et demi d'anciens francs, pour assurer la gestion de 660 agents des corps d'enseignement, de deux lycées, de cinq internats et de nombreuses écoles primaires réparties sur tout le territoire.

A la tête du service de l'enseignement, il n'y a plus, depuis 1957, de professeur agrégé du corps des inspecteurs d'académie.

Voilà, mesdames, messieurs, les raisons qui ont motivé le dépôt de ce projet. L'Assemblée territoriale, selon l'application de l'article 74 de la Constitution, a été consultée. Elle a donné le 2 décembre 1963 son avis: vote défavorable par 16 voix contre 12. Par conséquent, la procédure est parfaitement régulière.

Mais ce qui apparaît assez grave dans ce débat, c'est une sorte de confusion qui règne dans les esprits quant à l'application des textes constitutionnels. Je rappelle que l'article 72 définit les principes qui régissent les collectivités territoriales: « Ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi ». Or certains orateurs — et notamment M. le député de la Nouvelle-Calédonie dans ses écrits, dans ses discours, dans les pétitions qui ont été lues à cette tribune — suggérées, j'en suis persuadé par lui — considèrent que le peuple calédonien doit s'administrer lui-même et gérer ses propres affaires. Ils font ainsi référence à l'article 77 de la Constitution concernant la Communauté constituée par les Etats jouissant de l'autonomie et devenus depuis lors indépendants.

C'est ainsi que, consciemment ou non, en dépit des déclarations contraires, on conduit la Nouvelle-Calédonie de la loi-cadre à l'autonomie interne et de l'autonomie interne à l'indépendance. Cette politique qui n'ose pas dire son nom se traduit par des comparaisons étranges avec des peuples ayant accédé à l'indépendance. On emploie à propos d'un territoire intégré dans la République le terme de décolonisation. On compare la Nouvelle-Calédonie au Congo, à l'Algérie. C'est dire assez qu'on est hanté par l'indépendance des autres Etats et qu'on voudrait probablement la voir appliquée au territoire.

M. Paul Coste-Floret. L'Algérie, c'était plus qu'un territoire: des départements!

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Il n'y a aucune honte à devenir un département. Les Antilles sont devenues des départements et je ne crois pas qu'elles s'en plaignent. Un département est véritablement intégré à la métropole. (*Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T. et du groupe des républicains indépendants.*)

J'ai relu l'exposé des motifs de la loi-cadre. Cette loi-cadre, je l'ai dit dans la conférence de presse que j'ai tenue à Nouméa, devait s'appliquer aux grands ensembles et non pas aux petits territoires qui veulent rester intégrés et qui ne désirent nullement devenir eux-mêmes indépendants.

C'est si vrai que, dans l'exposé des motifs de la loi-cadre de 1957, à la fin du premier paragraphe, il n'est fait allusion qu'à l'Afrique et non aux territoires. Je crois savoir d'ailleurs — et je m'adresse à M. Spénale, dont les souvenirs pourront peut-être lui revenir en mémoire — qu'on a longtemps hésité à appliquer la loi-cadre à ces territoires; c'est plus tard que des décrets d'application ont été pris pour ce qui les concerne.

Comme l'a dit M. Pierre Bas, on ne peut pas considérer ces territoires comme les grands ensembles africains ou comme l'île de Madagascar.

Par conséquent je proteste contre l'emploi qui est fait des déclarations d'un ministre de la France d'outre-mer. Un ministre d'un gouvernement quelconque ne peut pas, par ses déclarations, figer une organisation et empêcher que, jamais, on n'applique l'article 74 de la Constitution qui permet de modifier le statut d'un territoire. Or, cette Constitution a été votée par la Nouvelle-Calédonie qui est par conséquent engagée.

Je ne voudrais pas longtemps polémiquer. Mais le député de la Nouvelle-Calédonie se plaint beaucoup. Il croit qu'on en veut à sa personne. Non! Nous n'en voulons qu'à son action politique, car elle ne nous rassure guère. Elle ne nous rassure pas, non pas parce qu'elle combat celle du Gouvernement — chacun a le droit de combattre la politique du Gouvernement — mais parce qu'elle nous apparaît maintenant contraire à l'intérêt national. Rassurer une communauté, promettre à l'une de la sauver, contre l'autre, c'est un jeu qui ne peut pas longtemps se poursuivre!

Si j'avais le loisir de le faire et si l'heure n'était pas aussi tardive, je vous lirais de nombreuses citations que j'ai puisées dans les congrès de l'union calédonienne ou dans les discours de quelques-uns de ses militants; vous seriez alors parfaitement édifiés en considérant le chemin que l'on peut suivre.

Proteste-t-on contre le capitalisme, contre la société Le Nickel?

Je demande à M. le député pourquoi il est en relation étroite avec un trust important, mais étranger, qui s'appelle l'Inco? (*Murmures sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.*)

Tous ces propos, toute cette démagogie doivent être balayés, car ils nuisent, en définitive, à l'avenir et à l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Non, ce langage peut effrayer les militants, mais il ne nous détournera pas du chemin que nous devons suivre.

La Nouvelle-Calédonie mérite mieux que quelques-uns de ses représentants. Je m'y suis rendu malgré l'obstruction de certains élus. J'ai pu constater que l'immense majorité des Européens et des autochtones restaient fidèles à la France et qu'ils restaient aussi fidèles au général de Gaulle parce qu'ils savent qu'il ne les trompera jamais. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

J'ai reçu de M. Coste-Floret une motion de renvoi à la commission saisie au fond de l'ensemble du texte en discussion, déposée en vertu de l'article 91, alinéa 5, du règlement.

La parole est à M. Coste-Floret.

M. Paul Coste-Floret. Mes chers collègues, à la suite du vote que l'Assemblée nationale a émis sur la question préalable, la discussion sur les articles du texte qui vous est proposé va s'engager dans des conditions défavorables.

En effet, il y a contradiction entre la position prise hier matin par la commission des lois en adoptant la question préalable, ce qui a mis fin au débat devant elle, et le vote que vient d'émettre l'Assemblée qui doit, par conséquent, poursuivre le débat. Il résulte de ces deux décisions que la commission des lois n'a pas eu le loisir d'examiner le texte, article par article.

Or, les orateurs intervenus dans la discussion générale, comme M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, à l'instant, ont souligné l'importance de ce texte. Des amendements peuvent y être apportés. J'en veux pour preuve le fait que, sur une observation de M. Plevin au cours de la discussion en commission, M. Brousset a déposé deux amendements aux articles 15 et 16 soumis à l'Assemblée, amendements qui reprennent intégralement le texte que j'avais moi-même proposé ce matin à la commission.

D'autres amendements pourraient être déposés. Je demande donc, afin que la discussion se déroule dans des conditions sérieuses, le renvoi du texte en commission. Celle-ci pourrait s'engager à l'examiner demain matin et il pourrait être discuté en séance publique demain après-midi.

J'observe, en effet, que si l'on nous fait siéger à trois heures du matin après avoir engagé, à minuit un quart, la discussion d'un projet aussi grave, l'ordre du jour de la séance de demain après-midi ne comporte que l'examen d'une affaire en seconde lecture et le vote en dernière lecture du texte relatif aux objectifs de conscience. La séance sera donc vraisemblablement levée vers seize heures trente.

Mes chers collègues, il est anormal de débattre dans de telles conditions. Il faut donner à la commission la possibilité d'examiner le texte. C'est pourquoi je vous demande de lui renvoyer le projet. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Saintout, contre la motion de renvoi.

M. Marc Saintout. Monsieur le président, il me semble avoir entendu M. Capitant déclarer tout à l'heure qu'il laissait à l'Assemblée le soin de se prononcer. Il lui appartient de le faire maintenant.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. René Capitant, président de la commission. Il est vrai que la commission n'a pas examiné le texte et qu'elle n'a même pas nommé de rapporteur. Si donc l'Assemblée poursuit le débat, le banc de la commission restera vide.

J'ajoute toutefois que le règlement permet à l'Assemblée de continuer le débat sans rapporteur.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Je veux seulement présenter une brève observation à M. le président de la commission des lois.

Tout à l'heure, devant la commission, il m'a déclaré que le texte était parfaitement connu et très clair et qu'il était par conséquent inutile d'y revenir. Je pense donc, mesdames, messieurs, que vous pouvez le voter sans qu'il soit nécessaire de le renvoyer en commission.

J'ajoute — et je prie mon ancien collègue, M. Paul Coste-Floret, de m'en excuser — que ce renvoi à la commission me paraît être une manœuvre de diversion. (*Eclatements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le ministre, je ne vous permets pas de dire cela!

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Je vous en prie, restez calme, monsieur Coste-Floret.

Si le projet était renvoyé à la commission, il ne pourrait plus être voté dans les délais. On aurait ainsi reporté la discussion à la prochaine session. Je ne veux pas dire les raisons pour lesquelles il est nécessaire de voter ces dispositions au cours de la présente session. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. Paul Coste-Floret. Je demande la parole.

M. Robert-André Vivien. Pour un fait personnel, c'est en fin de séance.

M. le président. Il ne s'agit pas de cela!

La parole est à M. Coste-Floret.

M. Paul Coste-Floret. Ce n'est pas pour un fait personnel, mais pour répondre au Gouvernement. Apprenez donc votre règlement, monsieur Vivien.

M. Robert-André Vivien. Vous m'y aidez.

M. Paul Coste-Floret. Je ne permettrai pas à M. Jacquinet, alors que je viens de prendre l'engagement que la commission rapporterait le projet dès demain après-midi, au cours d'une séance creuse, de dire qu'il s'agit d'une manœuvre destinée à retarder le vote du projet.

M. Henry Rey. Ce n'est pas à vous de prendre un tel engagement, mais au président de la commission.

M. Paul Coste-Floret. Je laisse à M. le ministre la responsabilité de ses propos que, pour ma part, je dédaigne complètement. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Malgré son dédain, j'éprouve de la considération pour M. Coste-Floret. Je lui répète que les délais sont tels que pour que le texte soit définitivement adopté au cours de cette session, le vote en première lecture doit intervenir aujourd'hui.

M. Paul Coste-Floret. Dans ces conditions, je demande la réunion immédiate de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix la motion de renvoi présentée par M. Coste-Floret.

(*La motion de renvoi, mise aux voix, n'est pas adoptée.*)

M. René Cassagne. Cela, ce n'est pas une manœuvre!

M. le président. La motion de renvoi n'étant pas adoptée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Articles 1^{er} à 14.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — En Nouvelle-Calédonie, le gouverneur est le dépositaire des pouvoirs de la République, le délégué du gouvernement et le chef des services de l'Etat.

« Il est, d'autre part, chef de ce territoire et, à ce titre, a, sous son autorité, les services publics territoriaux.

« Le gouverneur est assisté dans toutes ses fonctions par un secrétaire général qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement, et auquel il peut déléguer ses attributions, et notamment la direction de tout ou partie des services publics territoriaux. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

M. Robert Ballanger. Le groupe communiste vote contre et votera contre tous les articles du projet de loi.

M. le président. Nous allons voter à main levée, si vous le désirez. (*Exclamations.*)

(*L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.*)

« Art. 2. — Les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie sont :

« — le chef du territoire;

« — le conseil de gouvernement;

« — l'assemblée territoriale. » — (*Adopté.*)

TITRE I^{er}

Le conseil de gouvernement.

« Art. 3. — Le conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est présidé par le gouverneur, chef du territoire, ou, en son absence, par le secrétaire général. Il comprend, outre le gouverneur, chef du territoire, ou le secrétaire général, cinq conseillers de gouvernement. » — (*Adopté.*)

CHAPITRE I^{er}

Election des conseillers de gouvernement.

« Art. 4. — Les conseillers de gouvernement sont élus par l'assemblée territoriale, parmi ses membres ou hors de son sein, au scrutin de liste à un tour, avec dépôt de liste complète et représentation proportionnelle, sans panachage ni vote préférentiel ni modification de l'ordre de présentation.

« Les sièges sont attribués entre diverses listes suivant la règle de la plus forte moyenne. Cette règle consiste à conférer successivement les sièges à celle des listes pour laquelle la division du nombre des suffrages de liste recueillis par le nombre de sièges qui lui sont conférés plus un, donne le plus fort résultat.

« Les listes de candidats sont remises au président de l'assemblée au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin. « Lecture est donnée des listes en présence avant l'ouverture du scrutin. » — (*Adopté.*)

« Art. 5. — Les candidats doivent être citoyens français, jouir de leurs droits civils et politiques et être âgés de vingt-cinq ans au moins.

« Les candidats qui ne sont pas membres de l'assemblée territoriale doivent remplir les conditions d'éligibilité fixées pour les élections des conseillers territoriaux. Ils sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité. » — (*Adopté.*)

« Art. 6. — Chaque membre de l'assemblée vote pour une liste complète.

« Le vote par procuration n'est pas admis. » — (*Adopté.*)

« Art. 7. — Les conseillers dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit sont remplacés par les candidats de la liste sur laquelle ils ont été élus dans l'ordre de leur présentation.

« Si l'application de cette règle ne permet pas de combler les vacances, il est procédé à une élection partielle au scrutin uninominal à un tour en cas de vacance isolée ou, en cas de vacances simultanées, au scrutin de liste dans les conditions prévues aux articles 4 à 6 ci-dessus. Ces élections doivent intervenir dans un délai de quatorze jours si l'assemblée territoriale est en session ou, sinon, dans les quatorze jours de l'ouverture de la plus proche session de l'assemblée territoriale. » — (*Adopté.*)

« Art. 8. — La qualité de conseiller de gouvernement est incompatible avec les fonctions de :

« — membre du Gouvernement de la République;

« — membre d'un conseil de gouvernement, conseil territorial ou conseil privé d'un autre territoire d'outre-mer;

« — membre d'une assemblée parlementaire;

« — membre de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

« Lorsqu'un conseiller de gouvernement se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité prévus ci-dessus, il doit opter dans les quinze jours. Si à l'expiration de ce délai, il n'a pas fait connaître son option, il est réputé avoir renoncé aux fonctions de conseiller de gouvernement. » — (*Adopté.*)

« Art. 9. — Les conseillers de gouvernement restent en fonction jusqu'à la date de l'élection des nouveaux conseillers de gouvernement. Cette élection doit intervenir au plus tard dans les quatorze jours de l'ouverture de la première session de la nouvelle assemblée. » — (*Adopté.*)

CHAPITRE II

Fonctionnement du conseil de gouvernement.

« Art. 10. — Le conseil de gouvernement tient séance au chef-lieu du territoire, sauf décision contraire prise pour certaines séances déterminées par arrêté du gouverneur.

« Le conseil est présidé par le gouverneur chef du territoire. Le secrétaire général assiste à titre consultatif aux séances du conseil de gouvernement. Il le préside en l'absence du gouverneur ou sur sa délégation.

« L'ordre du jour est établi par le gouverneur, chef du territoire.

« Le secrétariat du conseil et la garde des archives sont assurés par les soins du gouverneur, chef du territoire. Ces archives comprennent également celles provenant du conseil privé.

« Le gouverneur chef du territoire met à la disposition des conseillers de gouvernement des fonctionnaires du secrétariat du conseil pour des tâches déterminées par des ordres de service. » — (*Adopté.*)

« Art. 11. — Lorsque le conseil de gouvernement est appelé à prendre une délibération, seuls les membres présents peuvent voter et la voix du président est prépondérante en cas de partage. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — Indépendamment du remboursement de leurs frais de transport et de déplacement à l'intérieur du territoire, les conseillers de gouvernement élus perçoivent une indemnité dont le montant est fixé uniformément par délibération de l'assemblée territoriale par référence au traitement d'une catégorie de fonctionnaires servant dans le territoire. » — (Adopté.)

« Art. 13. — Les dépenses nécessaires au fonctionnement du conseil de gouvernement, notamment celles relatives aux indemnités des conseillers de gouvernement, à l'installation et à l'équipement du conseil, aux déplacements des conseillers de gouvernement, sont à la charge du budget territorial. » — (Adopté.)

« Art. 14. — La démission des conseillers de gouvernement élus est présentée au gouverneur, chef du territoire, qui en accuse réception. Elle n'est définitive, sauf acceptation, qu'à l'expiration d'un délai de dix jours après sa réception par le gouverneur, chef du territoire. » — (Adopté.)

[Article 15.]

M. le président. « Art. 15. — Un conseiller de gouvernement élu peut être suspendu de ses fonctions par le Gouverneur, chef du territoire. Il ne peut être démis desdites fonctions que par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer. »

M. Brousset a présenté un amendement n° 1 tendant à substituer à la deuxième phrase de cet article les dispositions suivantes :

« Cette décision, immédiatement exécutoire, cesse d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours, si elle n'a pas été approuvée par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer qui fixe, en outre, la durée de la mesure de suspension. »

« Un conseiller de gouvernement ne peut être démis de ses fonctions que par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer. »

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 présenté par M. Brousset, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 modifié par l'amendement n° 1.

(L'article 15, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 16.]

M. le président. « Art. 16. — Les conseillers de gouvernement élus peuvent être collectivement suspendus de l'exercice de leur fonction par arrêté du gouverneur, chef du territoire. Cet arrêté, immédiatement exécutoire, cesse d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours s'il n'a pas été approuvé par décret. Ledit décret fixe la durée de la suspension. »

« Pendant la durée de la suspension, le gouverneur, chef du territoire, assure seul l'administration du territoire, sous réserve des compétences de l'assemblée territoriale et de sa commission permanente. »

« Les conseillers de gouvernement élus peuvent être collectivement démis de leur fonction par décret pris en conseil des ministres. Ce décret fixe la date à laquelle il doit être procédé à une nouvelle élection. »

M. Brousset a présenté un amendement n° 2 tendant à substituer aux deux dernières phrases du premier alinéa de cet article les dispositions suivantes :

« ... Cet arrêté, immédiatement exécutoire, cesse d'avoir effet dans les conditions fixées à l'article 15. »

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2 présenté par M. Brousset, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16 modifié par l'amendement n° 2.

(L'article 16, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 17 à 35.]

M. le président. « Art. 17. — L'assemblée territoriale peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des membres qui la composent, mettre fin aux fonctions de l'ensemble des conseillers de gouvernement élus. »

« Il est alors procédé à de nouvelles élections dans un délai de quatorze jours si l'assemblée est encore en session et, dans le cas contraire, dans les quatorze jours qui suivent l'ouverture de la plus proche session de l'assemblée territoriale. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 18. — Les conseillers de gouvernement sont, au même titre que les fonctionnaires des services publics, tenus de garder le secret sur les débats du conseil, sur les affaires qui lui sont soumises et sur celles dont ils auraient pu avoir connaissance à raison de leur fonctions. » — (Adopté.)

CHAPITRE III

Attributions du conseil de gouvernement.

« Art. 19. — Le conseil de gouvernement assiste le gouverneur, chef du territoire ou, en son absence, le secrétaire général dans l'administration des services territoriaux. » — (Adopté.)

« Art. 20. — Les conseillers de gouvernement présentent au conseil des rapports sur les affaires inscrites à son ordre du jour. »

« Ils peuvent faire au gouverneur, chef du territoire, toutes propositions sur les matières relevant de la compétence du conseil de gouvernement. »

« Ils peuvent être chargés par le gouverneur, chef du territoire, en conseil de gouvernement de missions de contrôle ou d'étude. » — (Adopté.)

« Art. 21. — Tous les projets à soumettre aux délibérations de l'assemblée territoriale et de sa commission permanente sont arrêtés en conseil de gouvernement. »

« Sont pris en conseil de gouvernement tous actes réglementaires du gouverneur, chef du territoire, relatifs aux matières de compétence territoriale, y compris les projets d'arrêtés qui doivent, préalablement à leur intervention, être soumis à l'avis de l'assemblée territoriale. » — (Adopté.)

« Art. 22. — Sont notamment pris en conseil de gouvernement les arrêtés ou actes du gouverneur, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie, concernant :

« a) La réglementation économique du commerce intérieur, des prix et des loyers ;

« b) Les mesures d'application de la réglementation relative au soutien de la production ;

« c) La création des organismes assurant dans le territoire la représentation des intérêts économiques, après avis de l'assemblée territoriale ;

« d) L'application et le contrôle de la législation sur la répression des fraudes alimentaires ;

« e) L'application et le contrôle de la réglementation générale sur les poids et mesures ;

« f) L'organisation générale des foires et marchés ;

« g) La création, la suppression, la modification des circonscriptions et postes administratifs après avis de l'assemblée territoriale ;

« h) La création, la constitution, l'organisation et le fonctionnement des municipalités de régime local et des collectivités rurales, après avis de l'assemblée territoriale ;

« i) La création de centres d'état civil ;

« j) L'organisation des chefferies ;

« k) Les statuts particuliers des cadres territoriaux de fonctionnaires, les régimes de rémunération, de congés, d'avantages sociaux et de retraites ;

« l) Le développement de l'éducation de base ;

« m) Les modalités d'application du code du travail ;

« n) La nomination des chefs des services publics territoriaux. »

« Le conseil de gouvernement peut en outre être consulté par le gouverneur, chef du territoire, chaque fois qu'il l'estime utile. » — (Adopté.)

« Art. 23. — Le conseil de gouvernement délibère sur toutes questions relatives à l'administration des intérêts patrimoniaux et aux travaux publics territoriaux lorsque ces matières ne sont pas réservées par les textes en vigueur à la compétence de l'assemblée territoriale. »

« Dans ce dernier cas, le conseil ne se prononce éventuellement que sur les modalités d'application des délibérations de l'assemblée. » — (Adopté.)

« Art. 24. — Le gouverneur, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie peut, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, prendre en conseil de gouvernement tous arrêtés immédiatement exécutoires en vue de suspendre ou de réduire à titre provisoire tous droits fiscaux d'entrée ou de sortie et tous droits indirects frappant les articles à la production, à la circulation ou à la consommation. »

« Ces arrêtés sont soumis à la ratification de l'assemblée territoriale. Si celle-ci est en cours de session, elle doit en être immédiatement saisie. Dans le cas contraire, la commission permanente en est saisie à sa plus proche réunion et en fait rapport à l'assemblée territoriale lors de la session suivante.

« La délibération de l'assemblée territoriale devenue définitive prend effet à compter de la date à laquelle elle a été prise. » — (Adopté.)

« Art. 25. — Chaque année, le Gouverneur, chef du territoire, soumet à l'avis du Conseil du Gouvernement le rapport qu'il présente sur l'activité et sur l'état des services publics territoriaux. » — (Adopté.)

« Art. 26. — Le conseil de Gouvernement est consulté par le gouverneur, chef du territoire, préalablement à l'intervention des décisions et arrêtés concernant les matières relevant de l'Etat chaque fois que le prescrivent des actes législatifs ou réglementaires. » — (Adopté.)

« Art. 27. — Le gouverneur, chef du territoire en conseil de Gouvernement, peut charger des conseillers de Gouvernement de l'assister ou d'assister le secrétaire général devant l'assemblée territoriale ou ses commissions.

« Le gouverneur, chef du territoire, peut en outre, en leur donnant toutes instructions utiles, déléguer des conseillers de Gouvernement pour le suppléer devant l'assemblée territoriale ou ses commissions.

« L'assemblée territoriale et ses commissions ne peuvent refuser au gouverneur, chef du territoire, d'entendre un conseiller de Gouvernement sur les affaires inscrites à leur ordre du jour.

« Les conseillers de Gouvernement peuvent être assistés lors des séances de l'assemblée et de ses commissions par des fonctionnaires désignés par le gouverneur, chef du territoire. » — (Adopté.)

« Art. 28. — Est nul tout acte du conseil de Gouvernement pris hors de la présidence du chef du territoire ou du secrétaire général ou intervenu en violation des dispositions de l'article 10.

« Dans ce cas, le gouverneur, par arrêté motivé, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes et prend toutes mesures pour faire cesser la réunion.

« Il en rend compte au ministre chargé des territoires d'outre-mer. » — (Adopté.)

« Art. 29. — Lorsque le gouverneur estime qu'une délibération du conseil de gouvernement excède ses pouvoirs ou est de nature à porter atteinte à la défense nationale, à l'ordre public, au maintien de la sécurité ou aux libertés publiques, il en saisit le ministre chargé des territoires d'outre-mer, qui peut provoquer l'annulation de la délibération par décret pris après avis du conseil d'Etat. Ce décret doit intervenir dans les trois mois à compter de la date de la délibération. Ce délai est suspensif. » — (Adopté.)

TITRE II

Dispositions diverses.

« Art. 30. — Sont abrogés les articles 1^{er} à 7 et 9 à 37 du décret n° 57-811 du 22 juillet 1957. » — (Adopté.)

« Art. 31. — Le deuxième alinéa du paragraphe a) de l'article 45 du décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas de litige entre l'Etat et le territoire, ce dernier est représenté en justice par le président de l'assemblée territoriale. » — (Adopté.)

« Art. 32. — Au 2^e de l'article 49 du décret n° 57-811 du 22 juillet 1957, sont supprimés les mots « après avis de l'assemblée de l'Union française ». — (Adopté.)

« Art. 33. — A l'article 53 du décret n° 57-811 du 22 juillet 1957, après les mots « énumérés aux articles 39, 40 et 43 à 48 », sont ajoutés les suivants : « du présent décret ainsi qu'à l'article 15 du décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946 ». — (Adopté.)

« Art. 34. — Il sera procédé dans un délai de deux mois à compter de la date de promulgation de la présente loi à l'élection des membres du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. » — (Adopté.)

« Art. 35. — Des décrets détermineront en tant que de besoin les modalités d'application du titre I^{er} de la présente loi. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. André Tourné. Le groupe communiste vote contre.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 6 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat pour une communication concernant l'ordre du jour.

M. Louis Jacquinot, ministre d'Etat, chargé des départements et territoires d'outre-mer. Monsieur le président, le Gouvernement demande que ce jour, après-midi, avant le projet de loi modifiant le code des douanes, l'Assemblée nationale examine en dernière lecture le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement.

M. le président. L'ordre du jour est ainsi modifié.

— 7 —

FAIT PERSONNEL

M. le président. La parole est à M. Vivien, pour un fait personnel.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le président, messieurs, lors de son exposé sur l'article 15 du projet de loi de finances rectificative, je crois, M. Tourné m'a conseillé très aimablement d'aller me coucher.

Je suppose que sa conception de la démocratie l'incite à envoyer se coucher ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Pendant un an j'ai écouté M. Tourné avec, je ne dirai pas estime — je ne trouve pas le mot exact — mais à raison des stigmates de sa guerre qu'il porte sur sa chair.

Mais je considère, une fois de plus, comme une manœuvre du parti communiste le fait de se servir de l'un de ses représentants les plus éprouvés (*Exclamations sur les bancs du groupe communiste*) que nous écoutons, quelles que soient la violence et l'outrance de ses paroles.

Je suis intervenu, ce soir, sur les propos de M. Tourné, parce que je considère que l'Assemblée devient un conseil général, comme le conseil général devient une annexe de l'Assemblée. Si les élus communistes, conseillers généraux de la Seine, étaient absents ce soir, c'est parce qu'ils assistaient au conseil général de la Seine pour parler de la force de frappe, alors qu'ils se sont abstenus dans cette enceinte.

M. Robert Hostier. C'est leur affaire !

M. Georges Bustin. Cela vous gêne !

M. Robert-André Vivien. Il me semble anormal que les conseils généraux servent de tremplin à M. Faure ou à M. Mollet et que les élus communistes les utilisent également pour activer éventuellement la nouvelle propulsion de M. Mollet ou de M. Faure. Mais je trouve anormal et indécent pour cette Assemblée que des problèmes, qui devraient être traités dans le cadre d'un conseil général, y soient abordés.

Monsieur le président, vous m'avez fait justement remarquer que je n'avais pas à interrompre l'orateur, et vous avez cité une liste de départements. Il s'est trouvé justement que le département dont a parlé M. Tourné ne figurait pas dans cette liste.

M. Robert Hostier. Si, c'est celui des Pyrénées-Orientales.

M. Robert-André Vivien. Je voudrais savoir, en tant qu'élu, conseiller général et parlementaire, si le fait d'être conseiller général d'un département autorise à se servir de la grande tribune que représente l'Assemblée pour traiter de problèmes strictement locaux, et si le fait d'être parlementaire permet d'utiliser la tribune secondaire que représentent les conseils généraux.

Si nous employions la même technique que le groupe communiste, je pourrais montrer mes blessures à la cuisse, le moignon de M. Bourgoïn ou celui de M. Sanguinetti.

Je trouve ce procédé amoral. C'est pourquoi j'ai demandé la parole pour un fait personnel et j'invite M. Tourné à retirer ses paroles.

M. André Tourné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Monsieur le président, je trouve honteux de la part de M. Vivien de faire état d'une situation que, depuis dix-sept ans que j'appartiens à cette assemblée, je me suis toujours gardé et me garderai toujours d'alléguer.

En vertu de quelle morale peut-il accuser mon parti — ou m'accuser personnellement — de je ne sais quelle manœuvre ? Je prends à témoin les collègues ici présents. Je suis de ceux qui, depuis 1946, avec une interruption de quatre ans, remplissent leur mandat de député avec le maximum de sérieux.

J'ai essayé de donner à mon mandat un véritable caractère d'apostolat. Ceux qui suivent les réunions des commissions savent avec quel intérêt j'y participe. Aucun collègue ne peut m'accu-

ser de lui avoir, à un moment donné, même dans les périodes d'effervescence particulière, manqué de respect. Je n'ai jamais manié l'insulte; je considère que c'est l'arme des faibles.

Ce soir, alors que j'évoquais un problème qui se rapportait au sujet, monsieur Vivien — car il s'agissait de l'ouverture d'un crédit concernant les travaux de réparation des dégâts occasionnés par les crues dans les Pyrénées-Orientales, c'est écrit en toutes lettres — vous m'avez interrompu une fois, deux fois, trois fois. Je vous ai dit: « Si vous n'êtes pas content, allez vous coucher! » Combien de fois nous l'a-t-on dit dans le passé!

Si je vous ai offusqué, si vous vous êtes senti atteint, vous avez eu tort, monsieur Vivien. Je ne savais même pas que c'était vous qui m'interrompiez.

Je sais que vous êtes un habitué de l'interruption, mais vous n'avez pas le droit de m'interrompre comme vous l'avez fait ce soir. J'étais dans le sujet et M. le président lui-même l'a souligné.

J'en aurai terminé quand je vous aurai dit, monsieur Vivien, que je ne vous reconnais, ni à vous, ni à personne, le droit de faire état de quelque chose qui est ma propriété, que je conserve pour moi. Si je me suis toujours gardé d'en faire état, en modeste patriote que je suis, je ne permettrai jamais à personne d'en parler comme vous l'avez fait ce soir.

Vous avez voulu créer un incident, monsieur Vivien. Pour moi, j'estime qu'il est clos. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. — Exclamations sur quelques bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Robert-André Vivien. Non, il n'est pas clos pour moi!

M. le président. L'incident est clos.

— 8 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances et des affaires économiques un projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 721, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 9 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Moynet, président, un rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, rejeté en troisième lecture par le Sénat, relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (n° 718).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 722 et distribué.

— 10 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, mercredi 11 décembre 1963, à quinze heures, première séance publique:

Discussion en quatrième et dernière lecture du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (n° 718; rapport n° 722 de M. Moynet au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées);

Discussion en deuxième lecture du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes (n° 602 (rapport n° 706 de M. Ziller, au nom de la commission de la production et des échanges);

Discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction (n° 633).

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique:

Fixation de l'ordre du jour;

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le mercredi 11 décembre, à trois heures vingt-cinq minutes.)

*Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,*

RENÉ MASSON.

Errata.

Au compte rendu intégral de la séance du 23 octobre 1963.

LOI DE FINANCES POUR 1964

Page 5427, 1^{re} colonne, poudres, 1^{re} section, évaluations pour 1964 du chapitre 21:

Lire: « ... 25.835.000 ».

Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance du 6 décembre 1963.

Page 7689, 2^e colonne:

Lire comme suit le 7^e alinéa de l'intervention de M. Louis Vallon, rapporteur de la commission mixte paritaire:

« N'attendez pas de moi le moindre pleur sur certains terrains « gelés » dont les prix, eux, sont plutôt « chauds » quand on dégèle les terrains. (*Sourires.*) Ou alors, si on dégèle les terrains, qu'on gèle les prix! »

Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance du 10 décembre 1963.

Page 7752, 1^{re} colonne, rétablir comme suit le troisième alinéa (intervention de M. Louis Vallon, rapporteur général):

« Tout ce qui en France, qu'il s'agisse de dispositions réglementaires ou d'institutions, fait obstacle à l'existence d'un véritable marché monétaire doit, j'en suis profondément convaincu, être complètement révisé. »

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

6262. — 10 décembre 1963. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les agriculteurs en retard dans leurs obligations vis-à-vis de la mutualité sociale agricole, sont, entre autres pénalités, privés des avantages économiques, tels que l'attribution de bons d'essence. Cela aboutit à faire supporter à des agriculteurs, quelquefois même de bonne foi, des pénalités sans aucun rapport avec l'importance réelle de la dette. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable de prévoir, pour la mutualité sociale agricole, un système de pénalités de retard comparable à celui en vigueur pour la sécurité sociale ou pour les dettes fiscales.

6294. — 10 décembre 1963. — **M. Schaff** demande à **M. le ministre de l'industrie** quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer le plein emploi dans les mines du bassin ferrifère de Lorraine.

6295. — 10 décembre 1963. — **M. Louis Michaud** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur l'inquiétude qu'a provoquée chez les professionnels de la pêche maritime côtière sur le projet d'arrêté portant réglementation de l'usage des arts traïnants dans la zone de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique. Il lui rappelle que, lors de la discussion du budget, plusieurs parlementaires lui ont demandé, exprimant en cela les vœux adoptés par plusieurs chambres de commerce, par plusieurs conseils municipaux et par la plupart des syndicats de marins pêcheurs, de renoncer à la publication de cet arrêté. Il lui demande s'il ne pourrait surseoir à cette publication jusqu'à ce qu'une conférence, réunissant les professionnels de la pêche et les services intéressés du ministère des travaux publics, ait préconisé, pour la protection des fonds marins, des mesures qui n'auraient pas, comme celles envisagées, la funeste conséquence d'entraîner la disparition de la plupart des marins pêcheurs artisans.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ».

6263. — 10 décembre 1963. — M. Ansquer expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 152-13 du code de l'urbanisme permet aux chambres de commerce, aux sociétés d'économie mixte légalement constituées et aux collectivités territoriales « d'acquérir ou de construire des bâtiments à usage industriel en vue de leur cession ou de leur location ». Cette possibilité peut constituer dans les régions dites sous-développées, et notamment dans l'Ouest de la France, un facteur important d'incitation pour la réalisation des implantations industrielles si nécessaires à la solution du grave problème de l'emploi. La cession aux industriels intéressés des bâtiments ainsi achetés ou construits par les soins des chambres de commerce ou des collectivités territoriales implique, en application de l'article 721 du code général des impôts, le versement d'un droit de mutation de 13,20 p. 100, étant précisé, cependant, que sous certaines conditions énumérées à l'article 722 du code général des impôts ce droit peut parfois être réduit de 1,40 p. 100. A ces droits s'ajoute, en tout état de cause, une taxe locale de 2,80 p. 100. Dans la meilleure hypothèse, l'industriel devra donc acquitter sur la valeur des investissements immobiliers — et quel que soit le mode de paiement envisagé, qu'il s'agisse de paiement à terme ou de paiement comptant — une taxe dont le taux sera au minimum de 4,20 p. 100. Cette mesure pénalise lourdement les industriels qui procèdent ainsi à l'acquisition de bâtiments que les chambres de commerce et les collectivités territoriales ont en fait construits pour le compte et en fonction des plans desdits industriels, étant entendu que s'ils avaient construit les mêmes immeubles par eux-mêmes ils n'auraient pas été redevables de ce droit. De plus, on peut se demander si, dans les régions définies par l'article 1^{er} du décret n° 59-483 du 2 avril 1959 relatif à l'octroi de la prime spéciale d'équipement, cette mesure est compatible avec la « politique d'entraînement » prévue par le IV^e plan en faveur de ces régions. Elle aboutit en fait à diminuer singulièrement l'importance de l'aide susceptible d'être apportée par l'octroi d'une prime d'équipement calculée sur les investissements considérés puisque l'industriel se voit dans l'obligation de reverser au Trésor, lors de l'acquisition des immeubles, une somme correspondant au minimum à 4,20 p. 100 de leur valeur. Il lui demande : 1^o si les dispositions de l'article 1373 quinquièmes du code général des impôts, prévoyant l'enregistrement gratuit de certaines ventes d'immeubles, peuvent s'appliquer au cas particulier de la revente d'immeubles industriels achetés ou construits par des chambres de commerce et des collectivités territoriales ; 2^o dans la négative, s'il ne lui paraît pas opportun d'étendre le bénéfice de ce texte au cas considéré, tout au moins en ce qui concerne les régions définies par le décret du 2 avril 1959 précité.

6264. — 10 décembre 1963. — M. Borocco expose à M. le ministre de l'Intérieur que l'arrêté du 12 novembre 1962, publié au Journal officiel du 25 décembre 1962, sous sa signature après accord de M. le ministre de l'Agriculture, a fixé les nouvelles conditions d'accès des inspecteurs proposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires dans les services vétérinaires communaux et intercommunaux, en prévoyant des concours sur épreuves dont il fixe les modalités et le programme et en abrogeant expressément, en son article 2, toutes dispositions contraires antérieures. Bien que ce texte assure, sur ce point précis, l'unification de la législation sur le contrôle sanitaire des viandes prévue à l'article 8 de la loi n° 49-1653 du 31 décembre 1949 relative à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, unification d'ailleurs prévue par l'article 23 de la loi complémentaire du 8 août 1962 qui a abrogé, avec l'ancien article 258 du code rural, la loi locale du 3 juin 1960, des difficultés se présentent dans ces départements où l'administration de tutelle semble s'en tenir à des règles de recrutement périmées et de moindre valeur. Il lui demande s'il ne pourrait donner des instructions formelles pour mettre fin à une attitude qui porte un grave préjudice aux agents intéressés en les plaçant dans une position d'infériorité par rapport à leurs collègues des autres départements du territoire national.

6265. — 10 décembre 1963. — M. Dasslé attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation de certains instituteurs. Il s'agit de ceux recrutés avant 1939 sans être passés par les écoles normales. A cette époque, il était possible d'exercer

soit avec le brevet élémentaire et le certificat d'aptitude pédagogique, soit avec le brevet supérieur obtenu en dehors des écoles normales primaires. Les candidats à l'enseignement primaire qui ont passé leur brevet supérieur, par exemple dans certaines écoles primaires supérieures où existait une classe spéciale de préparation à ce diplôme, ont vu leur service pris en compte à partir de la rentrée d'octobre suivant l'obtention de ce brevet supérieur. Car contre, les instituteurs sortis des écoles normales primaires sont considérés comme fonctionnaires depuis l'âge de 18 ans si à cette époque ils étaient élèves desdites écoles normales. Et enfin, les instituteurs qui ont exercé avec un seul brevet élémentaire ont en général une ancienneté de service de trois ans supérieure à celle de leurs collègues ayant poursuivi leurs études en obtenant leur brevet supérieur. Il lui demande s'il ne peut envisager des mesures en faveur des instituteurs ayant obtenu leur brevet supérieur dans les conditions ci-dessus précitées, de telle sorte que les intéressés ne soient pas défavorisés par rapport à ceux de leurs collègues qui ont exercé avec leur seul brevet élémentaire.

6266. — 10 décembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des armées que le problème de la révision des pensions des colonels et lieutenants-colonels retraités antérieurement au 1^{er} juillet 1954, et remplissant les conditions d'ancienneté de grade et de service exigées pour l'accession à l'échelon supérieur, n'a toujours pas reçu de solution à ce jour. Il lui demande si, compte tenu des considérants formulés par le Conseil d'Etat il y aura bientôt quatre ans, et confirmés depuis à plusieurs reprises, il ne lui semble pas souhaitable de régulariser dans les meilleurs délais la situation de ces personnels dont le plus jeune d'entre eux a maintenant plus de soixante-cinq ans, en modifiant les conditions d'attribution de ces échelons et en adoptant par exemple des conditions analogues à celles prévues par le décret du 6 septembre 1961 pour les colonels du service de santé : « dans la limite d'un tiers et dans l'ordre de la liste d'ancienneté ».

6267. — 10 décembre 1963. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le décret du 11 décembre 1946 qui donne la liste des entreprises soumises à la loi du 21 octobre 1946 faisant obligation à certaines entreprises du bâtiment d'indemniser leurs ouvriers en cas d'arrêt de travail du aux intempéries. Cette liste comprend entre autres les entreprises de serrurerie. Par décision de son département en date du 8 juin 1960, il a été admis que les rémunérations versées aux salariés uniquement occupés en atelier aux travaux de fabrication de donneront pas lieu au versement de la cotisation de chômage-intempéries. Malgré cette décision, la charge ainsi laissée aux serrureries reste lourde. Des difficultés d'application surgissent d'ailleurs, tenant au fait que les mêmes ouvriers travaillent soit en atelier, soit sur chantier. Compte tenu du fait que : 1^o lorsque les ouvriers de chantiers sont arrêtés par les intempéries, il n'y a, la plupart du temps, aucune difficulté à les faire travailler en atelier ; 2^o même au cours de l'hiver 1962-1963, pourtant particulièrement rude, le nombre d'entreprises de serrurerie qui avaient mis leur personnel au chômage-intempéries fut infime et ce pour une très brève durée ; 3^o il est de l'intérêt général de ne pas handicaper les professions du bâtiment qui exercent la majeure partie de leur activité en atelier, en leur faisant supporter des charges inutiles. Il lui demande s'il ne pourrait faire en sorte que les entreprises de serrurerie soient mises en dehors du champ d'application de la législation sur le chômage-intempéries.

6268. — 10 décembre 1963. — M. Le Theule rappelle à M. le ministre du travail la réponse qu'il a faite à la question écrite portant le numéro 680, réponse parue au Journal officiel du 23 mars 1963. Dans cette réponse il est dit qu'« il n'a été possible de créer un régime d'assurance aussi complet que celui qui est prévu par le décret du 13 juillet 1962, moyennant des cotisations d'un montant aussi peu élevé, qu'en rendant le versement de cette cotisation obligatoire, sans aucune exception ». L'expression « aussi complet » appelle quelques réserves. En effet, les praticiens auxquels le décret fait obligation de verser ladite cotisation ne peuvent bénéficier d'aucun avantage sur les remboursements de ladite sécurité sociale : 1^o pour toutes cures thermales ; 2^o pour tous soins dentaires ; 3^o pour tous les accessoires : lunette, bandage, orthopédie ; 4^o pour toutes affections de courte durée, pour lesquelles le praticien est dans l'obligation de garder la chambre. En un mot, seules sont garantis les affections dites de longue durée et les séjours dans les hôpitaux. Le praticien est donc dans l'obligation de cotiser à un organisme privé ou de contracter l'assurance complémentaires en vue de se garantir des risques non couverts par le décret du 13 juillet 1962. De ce fait il doit verser une double cotisation. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des dispositions tendant à ce que les risques garantis aux praticiens « conventionnés » relevant du nouveau régime d'assurance soient les mêmes que pour tous les autres assurés sociaux, sans exception ni réserve.

6269. — 10 décembre 1963. — M. Rabourdin expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'aux temps de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, ils appartiennent au Gouvernement de régler par décret la situation des fonctionnaires et de fixer le statut propre aux diverses catégories. Or, depuis la loi du 14 octobre 1946, les critères retenus pour la définition des catégories de fonctionnaires sont avant tout l'occupation d'un emploi permanent dans une administration.

Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour définir rapidement le statut des infirmiers et infirmières occupant précisément un emploi permanent dans les administrations de l'Etat, ou les établissements publics, qui actuellement, considérés comme auxiliaires, n'ont ni la sécurité de l'emploi, ni de classement indiciaire, ni droit à la retraite.

6270. — 10 décembre 1963. — M. Laurin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les sinistrés de Fréjus (Var) assujettis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux sont l'objet de redressements motivés par la réintégration dans leurs bénéfices taxables des dons qui leur ont été attribués pour faciliter la reconstitution de leurs biens détruits. Il lui demande si, par mesures de tempérament, l'administration pourrait assimiler ces subventions à des indemnités d'assurance, et admettre l'exonération sous condition le emploi prévue par l'article 40 du code général des impôts, pour la fraction de ces indemnités utilisée à la reconstitution de biens amortissables. Et, dans l'affirmative, si les intéressés pourraient être admis, même tardivement, à souscrire l'engagement de réinvestir prévu par l'article susvisé. Il lui demande, en outre, s'il ne serait pas possible de prendre en faveur des mêmes sinistrés des mesures analogues à celles qui ont été édictées par le décret du 6 octobre 1950 permettant l'étalement sur cinq années des sommes correspondant à l'indemnisation des stocks détruits par faits de guerre. Et, si, enfin, il n'estime pas que les sommes reçues par les sinistrés en compensation de perte de clientèle ou d'éléments incorporels ne devraient pas échapper à toute taxation, en considération du but purement humanitaire poursuivi par les donateurs.

6271. — 10 décembre 1963. — M. Jean Lainé expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les dépenses entraînées par le ramassage scolaire ne sont subventionnées par l'Etat qu'à raison de 65 p 100 de leur montant, auquel s'ajoute une faible participation des conseils généraux. Il lui demande s'il n'estime pas que les crédits de la loi scolaire dite « loi Barangé » ne devraient pas être en partie utilisés à combler la fraction de ces dépenses qui reste à la charge des communes rurales et des familles.

6272. — 10 décembre 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'un affaissement de terrain s'est produit à Sevran (Seine-et-Oise), entraînant l'englouissement d'une maison d'habitation. Heureusement, aucune victime n'est à déplorer, mais l'anxiété est grande chez les riverains, qui se demandent si de tels affaissements ne vont pas se reproduire avec les immenses dangers que cela représente pour les habitants. Il lui demande : 1° si une enquête technique a été entreprise pour connaître les raisons de cet effondrement et s'il y a danger de voir s'en produire de nouveau ; 2° quelles mesures de sécurité il a prescrites.

6273. — 10 décembre 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un affaissement de terrain s'est produit à Sevran (Seine-et-Oise), entraînant l'englouissement d'une maison d'habitation. Il lui demande s'il envisage de faire bénéficier le propriétaire de l'immeuble sinistré des dispositions du décret du 22 juillet 1961 et de l'article 8 de la loi du 29 juillet 1961 en matière de réparation et de bonification d'intérêts, et de participation au remboursement du capital éventuellement emprunté pour la reconstruction de cet immeuble.

6274. — 10 décembre 1963. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il a reçu, le 30 novembre 1963, en sa qualité de maire de Nanterre (Seine), une délégation de professeurs de l'enseignement supérieur et d'étudiants venus lui faire part de leur inquiétude quant à l'ouverture de la prochaine rentrée scolaire de la faculté des lettres de Nanterre. Cette inquiétude paraît en effet parfaitement fondée. La cérémonie de pose de la première pierre a eu lieu le 5 novembre 1963 et les travaux ne sont toujours pas commencés. Cette première pierre semble même avoir disparu dans des circonstances inexplicables et l'hiver qui arrive, s'il est aussi rude que le fut le précédent, risque d'empêcher tout travail pendant des semaines, voire des mois, puisqu'il s'agit en l'occurrence d'entreprendre des travaux de terrassement. Malgré les techniques nouvelles de construction, il est impensable que la faculté, avec tous ses services annexes et ses cheminements, soit prête pour novembre 1964. Il lui demande : 1° s'il pense qu'une propédeutique lettres fonctionnera à Nanterre à la prochaine rentrée de 1964, comme il en a fait la promesse lors de la discussion du budget de son ministère devant l'Assemblée nationale à la séance du 6 novembre 1963 et ce dans les locaux définitifs avec toutes leurs annexes et les voles d'accès correspondantes ou bien dans des locaux provisoires avec des voles d'accès précaires, solution à laquelle les professeurs et les étudiants sont formellement opposés ; 2° si l'ensemble des terrains militaires actuellement occupés par l'établissement central du matériel aéronautique sera mis dans sa totalité à la disposition de l'université, à quelle date et, éventuellement, en combien d'étapes ; 3° si, malgré la réponse qui lui a été adressée le 14 mai 1963 à sa question écrite n° 1791 du 23 mars 1963, certains ne continuent pas à étudier la possibilité de « tasser » à Nanterre plusieurs facultés ; 4° si les études, qui étaient en cours lors de la réponse à la question écrite précitée, sont maintenant terminées ; dans l'affirmative, si elles vont être rendues publiques, sous quelle forme et quand.

6275. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des affaires étrangères que l'annonce du prêt de 75 milliards d'anciens francs consenti à l'Espagne à un taux d'intérêt dérisoire a provoqué chez de nombreux Français une véritable stupeur. Il lui rappelle qu'au moment où son gouvernement marchande au sujet des droits des anciens combattants français, ce prêt se présente comme une récompense à celui qui fut l'allié d'Hitler et de Mussolini tout au long de la guerre de 1939-1945. Il lui demande : 1° s'il considère que le régime de Franco fait partie du monde dit libre et des alliés naturels du gouvernement français ; 2° si un tel geste ne participe pas du mépris absolu des valeurs pour lesquelles tant de Français ont donné leur vie au service de la patrie au cours de la dernière guerre.

6276. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que, parmi les régions viticoles de France les plus atteintes par la crise du vin figure celle dite de la Salanque, dans la basse plaine du Roussillon (Pyrénées-Orientales). Les villages les plus touchés semblent être ceux de Villelongue-de-la-Salanque, Sainte-Marie-de-la-Mer, Bompas, Torreilles et Saint-Laurent-de-la-Salanque. Cette région est grosse productrice de vins de petit degré. Ces vins-types de la récolte 1962 ne se sont pratiquement pas vendus. La récolte de 1963 a terriblement souffert des chutes de pluies et des inondations de septembre dernier. C'est pourquoi dans la région de la Salanque la production viticole est doublement sinistrée. Il est vrai que les producteurs sont encouragés à reconverter leur production de vin en production de fruits et légumes primeurs. Une telle reconversion est amorcée depuis des années. Mais les aléas de la commercialisation sont tels que la rentabilité des productions fruitières et légumières n'est pas assurée. Après le désastre des pommes de terre nouvelles est venu celui des abricots. En ce moment, la salade se vend au-dessous du prix de revient. Cette région, jadis florissante, connaît à présent de sérieuses difficultés. Il est indispensable de la classer sur le plan de la production viticole comme région doublement sinistrée. Il lui demande : 1° si ses services sont convenablement avertis de la situation viticole existant dans la région de la Salanque (Pyrénées-Orientales) ; 2° si des mesures d'aide ont été envisagées en faveur de cette région particulièrement sinistrée et, entre autres, s'il ne serait pas possible à l'Etat ou à un organisme contrôlé par l'Etat d'acheter le vin non vendu ou difficilement commercialisable au prix de campagne.

6277. — 10 décembre 1963. — M. Tourné rappelle à M. le ministre de l'agriculture que la saison des pommes de terre nouvelles a été catastrophique en 1963. Cela a donné lieu, de la Bretagne au Midi, à des incidents sérieux. Pour la prochaine saison, le Gouvernement se doit de tout mettre en œuvre en vue d'éviter le retour de semblables incidents. Il a pour devoir d'assurer en tous lieux, aux producteurs, des prix rémunérateurs et garantis. Il lui demande : 1° si ses services ont déjà eu le souci d'organiser la future campagne de pommes de terre nouvelles, notamment : a) en permettant aux producteurs de se procurer les semences sélectionnées nécessaires, à des prix accessibles ; b) en assurant l'écoulement des tubercules, au moment de la cueillette, à des prix susceptibles de couvrir le prix de revient à la production ; 2° si, en plus de ces bases indispensables, d'autres mesures ont été prises pour assurer une bonne commercialisation des pommes de terre nouvelles françaises, particulièrement en les préservant par rapport aux importations abusives de pommes de terre nouvelles étrangères, et en les faisant bénéficier de prix de transport spéciaux sur les moyennes et grandes distances.

6278. — 10 décembre 1963. — M. Mondon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi du 28 décembre 1959 a exclu du champ d'application de la taxe complémentaire les revenus appartenant à la catégorie des bénéfices des professions non commerciales et provenant de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire, en vertu des articles 240, 241 et 1994 du code général des impôts. En application de ce dernier article, les caisses de sécurité sociale sont tenues de fournir au service des contributions directes un relevé récapitulatif par médecin, dentiste, sage-femme, des feuilles de maladie et notes de frais remises par les assurés. L'obligation ne concerne pas, en revanche, les actes effectués par les laboratoires. Il en résulte que les praticiens ne peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe complémentaire pour la rémunération des actes effectués dans ces laboratoires. On comprend mal cette discrimination, d'autant plus que, très généralement, les caisses de sécurité sociale déclarent au service des contributions directes les honoraires versés par les assurés aux laboratoires. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans ces conditions, de faire bénéficier les honoraires correspondant aux actes effectués par les laboratoires de l'exonération de la taxe complémentaire.

6279. — 10 décembre 1963. — M. Poudevigne rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la confédération des syndicats médicaux avait obtenu qu'il soit tenu compte, dans les évaluations forfaitaires, de la situation particulière des médecins conventionnés, dont les revenus sont déclarés en totalité. Le syndicat des médecins du Gard n'ayant pu obtenir ces assouplissements au bénéfice de ses adhérents s'est vu contraint, à regret, de dénoncer sa convention avec la sécurité sociale, venue à échéance le 31 octobre 1963. Cette situation est préjudiciable aux assurés sociaux du Gard, qui se voient, depuis cette date, remboursés sur le barème des tarifs d'autorité établis par la commis-

sion interministérielle, nettement inférieurs aux tarifs de la convention. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'égalité fiscale aux médecins du Gard qui subissent actuellement, et par rapport à leurs confrères d'autres départements, une surimposition de 25 p. 100 environ.

6280. — 10 décembre 1963. — **M. Poudevigne** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quelles quantités de jus de raisin en provenance d'Afrique du Nord ont été importées au cours des années 1960, 1961, 1962, des trois premiers trimestres de 1963 et des mois d'octobre, novembre et décembre 1963.

6281. — 10 décembre 1963. — **M. Hersant** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** de lui préciser s'il est possible d'instaurer un sens unique sur toute la longueur des autoroutes et routes nationales principales d'accès à Paris, dans le sens du départ, le samedi après-midi et dans le sens du retour vers Paris le dimanche en fin d'après-midi. Dans l'affirmative, il conviendrait que les ponts et voies de dégagement soient également prévus en sens unique.

6282. — 10 décembre 1963. — **M. Chauvet** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, d'une part, que l'article 16 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 édicte des exonérations du droit de timbre, du droit de mutation et des taxes locales pour les opérations immobilières réalisées par les S. A. F. E. R.; d'autre part, qu'en application de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 instituant un droit de préemption au profit des S. A. F. E. R., ce droit ne peut s'exercer contre le fermier qui conserve son droit de préemption propre et bénéficie, dans ce cas, des mêmes avantages fiscaux; enfin, que ces avantages sont subordonnés à la condition que le preneur prenne l'engagement de continuer à exploiter personnellement le fonds pendant un délai de cinq ans. Il lui demande si un fermier ayant préempté, dans les conditions susvisées, les terres qu'il exploitait, pourrait se voir réclamer le paiement des droits de timbre et d'enregistrement érudés, dans l'hypothèse où il échangerait, avant l'expiration du délai de cinq ans, tout ou partie de ces terres en vue de leur remembrement ou si, au contraire, cette opération d'échange pourrait, par analogie avec les dispositions de l'article 832 du code civil, être considérée comme ne modifiant pas la notion d'exploitation personnelle.

6283. — 10 décembre 1963. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation des enseignants rapatriés dont les dossiers sont en souffrance au service du contentieux des affaires algériennes, rattaché au ministère de l'éducation nationale. Depuis sa création, qui remonte à plus d'un an, ce service n'aurait pas réglé une seule des créances relatives à la période qui a précédé l'intégration des enseignants en métropole (traitements, rappels de traitements, capitaux-décès, indemnités de déménagement, indemnités pour heures supplémentaires). Il lui demande de lui préciser: 1° combien de dossiers ont été constitués à ce titre; 2° s'il est bien exact qu'aucun n'a été réglé et, dans le cas contraire, combien ont été réglés; 3° s'il est effectivement nécessaire que soient terminées les négociations sur la répartition des créances entre la France et l'Algérie pour que ces règlements interviennent et, dans l'affirmative, pour quelles raisons.

6284. — 10 décembre 1963. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre du travail** le problème du calcul des indemnités journalières allouées pendant une période de maladie aux assurés sociaux lorsque ceux-ci n'ont bénéficié au cours du mois qui a précédé leur maladie que d'un salaire partiel. C'est ainsi qu'un assuré affilié à la caisse primaire de sécurité sociale de Lot-et-Garonne n'ayant pu, du fait de sa maladie, effectuer que des journées incomplètes en février 1963, a vu son indemnité fixée, alors qu'il est pratiquement devenu invalide, à la somme de 2 francs par jour, réduite à 1,20 franc en période d'hospitalisation, sous le prétexte qu'il n'avait effectivement touché, en février 1963, que 120 francs de salaire mensuel. Il lui demande si ce taux est légal; dans l'affirmative, s'il ne lui paraît pas scandaleux que l'indemnité d'un travailleur malade puisse être pratiquement inférieure à une indemnité de chômage, et si une mesure est actuellement envisagée pour relever le montant de l'indemnité minimale de 2,20 francs par jour que peuvent percevoir les assurés sociaux malades à partir du septième mois d'arrêt de travail.

6285. — 10 décembre 1963. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre des rapatriés** le cas d'une veuve, titulaire d'une rente « victimes des événements d'Algérie » depuis le 14 février 1957, date à laquelle son mari a été tué, rente versée par la caisse générale des retraités de l'Algérie, 12, rue Bab-Azoun, à Alger, jusqu'au 9 avril 1962, qui se voit, à l'heure actuelle, refuser le bénéfice de l'aide temporaire aux victimes d'attentats terroristes ainsi que la possibilité de constituer un dossier de pension de veuve, sous le prétexte qu'elle n'a pas la nationalité française. Il lui demande dans quelle mesure cette situation est légitime et, si tel est le cas, ce qui est prévu pour y remédier, compte tenu du fait qu'il paraît inadmissible qu'un droit reconnu sous l'empire d'une législation française ne soit pas maintenu en vertu de l'actuelle législation en faveur des rapatriés de quelque nationalité qu'ils soient.

6286. — 10 décembre 1963. — **M. Privat** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en réponse à sa question n° 2396 du 27 avril 1963 relative à l'intégration de certains agents de la catégorie C, rapatriés de Tunisie et du Maroc, dans le corps des contrôleurs des impôts, il lui a indiqué le 6 juin 1963 qu'il n'était pas envisagé « d'étendre » les dispositions exceptionnelles du décret n° 61-332 du 31 mars 1961. Il lui fait remarquer qu'il n'était pas demandé une extension dudit décret, mais sa stricte application aux agents remplissant les conditions requises lors de sa date d'effet, sans distinction du lieu de recrutement et ce, en vertu des lois des 8 août 1955 et 4 août 1956 ayant permis d'intégrer les fonctionnaires issus des ex-cadres chérifiens et tunisiens dans l'administration métropolitaine, avec rang du jour de leur recrutement. Il précise que, dans un souci d'équité, l'administration a procédé, antérieurement au décret n° 61-332, à l'intégration de ces agents, après reconstitution de carrière, pour les mettre à parité avec leurs homologues métropolitains. La discrimination faite lors de l'application du décret ne peut être réglée à l'occasion de l'établissement des listes d'aptitude pour l'accès au corps de contrôleurs, qui doit intervenir en application des dispositions statutaires actuelles, car ces dispositions, qui n'intéressent que les agents ayant au minimum quarante ans d'âge et quatorze ans de services en tant que titulaires, sont totalement différentes de celles exigées par le décret n° 81-332. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de mettre un terme à cet esprit de discrimination, qui règne malheureusement encore dans certains services, en réparant l'injustice causée aux agents rapatriés, leur prouvant ainsi — et même par une mesure exceptionnelle si nécessaire — qu'ils sont réellement intégrés dans la communauté nationale.

6287. — 10 décembre 1963. — **M. Chandernagor** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des petits porteurs d'emprunts souscrits en Algérie. Jusqu'en octobre 1963, le Gouvernement français a régulièrement payé aux porteurs les intérêts de ces titres. Mais depuis cette date, il a déclaré que la charge de la dette incombait au Gouvernement algérien aux termes des accords d'Evian. Or, les souscripteurs ont donné leurs fonds à l'Etat français à une époque où l'Algérie était constitutionnellement un département français. De plus, ce n'était pas l'Algérie, mais la République française qui faisait appel à l'épargne publique, tel l'emprunt 1953 à 6 p. 100 dont les titres portent en gros caractères « République française, Gouvernement général de l'Algérie ». On ne peut prétendre, dans ces conditions, que les souscripteurs ont prêté leurs fonds à l'Algérie à une époque où la personnalité algérienne n'existait pas, ce territoire n'ayant qu'une personnalité administrative à l'intérieur de la République. Non seulement les intérêts des emprunts ne sont plus payés, mais les titres ne sont pas négociables. Il en est de même de la tranche algérienne de l'emprunt indexé, dit emprunt Pinay, réservée aux souscripteurs d'Algérie, il lui demande si, pour éviter d'aggraver la spoliation dont sont victimes les Français originaires d'Algérie, le Gouvernement n'envisage pas d'accorder la garantie de l'Etat pour le paiement des intérêts et du capital à l'échéance en faveur des petits porteurs ayant seulement 2.000 francs de titres; subsidiairement d'accorder une garantie identique dans les limites ci-dessus en faveur des porteurs retraités ou des personnes disposant d'un revenu inférieur à 1.000 francs par mois, ainsi qu'en faveur des rapatriés économiquement faibles âgés de plus de cinquante ans ou invalides.

6288. — 10 décembre 1963. — **M. Gullon** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des cadres supérieurs de l'administration municipale (catégories A et B). Un projet de reclassement indiciaire de ces personnels établi par **M. le ministre de l'intérieur**, sur les propositions présentées par la commission nationale paritaire, a été soumis à ses services. Il lui demande si l'on peut espérer la parution prochaine de ce texte.

6289. — 10 décembre 1963. — **M. Gullon** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation actuelle des cadres supérieurs de l'administration municipale. La qualité des services rendus par ces personnels et leur décaissement indiciaire par rapport à des catégories similaires sont indéniables. Il estime qu'il serait équitable de réduire le nombre des catégories de villes et d'assurer le reclassement, de classe à classe, des secrétaires généraux chefs de service. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens.

6290. — 10 décembre 1963. — **M. André Halbout** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le problème de la révision des prix des loyers de locaux à usage commercial. Les demandes de révision triennales peuvent en effet être formées si l'indice des prix des 250 articles a varié de plus de 15 p. 100. Le président du tribunal de grande instance charge alors des experts de rechercher les éléments d'appréciation permettant de fixer les conditions du nouveau bail. Ces experts admettent en général le principe d'une revalorisation de 1 p. 100 par mois, ce qui, doublant le montant du loyer en six ans, ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie. Compte tenu de l'actuelle politique du Gouvernement en faveur de la stabilisation des prix, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre afin de limiter les hausses abusives et, en particulier, si d'autres dispositions ne pourraient être étudiées en matière de renouvellement des baux commerciaux, par exemple l'indexation de leur montant sur l'indice des prix des 250 articles.

6291. — 10 décembre 1963. — **M. Kasperelt** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 a prévu, en faveur des fonctionnaires de la catégorie A appartenant aux ministères, une position de congé spécial pour permettre le reclassement, dans les cadres métropolitains, des fonctionnaires français des administrations et des services publics du Maroc et de la Tunisie. L'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962 a étendu ces dispositions aux fonctionnaires des cadres de l'Etat en service en Algérie. Par ailleurs, l'ordonnance n° 62-657 du 9 juin 1962 ayant prévu le reclassement des agents titulaires départementaux et communaux d'Algérie rapatriés en métropole, un arrêté inter-préfectoral du 25 avril 1963 (B.M.O. de la ville de Paris des 5 et 6 mai 1963) en a fixé les modalités d'application aux administrations de la ville de Paris et du département de la Seine. Il lui demande si les dispositions de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 ne devraient pas être étendues aux fonctionnaires départementaux de la catégorie A des préfectures de la Seine et de police, au même titre qu'à leurs homologues des administrations centrales.

6292. — 10 décembre 1963. — **Mme Ploux** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que d'après l'article 24 (§ B) du décret n° 61-295 du 31 mars 1961 et l'article 1108-1 (5°) du code rural, les femmes mariées qui exercent à titre principal une activité professionnelle non salariée et non agricole, alors même que cette activité ne comporte pas le bénéfice d'un régime obligatoire d'assurance maladie, ne sont pas comprises dans le champ d'application de l'assurance maladie agricole de leur mari. Elle remarque également que le chef d'une exploitation agricole, marié avec une personne ayant une activité propre non agricole, voit les revenus de sa femme entrer en ligne de compte pour le calcul de son allocation vieillesse et par conséquent la diminuer. Elle lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable de permettre l'attribution de l'allocation vieillesse agricole à taux plein, sans compter le salaire ou le gain de la femme, lorsque celui-ci lui enlève le droit au bénéfice de l'assurance maladie agricole.

6293. — 10 décembre 1963. — **M. Tomasini** expose à **M. le ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre** qu'un citoyen français, domicilié au Maroc, a été interné pour faits de résistance dans un camp de concentration du Sud marocain du 20 décembre 1940 au 4 décembre 1942. Il est titulaire de la carte d'interné politique. Ayant demandé à bénéficier de l'indemnisation prévue par l'accord conclu le 15 juillet 1960 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en faveur des ressortissants français victimes des persécutions nationales-socialistes, il s'est vu répondre qu'il n'y avait pas droit, du fait qu'il n'avait pas été arrêté et détenu en territoire français. Il lui demande de quelle indemnisation peut bénéficier l'intéressé dont le sort, pendant ces deux années d'internement, a été peu différent de celui des internés politiques en territoire français.

6296. — 10 décembre 1963. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** que le décret n° 62-277 du 14 mars 1962 a créé dans la hiérarchie du corps des administrateurs civils le grade nouveau d'administrateur hors classe au profit de ceux d'entre eux « qui sont chargés de fonctions d'encadrement ou d'études comportant des responsabilités particulières ». Aucune disposition dudit décret n'a toutefois défini explicitement les critères d'appréciation de ces responsabilités, mais un autre décret, portant la même date et le numéro 62-278, a fixé pour chaque département ministériel le nombre maximum des emplois correspondant à la hors-classe, étant entendu que, pour les premières nominations à intervenir, une proportion déterminée ne pourrait être dépassée par rapport à l'effectif des administrateurs civils « réellement en fonctions » à l'administration centrale considérée. Néanmoins, dans chaque ministère, l'accès à ladite hors-classe a été ouvert aux administrateurs civils de 1^{re} classe se trouvant en position de détachement dans les conditions prévues par l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut de la fonction publique. Une circulaire de son département, portant la date du 1^{er} avril 1963 et le numéro 622, a entériné cette extension comme conforme au principe posé par l'article 38 dudit statut et formulé, à l'intention des autres ministères, des directives « en vue de maintenir un juste équilibre entre les intérêts des fonctionnaires en activité dans leur propre administration et ceux de leurs collègues placés en position de service détaché ». Le souci d'un juste équilibre exprimé dans la circulaire susvisée peut, dans certains cas, conduire à méconnaître la réalité des « responsabilités particulières » qui s'attachent aux fonctions exercées par le fonctionnaire détaché, dès lors qu'une notion mathématique de proportion est substituée à la constatation objective desdites responsabilités, telles qu'elles sont définies implicitement par le décret organique, pour justifier l'accession des administrateurs civils à la hors-classe. Il lui signale, à titre d'exemple, le cas d'un administrateur détaché depuis de nombreuses années, occupant un poste de direction l'assimilant à un chef de service d'administration centrale, à la tête d'un organisme d'intérêt public à compétence nationale, qui se trouve écarté de la hors-classe, nonobstant l'ancienneté et la qualité de ses services parfaitement comparables à ceux de ses collègues plus favorisés — et cela en dépit des responsabilités particulièrement lourdes qui, de l'avis même du ministre de tutelle qui l'a nommé, s'attachent à ses fonctions. Il lui demande : 1° si, dans le cas décrit ci-dessus, le fait d'avoir contresigné l'arrêté de nomination implique la confirmation des errements suivis par l'administration

responsable ; 2° si, d'une manière générale, ses services ont exercé un contrôle préalable sur l'établissement des tableaux d'avancement pour la hors-classe ; 3° s'il n'estime pas nécessaire de modifier ses instructions initiales à l'effet de pallier les inconvénients qui en découlent, lesquels peuvent, par une voie discriminatoire, conduire à de véritables dénis de justice.

6297. — 10 décembre 1963. — **M. Barniaudy** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas suivant : M. X. était propriétaire d'un domaine agricole en vertu d'une donation entre vifs à titre de partage anticipé par son père. M. X. est décédé, laissant trois enfants et sa veuve usufruitière d'un quart. Par suite de l'expropriation de ce domaine, nécessitée pour permettre la construction d'un barrage, les trois enfants et leur mère ont acquis un domaine conjointement et indivisément entre eux, en remploi de l'indemnité résultant de l'expropriation (ladite indemnité s'appliquant à la propriété dépendant de la succession de leur époux et père). Les trois enfants ont l'intention de procéder au partage du domaine agricole acquis en remploi, comme il est dit ci-dessus, conjointement et indivisément entre eux, avec attribution de la totalité des immeubles à l'un d'eux, grevée de l'usufruit d'un quart revenant à la veuve, moyennant souite aux deux autres. Etant précisé que les conditions de superficie et de valeur vénale prévues à l'article 832-1 du code civil sont remplies, il lui demande si l'attributaire peut bénéficier de l'exonération du droit de souite sur les exploitations agricoles, prévue à l'article 710 du code général des impôts.

6298. — 10 décembre 1963. — **M. Bernard** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de l'ordonnance n° 60-907 du 30 août 1960, les allocations d'alcool en franchise de droits, prévues en faveur des bouilleurs de cru par l'article 3 de la loi du 28 février 1923, seront supprimées progressivement, au fur et à mesure que disparaîtront les bénéficiaires actuels. Les personnes physiques qui pouvaient prétendre à une allocation en franchise pendant la campagne 1959-1960 sont maintenues dans ce droit, à titre personnel, sans pouvoir le transmettre à d'autres personnes qu'à leurs conjoints survivants. Il serait opportun d'assouplir cette législation de manière à autoriser le transfert de ce droit de père en fils. Il est absolument indispensable, en effet, d'accorder une certaine quantité d'alcool en franchise de droits aux agriculteurs qui utilisent une grande quantité d'alcool pur pour les soins à donner au bétail. Il est inadmissible d'obliger de jeunes agriculteurs à payer des droits relativement élevés pour les quantités d'alcool ainsi utilisées à des besoins professionnels. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que les dispositions de l'ordonnance du 30 août 1960 susvisées soient modifiées en ce sens.

6299. — 10 décembre 1963. — **M. Louis Michaud**, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 2557 (*Journal officiel*, débats A. N. du 11 juillet 1963), expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, s'il existe des différences peu sensibles d'un département à l'autre entre les tarifs kilométriques des taxis — les prix variant de 0,50 F à 0,60 F — on constate par contre des écarts importants entre les tarifs des ambulances. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas de deux départements, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne, situés dans la même circonscription régionale de la sécurité sociale et dans lesquels les ambulanciers privés ont un rôle analogue à remplir : en Seine-et-Oise, le tarif préfectoral des ambulances est le suivant : pour 15 km : un forfait de 24 F ; à partir de 15 km : 0,90 F par km parcouru ; majoration de nuit : 50 p. 100. En Seine-et-Marne, ces chiffres sont remplacés respectivement par les suivants : forfait : 10 F ; à partir de 15 km : 0,65 F ; majoration de nuit : 20 p. 100. Ainsi, le prix d'un trajet de 100 km est de 100,50 F le jour et de 150,75 F de nuit en Seine-et-Oise, et de 65 F de jour et de 78 F de nuit en Seine-et-Marne, alors que, pour ces deux départements, la sécurité sociale accorde aux assurés un remboursement allant jusqu'au plafond de 250 F. Il apparaît donc absolument nécessaire de mettre à l'étude un mode de fixation des tarifs d'ambulances permettant d'éviter les disparités choquantes que l'on constate à l'heure actuelle entre les tarifs fixés par les divers arrêtés préfectoraux. Une solution satisfaisante de ce problème consisterait à appliquer dans tous les départements la règle — déjà adoptée par exemple en Seine-et-Oise, d'après laquelle le prix du kilomètre ambulance serait celui du prix du kilomètre taxi avec un plafond fixé à l'heure actuelle à 0,50 F, et l'on appliquerait à ce prix de base une majoration nationale égale à 80 p. 100 du prix limite, c'est-à-dire à l'heure actuelle à 0,60 F. A ce prix s'appliquerait également, d'une part, une majoration départementale pour service de nuit avec maximum de 50 p. 100 et, d'autre part, une majoration départementale pour service du dimanche et jours fériés avec maximum de 25 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'une réglementation de ce genre soit appliquée dans l'ensemble des départements, étant fait observer qu'elle permettrait de maintenir les prérogatives des préfets pour la fixation des prix de base, lesquels seraient déterminés en fonction des éléments locaux qui doivent entrer en ligne de compte, et qu'elle assurerait en même temps une certaine harmonisation entre les prix fixés par les divers arrêtés préfectoraux.

6300. — 10 décembre 1963. — **M. Baudis** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, d'après une information qui serait parue dans le *Bulletin mensuel* édité par le syndicat national unifié des contribuables directs, dit « Guide pra-

tique du contribuable », édition 1963, page 17, une condition restrictive d'âge ou de circonstance aurait été introduite à l'article 196 du code général des impôts en ce qui concerne les enfants infirmes devant être considérés comme étant à la charge du contribuable. Il lui demande sur quelles dispositions est fondée une telle information.

6301. — 10 décembre 1963. — M. Baudis attire l'attention de M. le ministre des rapatriés sur la situation précaire dans laquelle se trouve le personnel affecté dans les directions régionales de son département, qui se trouve menacé de licenciement à plus ou moins brève échéance. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour assurer un reclassement équitable de ce personnel dans d'autres administrations.

6302. — 10 décembre 1963. — M. Lepidi attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les déclarations faites par la préfecture de police de la Seine selon lesquelles le mois d'octobre 1963 a été, bien malheureusement, le mois record pour les contraventions dressées aux automobilistes, avec 231.498 contraventions, dont quelque 230.249 pour stationnements abusifs. Il s'étonne que trop souvent le personnel de la préfecture de police, dont le dévouement n'est pas en cause, se cantonne dans le contrôle du respect des horaires pour la « zone bleue » ou dans la pénalisation des stationnements interdits, même lorsqu'ils ne gênent nullement la circulation, mais néglige de pénaliser les voitures en double file et particulièrement les voitures de livraison mal rangées ou en double file, qui créent la plupart des embouteillages et sont responsables de la lenteur de la circulation parisienne. Il n'est pas rare de voir à Paris des rues très larges, à double sens de circulation, entravées par deux camions de livraison en double file, chacun de son côté à la même hauteur de la rue et chaque chauffeur complètement indifférent aux difficultés qu'il provoque. Il lui demande s'il peut lui fournir le nombre de contraventions relevées à Paris contre les voitures en double file pendant ce même mois d'octobre et particulièrement rue de Provence, entre la rue Chaussée-d'Antin et la rue Taitbout, car dans cette rue, à circulation rapide, à sens unique, complètement interdite au stationnement, tout le monde peu voir que cette section de rue est, à longueur de journée, encombrée par des camionnettes en double et parfois triple file, au mépris de tout règlement. Les chauffeurs de ces véhicules n'hésitent pas à se ranger devant les portes cochères, interdisant de ce fait l'accès des parkings d'immeubles et, ce qui est particulièrement inadmissible, paraissant, tant par leurs propos que par leur conduite, bénéficier d'une immunité complète.

6303. — 10 décembre 1963. — M. Garcin expose à M. le ministre de la justice qu'il a informé des difficultés rencontrées par deux frères aspirant à changer de nom par francisation de leur patronyme. Les parents des deux intéressés sont morts en déportation. Pour rester le plus fidèles à leur souvenir, il faut des circonstances particulièrement dramatiques de leur disparition, les deux intéressés se proposent de solliciter le changement de leur nom en un nouveau nom qui est également utilisé comme prénom dans la pratique de l'état civil des Français. C'est là la source de leurs difficultés. Si, en règle générale, il apparaît opportun d'éviter le choix des prénoms comme noms patronymiques dans le cas d'un changement de nom, le rejet, pour ce motif, d'une demande dans des cas d'espèce, tel que celui susévoqué, ne serait pas justifié, ce d'autant que le vocable choisi est dans le cas précis le seul possible si l'on tient à garder la racine du nom d'origine. Il lui demande s'il entend examiner avec bienveillance des requêtes dont les motifs particuliers justifieraient le choix d'un prénom comme nouveau patronyme et quelle est sa doctrine en la matière.

6304. — 10 décembre 1963. — M. Salagnac expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la plupart des automobilistes viennent de payer leur vignette. Par ailleurs, les premiers froids rigoureux font leur apparition dans le pays. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'entend pas très pratiquement et très opportunément consacrer immédiatement une partie des fonds qui viennent d'être versés à leur destination normale, en accordant aux vieillards et aux économiquement faibles une allocation spéciale pour leur permettre de s'approvisionner en charbon et en moyens de chauffage domestique.

6305. — 10 décembre 1963. — M. Nihès expose à M. le ministre de la construction qu'en raison de l'élargissement de l'avenue de la Division-Leclerc, au Bourget (Seine), l'immeuble très vétuste situé au n° 102 de cette avenue a été rasé, ce qui a entraîné la construction d'un pignon au nouvel alignement. Mala par derrière, cet immeuble est mitoyen avec des constructions H. L. M., sises 19 et 21, rue Guynemer. Or l'entrée de ces immeubles H. L. M. n'a qu'une largeur de 1,50 m, bordée par le fond de la propriété du 102, avenue de la Division-Leclerc, dont les murs délabrés s'écrouleraient sans les étais qui y ont été placés. Malgré ces étais les habitants des H. L. M. ont de l'inquiétude à l'idée que ces murs pourraient s'écrouler lors du passage d'un locataire ou de toute autre personne voulant se rendre dans les bâtiments H. L. M. de la rue Guynemer. Il lui demande quand les locataires des

19 et 21, rue Guynemer, au Bourget, après trois ans d'attente stérile, pourront enfin accéder, sans danger et dans de bonnes conditions, à leur immeuble et disposer au droit de leur fenêtre des dégagements normaux.

6306. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le prêt de 75 milliards d'anciens francs à l'Espagne fait l'objet de très nombreux commentaires hostiles. Nombreux sont ceux qui considèrent qu'au moment où les crédits d'équipement sont rognés en France, un tel prêt témoigne d'un véritable mépris des intérêts français, notamment des intérêts des collectivités locales, qui rencontrent d'immenses difficultés pour contracter des emprunts auprès des caisses prêteuses. Il lui demande : 1° quelle est la portée de l'emprunt de 75 milliards d'anciens francs accordé à l'Espagne au regard des intérêts français ; 2° quelles conditions ont été arrêtées pour le règlement de cet emprunt : taux d'intérêt, date de remboursement, etc.

6307. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'il est question d'opérer des importations massives de fruits et de légumes d'Espagne, ainsi que de vins doux ou vins de liqueur d'Espagne. Il lui demande : 1° quelles sont les clauses essentielles de l'accord commercial franco-espagnol pour l'année 1963 et celles de l'accord portant sur 1964 ; 2° quelles catégories de produits sont visées — qualité et quantités — et quelles sont les dates d'entrée de ces produits en France ; 3° si les contingents de produits agricoles et viticoles, prévus par l'accord commercial franco-espagnol, ont été dépassés, et, dans l'affirmative, pour quelles raisons, de quelles quantités et pour quels produits les contingents ont-ils été dépassés.

6308. — 10 décembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'industrie qu'en ce moment on installe, à travers le département des Pyrénées-Orientales, les câbles d'une ligne électrique, dite internationale, de 380.000 volts. Les habitants du département sont surpris de constater la rapidité, l'ingéniosité et l'importance des moyens techniques employés pour installer cette ligne, dont le but essentiel semble être d'apporter des avantages énormes à l'économie espagnole. Les habitants des Pyrénées-Orientales sont d'autant plus surpris qu'ils n'ignorent pas l'état lamentablement désuet du réseau électrique du département. Il lui demande : 1° quelle est la vocation de la ligne électrique, dite internationale, de Rueilres-Barcelone, traversant les Pyrénées-Orientales ; 2° qui paie le matériel et les frais d'installation ; 3° à combien reviendra l'installation de cette ligne ; 4° s'il ne considère pas qu'en considération de l'état actuel du réseau électrique des Pyrénées-Orientales et des gênes qu'il provoque pour les utilisateurs, l'installation de la ligne vers l'Espagne apparaît comme particulièrement inopportune.

6309. — 10 décembre 1963. — M. Vial-Massat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les insuffisantes revalorisations de traitements et pensions accordées depuis le début de l'année 1963 aux agents en activité et en retraite des services publics et de santé ont été remises en cause par les hausses continues des prix ; et les conditions de vie des retraités se sont encore aggravées de ce fait. Le plan de stabilisation des prix, sur lequel il est fait beaucoup de bruit, n'est pas de nature à améliorer cette pénible situation car il vise en fait à bloquer les traitements et pensions au niveau le plus bas. Il lui demande s'il entend donner rapidement satisfaction aux revendications des retraités, qui sont : a) la revalorisation des traitements et pensions ; b) la péréquation intégrale des pensions (intégration de l'indemnité de résidence et de toutes les autres indemnités ou complément de traitement dans le traitement de base servant au calcul de la retraite) ; c) la suppression de l'abattement du sixième (service des emplois sédentaires) sans diminution des emplois en catégorie B (actif) et majoration du cinquième en sus pour les services accomplis dans cette dernière catégorie ; d) la non-limitation à 25 annuités des pensions proportionnelles ; e) la gratuité des soins pour les retraités (exonération de la cotisation de sécurité sociale) ; f) la réversibilité de la pension sur le conjoint survivant (mari ou femme), y compris pour les titulaires des pensions proportionnelles (marié ou remarié après la mise à la retraite) ; g) une indemnité de départ à la retraite égale à trois mois de traitement.

6310. — 10 décembre 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les surveillants de garderie scolaire demandent depuis des années un certain nombre de mesures parfaitement justifiées, à savoir : 1° le maintien du principe de parité de leur rémunération avec celle des instituteurs et le paiement du rappel correspondant à compter de novembre 1961 ; 2° le bénéfice d'un statut assurant un minimum de garanties à leur emploi ; 3° le bénéfice d'un régime de retraite complémentaire. Il lui demande s'il entend enfin donner satisfaction à ces légitimes revendications.

6311. — 10 décembre 1963. — M. Dolzé expose à M. le ministre de la construction certaines des conséquences particulièrement regrettables de la diminution, par voie de décrets successifs, du champ d'application territoriale de la loi du 1^{er} septembre 1948. C'est ainsi que, dans de nombreuses localités du littoral méditerranéen, des

membres des professions libérales sont exposés dorénavant au risque de perdre leur logement, qui est en même temps leur local de travail, sans pouvoir se réinstaller, du fait qu'ils ne bénéficient plus des dispositions légales relatives au maintien dans les lieux. En effet, dans ces localités, il est extrêmement difficile de trouver un local à louer à l'année, les propriétaires préférant consentir des locations aux estivants à des prix très élevés. Les mêmes raisons y ont fait particulièrement enchérir les prix des terrains et des immeubles. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, et s'il n'envisage pas de revenir sur les décisions restreignant le champ d'application territorial de la loi du 1^{er} septembre 1948.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

5376. — M. Pasquini attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le fait que les consuls de France à l'étranger n'ont la possibilité de venir en métropole, voyage payé, qu'une fois tous les trois ans. En dehors de cette occasion, le coût élevé des voyages rend tout contact impossible à ces représentants de la France avec la métropole. Il lui demande si, compte tenu de la conjoncture actuelle et spécialement de l'évolution extrêmement rapide des valeurs, des connaissances et des marchés de l'époque, des dispositions ne pourraient pas être prises pour offrir à ces hauts fonctionnaires qui, plus que tous autres, ont besoin d'être tenus au courant des activités de leur pays, la possibilité de se rendre en France plus souvent, soit en leur accordant des voyages payés supplémentaires, soit en obtenant des tarifs moins élevés de la compagnie Air France. (Question du 22 octobre 1963.)

Réponse. — Le cas des consuls de France à l'étranger ne peut pas être dissocié de celui de l'ensemble des agents diplomatiques et consulaires. En effet, les conditions de remboursement des voyages de congé de ce personnel sont déterminées par une règle commune. La réglementation en vigueur, telle qu'elle résulte du décret n° 49-135 du 4 septembre 1949, modifié, pose le principe du remboursement des voyages de congé des agents après trois années de séjour à l'étranger. Toutefois, cette durée est réduite à deux ans et demi, deux ans, dix-huit mois ou même un an pour les agents affectés à certains postes énumérés dans un tableau annexé au texte précité. Les postes en question, dont la liste fait l'objet de révisions périodiques (le décret n° 63-632 du 28 juin 1963 correspond à la mise à jour la plus récente) sont caractérisés par la rigueur des conditions de vie, tenant en particulier au climat. Ils représentent plus de 40 p. 100 des missions diplomatiques et des postes consulaires existant dans le monde. Conscient de l'intérêt qui s'attache à ce que les agents en service à l'étranger puissent établir des contacts aussi fréquents que possible avec la France, le ministère des affaires étrangères s'efforce d'aménager ce régime pour l'ensemble des intéressés.

5393. — M. Sallenave expose à M. le ministre des affaires étrangères que les possesseurs français d'obligations Costa Rica 5 p. 100 1911 attendent depuis trente-trois ans le paiement de leurs coupons, alors que les porteurs américains ou anglais du même emprunt sont régulièrement payés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour sauvegarder les intérêts de ces petits obligataires français. (Question du 21 novembre 1963.)

Réponse. — Le Gouvernement est intervenu maintes fois pour obtenir la reprise du service de l'emprunt 5 p. 100 1911 et le remboursement échelonné sur la base du compromis intervenu en 1955 entre le Gouvernement costaricien et l'association nationale des porteurs français de valeurs mobilières. A la suite de ces démarches le Gouvernement du Costa Rica a fait ouvrir par la Chase Manhattan Bank à New York, en juin 1963, un compte spécial intitulé « Règlement de la dette française » et qui a été crédité de 398.750 dollars en vue de régler les échéances arriérées. En outre, une demande d'autorisation d'émettre des nouveaux bons, destinés à remplacer les titres originaux détenus par les porteurs français, a été présentée par le Gouvernement costaricien au Gouvernement français et acceptée par ce dernier en octobre 1963. Le transfert réalisé à la Chase Manhattan Bank ainsi que l'émission de nouveaux titres peuvent être considérés comme manifestant l'intention du Gouvernement du Costa Rica d'exécuter les engagements du compromis susvisé de 1955.

AGRICULTURE

3805. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que, pour la fin de la campagne viticole en cours, un stock à la propriété de l'ordre de 28 à 30 millions d'hectolitres est à prévoir. Un grave problème de logement de cette récolte risque donc de se poser dès le 15 septembre prochain. Il lui demande s'il entend : 1° faire effectuer d'urgence un inventaire réel de tout ce qui peut, dans le pays et quel qu'en soit le propriétaire, loger du vin ; les lieux et les récipients : cuves, wagons-citernes, bateaux-citernes, entrepôts portuaires, caves particulières, caves coopératives, chais non utilisés, cuveries chez les négociants et autres manipulateurs ; 2° prendre, pour les vendanges prochaines, toutes les dispositions

nécessaires en vue de loger tout le vin de France, à un moment où la légitime nervosité des producteurs peut, à tout moment, prendre des proportions à la mesure de la carence des pouvoirs publics. (Question du 2 juillet 1963.)

Réponse. — Il ressort de sondages récemment effectués par les ingénieurs généraux du génie rural que la capacité de cuveries actuellement disponible permet, dans la majorité des départements viticoles, d'assurer, de manière relativement satisfaisante, le stockage des vins de la récolte de 1963. Parmi les moyens qui étaient susceptibles d'être mis en œuvre pour augmenter la possibilité de logement du vin en vue de cette récolte, l'effort maximum a été fait au niveau de la production. En effet, dans le cadre d'un programme spécial d'équipement des caves coopératives qui permettra durant la période 1963-1965 d'augmenter de 5.000.000 d'hectolitres la capacité de stockage, une première tranche de travaux a été agréée en vue du financement immédiat de 2.000.000 d'hectolitres de cuveries nouvelles. Toutes mesures ont été prises de manière à ce que cette capacité nouvelle soit utilisable pour la récolte 1963. D'autre part, il a été prévu d'accorder sous certaines conditions, pour la construction de cuves de stockage, une aide financière aux viticulteurs isolés qui ne peuvent adhérer à une coopérative. Ce financement leur est consenti au titre des constructions rurales dans la limite des crédits alloués à chaque département. Enfin, ainsi qu'il a été récemment exposé à l'honorable parlementaire (réponse en date du 9 septembre dernier à sa question écrite n° 3827 du 2 juillet 1963), une décision du F. O. R. M. A. a accordé une prime de transport et de logement aux vins transférés du 5 août au 30 septembre 1963. Compte tenu du volume de la récolte 1963, ces différentes mesures ont permis d'assurer, dans des conditions satisfaisantes, le logement des vins.

5420. — M. Luciani demande à M. le ministre de l'agriculture s'il ne serait pas utile et opportun de supprimer totalement la taxe de résorption en ce qui concerne la production de la betterave, compte tenu des considérations suivantes : 1° les prix mondiaux sont supérieurs aux prix français, d'où suppression du déficit à l'exportation, vraisemblablement pour une période assez longue ; 2° la production de la betterave est contingente, ce qui, en fait, se traduit par une pénalisation du producteur lorsque le contingent est dépassé ; 3° il n'est pas juste qu'à cause des prix préférentiels pratiqués envers certains pays d'Afrique, les frais d'exportation vers ces Etats soient à la charge exclusive des professionnels ; 4° la suppression de cette taxe n'entraînerait aucune dépense supplémentaire pour l'Etat, ni aucune augmentation du prix du sucre au consommateur ; 5° l'effet psychologique serait très important auprès des producteurs, d'une part en tendant vers la parité des prix, d'autre part, en apportant ainsi une juste compensation aux dégâts importants causés par les intempéries à d'autres cultures. (Question du 23 octobre 1963.)

Réponse. — 1° Les charges d'exportation afférentes à la production betteravière de la campagne 1963-1964 ont pu être ramenées, par rapport à l'année précédente, de 7,5 francs à 3,5 francs la tonne de betteraves, en raison de l'amélioration récente du cours mondial. Il n'a pas cependant été possible de supprimer complètement la taxe de résorption, en raison notamment de charges antérieurement contractées et de la nécessité de s'assurer contre un renversement de la conjoncture jusqu'au 1^{er} octobre 1964 ; 2° toutefois, il a été prévu de réduire sensiblement le montant de cette taxe par la suppression du troisième versement, si l'évolution du cours mondial se maintient ; 3° en ce qui concerne les prix préférentiels pratiqués envers les Etats d'Afrique noire, il convient de rappeler que ces derniers ont, lorsque le cours mondial était largement inférieur au prix français, régulièrement couvert l'intégralité de leurs besoins en sucres français achetés à des prix supérieurs au cours mondial. Ces pays représentent un débouché stable dont l'importance doit croître avec l'augmentation du pouvoir d'achat de ces populations ; 4° la hausse du prix mondial du sucre a incité les pouvoirs publics à permettre aux producteurs de réaliser en sus de leur contingent une production hors quota destinée à être exportée hors de la zone franc et qui a pu, grâce à des ventes à terme, bénéficier de cours intéressants. Cette mesure a déjà apporté un assouplissement appréciable au régime de contingentement pour la campagne 1963-1964 ; 5° les conditions générales de la récolte de betteraves sucrières 1963-1964 ont permis aux planteurs d'obtenir, grâce à l'accroissement du prix net et des rendements, une amélioration appréciable du revenu à l'hectare représentant une juste compensation aux pertes subies sur d'autres cultures.

5707. — M. Roger Roucaute demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° quelles sont les quantités de châtaignes et de marrons importés en 1960, 1961, 1962 et 1963 : a) d'Italie ; b) des autres pays ; 2° quelles sont les quantités de châtaignes et de marrons de production française exportées, pour ces mêmes années : a) vers les pays du Marché commun ; b) vers les autres pays ; 3° quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour arrêter la régression de la châtaigneraie cévenole (lutte contre la maladie des châtaigniers : endothisa parasitaire, soutien des prix par le F. O. R. M. A. de la châtaigne de bouche, fixation d'un prix minimum pour la châtaigne à confiture, etc.). (Question du 8 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Les importations de marrons et châtaignes réalisées au cours des dernières années sont les suivantes : a) Italie : en 1960, 5.338 tonnes ; 1961, 5.214 tonnes ; 1962, 4.476 tonnes ; b) autres pays : en 1960, 67 tonnes ; 1961, 1.252 tonnes ; 1962, 1.008 tonnes. 2° Les exportations de marrons et châtaignes ont été les suivantes : a) pays du Marché commun : en 1960, 763 tonnes ; 1961, 609 tonnes ; 1962, 849 tonnes ; b) autres pays : en 1960, 394 tonnes ; 1961, 212 tonnes ;

1962, 229 tonnes. Les quantités importées et exportées en 1963 ne sont pas encore connues. 3° La commission nationale des châtaignes dont le siège est à la direction générale des eaux et forêts se préoccupe depuis de nombreuses années des mesures à prendre pour lutter contre les parasites et les maladies de cette espèce et notamment contre l'endotheria et la maladie de l'encre. Ces mesures sont d'ordre curatif et préventif, elles sont vulgarisées à l'échelon départemental par les directions des services agricoles et les conservations forestières. Il a été possible par ailleurs de sélectionner des clones, porte-greffes et greffons qui sont résistants à ces maladies. Ceux-ci sont multipliés dans les pépinières dépendant de la direction générale des eaux et forêts ou par contrats de culture conclus avec des pépiniéristes. Ces plants sont ensuite donnés pour la création de châtaigneraies-vergers. Les châtaigneraies des autres pays européens sont également attaquées par ces maladies qui provoquent des pertes importantes chaque année. La France se situe en tête des pays producteurs de ces fruits en ce qui concerne les mesures prises pour lutter contre ces maladies. En ce qui concerne les interventions du F. O. R. M. A., celles-ci ne pourraient éventuellement s'effectuer que dans le cadre d'une organisation de ce marché par les producteurs eux-mêmes qui accepteraient de se constituer en groupements et de se plier à certaines disciplines.

5745. — M. Heitz attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'état actuel du marché de la pomme de terre dans le département de la Somme. Du fait des conditions atmosphériques du moment, les consommateurs peuvent se ravitailler en légumes frais, ce qui se traduit par une demande restreinte de pommes de terre, lesquelles sont vendues à des prix qui ne couvrent plus les frais de production. Il lui demande s'il ne peut envisager des mesures ayant pour effet de supprimer la vulnérabilité actuelle de ce marché, par exemple par l'exportation ou par la transformation des pommes de terre en féculé, ou par l'attribution d'une subvention permettant l'utilisation de ces tubercules, à prix réduit, pour la nourriture des animaux. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — L'état actuel du marché de la pomme de terre en France reflète une évidente lourdeur. Cette situation provient essentiellement des conditions de la campagne écoulée de pommes de terre primeurs qui se répercutent automatiquement sur la campagne des pommes de terre de conservation. Les deux productions étant pratiquement liées, les prix de la pomme de terre influencent les prix de départ de la pomme de terre de conservation. Pour régulariser le marché de la pomme de terre de conservation un stockage portant sur près de 65.000 tonnes a été organisé par les pouvoirs publics et a déjà permis d'éviter une baisse plus sensible des cours. Par ailleurs, le volume des licences d'exportation délivrées depuis le début de la campagne atteint près de 200.000 tonnes. En ce qui concerne les autres mesures de dégagement du marché, telles que les interventions à l'exportation ou à la transformation, les accords de Bruxelles interdisent dorénavant d'y recourir afin de ne pas fausser la concurrence, ou de ne pas modifier l'équilibre déjà réalisé notamment pour ce qui est de l'amidon et de la féculé. Quant aux subventions permettant l'utilisation de la pomme de terre en vue de la nourriture animale, l'impossibilité d'exercer un contrôle efficace des opérations exclut ce type d'intervention. Il y a lieu d'ajouter que dans l'incertitude des possibilités réelles de bonne conservation de la pomme de terre actuellement disponible à la production, il importe de se montrer prudent afin de ne pas risquer de réduire inconsiderablement les possibilités d'approvisionnement ultérieures.

5820. — M. Bizet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions de l'arrêté du 13 octobre 1959 en vertu desquelles les véhicules utilisés par les transporteurs publics et les négociants titulaires de la carte professionnelle de commerçant en bestiaux, pour les transports des animaux vivants conduits sur les marchés attenants aux abattoirs ou réexpédiés de ces marchés, doivent être rendus étanches selon des normes déterminées par circulaire ministérielle et peuvent être soumis en tout temps au contrôle de ces conditions; il lui fait observer que l'application de cette réglementation à tous les véhicules visés par l'arrêté, sans tenir compte de leur ancienneté, contraindrait de nombreux commerçants en bestiaux à faire effectuer des aménagements coûteux sur des véhicules anciens, n'ayant aucune valeur marchande, dont la durée d'utilisation ne peut être que très limitée et qui peuvent encore servir pendant quelques mois à l'exercice de la profession. Il lui demande s'il ne lui semble pas possible et souhaitable de prévoir des dérogations à cette réglementation en ce qui concerne les véhicules ayant une ancienneté déterminée. (Question du 15 novembre 1963.)

Réponse. — Les dérogations souhaitées par l'honorable parlementaire ont été accordées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 1963 (Journal officiel des 7 et 8 octobre 1963); ce texte, en effet, vient de reporter du 13 octobre 1963 au 13 octobre 1964 la date à laquelle devront avoir été rendus étanches les véhicules routiers visés par l'arrêté du 13 octobre 1959 et déjà en service à cette dernière date.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

5284. — M. Lohve expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la situation particulièrement pénible d'un grand nombre de résistants qui, arrêtés par l'ennemi, sont privés de tout droit, au motif qu'ils ont été déportés par les nazis dans des camps de concentration non reconnus. Il en est ainsi des combattants du Vercors arrêtés dans les combats du 20 au 30 juillet 1944

et qui furent déportés à Wesermund, des résistants des départements du Nord et du Pas-de-Calais déportés à Khala, des patriotes de Renaison déportés à Bielefeld. Ces patriotes qui ont été déportés dans ces camps, de même que ceux qui ont été déportés à Linz, Brème, etc. ont lutté et souffert pour la France, ont vécu la vie concentrationnaire. Pourtant, ils ne peuvent obtenir la carte officielle d'interné ou de déporté politique ou résistant. Soulignant que le camp de Khale est reconnu par le Gouvernement belge et que tous les sujets belges déportés dans ce camp bénéficient du statut des prisonniers politiques, il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à la grave injustice signalée. (Question du 16 octobre 1963.)

Réponse. — Selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les personnes transférées hors du territoire national peuvent obtenir le titre de déporté (résistant ou politique) lorsqu'elles ont été détenues dans un camp ou une prison figurant sur la liste fixée par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de guerre après avis de la commission nationale des déportés et internés de la Résistance. Les camps auxquels fait allusion l'honorable parlementaire ne figurent pas sur cette liste, les éléments documentaires recueillis sur chacun d'eux, et notamment les renseignements en provenance du service international des recherches, ayant fait apparaître qu'il s'agissait de camps n'ayant par conséquent les caractéristiques du régime concentrationnaire. La référence faite au statut belge des « prisonniers politiques » en ce qui concerne le camp de Khala ne peut être prise en considération car le titre de « prisonnier politique » est attribué, dans le cadre de ce statut, en fonction de critères différents de ceux qui ont présidé à l'établissement des statuts français. En tout état de cause, la classification actuelle du camp de Khala, au regard des statuts français de déportés et d'internés, a été confirmée par la juridiction administrative (affaire Druelle (Paul) et Lor (André), tribunal administratif de Lille — 30 décembre 1957 — 22 février 1961).

ARMÉES

4259. — M. Palmero expose à M. le ministre des armées que, selon les dispositions de la circulaire n° 6600 SD/CAB/DECO/B du 21 septembre 1961 fixant pour l'année 1962 les conditions d'établissement des propositions pour la Légion d'honneur en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active, les services rendus dans le domaine de la protection civile ne peuvent donner lieu qu'à des propositions exceptionnelles, c'est-à-dire accompagnées d'un rapport précis et détaillé, pour les officiers rayés des cadres, sauf pour le grade de commandeur. La différence de réglementation entre le grade de commandeur dont l'obtention se trouve ainsi plus facile que celle des grades d'officier et de chevalier, n'explique pas. Répondant à une question écrite n° 14949 posée par M. Longuet, député, il avait fait connaître (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 23 mai 1962) que des textes étaient à l'étude pour permettre des propositions normales pour services rendus à la protection civile. La circulaire n° 47000/SD/CAB/DECO/B du 18 août 1962 fixant les conditions d'attribution de la Légion d'honneur en 1963 pour le personnel n'appartenant pas à l'armée active reproduit sans modification les termes de la circulaire n° 66000. Lors de la réunion de la commission consultative des réserves de l'armée de terre, le 12 janvier 1963, le représentant du ministre a confirmé que la circulaire n° 47000 ne prévoyait que des propositions à titre exceptionnel pour services rendus à la protection civile et n'a fait aucune mention des textes mis à l'étude selon la réponse ministérielle et de leurs perspectives d'aboutissement. Les officiers rayés des cadres sont définitivement exclus de tout avancement et, en conséquence, la possibilité de récompenses normales dans la Légion d'honneur pour services rendus à la protection civile a pour eux une importance accrue. Il lui demande s'il compte faire figurer dans la circulaire fixant les conditions d'attribution de la Légion d'honneur en 1964 au personnel rayé des cadres les dispositions annoncées par sa réponse du 22 mai 1962 tendant à ouvrir au personnel militaire rayé des cadres la possibilité de nominations ou promotions dans la Légion d'honneur au titre normal pour services rendus à la protection civile. (Question du 23 juillet 1963.)

Réponse. — Le règlement d'administration publique pour la mise sur pied progressive du « corps de défense » de la protection civile est en cours de préparation. Les services qui seront effectués dans les formations de ce corps ainsi que par les titulaires de certains emplois de défense seront décomptés comme services militaires et comme tels pris en considération en matière de décorations. Toutefois, pour les travaux de concours de 1964, les personnels pouvant justifier de services rendus au titre de la protection civile pourront être proposés à titre exceptionnel pour tous les grades de l'ordre de la Légion d'honneur et la circulaire n° 39000/SD/CAB/DECO/B du 23 septembre 1963 met l'accent sur la possibilité de telles propositions.

5314. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre des armées qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, les jeunes gens reconnus « soutiens de famille » doivent, s'ils en font la demande, être affectés dans une unité proche de leur domicile. Suivant une jurisprudence constante, cet avantage est réservé aux seuls jeunes gens dont la famille est admise à bénéficier de l'allocation prévue par l'article 156 du code de la famille et de l'aide sociale. Or, de fait et principalement dans l'agriculture, dans de nombreux cas le fils qui travaille avec ses parents est souvent un réel soutien de famille pour eux, même lorsque les ressources dépassent les plafonds prévus pour l'aide sociale. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de prévoir deux catégories de soutiens de famille, avec et sans allocation, suivant les ressources du foyer. (Question du 17 octobre 1963.)

Réponse. — La décision de classement dans la catégorie soutiens de famille appartient, en application du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 (*Journal officiel* du 3 décembre 1953, p. 10759) à une commission départementale siégeant sous la présidence d'un magistrat désigné par le président du tribunal civil. Les jeunes gens classés soutiens de famille dans ces conditions peuvent conformément à l'article 1^{er} de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 prétendre être affectés dans des unités proches de leur domicile. Ils en effectuent la demande dans les conditions fixées chaque année par les décrets d'appel et sont tenus, à cette occasion, d'apporter la preuve qu'ils sont classés soutiens de famille sous la forme d'une attestation délivrée par la préfecture, du lieu de leur résidence. Dans ces conditions, il n'appartient pas au ministre des armées de décider de la création de nouvelles catégories de soutiens de famille.

5450. — M. Albert Gorge expose à M. le ministre des armées que des anciens combattants de la guerre de 1914-1918 peuvent postuler pour la Légion d'honneur s'ils sont titulaires de cinq titres de guerre. Il attire son attention sur la situation de certains de ces anciens combattants, dont les plus jeunes vont avoir soixante-dix ans, qui, ayant quatre titres de guerre de la guerre de 1914-1918, en ont acquis de nouveaux dans la Résistance entre 1939 et 1945, en entrant, bien que dégagés de toutes obligations militaires, dans les forces de la France combattante ou dans les forces françaises libres. Il lui demande s'il pourrait envisager de prendre rapidement les mesures nécessaires pour l'attribution de la Légion d'honneur à ces anciens combattants des deux guerres. (*Question* du 24 octobre 1963.)

Réponse. — Le contingent spécial de croix de chevalier de la Légion d'honneur ouvert par le décret n° 59-1195 du 21 octobre 1959, modifié et complété par le décret n° 60-723 du 22 juillet 1960, est destiné aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui, médaillés militaires, ont obtenu au moins cinq titres de guerre (blesures de guerre, citations avec Croix de guerre et croix du combattant volontaire). Toutefois, les anciens combattants 1914-1918, médaillés militaires, qui ont moins de cinq titres mais en ont obtenu de nouveaux au cours de la campagne 1939-1945 concourent pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur au titre des travaux annuels concernant les personnels n'appartenant pas à l'armée active. Il appartient aux intéressés de faire acte de candidature auprès des organismes militaires qui détiennent leurs pièces matricules (directions régionales du recrutement).

5533. — M. Manceau fait connaître à M. le ministre des armées que les familles des soldats du contingent stationnés à Ain-Beida, au Sahara, base desservie par Reggane, n'ont plus de nouvelles de leurs enfants sous les drapeaux depuis plus d'un mois. Il lui demande les raisons de cette interruption du courrier. (*Question* du 29 octobre 1963.)

Réponse. — L'acheminement du courrier dans les deux sens entre la métropole et la base de Reggane est réalisé par six liaisons postales hebdomadaires. Cette base ne dessert aucune localité portant le nom d'Ain-Beida. Dans ces conditions, pour lui permettre de mener une enquête en toute connaissance de cause, le ministre des armées demande à l'honorable parlementaire de bien vouloir lui faire connaître les secteurs postaux des unités auxquelles sont affectés les militaires visés dans la présente question.

5601. — M. Delong expose à M. le ministre des armées que les personnels français employés sur les camps américains de l'Est de la France sont touchés par des mesures de compression. S'agissant d'agents régis par les services de l'intendance française et employés au titre du bureau d'aide aux armées alliées, il lui demande quelles dispositions sont éventuellement prévues pour les reclasser dans les services de l'Etat, arsenaux, dépôts, etc. (*Question* du 4 novembre 1963.)

Réponse. — La mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées s'occupe activement de résoudre les problèmes posés par les mesures de réduction de la ligne de communication américaine en France. Elle s'attache notamment à éviter que le personnel civil employé par l'armée américaine, qui est un personnel contractuel, se trouve sans ressource à l'expiration du préavis de licenciement. Pour ce faire, elle recherche localement toutes les possibilités d'embauchage dans le secteur public et le secteur privé. Cependant, il ne peut être envisagé de reclasser les personnels en cause dans des établissements militaires qui sont actuellement tous soumis à des restrictions d'embauchage.

5627. — M. Heltz appelle l'attention de M. le ministre des armées sur la situation des agents sur contrat du ministère des armées dont le statut a été fixé par le décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949. En effet, ces agents, classés selon leur qualification d'employés de bureau ou de techniciens, dans une catégorie correspondant à la hiérarchie des fonctionnaires de l'ordre administratif ou à celle de techniciens d'études et de fabrications du ministère des armées, n'ont pas bénéficié depuis plus de dix ans des diverses améliorations intervenues en faveur des fonctionnaires du même rang, tant en ce qui concerne les revalorisations indiciaires que les aménagements de carrière. Un projet de modification au décret n° 49-1378 précité tendant à accorder aux agents sur contrat du ministère des armées les avantages dont bénéficient, depuis le 1^{er} janvier 1962, d'une part les fonctionnaires des catégories D et C (décrets n° 62-594 et n° 62-595 du 26 mai 1962) et, d'autre part, les techni-

ciens d'études et de fabrications du ministère des armées (décret n° 63-80 du 2 février 1963), a été élaboré par la direction des personnels civils du ministère des armées (sous-direction de la coordination et de la réglementation générale des personnels civils) et soumis, pour accord, à son collègue des finances et des affaires économiques, dans le courant du premier trimestre 1963. Aucune décision n'ayant encore été prise par ce dernier, il lui demande s'il compte intervenir auprès de celui-ci pour qu'il soit mis fin au déclassement dont sont victimes les agents sur contrat du ministère des armées et que la date d'effet des mesures devant être prises en leur faveur soit fixée au 1^{er} janvier 1962. (*Question* du 5 novembre 1963.)

Réponse. — La situation défavorisée des agents sur contrat par rapport à celle de leurs homologues fonctionnaires n'a pas échappé à l'attention du ministre des armées qui, le 21 juin 1963, a adressé au ministre des finances et des affaires économiques un projet modifiant le décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 et tendant notamment à rapprocher les rémunérations des intéressés de celles des personnels titulaires. Ce projet a fait l'objet d'études concertées entre les deux départements intéressés et une réunion de travail a eu lieu récemment à ce sujet à la direction du budget. Il semble donc permis d'espérer une prise de position officielle du ministère des finances dans un délai assez proche.

5656. — Mme Ploux demande à M. le ministre des armées s'il est dans ses intentions de remettre en vigueur dans le département du Finistère les textes de 1931 qui laissent à la charge de son ministère la construction des gendarmeries. Elle lui fait remarquer que, depuis cette date, le département est pris à son compte la construction de plusieurs gendarmeries, alourdissant ainsi son budget en se substituant à l'Etat, celui-ci ne dédommageant le département que par un paiement de loyer égalant 5 p. 100 des capitaux investis. Elle lui demande donc s'il pense pouvoir, dans le cadre de son budget, redevenir le maître de l'œuvre et le payeur de gendarmerie à construire. (*Question* du 6 novembre 1963.)

Réponse. — La loi de finances du 31 mars 1931, à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire, stipule dans son article 66 que le casernement de la gendarmerie, jusqu'alors à la charge des départements, sera désormais à la charge de l'Etat. Ce texte est toujours en vigueur. Cependant, il ressort des travaux préparatoires de cette loi que le législateur n'a pas voulu voir l'Etat devenir propriétaire de l'ensemble du casernement. La circulaire n° 49 du 21 avril 1931 du président du conseil, ministre de l'intérieur, précise à ce sujet que « devront intervenir, en l'occurrence entre l'Etat et les départements, les rapports ordinaires entre propriétaires et locataires ». De plus, dans une lettre adressée au ministre de la guerre le 22 avril 1931, le président du conseil, ministre de l'intérieur, écrit : « mon administration ne voit d'ailleurs aucun inconvénient à ce que les départements qui seraient disposés à acquérir ou à construire un immeuble, assument cette dépense ». Cela explique que les départements aient gardé la propriété des casernes, immeubles de leur domaine, qu'ils louent à l'Etat. Sur près de 4.000 casernes de gendarmerie départementale, 2.520, soit plus de 60 p. 100, appartiennent aujourd'hui encore à des collectivités locales (départements et communes). Cet important domaine immobilier est dans l'ensemble de construction ancienne et en médiocre état. De nombreuses collectivités envisagent l'édification de nouveaux immeubles, voulant ainsi marquer l'intérêt qu'elles portent aux unités de gendarmerie, qui constituent souvent leur moyen d'action essentielle, une garantie de maintien de l'ordre et un élément social non négligeable. Une note du 2 mars 1962 du Premier ministre adressée aux ministres et aux préfets précidents des commissions départementales de contrôle des opérations immobilières a fixé ainsi qu'il suit les conditions dans lesquelles pouvaient être pris en location les immeubles ainsi construits : « De nombreuses collectivités locales ont accepté de construire des immeubles destinés à l'installation des gendarmeries et de louer ensuite ces immeubles à l'Etat moyennant un loyer représentant un pourcentage des capitaux investis. La commission centrale a pris pour règle de se prononcer favorablement sur ces opérations à la double condition que le devis de la construction n'excède pas 55.000 F à 60.000 F par logement, locaux de service compris, et que le taux du loyer stipulé non révisible pendant dix-huit ans n'excède pas de 5 à 6 p. 100 le montant des capitaux investis (terrains compris) ». Les collectivités publiques qui construisent pour la gendarmerie peuvent prélever les fonds de l'opération sur leurs disponibilités budgétaires, mais elles ont aussi la possibilité d'emprunter auprès des caisses de crédit public ou privé. Les caisses de crédit public dont les conditions sont plus avantageuses dépendent toutes du ministère des finances. La caisse des dépôts et consignations prête aux collectivités désireuses de construire des « gendarmeries », dans la limite d'un contingent annuel de 12 millions de francs. Ainsi, puisque l'Etat n'est pas et ne peut être le seul propriétaire du domaine immobilier nécessaire à la gendarmerie, il en assure, en revanche, la charge soit directement, soit indirectement, par le versement de loyers. En ce qui concerne les constructions neuves, le budget de l'Etat ne peut prendre en compte l'ensemble des opérations. La collaboration des collectivités publiques est précieuse et nécessaire pour résoudre le problème du casernement de la gendarmerie. L'Etat apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par ces collectivités parmi lesquelles le département du Finistère figure en bonne place.

5664. — M. Marcel Guyot rappelle à M. le ministre des armées qu'en vertu des dispositions de la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952 tout candidat à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts à titre civil doit avoir effectué six mois au moins de service actif

en sus de ses obligations militaires. Ces dispositions furent prises en leur temps pour pallier l'insuffisance du recrutement (« classes creuses ») et dans le cadre d'une politique de prolongation de la durée effective du service militaire. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, la durée du temps légal du service militaire ayant été ramenée à seize mois, d'abroger les dispositions de la loi précitée qui, par leur caractère discriminatoire, détournent chaque année de nombreux candidats d'un emploi dont le caractère essentiellement civil est évident. (Question du 6 novembre 1963.)

Réponse. — L'article 7 de la loi du 31 mars 1928, dans sa nouvelle rédaction donnée par la loi du 18 juillet 1952, prévoit que les candidats aux emplois d'agents de police d'Etat et de police municipale, des compagnies républicaines de sécurité, des corps de pompiers professionnels, des établissements pénitentiaires, de l'administration des douanes et des eaux et forêts doivent avoir accompli six mois de service actif en sus des obligations militaires. Cette disposition, dont les travaux préparatoires attestent le lien avec la législation sur les emplois réservés, donne en fait un droit de priorité pour l'accès à certaines fonctions aux jeunes gens engagés de deux ans ou plus qui ne désirent pas poursuivre une carrière militaire. De plus, elle permet aux administrations intéressées de recruter pour certains emplois d'autorité « en tenue » des jeunes gens qui ont acquis dans l'armée l'expérience de fonctions de cette nature. Toutefois, le ministre des armées reconnaît que cette disposition fait l'objet d'attaques répétées de la part de certaines administrations et il peut porter à la connaissance de l'honorable parlementaire qu'il accepte le principe d'une étude de la question à l'occasion de la préparation des textes d'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense.

5760. — M. Vial-Massat expose à M. le ministre des armées que, par circulaire du 19 août 1963, il a décidé de rendre applicable aux travailleurs des établissements de l'Etat la loi du 31 juillet 1963 réglementant l'exercice du droit de grève dans les services publics. Cette décision apparaît comme ayant étendu abusivement et illégalement le champ d'application de cette loi. Dans l'exposé des motifs fait par le représentant du Gouvernement à la tribune de l'Assemblée nationale, il a été déclaré que le texte en cause visait à sauvegarder les droits des usagers des services publics touchés par les grèves surprises. Il a été ajouté que les secteurs d'application avaient été déterminés pour éviter une utilisation discrétionnaire de la loi. Or, le motif de sauvegarde des droits des usagers fait totalement défaut, dans la définition qui lui en a été donnée lors des travaux parlementaires préalables à la loi, en ce qui concerne les établissements de l'Etat dépendant du ministère des armées. Rappelant son hostilité totale à la loi dite anti-grève, il lui signale s'il entend rapporter, comme le demandent les intéressés et leurs organisations syndicales unanimes, la décision en cause qui en étend abusivement le champ d'application aux travailleurs des établissements de l'Etat dépendant du ministère des armées. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — La loi du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics précède en son article 1^{er} qu'elle s'applique à tous les personnels civils de l'Etat. En outre, les travaux préparatoires confirment l'interprétation littérale du texte. En effet, les raisons de l'intervention du Gouvernement ont été clairement énoncées dans la déclaration faite le 17 juillet 1963 à l'Assemblée nationale et qui soulignait notamment «... le devoir qui incombe au Gouvernement responsable d'assurer la continuité des services, la sécurité des usagers et, d'une façon générale, la sauvegarde des intérêts de la collectivité nationale ». D'autre part, l'amendement qui limitait l'application de la loi aux seuls personnels civils « dont le fonctionnement continu est nécessaire à l'activité ou à la sécurité des usagers » n'a pas été retenu. Le Gouvernement s'y est opposé en réaffirmant que le texte devait s'appliquer à « tous les agents de l'Etat et, en outre, à ceux des entreprises publiques visées à l'article 31 du code du travail ». Quant à la circulaire du 19 août dernier à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, elle n'a nullement eu pour objet d'étendre la loi du 31 juillet 1963 susvisée aux personnels civils des armées ; cette communication tendait seulement à informer les intéressés des sanctions d'ordre pécuniaire auxquelles, du fait de l'intervention du nouveau texte, les exposeraient désormais des cessations concertées de travail de brève durée. Il n'est donc pas dans les intentions du ministre des armées de revenir sur cette décision.

5938. — M. de Chambrun demande à M. le ministre des armées si, compte tenu des prévisions en matière d'effectifs, il ne songe pas à réduire en premier lieu la durée du service sous les drapeaux des jeunes du contingent soutenus de famille ayant à charge au moins deux personnes. (Question du 21 novembre 1963.)

Réponse. — Toute mesure tendant à réduire la durée du service militaire en faveur d'une seule catégorie d'appelés ne saurait être prise que sous une forme législative. D'autre part, il convient de souligner que de telles dispositions vont à l'encontre du principe strictement appliqué de l'égalité de tous les Français devant les obligations militaires.

CONSTRUCTION

5702. — M. Houël prend acte de la réponse que M. le ministre de la construction lui a fait parvenir à propos des agissements scandaleux de la Société de construction Victor-Simon, à Villeurbanne (Rhône). Il attire toutefois son attention sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'un cas isolé. C'est ainsi que les locataires de la Régie Chapot,

68, boulevard des Belges, à Lyon, résidant à la cité des Iris, 272, rue Francis-de-Pressensé, à Villeurbanne, se voient réclamer des augmentations de loyers abusives.

En septembre 1960, les conditions du bail étaient les suivantes :

Loyer mensuel (charges comprises) : F 3, 250 F ; F 4, 270 F ; F 5, 290 F.

En 1961, les conditions du bail sont modifiées :

Loyer mensuel (charges comprises) : F 3, 260 F ; F 4, 280 F ; F 5, 300 F.

En 1962, nouvelles augmentations :

Loyer mensuel (charges comprises) : F 3, 310 F ; F 4, 330 F ; F 5, 350 F.

Pour 1963, la Régie Chapot met en demeure les locataires d'accepter les conditions suivantes, sous menace de congé :

Loyer mensuel (charges comprises) : F 3, 410 F ; F 4, 450 F ; F 5, 500 F.

C'est ainsi qu'en trois années ces locataires, la plupart de condition modeste, tant pour le loyer que pour le cautionnement, ont subi une augmentation dont le taux varie de 72 à 75 p. 100. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre, d'une part, pour mettre fin aux abus dans le cas signalé et, d'autre part, pour réglementer, en général, les conditions de locations de logements et assimilés de manière que de tels abus ne se renouvellent plus. (Question du 8 novembre 1963.)

Réponse. — A l'occasion des réponses à la question écrite n° 3744, il a été signalé à l'honorable parlementaire que, les manœuvres spéculatives sur les loyers des logements construits avec l'aide du Crédit foncier ayant eu tendance à se généraliser, des dispositions réglementaires doivent être prochainement promulguées dans le but de les combattre. Les mesures envisagées tendent, d'une part, à supprimer les loyers abusifs dans le secteur locatif en cause par la fixation d'un plafond de loyer dans le contrat de prêt et l'obligation de consentir un bail, d'autre part, à éviter le détournement en faveur d'un secteur locatif non contrôlé de crédits destinés, en principe, à favoriser l'accession à la propriété. Cependant, en vertu d'un principe fondamental du droit français, elles ne peuvent avoir un effet rétroactif. Toutes les précisions que souhaite obtenir M. Houël pourront lui être données au cours du débat parlementaire qui doit suivre la réponse à la question orale n° 5045 qu'il a également posée.

EDUCATION NATIONALE

3809. — M. Doze expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à Marseille de nombreux enfants sont renvoyés de leurs lycées avec des moyennes dépassant 9 sur 20, à l'issue de l'actuelle année scolaire. Les parents ne comprennent pas, à juste titre, que dans de tels cas les études de leurs enfants soient gravement compromises. Il lui demande : 1° de lui indiquer le nombre des enfants exclus de leur classe dans les lycées de Marseille et les principales raisons qui motivent ces exclusions aux yeux de l'administration ; 2° de lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour le reclassement de ces élèves, de manière à ce qu'ils puissent poursuivre leur scolarité. (Question du 2 juillet 1963.)

Réponse. — Il convient d'abord de préciser que toute exclusion est prononcée sur avis du conseil de classe, conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 juin 1953. Cette assemblée tient compte, dans sa décision, non seulement de la moyenne générale de l'élève, mais aussi des aptitudes relevées — ou non — dans les disciplines de base (français, mathématiques, langues, sciences, physiques), de l'application, ainsi que de la conduite des élèves au cours de l'année. Dans le cas particulier signalé, l'enquête effectuée par les soins des services académiques, a fait apparaître que les élèves exclus des lycées de Marseille, à l'issue de l'année scolaire 1962-1963, avec des moyennes dépassant 9 sur 20 sont, pour la plupart, soit des redoublants qui n'ont pu être autorisés à tripler leur classe, soit des élèves dont le comportement, en cours d'année, s'est avéré inacceptable. En outre, certains ont pu faire état d'une moyenne générale de 9 sur 20 alors que leur moyenne dans les disciplines de base ne dépassait pas 6 ou 7 sur 20. Enfin, d'autres élèves, soumis à un examen de passage pour l'entrée en classe supérieure, ne s'y sont pas présentés, ou ont obtenu des notes insuffisantes, leur âge ne leur permettant pas de redoubler. Lorsque les insuffisances constatées étaient imputables à un état prolongé de mauvaise santé, les élèves intéressés ont été autorisés à redoubler. En ce qui concerne le reclassement des élèves exclus, il faut indiquer que les familles sont prévenues, à la fin du premier et du deuxième trimestre, de l'éventualité d'une décision défavorable du conseil de classe en fin d'année, s'il n'y a aucune amélioration constatée. Des conseils leur sont donnés en vue d'un changement éventuel d'orientation. Les élèves de sixième et de cinquième exclus des lycées ont tous été, selon leurs aptitudes, orientés conformément aux règles du cycle d'observation, soit vers les collèges d'enseignement général, soit vers les collèges d'enseignement technique, soit vers les classes de fin d'études. Pour les élèves de quatrième et de troisième, les chefs d'établissement s'efforcent de prévenir et de conseiller les familles de ceux d'entre eux qui risquent d'être exclus en fin d'année, et de réorienter les élèves exclus vers les collèges d'enseignement général (en particulier vers les sections spéciales, l'une préparant aux concours administratifs) ou vers l'enseignement technique. Pour les élèves de seconde et de première, ceux d'entre eux, qui ne sont pas admis à redoubler, sont des élèves trop âgés, dont la scolarité apparaît définitivement compromise. Il est conseillé aux intéressés et à leurs familles de consulter un centre d'orientation scolaire et professionnelle pour déterminer les formations plus conformes à leurs aptitudes.

4640. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dès l'école primaire et jusqu'aux concours des grandes écoles, des limites d'âge sont exigées des candidats à l'admission. Or ces limites prennent toujours pour point de départ la date du 1^{er} janvier, ce qui a pour inconvénient de retarder de nombreux mois les enfants nés au début de l'année civile. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun de fixer désormais les limites d'âge au 1^{er} juillet (fin d'année scolaire) ou au 1^{er} octobre (début d'année scolaire), ce qui semblerait plus conforme à l'intérêt des enfants aussi bien qu'à celui de l'enseignement en général. (Question du 14 septembre 1963.)

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, l'âge d'admission des élèves dans les établissements d'enseignement, directe ou par voie de concours, a pour point de départ le début de l'année civile, c'est-à-dire le 1^{er} janvier. Ce système, solidement établi, ne paraît pas présenter d'inconvénients majeurs. En effet : 1^o en ce qui concerne la participation des élèves aux concours, le 1^{er} janvier est choisi pour point de départ de la limite d'âge inférieure, tandis que la limite d'âge supérieure est déterminée au 31 décembre de l'année du concours. Ainsi, les limites d'âge, supérieure et inférieure, jouent-elles en faveur des élèves ; 2^o pour l'admission des élèves à l'école primaire, on se base, en fait, sur l'âge de l'élève au 1^{er} octobre. Sont admis à l'école primaire les enfants ayant ou non fréquenté une école maternelle qui ont six ans révolus au 1^{er} octobre ainsi que ceux qui atteindront l'âge de six ans dans le cours du premier trimestre scolaire (des dispenses peuvent être accordées). Fixer la limite d'âge au 1^{er} juillet n'aurait d'autre résultat que de déplacer le problème. En effet, une date limite, quelle qu'elle soit, présente nécessairement des inconvénients pour les familles dont les enfants sont nés soit avant, soit après cette date, selon qu'il s'agit d'une limite inférieure ou supérieure. C'est pourquoi il ne semble pas opportun de modifier le système actuel.

4907. — M. Palmero rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que des patrouilles scolaires avaient été organisées dans différentes villes par les services de police ou de la prévention routière pour organiser la circulation, notamment aux sorties des écoles, mais qu'à la suite d'interventions diverses le ministre de l'intérieur a mis fin à ces activités. Il lui demande les raisons d'une telle décision et ses intentions à ce sujet au moment où à l'étranger, et notamment en Allemagne, de telles initiatives sont très appréciées. (Question du 1^{er} octobre 1963.)

Réponse. — Le ministre de l'éducation nationale n'est pas défavorable aux patrouilles scolaires organisées pour faciliter la circulation, notamment aux sorties des écoles, sous condition que toutes garanties soient offertes concernant la sécurité des enfants et la responsabilité des familles. La question est de la compétence de M. le ministre de l'intérieur.

4942. — M. Niles attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés qui seront rencontrées à Drancy pour la rentrée scolaire de septembre 1964. Par délibération, en date du 21 juillet 1961, le conseil municipal de Drancy a décidé la construction d'un groupe scolaire dans le quartier de l'Avenir, composé de trente et une classes primaires, huit classes de C. E. G. et huit classes maternelles. La première tranche pour la construction de ce groupe scolaire était inscrite au programme de 1962 ; la seconde tranche inscrite au programme de l'année 1963. Or, actuellement, cette opération n'est toujours pas financée. Des promesses ont été faites au cours de l'année, sans que celles-ci soient suivies d'effet. Les constructions H. L. M. du quartier de l'Avenir continuent à un rythme satisfaisant, ce qui laisse prévoir qu'il sera impossible d'accepter tous les enfants de ce quartier à la rentrée scolaire 1964 si ce groupe n'est pas terminé. D'ailleurs, dès cette année, la rentrée a été subordonnée au prêt de dix classes par la ville voisine de Bobigny, situation qui évidemment ne pourra pas se reproduire dans l'avenir. Des crédits ont été votés avant la clôture de la dernière session de l'Assemblée nationale, et des espoirs avaient été donnés aux élus. Or, il vient d'être rendu public que tous ces crédits votés par le Parlement pour la construction de nouvelles classes ont été dans leur quasi-totalité affectés à des opérations déjà engagées et qui nécessitaient des compléments de crédits. Il lui demande à quel moment la construction de l'école de l'Avenir, qui figure au programme des années 1962-1963, sera financée, attendu que, si les travaux de construction ne commencent pas dès le mois de septembre 1963, il ne sera pas possible d'assurer la rentrée scolaire à Drancy en 1964. (Question du 1^{er} octobre 1963.)

Réponse. — Le financement de ce groupe scolaire interviendra avant la clôture de l'exercice 1963.

5192. — M. Tricon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans sa réponse à la question écrite n° 4484 (Journal officiel, débats A. N. du 2 octobre 1963, p. 4966), il a déclaré à la fois que l'examen du B. E. P. C. « consacre la fin des études du premier cycle » et « qu'il n'a en aucune façon pour objet de reconnaître aux titulaires de ce diplôme l'aptitude d'entrée en classe de seconde ». Compte tenu du fait que le B. E. P. C. n'est pas un simple certificat de scolarité délivré automatiquement à la fin de la classe de troisième, il lui demande s'il ne lui paraît pas contradictoire d'admettre qu'un élève ayant atteint en juin le niveau des études de la fin de la troisième, comme l'Etat en atteste lui-même au moyen du diplôme qu'il délivre, puisse être considéré comme incapable de suivre en septembre les cours du début de la seconde. (Question du 11 octobre 1963.)

Réponse. — Le décret n° 59-1314 du 16 novembre 1959, modifiant le brevet d'études du premier cycle du second degré, fait apparaître dans son exposé des motifs que : « cet examen est destiné à couronner les études des élèves de l'enseignement du premier degré... les élèves de l'enseignement long peuvent s'y présenter et les épreuves ont été conçues de telle sorte que leur nature ne puisse en détourner aucun élève qui désire les affronter ». En conséquence, il convient de considérer cet examen comme une vérification des notions acquises dans l'enseignement du premier degré, destiné aux candidats désireux, avant d'abandonner leurs études de « posséder un parchemin, si modeste soit-il ». Il ne saurait en aucun cas constituer pour les candidats une preuve de leur aptitude à suivre l'enseignement du second degré. La modification de la terminologie, intervenue pour définir les divers enseignements, n'a en rien modifié la nature du B. E. P. C. ; celui-ci marque une étape dans le déroulement de la scolarité, mais reste totalement indépendant de la poursuite d'études dans les enseignements de second cycle court ou long.

5251. — M. Philibert expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des inspecteurs de l'enseignement agricole en Algérie, rapatriés, ont été mis à la disposition de certains inspecteurs d'académie en métropole mais que leur situation administrative ne semble pas encore régularisée. Il lui signale que le décret n° 63-410 du 22 avril 1963 et l'arrêté d'application du 27 avril, pris en faveur de certains fonctionnaires, semblent contenir des bases propres à faciliter l'intégration de ces personnels dans le cadre des inspecteurs de l'enseignement primaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de ces personnels. (Question du 15 octobre 1963.)

Réponse. — « La solution du problème de l'intégration des inspecteurs de l'enseignement agricole en Algérie se heurte à certaines difficultés, du fait que le corps algérien, auquel appartiennent ces fonctionnaires, ne correspond à aucun corps similaire en métropole. L'inspection de l'enseignement agricole n'existe, en effet, en métropole, ni au ministère de l'éducation nationale ni au ministère de l'agriculture où il semblait, au premier abord, que les fonctionnaires, dont il s'agit, auraient dû trouver leur place. Toutefois, il semble possible de conclure, après une étude plus approfondie, que les agents intéressés doivent normalement être intégrés dans les cadres du ministère de l'éducation nationale. Compte tenu de cette décision de principe, il convient désormais de déterminer les conditions précises de rattachement de ces agents, soit au cadre des instituteurs, soit à celui des inspecteurs primaires, en faisant application des dispositions de l'article 6 du décret n° 63-410 du 22 avril 1963 ».

5398. — M. Chapuis expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il aurait été décidé, dans le plan de réforme administrative, de réunir en un seul « service d'action sanitaire et sociale » dépendant du ministère de la santé publique les divers services médicaux et sociaux qui sont à présent rattachés à d'autres ministères, services qui devraient entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 1964. Il lui demande : 1^o si les services médicaux et sociaux de son ministère seront transférés intégralement au ministère de la santé publique ; 2^o s'il n'y a pas transfert, par qui et comment sera assuré le contrôle de santé systématique de la population scolaire du 1^{er} et du 2^e degré, ou si ce contrôle de santé sera modifié ou abandonné ; 3^o ce que deviendra le personnel médical recruté par ses soins pour effectuer ce contrôle, personnel qui, dans sa plus grande partie, est contractuel. (Question du 22 octobre 1963.)

Réponse. — Il est exact qu'un conseil interministériel a pris, le 26 juin 1963, la décision de regrouper dans un « service d'action sanitaire et sociale » dépendant du ministère de la santé publique, les divers services médicaux et sociaux qui sont actuellement rattachés à d'autres ministères. La réforme devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1964. Ses modalités sont actuellement étudiées par une commission constituée auprès de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et ne sont pas encore définitivement arrêtées. C'est, sous cette réserve, que peuvent être données les premières indications suivantes : 1^o les services médicaux et sociaux de l'éducation nationale ne seront pas transférés intégralement à la santé publique ; 2^o le contrôle de santé systématique de la population scolaire, du premier comme du second degré, sera assuré par les médecins appartenant actuellement aux services médicaux et sociaux de l'éducation nationale, qui dépendront dorénavant de la santé publique. Les activités élaborées en commun par le ministre de l'éducation nationale et par le ministre de la santé publique, dans le cadre de programmes établis dans chaque département par accord entre le service d'action sanitaire et sociale et l'inspection académique, et sous le contrôle de l'inspecteur d'académie. En ce qui concerne le second degré, il y a lieu de préciser que la médecine de soins des établissements, distincte du contrôle médical exercé par les services médicaux et sociaux, sera maintenue dans sa forme actuelle ; 3^o le personnel médical des services médicaux et sociaux, tant titulaire que contractuel, sera transféré à la santé publique, ce qui n'exclut pas que certains médecins puissent rester à la disposition de l'éducation nationale.

5847. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'avancement des secrétaires d'administration universitaire au grade de chef de section, qui leur assurerait en fin de carrière un meilleur indice terminal, ne sera possible que lorsque ce grade de chef de section, prévu par le décret du 14 avril 1962, sera effectivement créé. Mais aucune mesure fixant les conditions d'accès à ce grade n'a encore été prise. Il lui demande dans quel délai les

intéressés peuvent espérer voir instituer ce nouveau grade, qu'ils attendent depuis plus d'un an et demi. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — La création, par le décret indiciaire du 10 juillet 1963, du grade de chef de section ou assimilé dans l'échelle type de la catégorie B, appelle une modification du décret du 27 février 1961 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de cette catégorie. Les départements ministériels des finances et de la fonction publique ont élaboré, à cet effet, un projet de décret qui définit notamment la structure de ce grade et les modalités de son accès. Ce texte, en cours de signature, devrait être publié dans un délai raisonnable. Sa publication permettra la mise en place, au sein des personnels de l'administration universitaire, du grade de chef de section créé par le décret indiciaire du 14 avril 1962.

5848. — M. Marceau Laurent expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les agents de service des établissements d'enseignement sont toujours dans l'attente des textes promis qui devraient fixer un statut unique, quel que soit l'établissement dans lequel ils exercent, et apporter une amélioration aux conditions de promotion interne. Le bien-fondé de ces mesures n'étant pas contesté, il lui demande dans quel délai les intéressés peuvent espérer pouvoir en bénéficier. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Le projet de statut tendant à unifier les dispositions diverses, régissant les agents de service des établissements d'enseignement et à mettre en place de nouvelles structures, fait encore l'objet de négociations qui devraient aboutir prochainement. Le ministère de l'éducation nationale s'efforce de mener ces dernières à leur terme afin de permettre une publication aussi rapide que possible des textes réglementaires requis.

5849. — M. Le Theule demande à M. le ministre de l'éducation nationale quand il pense publier le statut des agents de service des établissements d'enseignement. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Le projet de statut des agents de service des établissements d'enseignement fait encore l'objet de négociations qui devraient aboutir prochainement. Le ministère de l'éducation nationale s'efforce de mener ces dernières à leur terme afin de permettre une publication aussi rapide que possible des textes réglementaires requis.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

5281. — Mme Ayme de La Chevèlière expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application des dispositions de l'article L. 698 du code de la sécurité sociale, étendant à l'allocation supplémentaire les dispositions de l'article L. 631, alinéa 1^{er}, dudit code, les arrérages servis au titre de cette allocation sont recouvrés sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net de cette succession est au moins égal à 20.000 francs. Elle lui fait observer que ce chiffre de 20.000 francs fixé en 1956 (art. 15 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956) est manifestement insuffisant eu égard à l'augmentation constante des prix des biens mobiliers et immobiliers qui est intervenue depuis sept ans. Elle lui demande s'il n'estime pas indispensable, en vue d'éviter que l'application de cette disposition n'entraîne des conséquences sociales regrettables, de relever ce chiffre de 20.000 francs et de le porter au minimum à 50.000 francs, tant en ce qui concerne les arrérages servis aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire que ceux servis au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. (Question du 16 octobre 1963.)

Réponse. — L'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est une prestation non contributive, destinée à venir en aide aux personnes les plus démunies de ressources. Il est donc logique d'en demander le remboursement lorsque la succession d'un prestataire le permet. A cet égard, il ne semble pas que le chiffre de 20.000 francs fixé par la loi du 30 juin 1956 au-delà duquel un tel remboursement est prévu puisse être considéré comme anormalement faible et il n'est pas envisagé actuellement de le modifier. L'attention de l'honorable parlementaire est au surplus attirée sur les dispositions de l'article 49 du décret du 26 juillet 1956, aux termes duquel le recouvrement des arrérages d'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité sur la part de succession attribuée au conjoint survivant peut être différé jusqu'au décès de ce dernier. Ainsi se trouve évitée la seule conséquence sociale regrettable que pourrait entraîner l'action en récupération.

5387. — M. Raymond Boisdé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation suivante: 1° une société anonyme A, existant sous cette forme depuis plus de deux ans, ayant son siège à Paris et exerçant une activité industrielle et commerciale, a fait l'objet d'une scission au profit de deux sociétés anonymes nouvelles B et C. Cette scission, faite dans le cadre de l'article 718 du code général des impôts (régime des fusions), est devenue définitive le 29 août 1963; 2° au moyen de cette scission, la société A a apporté à la société B un terrain à bâtir pour sa valeur actuelle (supérieure à sa valeur comptable) et a apporté à la société C le surplus de son actif, et notamment son établissement industriel et commercial, à charge pour la société C de régler le passif. La société A s'est trouvée dissoute et liquidée à la date du 29 août 1963, les actions des sociétés B

et C ayant été réparties entre les actionnaires de la société A; 3° la société B est une société anonyme immobilière de copropriété régie notamment par les lois des 28 juin 1938, 4 février 1943, 29 octobre 1946, l'article 80 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 et le décret n° 55-563 du 20 mai 1955. Elle a pour unique objet l'édification d'un immeuble collectif à usage principal d'habitation, en vue de sa division en appartements et locaux destinés à être attribués aux actionnaires en jouissance ou en propriété, dans les termes de la loi du 28 juin 1938. Il lui demande: 1° si, compte tenu de l'instruction générale du 14 août 1963 (notamment les paragraphes 278 et 280), la scission engendre les conséquences fiscales d'une cessation d'entreprise; et, dans l'affirmative, à quel moment et de quelle manière serait calculée la plus-value éventuellement imposable, de quels impôts serait passible cette plus-value, et qui devrait en assumer la charge; 2° si, nonobstant son origine et la date de sa constitution, la société B peut se prévaloir du nouveau régime de la fiscalité immobilière découlant de la loi du 15 mars 1963 et des décrets d'application correspondants; 3° si le principe de la transparence fiscale est intégralement applicable pour la société et ses actionnaires; 4° si la dissolution de cette société, après terminaison de l'immeuble suivi de l'attribution aux actionnaires des lots auxquels ils voient, entraîne des droits et impôts et, dans l'affirmative, lesquels. (Question du 22 octobre 1963.)

Réponse. — 1° Il est de principe que le régime fiscal des fusions — applicable aux scissions de sociétés sous les conditions édictées aux articles 210 et 115-2 du code général des impôts — a pour effet, non de supprimer définitivement l'exigibilité de l'impôt sur les sociétés et de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers à raison des plus-values d'immobilisations dégagées par l'opération, mais seulement d'en reporter le fait générateur à une époque ultérieure. Les dispositions des articles 210 et 115-2 précitées ne sont donc applicables que pour autant que la société absorbante ou nouvelle est elle-même passible de l'impôt sur les sociétés et de la retenue à la source sur les revenus des capitaux immobiliers. Or, sous l'empire du nouveau régime institué par la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, les sociétés immobilières de copropriété entrant dans les prévisions du paragraphe I de l'article 30 de cette loi, réputées inexistantes sur le plan fiscal, sont exclues du champ d'application de l'impôt sur les sociétés ainsi que de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers. Par suite, dans le cas exposé par l'honorable parlementaire d'une société anonyme exerçant une activité industrielle et commerciale qui a fait simultanément apport, d'une part, d'un terrain lui appartenant à une société visée à l'article 30-I de la loi du 15 mars 1963 précitée et, d'autre part, de tous ses éléments actifs et passifs à une société anonyme relevant du régime de droit commun, l'apport du terrain n'a pu être placé sous le bénéfice des dispositions des articles 210 et 115-2 susvisés. Conformément à l'article 221-2 du code général des impôts, l'opération doit donc être considérée comme une cession d'entreprise motivant l'application immédiate de l'impôt sur les sociétés sur la plus-value du terrain compris dans l'apport, sous réserve, le cas échéant, des dispositions des articles 152-1 ou 219 (3^e alinéa) du code précité. Cette imposition est à la charge de la société scindée. En outre, la répartition, entre les actionnaires de cette société, des titres de la société anonyme immobilière de copropriété rémunérant l'apport du terrain entraîne la perception de la retenue à la source à raison de la quote-part du boni de scission de la société apportée incluse dans ces titres. Cette retenue à la source doit être versée par le liquidateur de la société scindée pour le compte des bénéficiaires de ladite répartition. Enfin, ces derniers devront comprendre leur quote-part du même boni de scission dans leur revenu imposable soit à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (sauf application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 161 du code précité), soit à l'impôt sur les sociétés, selon le cas. Par ailleurs, nonobstant la règle suivant laquelle une scission de société doit être considérée, du point de vue fiscal, comme une opération unique à envisager dans son ensemble pour l'application éventuelle de l'article 210 dudit code lorsqu'il en est fait la demande, il est admis, dans le cas considéré où l'apport du terrain ne peut bénéficier des dispositions de cet article, que l'apport du surplus de l'actif de la société scindée à la société anonyme de droit commun est néanmoins susceptible d'être placé sous l'empire des articles 210, 115-2 et 159-2 susmentionnés; 2° et 3° réponse affirmative, à la condition que la société anonyme immobilière de copropriété ait en fait pour unique objet celui défini à l'article 30-I de la loi du 15 mars 1963 et fonctionne conformément à cet objet; 4° sous la même réserve, l'acte constatant la dissolution et le partage en nature de cette dernière société dans les conditions prévues à l'article 31-II-2^e de la loi du 15 mars 1963 est susceptible d'être enregistré au droit fixe de 50 francs, pour toute perception au profit du Trésor. Au surplus, l'attribution aux actionnaires de la société des locaux auxquels ils ont vocation n'aura aucune incidence sur l'application des impôts sur le revenu dont ils sont redevables.

INDUSTRIE

5606. — M. Thillerd expose à M. le ministre de l'Industrie que les plaintes des collectivités locales et des particuliers sont multiples au sujet d'infractions au régime des débits réservés des eaux au niveau des concessions des différents ouvrages. Ces plaintes ne donnent pratiquement pas de résultat car la méthode d'instruction des affaires et le taux prévu des amendes sont réellement très favorables au grand attributaire des concessions qu'est Electricité de France. Il lui demande s'il est possible de modifier les textes organisant la surveillance des débits réservés en la confiant à une administration indépendante d'Electricité de France et si l'on

peut envisager une automaticité de cette surveillance et une augmentation substantielle du taux des amendes. (Question du 4 novembre 1963.)

Réponse. — En vue d'assurer le maintien en rivière des débits réservés imposés aux concessionnaires de chutes d'eau, l'administration a, depuis de nombreuses années, pris l'initiative de compléter le cahier des charges-type de concession des forces hydrauliques par des dispositions appropriées : 1° tout d'abord, pour permettre la vérification des débits laissés en rivière à l'aval des barrages, l'article 5 des cahiers des charges de concession qui, entre autres dispositions, fixe la valeur des débits réservés, est le plus souvent complété par une clause faisant obligation aux concessionnaires d'établir et d'entretenir à leurs frais, si l'administration le reconnaît nécessaire, les installations destinées à permettre le contrôle des débits, les dispositions de détail des installations dev. nt être approuvées par l'ingénieur en chef du contrôle en accord avec le service de l'aménagement agricole des eaux ; 2° d'autre part, en égard au fait que, dans le cahier des charges type de concession de forces hydrauliques, aucune sanction n'est prévue pour garantir l'exécution des prescriptions de l'article 5 susvisé en ce qui concerne le débit minimum à laisser en rivière, il a été prévu qu'en règle générale l'article 56 dudit cahier des charges, qui traite des péonalties applicables aux concessionnaires, devrait être complété par une disposition prévoyant qu'en cas de manquement aux prescriptions susvisées les concessionnaires seraient passibles d'une amende calculée de telle sorte qu'elle soit supérieure au profit résultant de l'utilisation des débits à des fins énergétiques. Quant au contrôle des prescriptions des cahiers des charges de concession, il est confié aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées chargés des circoscriptions électriques qui, placés sous l'autorité du ministre de l'Industrie, sont entièrement indépendants d'Electricité de France. Les ingénieurs en chef ont notamment compétence pour recevoir toute réclamation concernant des manquements aux prescriptions des cahiers des charges de concession et pour prendre, dans chaque cas d'espèce, les mesures qui s'imposent pour faire cesser les infractions.

5724. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les dispositions de l'arrêté du 27 juillet 1963 relatif à la tenue du registre du commerce. L'article 1^{er}, paragraphe 2, 1^{er}, prévoit la présentation de la pièce en vertu de laquelle ne figure pas le contrat de domiciliation. Or ce document se présente fréquemment dans la pratique commerciale, sans nécessairement nuire à la réalité de l'entreprise, laquelle, momentanément, peut avoir des difficultés pour trouver un local à louer ou à acheter. Il lui demande s'il faut comprendre, d'après le texte cité, qu'une société qui aura son siège dans un local où elle se sera régulièrement domiciliée en vertu d'un contrat écrit ne pourra plus obtenir son immatriculation. (Question du 9 novembre 1963.)

Réponse. — Le caractère limitatif des énonciations de l'article 1^{er}, paragraphe 2, 1^{er}, de l'arrêté du 27 juillet 1963 relatif à la tenue du registre de commerce répond au souci de mettre un terme à la pratique des domiciliations fictives, généralisées de complications en matière d'assurance vieillesse des non-salariés et parfois aussi de fautes aux dispositions du code de l'urbanisme et de l'habitation. Cette préoccupation devait conduire à exclure de la liste des pièces justificatives toute convention relative à l'occupation des locaux qui ne répondrait pas aux critères juridiques de la propriété et de la location ou des modalités qui en dérivent. Le contrat de domiciliation dont la fonction économique, telle que l'évoque l'honorable parlementaire, répond parfois à une nécessité sans nuire à la réalité de l'entreprise, a été souvent utilisé à des fins trop différentes pour qu'il ait paru possible de le comprendre au nombre des justifications exigées des assujettis à l'immatriculation. Toutefois, le département de l'Industrie qui exerce la tutelle du registre du commerce peut toujours être consulté sur les problèmes que soulèverait l'application des dispositions susvisées.

INTERIEUR

5431. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre de l'intérieur que la commission nationale paritaire des agents communaux a, le 4 décembre 1962, donné un avis favorable au classement indiciaire intéressant différentes catégories de personnel, qui a fait l'objet de contre-propositions du ministère des finances, jugées inacceptables, lors d'une nouvelle réunion de la commission nationale le 7 écoulé. Il lui demande s'il ne croit pas utile d'inviter le Premier ministre à trancher en faveur de l'avis de la commission nationale paritaire le différend existant entre ses services et ceux du ministère des finances. (Question du 23 octobre 1963.)

Réponse. — Si, en matière de classement indiciaire des emplois de direction des services municipaux, le ministère des finances a formulé, sur un certain nombre de points, un avis différent de celui émis par la commission nationale paritaire, il n'a pas pour autant exclu toute possibilité de discussion entre ses services et ceux du ministère de l'intérieur. C'est si vrai qu'à l'heure actuelle des entretiens ont lieu entre fonctionnaires des deux départements ministériels pour tenter de régler au mieux le problème posé et rien n'interdit de penser qu'une solution satisfaisante pourra intervenir.

5678. — M. François Bénard (Oise), se référant à l'avis d'ouverture d'un examen en vue de la constitution d'une liste d'aptitude aux fonctions d'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours, paru au Journal officiel du 24 octobre 1963, demande à M. le ministre de l'intérieur s'il peut lui confirmer que, concernant le paragraphe A, seuls peuvent faire acte de candidature les officiers

ou anciens officiers de sapeurs-pompiers communaux (professionnels ou volontaires) du grade de capitaine ou d'un grade supérieur. (Question du 7 novembre 1963.)

Réponse. — L'avis d'ouverture d'un examen en vue de la constitution d'une liste d'aptitude aux fonctions d'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours publié au Journal officiel du 24 octobre 1963, ne fait que reproduire le texte du décret du 21 janvier 1953, qui dispose dans son paragraphe A : « les officiers ou anciens officiers de sapeurs-pompiers du grade de capitaine ou d'un grade supérieur ». Par voie de conséquence, l'examen est ouvert à tous les officiers de sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires du grade de capitaine.

5730. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'intérieur que le département des Pyrénées-Orientales a cruellement souffert des intempéries causées par les pluies diluviennes de la première quinzaine de septembre. La plupart des torrents et des rivières en crue ont débordé en de multiples endroits. D'énormes brèches se sont produites. Les lits des torrents ont été en peu de temps ensevelis. Les embouchures ont connu les mêmes phénomènes. Les biens des collectivités ont particulièrement souffert. A présent, l'état des berges et des embouchures est tel que de nouvelles pluies entraîneraient des débordements des torrents et des rivières susceptibles de provoquer la perte de vies humaines. Le problème de la protection civile se pose donc avec acuité, et il faut réaliser d'extrême urgence un ensemble de travaux de défense des rives. Il lui demande : 1° quels sont la nature, l'étendue et le montant des dégâts provoqués par les pluies et les crues de septembre 1963 dans le département des Pyrénées-Orientales : a) aux récoltes et aux biens privés ; b) aux collectivités, canaux, routes, chemins, adductions d'eau, ouvrages d'art, ponts, ponceaux ; c) aux berges des rivières et aux ouvrages de garantie de ces berges ; 2° quelles mesures d'aide le Gouvernement a prises ou compte prendre pour réaliser les travaux d'aménagement et de protection nécessaires ; 3° s'il ne juge pas utile de classer le département des Pyrénées-Orientales comme victime des calamités publiques ; 4° s'il ne juge pas utile de faire rapidement rejouer les dispositions légales qui servent à faire face aux catastrophiques dégâts des crues d'octobre 1940. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — 1° Le montant des dégâts causés aux biens publics dans les Pyrénées-Orientales par les pluies et inondations de 1962 et de 1963 peut être évalué à 76.871.499 francs répartis ainsi qu'il suit :

Défense des rives.....	57.025.000
Voirie :	
Nationale	2.573.000
Départementale	2.620.000
Communale	6.097.244
	11.290.244
Equipements collectifs agricoles :	
Irrigations	4.631.400
Assainissement des terres par fossés.....	309.000
Adductions d'eau.....	729.550
Egouts	191.500
Voirie rurale.....	2.614.800
Périmètre de reboisement.....	80.000
	8.556.250
Total	76.871.494

2° En vue de procéder aux travaux d'extrême urgence, les dotations supplémentaires suivantes ont été inscrites dans le projet de loi de finances rectificative n° 680 actuellement déposé devant le Parlement : A. P., 6.500.000 ; C. P., 1.300.000. Ces dotations se décomposent de la façon suivante pour chaque département ministériel intéressé :

Ministère de l'agriculture. — Chapitre 61-60. — Subventions d'équipement pour le génie rural : A. P., 3.500.000 ; C. P., 700.000.

Ministère des travaux publics. — Chapitre 53-20. — Routes et ponts ; reconstruction et grosses réparations : A. P., 2.000.000 ; C. P., 600.000 (dont une partie intéresse les départements de l'Ardeche et de l'Aude)

Chapitre 63-90. — Subventions d'équipement pour travaux divers : A. P., 1.000.000 ; C. P., 1.000.000.

3° Devant l'ampleur des dégâts, le département des Pyrénées-Orientales a été classé comme zone sinistrée au regard de la loi du 26 septembre 1948, modifiée par celle du 8 août 1950, et de l'article 675 du code rural de façon à permettre le bénéfice de prêts spéciaux ; 4° De plus, la décision a été prise de réunir prochainement la commission spéciale prévue par l'article 6 de la loi du 9 novembre 1942.

5768. — M. Houël expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il ne lui a pas été possible d'intervenir avec suffisamment de temps, dans le débat sur le budget de son ministère, du fait du peu de temps de parole dont a disposé le groupe parlementaire auquel il appartient. Protestant contre cette intolérable restriction des prérogatives des députés, il lui demande, par voie de question écrite où en sont les mesures en faveur des personnels de préfecture promises depuis un an et que semblait annoncer comme imminentes le secrétaire d'Etat répondant le 2 juillet dernier à un sénateur : a) en matière d'effectifs le secrétaire d'Etat annonçait une augmentation pour tenir compte du fait démographique et de l'accroissement des tâches, notamment en matière de construction scolaire. Or, à l'examen du projet de budget du ministère de l'intérieur, aucun crédit ne semble être dégagé à cet effet ; b) en matière de prise en charge, titularisation d'auxiliaires et création d'emplois, à part la création de

trois emplois pour la Réunion, rien n'apparaît au projet de budget pour satisfaire aux besoins; c) en ce qui concerne les commis « ancienne formule », M. le secrétaire d'Etat, le 2 juillet, au Sénat, rappelait l'arbitrage rendu en juin 1962 par M. le Premier ministre, tendant à leur transfert dans le grade de rédacteur. Or, à ce jour, aucune décision d'application n'a été prise; d) commis nouvelle formule: M. le secrétaire d'Etat a indiqué qu'un projet de statut, intéressant cette catégorie était à l'étude. Où en est-on? Et s'agissant de la circulaire du 6 mai 1959 portant révision de classement, quand recevra-t-elle application; e) agents de bureau et de service: l'accès au grade de commis était annoncé, mais rien ne figure au budget pour que cette opération puisse être réalisée; f) promotion à l'échelle supérieure des cadres C et D dite des 25 p. 100. Des aménagements au décret du 26 mai 1962 étaient à l'étude selon M. le secrétaire d'Etat. Or, aucune promotion n'est pratiquement plus possible en cadre D et aucune mesure nouvelle n'est publiée; g) mécanographes, sténos et dactylos: malgré les promesses aucun relèvement indiciaire ou indemnitaire n'est annoncé en cadre D, et rien n'est annoncé ou n'apparaît au budget; h) secrétaires administratifs: cette catégorie attend toujours la décision pour le reclassement dit « des dix-huit mois » accordé à la catégorie homologue des finances, des P. et T., de la radio et de l'aviation civile; de même que les intéressés attendant toujours l'accès aux grades d'avancement (chef de section et secrétaire en chef); i) attachés: depuis plus de deux ans, il n'y a plus d'avancement de classe et aucun aménagement de statut n'est en cours. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en faveur des personnels de préfecture relativement aux points susévoqués. (Question du 13 novembre 1963.)

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes: a) en matière d'effectifs: les impératifs budgétaires n'ont pas permis de procéder aux créations et transformations d'emplois que le ministère de l'intérieur avait envisagées; b) auxiliaires: de ce fait les propositions formulées en vue de la prise en charge et de l'intégration des auxiliaires dans les cadres d'exécution et de service des préfectures n'ont pu être prises en considération. Le ministère de l'intérieur est toutefois disposé à renouveler lesdites propositions, notamment lors de la préparation du budget de 1965; c) commis « ancienne formule »: le problème des commis « ancienne formule » a fait l'objet d'échanges de vue entre les départements ministériels intéressés. Il est permis d'espérer qu'une solution interviendra à brève échéance; d) commis « nouvelle formule »: les ministères intéressés ont été saisis d'un projet de décret tendant à la création d'un cadre nouveau d'agents spéciaux et d'agents administratifs de préfecture, réalisant ainsi une parité entre la situation des commis de préfecture et celle de leurs homologues des administrations financières et des P. et T. Le ministère de l'intérieur poursuit, par ailleurs, ses efforts en vue de l'application des dispositions de la circulaire du 6 mai 1959 aux commis de préfecture dans des conditions identiques à celles adoptées dans différents ministères; e) agents de bureau: c'est à la faveur de la prise en charge et de la titularisation des auxiliaires départementaux que le ministère de l'intérieur espère pouvoir améliorer la situation des agents de bureau en leur permettant d'accéder sous certaines conditions au grade de commis. Les impératifs budgétaires n'ont malheureusement pas permis de retenir dans le projet de loi de finances pour 1964 les propositions du ministère de l'intérieur tendant à la titularisation des agents susvisés; f) promotion à l'échelle supérieure des cadres C et D: l'attention des départements ministériels intéressés a été appelée sur la nécessité d'apporter de sensibles aménagements au décret du 26 mai 1962 et, à tout le moins, d'assouplir son application sous forme de promotions en surnombre; g) mécanographes, sténos et dactylos: le ministère de l'intérieur vient d'entreprendre l'étude de différents problèmes relatifs à la situation des mécanographes sur machines à cartes perforées, en service tant à son administration centrale que dans les préfectures. Quant aux sténodactylographes et dactylographes, il est favorable à un relèvement de leur échelonnement indiciaire, ou à défaut à une majoration des avantages indemnitaires dont elles bénéficient actuellement; h) secrétaires administratifs: les discussions se poursuivent avec les départements ministériels intéressés en vue de réparer le préjudice de carrière subi par les secrétaires administratifs de préfecture lors de leur reclassement dans les échelles fixées par le décret du 27 février 1961. En ce qui concerne, par ailleurs, les deux grades d'avancement de chef de section et de secrétaire en chef, il doit être précisé que le premier sera régi par un statut interministériel, dont la publication ne saurait tarder, et que le statut particulier qui régira le second est en cours de discussion avec les ministères intéressés; i) attachés: le ministère de l'intérieur a mis à l'étude un projet de réforme du statut des chefs de division et attachés de préfecture, compte tenu des modifications qui viennent d'être apportées au statut des fonctionnaires des services extérieurs du ministère des finances. Il sera soumis prochainement au comité technique paritaire central des préfectures.

5880. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les nombreux accidents de circulation qui se produisent depuis quelque temps au bois de Boulogne. Au cours de la seule semaine du 10 au 17 novembre 1963 trois accidents graves sont arrivés, causant plusieurs morts. La plupart de ces accidents semblant résulter du non-respect des règles les plus élémentaires de conduite (vitesse limite, priorité, etc.), il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre pour le bois de Boulogne des mesures spéciales, par exemple, en ramenant systématiquement la vitesse limite à quarante-cinq kilomètres/heure pour toutes les voies et en sanctionnant sévèrement toute infraction relevée, même si elle n'a causé aucun accident. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Le bois de Boulogne comme le bois de Vincennes font partie de l'agglomération parisienne au sens du code de la

route et à ce titre la vitesse s'y trouve limitée à soixante kilomètres/heure comme dans toutes les agglomérations. L'effort qui semble devoir être fait tend à obtenir le respect de cette limitation à soixante kilomètres/heure, ce qui constituerait déjà un progrès très sérieux par rapport à la situation de fait. Des instructions sont données en ce sens aux services pour mettre en place un dispositif approprié consistant au contrôle des vitesses et à l'interpellation des contrevenants. Enfin, de nombreuses allées secondaires ont déjà été interdites à la circulation des véhicules; une étude faite il y a plusieurs mois a montré qu'il était difficile de comprendre de nouvelles voies dans cette interdiction. La sécurité semble plutôt devoir être recherchée dans l'installation de nouvelles signalisations sur les artères principales qui traversent les bois et à un contrôle renforcé qui est mis en place à proportion des moyens disponibles.

JUSTICE

5347. — M. Odru expose à M. le ministre de la justice le cas suivant dont il a été saisi: un enfant naturel reconnu par son père et par sa mère, lesquels ont vécu maritalement pendant neuf ans, habite actuellement avec sa mère dans la maison de son père décédé depuis décembre 1961. A défaut de dispositions testamentaires, l'enfant naturel reconnu va hériter des trois quarts. Mais l'opposition des cohéritiers va conduire à la vente de la maison à une tierce personne, alors que l'enfant naturel et sa mère, avec l'aide d'un prêt du Crédit foncier, souhaitent racheter le quart et continuer à disposer de l'habitation. Il risque d'en résulter pour la mère et l'enfant, âgé de trois ans, l'éviction de la maison familiale, alors que la part du prix de vente qui revient à l'enfant serait consignée à la caisse des dépôts jusqu'à la majorité de celui-ci. Une telle situation semble regrettable à tous égards. Il lui demande de quelles protections légales disposent les intéressés pour conserver leur droit d'habiter la maison familiale et, à défaut, quelles initiatives il compte prendre pour aider cette maman et son fils et pour éviter que des cas de ce genre ne se reproduisent. (Question du 18 octobre 1963.)

Réponse. — Les précisions données dans la question posée incitent à penser que l'hypothèse dans laquelle il convient de se placer est celle prévue à l'article 759 du code civil; c'est-à-dire celle dans laquelle le père décédé intestat ne laisse pas d'autres descendants, mais seulement des ascendants ou des frères et sœurs ou des descendants légitimes de frères et sœurs. Si telle est bien l'hypothèse envisagée, l'enfant naturel reconnu a la qualité d'héritier propriétaire indivis des biens composant la succession de son père. En cette qualité, et sous réserve que le local litigieux ait effectivement constitué son habitation à l'époque du décès, l'enfant paraît réunir les conditions prévues par l'article 815 du code civil, tel que modifié par la loi n° 61-1378 du 19 décembre 1961, pour que soit demandé par son représentant légal, durant sa minorité, le maintien dans l'indivision dudit local. En outre, et toujours sous la même réserve, une demande d'attribution préférentielle du local d'habitation pourrait être envisagée sur le fondement des dispositions de l'article 832 du code civil également modifié par la loi précitée du 19 décembre 1961. Il importe cependant de signaler que le maintien dans l'indivision ou l'attribution préférentielle d'un local d'habitation n'est jamais de droit. A défaut d'accord entre les parties, il appartient au tribunal de se prononcer en fonction des intérêts en présence. Il convient enfin d'ajouter, pour le cas où la succession aurait été ouverte avant l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 1961, que cette loi contient, dans son article 13, des dispositions transitoires. Il n'est pas possible, dans le cadre de la présente réponse, de procéder à une analyse détaillée des dispositions de cette loi, qui a donné lieu à des commentaires dans diverses revues juridiques (cf., notamment, Jean Patarin, Répertoire pratique notariat, 1962, n° 1 à 7).

5631. — M. Ribadeau Dumas expose à M. le ministre de la justice qu'en exécution du décret n° 51-284 du 3 mars 1951, il est dressé une table décennale des actes de l'état civil. La dernière comprend la période du 1^{er} janvier 1953 au 31 décembre 1962. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas plus logique d'établir ces tables de dixaine en dixaine dans la suite des nombres, par exemple du 1^{er} janvier 1960 au 31 décembre 1969, ce qui apporterait une plus grande facilité dans les recherches. Il suffirait de décider qu'à titre exceptionnel la prochaine table irait du 1^{er} janvier 1963 au 31 décembre 1969 et on aurait ensuite des documents 1970-1980, puis 1980-1990, etc. (Question du 5 novembre 1963.)

Réponse. — La coutume de ne pas établir les tables décennales dans la suite des nombres en commençant au chiffre 0 de chaque nouvelle période de dix ans est ancienne. Les dernières tables dressées avant la guerre 1939-1945 concernaient la période 1923-1932. Un décret du 23 mai 1943 a, en raison des circonstances de guerre, suspendu l'établissement de ces documents. Le décret du 3 mars 1951 a prescrit la reprise de la confection des tables pour la période comprise entre le 15 janvier 1933 et le 31 décembre 1942; il dispose que pour les périodes suivantes ces tables seront établies dans les six premiers mois de la onzième année. Les tables décennales concernent donc, pour les dernières décennies, les périodes 1943-1952 et 1953-1962. Aucune considération de principe ne paraît a priori s'opposer à ce que la prochaine table embrasse la période allant du 1^{er} janvier 1963 au 31 décembre 1969 et à ce que, par la suite, la méthode envisagée soit désormais suivie. La chancellerie se propose de mettre à l'étude, en liaison avec les autres ministères intéressés, la mesure proposée par l'honorable parlementaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

5687. — M. Fouet rappelle à M. le ministre des postes et télécommunications qu'il lui avait signalé l'intérêt que présenterait l'émission d'un timbre poste commémoratif évoquant l'attrait mondial du circuit des « 24 heures du Mans ». Il traduit à nouveau l'étonnement des milieux sportifs et philatéliques qui regretent qu'aucune figurine ne rappelle l'importance du sport automobile en France et spécialement le renom de l'épreuve des « 24 heures du Mans ». Il lui demande s'il ne pense pas faire retenir le projet de l'émission d'un timbre commémoratif dans le programme préparé pour 1964. (Question du 7 novembre 1963.)

Réponse. — Cette question a été examinée par la commission consultative philatélique chargée de formuler son avis sur la composition des programmes annuels des émissions de timbres-poste qui vient de se réunir dernièrement en vue de l'élaboration du programme de 1964. Mais la commission, qui a dû opérer un choix très difficile par le grand nombre de demandes qui lui étaient soumises et l'intérêt que présentaient sur le plan général la plupart d'entre elles, n'a pu retenir le timbre sollicité. La demande concernant l'émission d'un timbre poste consacré aux « 24 heures du Mans » n'est pas pour autant perdue de vue et sera de nouveau examinée lors de l'élaboration d'un programme ultérieur.

RAPATRIES

5307. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des rapatriés qu'avant leur rapatriement en métropole des « auxiliaires de mairie », suivant en cela les conseils qu'ils avaient reçus des autorités officielles françaises, avaient accepté de coopérer, dès l'indépendance de l'Algérie, avec les autorités municipales algériennes d'Alger. Ils sont restés à leur poste jusqu'en juin 1963 et, en principe, il semble bien que, d'après les instructions générales, ils auraient dû être reclassés en la même qualité, à leur arrivée en France. Il lui demande : 1° si, dans le cadre des instructions générales pour le reclassement des rapatriés, la situation signalée doit recevoir une solution dans ce sens et, dans la négative, quelle est celle qui doit être envisagée ; 2° si un ménage de rapatriés se trouvant dans ce cas peut prétendre à l'attribution d'un logement. (Question du 17 octobre 1963.)

Réponse. — 1° L'ordonnance n° 62-657 du 9 juin 1962 relative à la situation des agents départementaux et communaux rapatriés d'Algérie n'accorde le bénéfice d'un reclassement dans les conditions prévues par le décret n° 62-1087 du 10 septembre 1962 et le décret n° 63-137 du 14 février 1963, qu'aux agents qui appartenaient au 19 mars 1962 à l'une des catégories suivantes : a) personnels titulaires des départements d'Algérie et du Sahara ; b) personnels titulaires des communes d'Algérie et du Sahara et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel et commercial régis par le décret n° 61-88 du 25 janvier 1961 ; c) personnels titulaires des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cures publics d'Algérie et du Sahara régis par le premier alinéa de l'article 2 du décret n° 59-510 du 3 avril 1959 ; d) personnels titulaires des offices publics d'habitations à loyer modéré d'Algérie et du Sahara régis par le décret n° 57-132 du 5 février 1957 ; e) personnels titulaires des corps de sapeurs-pompiers communaux d'Algérie et du Sahara régis par le décret n° 54-211 du 23 février 1954. Les agents non titulaires des collectivités locales ne peuvent donc que se prévaloir des dispositions prévues pour les rapatriés du secteur privé en matière d'aide au reclassement. Il conviendrait donc que les intéressés s'adressent, à cet effet, aux services locaux de la direction générale du travail et de la main-d'œuvre qui procéderont à leur inscription et, éventuellement, à leur placement. 2° Les agents auxiliaires de mairie qui exerçaient leurs fonctions en Algérie et qui reviennent en France dans les circonstances définies par l'honorable parlementaire, bénéficient des dispositions prévues par la législation en vue d'assurer le logement des rapatriés. Ils peuvent, notamment, concourir à l'attribution d'un logement, en location simple, dans les conditions fixées par la réglementation. Ils peuvent aussi bénéficier du régime de prêts spéciaux pour l'accession à la propriété ainsi que des subventions et prêts accordés pour la remise en état des locaux anciens. Les préfetures et les directeurs du Crédit foncier de France sont habilités à leur donner tous renseignements utiles à cet égard.

REFORME ADMINISTRATIVE

5400. — M. Aiduy, se référant aux récentes déclarations de M. le ministre des finances concernant le problème de l'abattement du sixième sur les annuités entrant dans le décompte des retraites des agents de la fonction publique, demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de lui préciser les conditions et les modalités de cette réforme ainsi que la date de son application. (Question du 22 octobre 1963.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative a déjà eu l'occasion de déclarer devant l'Assemblée nationale le 6 juin 1963 que le Gouvernement avait pris la décision de réaliser au cours de la présente législature la suppression de l'abattement du sixième sur le décompte des annuités liquidables en vue du calcul des pensions civiles et militaires de retraite. Un groupe de travail réunissant des représentants des administrations et des organisations syndicales a d'ailleurs été constitué pour procéder, aux études préparatoires concernant notamment les modalités d'échelonnement de la réforme ; ses conclusions font actuellement l'objet d'un examen attentif par les services intéressés. Le Gouvernement a décidé, ainsi d'ailleurs que M. le ministre des finances l'a rappelé devant le Parlement, de déposer, lors de la prochaine session du Parlement,

un projet de réforme du code des pensions qui comportera notamment, le principe de la suppression de l'abattement du sixième et qui fixera les modalités de la mise en œuvre de ce principe.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

5898. — M. Tourné demande à M. le ministre de la santé publique et de la population : 1° quelle a été la mortalité au cours des dix dernières années de 1954 jusqu'aujourd'hui : a) globalement ; b) par année de référence et par sexe ; 2° quelle a été la mortalité globale de 1954 à nos jours et par sexe pour les groupes d'âges suivants : a) de zéro à vingt ans, b) de vingt et un ans à quarante ans, c) de quarante et un ans à soixante-cinq ans, d) à partir de soixante-six ans et au-dessus. (Question du 19 novembre 1963.)

Réponse. — Les tableaux ci-dessous donnent les réponses aux questions posées par l'honorable parlementaire :

I. — Mortalité globale de 1954 à 1962.

ANNÉES	NOMBRE DE DECÉDÉS
1954	515.316
1955	522.708
1956	541.891
1957	528.229
1958	496.941
1959	565.488
1960	517.437
1961	496.896
1962	(1) 540.000
Total.....	4.661.036

(1) Evaluation.

II. — Mortalité globale de 1954 à 1961, par sexe.

ANNÉES	HOMMES	FEMMES
1954	261.257	252.080
1955	266.657	256.051
1956	276.675	265.216
1957	271.577	256.652
1958	251.950	241.991
1959	256.090	248.498
1960	263.788	253.649
1961	255.531	241.365
1962	Pas de renseignements.	
Totaux.....	2.106.425	2.018.511

III. — Mortalité globale de 1954 à 1961, par sexe et par grands groupes d'âges.

ANNÉES	0 A 19 ANS		20 A 39 ANS	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1954	23.106	17.083	17.419	7.296
1955	21.850	16.145	12.500	7.032
1956	20.401	14.638	12.654	7.186
1957	19.766	13.315	13.519	7.128
1958	17.897	13.137	12.868	6.536
1959	17.701	12.665	13.977	6.787
1960	16.065	11.377	12.400	6.615
1961	15.721	11.148	12.883	6.293
Totaux.....	152.507	110.508	107.320	51.813

ANNÉES	40 A 64 ANS		65 ANS ET PLUS	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1954	77.449	49.332	150.694	178.378
1955	78.069	48.382	151.238	181.494
1956	81.734	48.082	161.836	195.310
1957	81.195	46.419	157.097	188.790
1958	73.885	42.217	147.309	183.671
1959	76.463	42.391	149.749	186.635
1960	79.103	42.352	155.720	193.305
1961	78.036	40.175	148.591	183.809
Totaux.....	626.484	359.380	1.225.525	1.403.812

5967. — M. Saintout expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la loi n° 61-1408 du 22 décembre 1961 complétant et modifiant le code de la nationalité française, a dispensé de stage (art. 64, 10°, dudit code) « le ressortissant ou ancien ressortissant des territoires et Etats sur lesquels la France a exercé soit la souveraineté, soit un protectorat, un mandat ou une tutelle ». Il semble ressortir de ce texte que la première condition à satisfaire n'est plus exigée pour cette catégorie particulière d'étrangers, et qu'il n'est pas indispensable que l'impétrant soit domicilié sur le territoire français. En effet, différents articles du code de la nationalité précisent la nécessité dans certains cas, pour les personnes qui postulent l'attribution ou l'acquisition de la nationalité française, de l'existence d'une résidence. L'article 64 ne formule rien de semblable. Il lui demande s'il pourrait avoir confirmation de cette interprétation, qui découle de l'esprit et de la lettre du texte. (Question du 22 novembre 1963.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la population a l'honneur de faire connaître à M. Saintout qu'il convient de distinguer entre la condition de stage ou de résidence habituelle de cinq années préalables à l'acquisition de la nationalité française (art. 62 du code de la nationalité française) et la condition de résidence immédiate (art. 61 dudit code). La loi exige, d'une façon générale, que l'étranger qui acquiert la nationalité française réside sur le sol français au moment où se réalise cette acquisition. Dans le cas envisagé, la dispense prévue à l'article 64, 10°, ne concerne que la résidence habituelle de cinq ans et non la résidence immédiate. Celle-ci, dont la définition est identique à celle du « domicile de nationalité », doit présenter « un caractère stable et permanent, coïncidant avec le centre des attaches et des occupations », ainsi qu'il résulte des termes d'un arrêt de la cour de cassation en date du 20 décembre 1955. Elle exclut, par conséquent, un simple passage en France, l'occasion d'un voyage, par exemple. Il existe toutefois, à titre exceptionnel, une possibilité d'obtenir la naturalisation française, dans l'hypothèse de domiciliation à l'étranger : elle se présente lorsque le candidat est dans une situation que la loi, en l'espèce l'article 78 du code du 19 octobre 1945, complété et modifié par la loi du 22 décembre 1961, assimile à la résidence en France si l'intéressé exerce un emploi public ou privé au service de la France, s'il séjourne dans un pays en union douanière avec la France, ou s'il appartient à une formation régulière de l'armée française.

TRAVAIL

4542. — M. Prioux expose à M. le ministre du travail qu'une société industrielle métallurgique ayant déposé son bilan s'est trouvée gérée par un administrateur judiciaire qui a procédé le 10 juillet 1962 au licenciement de l'ensemble du personnel. La grande majorité des salariés ont ensuite bénéficié, à partir de la fin d'août 1962, d'un réembauchage par une nouvelle société qui était titulaire d'un contrat de location de gérance et qui a poursuivi l'activité de l'ancienne société jusqu'à la date de la liquidation définitive. Cette dernière est intervenue le 18 juin 1963 sous la forme d'un concordat homologué et définitif. Suivant les termes de son contrat de location-gérance, la nouvelle société a cessé son activité peu après le concordat et a procédé, le 31 juillet 1963, au licenciement du personnel réembauché par elle. Les anciens salariés de la première société n'ont pas fait état, au moment de leur licenciement du 10 juillet 1962, de leurs créances en indemnités de congédiement prévues par la convention collective de la métallurgie et il ne semble pas que l'administrateur judiciaire ait inscrit ces créances parmi celles qui devaient être prises en considération au moment de l'établissement du concordat. D'autre part, la deuxième société en tant que locataire-gérante a précisé dans ses contrats de réembauchage que ceux-ci étaient à durée limitée et qu'il s'agissait bien de nouveaux contrats de travail, l'ancienneté antérieure n'étant pas prise en considération. De ce fait, les salariés licenciés n'ont été pris en charge ni par la première société au moment de sa liquidation, ni par la seconde à la fin de sa gérance. Il lui demande : 1° comment il est possible de mettre un terme à cette situation particulière qui cause un préjudice certain et le plus souvent très grave aux intéressés dont beaucoup ont plus de vingt ans et parfois même quarante ans d'ancienneté ; 2° qu'il doit, en définitive, payer ces indemnités dont le principe n'est pas contestable. (Question du 24 août 1963.)

2^e réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'en l'état actuel de la législation, l'indemnité de licenciement, fondée sur l'ancienneté des services, est due au salarié dans la mesure où elle est prévue par le contrat de travail, la convention collective de travail ou les usages. Or les créances des salariés qui sont assorties, en application de l'article 47 du livre I^{er} du code du travail, du privilège prévu par l'article 2101-4° du code civil sont celles dont l'existence découle de la loi (salaires, indemnités de préavis, de rupture abusive et de congés payés). Il s'ensuit que l'indemnité de licenciement constitue, pour les salariés qui se trouvent licenciés par suite de la mise en état de faillite ou de règlement judiciaire de leur employeur, non pas une créance privilégiée, mais une simple créance chirographaire. Il appartient aux salariés de produire cette créance lors du jugement prononçant la faillite ou le règlement judiciaire. Le service de l'inspection du travail a été invité à effectuer en faveur des travailleurs dont la situation a été exposée par l'honorable parlementaire, une

démarche auprès de l'administrateur au règlement judiciaire, bien que celui-ci exerce sa mission uniquement sous le contrôle du tribunal de commerce qui l'a nommé. A la suite de cette démarche, les comptes de chacun des bénéficiaires d'une indemnité de licenciement vont être établis par l'employeur en cause et transmis à l'administrateur au règlement judiciaire pour qu'il puisse en tenir compte lors des répartitions à venir. Le paiement de l'intégralité de ladite indemnité paraît devoir être réglé suivant les clauses du concordat, c'est-à-dire en six ans, la première échéance ayant lieu le 18 juin 1964.

5116. — M. Herman demande à M. le ministre du travail de lui indiquer quel est actuellement l'effort gouvernemental effectué pour permettre la formation des femmes qui souhaitent reprendre une activité salariée vers 35 ans. (Question du 9 octobre 1963.)

Réponse. — L'intérêt que présente la mise en œuvre de moyens de formation professionnelle permettant aux femmes d'acquies une qualification en vue d'exercer une activité salariée n'a pas échappé au ministère du travail. Le dispositif actuel de la formation professionnelle des adultes comprend, en effet, de nombreuses sections qui dispensent soit dans des centres relevant du ministère du travail, soit dans des centres professionnels ou d'entreprise subventionnés par lui, des formations relatives à des métiers dans lesquels la main-d'œuvre féminine est prédominante. C'est ainsi que fonctionnent actuellement des sections formant des stagiaires féminines dans les métiers de l'habillement, de l'industrie textile, la bonneterie, la chaussure, l'industrie électronique et les emplois de bureau. Il convient d'ajouter que certaines sections ouvertes au titre de la promotion sociale accueillent des femmes, notamment des techniciennes physico-chimistes. Par ailleurs, le programme de développement arrêté pour les années 1964-1965 prévoit la création de nouvelles sections s'adressant spécialement aux femmes, ou susceptibles de leur convenir, dans les activités suivantes : secrétaires de direction, sténo-dactylographes correspondancières, aides de laboratoire, aides-comptables, mécaniciennes en confection, montage-câblage en électronique.

5438. — M. Rossi expose à M. le ministre du travail que, suivant les instructions de ses services, la caisse autonome nationale de l'union des sociétés mutuelles de retraite des anciens combattants et victimes de la guerre applique une taxe au taux de 4,80 p. 100 sur le montant des versements effectués par ses adhérents qui, en vue de constituer une rente viagère supérieure à 480 francs, ont souscrit un contrat d'adhésion après le 1^{er} janvier 1936. De plus, un droit de gestion de 4 p. 100 est également exigé sur les mêmes contrats. Or, d'autres organismes habilités à servir des rentes viagères constituées à titre onéreux par exemple la caisse des dépôts et consignations n'appliquent qu'un droit de 2,40 p. 100 lorsque le contractant a plus de soixante ans, et sans aucun droit de gestion. Il lui demande : 1° si le droit de 4,80 p. 100 est bien du par les anciens combattants quel que soit leur âge, sur le capital versé par eux en vue de la constitution d'une rente viagère ; 2° quelles sont les raisons de l'inégalité des charges constatée entre différents régimes. (Question du 23 octobre 1963.)

Réponse. — Les anciens combattants ou victimes de guerre qui désirent se constituer une rente avec la participation de l'Etat doivent adhérer à une société mutualiste et effectuer des versements pendant une durée minimum variant de 4 à 10 ans suivant notamment l'âge de l'intéressé à la date de son premier versement. La rente est constituée par la société précitée, soit auprès d'une caisse autonome mutualiste de retraites, soit auprès de la caisse nationale de prévoyance, organismes habilités à constituer lesdites rentes. En vertu des articles 682, 683 et 1047 du code général des impôts, les contrats de rentes viagères susvisés souscrits postérieurement au 31 décembre 1935 sont assujettis à la taxe sur les conventions d'assurances au taux de 4,80 p. 100, quel que soit l'âge des intéressés ; cette taxe n'est toutefois due que pour les versements ayant pour effet de porter le montant de la rente à un chiffre supérieur à 480 francs. Le tarif réduit de 2,40 p. 100 ne s'applique qu'aux seuls contrats de rentes viagères immédiates ou différées de moins de trois ans souscrits par des personnes âgées de plus de soixante ans ou infirmes. C'est donc à juste titre que la caisse autonome de retraites gérée par l'« union des sociétés mutualistes de retraites des anciens combattants et victimes de guerre » réclame à ses adhérents ayant la qualité d'anciens combattants et qui se constituent des rentes supérieures à 480 francs le paiement de la taxe susvisée de 4,80 p. 100, qu'elle verse ensuite au Trésor. Les membres de cette caisse autonome sont, en outre, astreints au paiement d'une cotisation spéciale de gestion égale à 4 p. 100 des versements effectués pour la constitution d'une rente, en application des dispositions du règlement de ladite caisse autonome approuvé par mon département. Cette modalité de couverture des frais de gestion est l'une de celles prévues par l'article 3 du décret n° 46-1730 du 3 août 1946, relatif aux caisses autonomes mutualistes, lequel article exige que les frais de gestion de ces organismes fassent l'objet d'un budget spécial. Si la caisse nationale de prévoyance, établissement ayant sa propre réglementation

tion, ne demande pas à ses assurés le paiement d'une cotisation spéciale de gestion, ses tarifs comportent par contre un chargement de gestion. Le droit de gestion se trouve ainsi compris dans le montant de la prime payée par les assurés.

5512. — M. Rossi attire l'attention de M. le ministre du travail sur le fait qu'un élève des lycées ou collèges, atteint de tuberculose, ne bénéficie plus des avantages de la sécurité sociale à l'âge de vingt ans s'il n'est pas, à ce moment, devenu étudiant. Il lui demande s'il ne pourrait pas être remédié à cette situation particulièrement injuste. (Question du 26 octobre 1963.)

Réponse. — Il résulte des dispositions des articles L 283 et L 285 du code de la sécurité sociale que l'assuré ouvre droit aux prestations de l'assurance maladie (remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation) aux membres de sa famille. Par membres de la famille, on entend, notamment, les enfants de moins de seize ans non salariés à la charge de l'assuré; sont assimilés aux enfants de moins de seize ans: 1^o ceux de moins de dix-huit ans placés en apprentissage; 2^o ceux de moins de vingt ans qui poursuivent leurs études; 3^o ceux de moins de vingt ans qui sont, par suite d'infirmités ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié. D'autre part, l'admission au régime de sécurité sociale des étudiants est réservé aux jeunes gens qui, n'étant ni assurés sociaux, ni ayants droit d'assurés sociaux, poursuivent leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur. En l'état actuel de la législation, les enfants de l'assuré se trouvant dans la situation exposée par l'honorable parlementaire ne peuvent donc bénéficier des prestations légales des assurances sociales. La prise en charge, au titre des prestations légales, d'enfants de plus de vingt ans atteints d'une maladie chronique ne peut donc être effectuée que par voie législative. Elle aboutirait en fait à mettre les prestations, actuellement supportées par l'Etat et les collectivités locales, à la charge des organismes de sécurité sociale sans qu'aucune ressource nouvelle ne vienne en contrepartie compenser les dépenses qui en résulteraient. En effet, les intéressés peuvent obtenir le bénéfice de l'aide médicale prévue par la législation d'aide sociale lorsque leur situation de famille justifie une telle mesure. La demande d'aide médicale doit être formulée à la mairie de la résidence des requérants. Il convient d'ajouter que les caisses de sécurité sociale ont la possibilité d'accorder la couverture des frais au titre de l'assurance maladie aux enfants d'assurés sociaux, quel que soit leur âge, au titre des prestations supplémentaires; l'attribution de ses prestations est facultative et, comme l'aide médicale, subordonnée à l'insuffisance de ressources des intéressés.

5516. — M. Joseph Rivière expose à M. le ministre du travail le cas d'une infirmière dont l'activité principale est une activité salariée et qui, à titre subsidiaire, accomplit un travail non salarié pour lequel elle perçoit des honoraires d'importance très minime (202 francs pendant l'année 1960, 216 francs pendant l'année 1961, 447 francs pendant l'année 1962). Il lui demande si l'intéressée ne pourrait pas bénéficier d'une exonération des cotisations de sécurité sociale prévues par le décret du 13 juillet 1962 pour la garantie des auxiliaires médicaux, étant fait observer que les cotisations qui lui sont réclamées par la caisse primaire de sécurité sociale atteignent le montant des honoraires perçus pendant l'année considérée. (Question du 29 octobre 1963.)

Réponse. — Les avantages sociaux complémentaires dont bénéficient, lorsqu'ils sont conventionnés, les praticiens et auxiliaires médicaux exerçant en clientèle, constituent, ainsi que l'indique leur dénomination même, un complément aux avantages dont les intéressés bénéficient au titre du livre VIII du code de la sécurité sociale. Il s'ensuit que seuls peuvent être appelés à bénéficier des avantages sociaux complémentaires prévus par le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962 et corrélativement être tenus au versement de la cotisation d'assurance maladie prévue à l'article 6 de ce décret, les praticiens et auxiliaires médicaux qui, du chef de leur activité professionnelle en clientèle privée, relèvent de la caisse d'allocation vieillesse des non-salariés correspondant à ladite activité soit, s'agissant d'une infirmière, de la caisse d'allocation vieillesse des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures. Il est précisé, à cet égard, que lorsqu'une personne exerce simultanément une activité salariée et une activité non salariée, elle est affiliée à l'organisation d'allocation de vieillesse dont relève son activité non salariée, même si cette activité est exercée à titre accessoire, sans préjudice de son affiliation au régime des travailleurs salariés, étant entendu que les avantages, qui lui seront dus, au titre de ses cotisations, seront susceptibles de se cumuler (art. L. 845, dernier alinéa du code de la sécurité sociale). Toutefois, il résulte d'une décision jurisprudentielle que l'affiliation à une section professionnelle de l'organisation d'allocation vieillesse des professions libérales ne peut être requise qu'autant qu'est apportée la preuve « d'actes de clientèle répétés constitutifs de l'exercice d'une profession non salariée ». Dans l'éventualité où l'infirmière en cause n'exercerait sa profession à titre de non salariée que dans des cas exceptionnels elle ne serait donc pas tenue d'être affiliée à la section professionnelle des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures et, par voie de conséquence, elle ne serait pas redevable de la cotisation prévue à l'article 6 du décret susvisé du 13 juillet 1962.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

2^e séance du mardi 10 décembre 1963.

SCRUTIN (N° 79)

Sur la question préalable opposée par la commission des lois et par M. Coste-Floret à la discussion du projet relatif au conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Nombre des votants	475
Nombre des suffrages exprimés	467
Majorité absolue	234

Pour l'adoption	211
Contre	256

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Dubuis.	Millerrand.
Achelin.	Ducos.	Moch (Jules).
Achille-Fould.	Duffaut (Henri).	Mollet (Guy).
Alduy.	Dubamel.	Monnerville (Pierre).
Ayme.	Dumortier.	Montagne (Rémy).
Mme Ayme de La	Dupuy.	Montalat.
Chevrellère.	Duraffour.	Montel (Eugène).
Ballanger (Robert).	Dussarhou.	Montesquieu (de).
Balmigère.	Ebrard (Guy).	Morieval.
Barberot.	Escande.	Moulin (Jean).
Barbet (Raymond).	Fabre (Robert).	Musmeaux.
Barnaudy.	Fajen (Etienne).	Nègre.
Barrière.	Faure (Gilbert).	Niles.
Barrot (Noël).	Faure (Maurice).	Notcbari.
Baudis.	Feix.	Odru.
Bayou (Raoul).	Flévez.	Orvoën.
Bécharde (Paul).	Fil.	Palmero.
Bernard.	Fontanet.	Pavot.
Berthouin.	Forest.	Péronnet.
Bellencourl.	Fouchier.	Phimlin.
Bilhères.	Fouet.	Philibert.
Bilhoux.	Fourmond.	Phillippe.
Bizet.	Fourvel.	Pic.
Blanchot.	Fraissinette (de).	Pierrebourg (de).
Blucy.	François-Benard.	Pillet.
Bolsson.	Fréville.	Pimont.
Bonnet (Christian).	Gallard (Félix).	Piancix.
Bonnel (Georges).	Garcin.	Ploven (René).
Besson.	Gaudin.	Ponsellé.
Boulay.	Gauthier.	Poudevigne.
Bourdellès.	Germain (Charles).	Prigent (Tanguy).
Boutard.	Gernez.	Mme Prin.
Bouthière.	Grenet.	Privat.
Breilles.	Grenier (Fernand).	Ramelle (Arthur).
Briand.	Halbout (Emile-Pierre).	Raust.
Brugetrolle.	Héder.	Regaudie.
Bustlin.	Hersant.	Rey (André).
Caill (Antoine).	Hoslier.	Reuhon.
Canos.	Honcl.	Rivière (Joseph).
Carlier.	Isart.	Rochet (Waldeck).
Cassagne.	Ihuel.	Rossi.
Cermolacce.	Jacquet (Michel).	Roucaute (Roger).
Cerncau.	Jallion.	Ruffe.
Césaire.	Jullien.	Sahlé.
Chambrun (de).	Juskiewinski.	Salagnac.
Chandernagor.	Kir.	Salignava.
Charpentier.	Labéguerie.	Sauzedde.
Charvet.	Lacoste (Robert).	Schoff.
Chauvet.	Lalle.	Schaffner.
Chazalon.	Lamarque-Cando.	Schloosing.
Chazot.	Lamps.	Schumann (Maurice).
Commenay.	Larne (Tony).	Seramy.
Cornette.	Laurent (Marceau).	Spénale.
Cornul-Gentille.	Le Guillo.	Tearli.
Coste-Floret (Paul).	Le Guen.	Mme Thôme-Patenôtre
Couillet.	Lejeune (Max).	(Jacqueline).
Couzinet.	Le Lann.	Thorez (Maurice).
Darchicourt.	Lenormand (Maurice).	Tingy (de).
Darras.	L'Huilier (Waldeck).	Tourné.
Daviaud.	Lolive.	Mme Vallant-
Davoust.	Longueue.	Conturier.
Defferre.	Lonslau.	Valentin (Jean).
Dejean.	Magne.	Vais (Francis).
Delachenal.	Mancau.	Var.
Delmas.	Martel.	Vauthier.
Delorme.	Masse (Jean).	Ver (Antonin).
Denvers.	Massot.	Véry (Emmanuel).
Dérancy.	Matalon.	Vial-Massat.
Deschizeaux.	Meek.	Vignaux.
Desouches.	Méhnignierle.	Yvon.
Mlle Dienesch.	Méhaud (Louis).	Zuccarelli.
Polze.	Milliau (Lucien).	

Ont voté contre (1) :

MM.
 Allières (d').
 Aizier.
 Albrand.
 Ansquer.
 Anthonioz.
 Bailly.
 Bardet (Maurice).
 Bas (Pierre).
 Raudoüin.
 Bayle.
 Beauguille (André).
 Becker.
 Bécue.
 Bénard (François)
 (Oise).
 Bérard.
 Béraud.
 Berger.
 Bernasconi.
 Bignon.
 Billotte.
 Bisson.
 Boinvilliers.
 Boisdé (Raymond).
 Bord.
 Bordage.
 Borocco.
 Boscardy-Monsservin.
 Boscher.
 Bourgeois (Georges).
 Bourgeois (Lucien).
 Bourges.
 Bourgoin.
 Bourgund.
 Bousseau.
 Bricou.
 Briot.
 Brousset.
 Buot (Henri).
 Cachat.
 Calle (René).
 Calméjane.
 Carter.
 Catalaud.
 Catroux.
 Catry.
 Chalopin.
 Chamant.
 Chapalain.
 Charbonnel.
 Charié.
 Charret (Edouard).
 Chérasse.
 Cherbonneau.
 Christlaens.
 Clerget.
 Clostermann.
 Colette.
 Comte-Offenbach.
 Couderc.
 Coumaros.
 Consté.
 Dalainzy.
 Darnette.
 Danel.
 Danilo.
 Dassault (Marcel).

Dasslé
 Debré (Michel).
 Degraeve
 Delâtre.
 Deffauna.
 Delory.
 Dentiau.
 Denis (Bertrand).
 Didier (Pierre).
 Drouot-L'Hermine.
 Ducap.
 Duchesne.
 Duffol.
 Dupelier.
 Durbel.
 Duriot.
 Dusseaux.
 Buterne.
 Duviillard.
 Ehm.
 Evrard (Roger).
 Fagot.
 Fanion.
 Feuillard.
 Flornoy.
 Fossé.
 Fric.
 Gamel.
 Gasparini.
 Georges.
 Germain (Hubert).
 Girard.
 Godefroy.
 Goemaere.
 Gorce-Franklin.
 Gorge (Albert).
 Grailly (de).
 Grimaud.
 Grussenmeyer.
 Guéna.
 Guillemin.
 Guillon.
 Haibout (André).
 Haigouët (du).
 Houret.
 Mme Hauteclocque
 (de).
 Hébert (Jacques).
 Heitz.
 Herman.
 Hoffer.
 Houcke.
 Hunault.
 Ibrahim (Said).
 Jacson.
 Jarrot.
 Karcher.
 Kasperit.
 Krieg.
 Kröpflé.
 La Combe.
 Lainé (Jean).
 Lapeyrusse.
 Lathière.
 Laudrin.
 Mme Launay.

Laurin.
 Lavigne.
 Le Bauli de La Mor-
 nière.
 Lecocq.
 Lecornu.
 Le Douarec (François).
 Leduc (René).
 Le Gall.
 Le Goasguen.
 Lemaire.
 Lemarchand.
 Lepage.
 Lepen.
 Lepidi.
 Lepourry.
 Le Tac.
 Le Theule.
 Lipkowski (de).
 Litoux.
 Losie.
 Luciani.
 Macquet.
 Maillo.
 Mainguy.
 Maïné (de La).
 Mailleville.
 Marcenet.
 Fric.
 Marquand-Gairard.
 Marlin.
 Max-Peill.
 Mer.
 Meunier.
 Miossec.
 Mohamed (Ahmed).
 Mondon.
 Morisse.
 Moulin (Arthur).
 Moussa (Ahmed-
 idriss).
 Moynet.
 Nessler.
 Neuwirth.
 Noiret.
 Nou.
 Nungesser.
 Pawewski (Jean-Paul).
 Paquet.
 Pasquini.
 Perelli.
 Perrin (François).
 Perrin (Joseph).
 Perrot.
 Peyrét.
 Pezé.
 Pezout.
 Pianta.
 Picquot.
 Mme Ploux.
 Poirier.
 Poncelet.
 Pouliquet (de).
 Préaurmont (de).
 Prioux.
 Queniller.
 Rabourdin.
 Radius.
 Raffier.

Raulet.
 Renouard.
 Réthoré.
 Rey (Henry).
 Ribadeau-Dumas.
 Ribière (René).
 Richard (Lucien).
 Richards (Arthur).
 Richet.
 Risbourg.
 Rivain.
 Rives-Henrys.
 Rivière (Paul).
 Rocher (Bernard).
 Roques.
 Rousselet.
 Roux.
 Ruais.
 Sabatier.

Sagette.
 Saintout.
 Sairdaine.
 Sallé (Louis).
 Sanglier.
 Sanguinetti.
 Sanson.
 Schnebeien.
 Séralini.
 Sesmaisons (de).
 Sauchal.
 Taillinger.
 Terré.
 Terrenoire.
 Thillard.
 Thoraillet.
 Tirefort.
 Tomasini.
 Touret.

Toury.
 Trémollières.
 Tricon.
 Valenet.
 Vallon (Louis).
 Van Haecke.
 Vanier.
 Vendroux.
 Vitter (Pierre).
 Vivien.
 Vollquin.
 Volsin.
 Voyer.
 Wagner.
 Weber.
 Weinman.
 Westphal.
 Ziller.
 Zimmermann.

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.
 Chaplant.
 Cazenave.

Frys.
 Hilsberger.
 Hiequet.

Rocca Serra (de).
 Roche-Defrance.
 Schwartz.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Bénard (Jean), Guyot (Marcel).

Excusés ou absente par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Chapuis, Ritter et Royer.

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et M. Schmittin, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Bizet à M. Haibout (Emile-Pierre) (maladie).
 Ibrahim (Said) à M. Sallé (maladie).
 Krepffe à M. Bourgeois (Georges) (maladie).
 Lapéyrusse à M. Bourgund (maladie).
 Mohamed (Ahmed) à M. Luciani (maladie).
 Moussa (Ahmed-Idriss) à M. Richards (Arthur) (maladie).

Notifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Chapuis (maladie).
 Ritter (accident).
 Royer (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
 du mardi 10 décembre 1963.

1^{re} séance: page 7749. — 2^e séance: page 7769.

PRIX : 0,75 F